Solideo Alpes 2030
Société de livraison des ouvrages olympiques

Projet de Ligne Olympique Réservée (LOR) de Briançon à Le Monêtier-les-Bains (05)

Dossier de déclaration d'antériorité des rejets d'eaux pluviales du projet de Ligne Olympique Réservée (LOR) de Briançon à Le Monêtier-les-Bains (05) - (art. R214-53)
Porter à connaissance de modification du rejet (art. R214-40)



Août 2026

Table des matières

1. Présentation de la SOLIDEO ALPES 2030 6
1.1. Contexte des Jeux Olympiques Alpes 2030 6
1.1.1. Candidature des Alpes Françaises 6
1.1.2. Présentation des projets 7
1.2. Fonctionnement de la Solideo Alpes 2030 8
1.2.1. Création 8
1.2.2. Gouvernance 8
1.2.3. Comité d'audit et comité d'éthique 9
1.2.4. Organisation 9
1.3. Partenaires de la livraison des ouvrages 9
1.4. Ambitions de la Solideo Alpes 2030 10
1.4.1. Excellence environnementale 10
1.4.2. Excellence sociale 11
1.4.3. Accessibilité universelle 11
1.4.4. Innovation 12
1.5. Planning général des ouvrages Solideo Alpes 2030 13
2. Les projets sur la commune de Briançon 15
3. Le demandeur 17
4. Emplacement de l'infrastructures et des ouvrages 19
5. Présentation de la situation existante et du projet 21
5.1. La situation existante – antériorité 21
5.1.1. La voie existante 21
5.1.2. Principes généraux relatifs à la gestion des eaux pluviales et des milieux aquatiques 25
5.1.3. Déclaration d'antériorité du linéaire du projet (de Briançon et de Le Monêtier-les-Bains) 37
5.1.5. Classement dans la nomenclature R214-1 du Code de l'Environnement 38
5.2. Nature et objet de l'opération 38
5.2.1. Contexte et objectifs du projet 38
5.2.2. Caractéristiques du projet 40
5.2.3. Principes généraux relatifs à la gestion des eaux pluviales et des milieux aquatiques 64
5.2.5. Classement dans la nomenclature R214-1 du Code de l'Environnement 79

6. Document d'incidences 80
6.1. Analyse de l'état initial du site relatif à l'eau et aux milieux aquatiques 80
6.1.1. Climatologie 80
6.1.2. Topographie 81
6.1.3. Géologie 82
6.1.4. Contexte hydrogéologique et capacité d'infiltration 84
6.1.5. Contexte hydrographique 85
6.1.6. Usage de l'eau 103
6.1.7. Zone de répartition des eaux (ZRE) 104
6.1.8. Zone humide 105
6.2. Analyse des incidences du projet d'aménagement de voirie sur les milieux et usages / mesures associées 114
6.2.1. Cas particulier de la période de chantier 114
6.2.2. Gestion des eaux pluviales 115
6.2.3. Interface avec les zones d'aléas 118
6.2.4. Incidences sur les zones humides 125
6.3. Compatibilité avec les objectifs du SDAGE et du SAGE 126
6.3.1. Le SDAGE Rhone-Méditerranée 126
6.3.2. Le SAGE de la Durance 131
6.4. Document d'incidence NATURA 2000 132
6.4.1. Rappel du cadre juridique 132
6.4.2. Evaluation des incidences 134
7. Conclusion 150

Table des figures

Figure 1 : Carte des sites de compétitions olympiques et paralympiques 6
Figure 2 : Planning général des ouvrages Solideo Alpes 2030 14
Figure 3 : Localisation du projet d'aménagement de la LOR (ligne olympique réservée) depuis Briançon jusqu'à Le Monêtier les bains 20
Figure 4 : Localisation des autres voies concernées par le tracé LOR 22
Figure 5 : Bassins versants naturels interceptés par le tracé concerné par le projet 24
Figure 6 : Bassins versants et exutoires identifiés - Commune de Briançon 25
Figure 7 : Ouvrages de la gestion actuelle présumée des eaux pluviales de la voie existante du projet – Commune de Briançon 27
Figure 8 : Ouvrages de la gestion actuelle présumée des eaux pluviales de la voie existante du projet – Commune de Saint-Chaffrey 28
Figure 9 : Ouvrages de la gestion actuelle présumée des eaux pluviales de la voie existante du projet – Commune de Saint-Chaffrey 29

Figure 10 : Bassins versants et exutoires identifiés – Commune de La Salle-les-Alpes 30
Figure 11 : Ouvrages de la gestion actuelle présumée des eaux pluviales de la voie existante du projet – Commune de La Salle-les-Alpes 32
Figure 12 : Bassins versants et exutoires identifiés – Commune de Le Monêtier-les-Bains 33
Figure 13 : Ouvrages de la gestion actuelle présumée des eaux pluviales de la voie existante du projet – Commune de Le Monêtier-les-Bains 35
Figure 14 : Localisation des zones de frayères 37
Figure 15 : Localisation des secteurs du projet 40
Figure 16 : Localisation des périodes d'occurrence considérées 70
Figure 17 : Localisation des compensations prévues 77
Figure 18 : Records des températures à Briançon / Villar St Pancrace sur la période de 1976 à 2026 80
Figure 19 : Records des précipitations à Briançon / Villar St Pancrace sur la période de 1976 à 2026 81
Figure 20 : Evolution de la topographie dans les quatre communes traversées par la Ligne Olympique Réservée 82
Figure 21 : Situation topographique au droit du secteur de projet 82
Figure 22 : Extrait de la carte géologique n°823 du BRGM au droit du site étudié 83
Figure 23 : Contexte hydrographique 86
Figure 24 : Débits moyens mensuels de la station X001 5613 – La Durance à Briançon [aval] du 01/01/2020 au 31/07/2026 87
Figure 25 : Débits moyens mensuels de la station X001 5010 – La Guisane au Monêtier-les-Bains [Le Casset] du 01/01/2020 au 31/07/2026 88
Figure 26 : Etat des masses d'eau - Cours d'eau (SDAGE 2022-2027) 89
Figure 27 : Cartographie générale d'aléas - Avalanches 90
Figure 28 : Cartographie d'aléas avalanches sur la commune de Le-Monêtier-les-Bains 91
Figure 29 : Cartographie d'aléas avalanches au niveau de la limite Saint-Chaffrey / Briançon 91
Figure 30 : Cartographie générale d'aléas – Inondation 93
Figure 31 : Cartographie d'aléas inondation de la Guisane sur la commune de Le-Monêtier-les-Bains 93
Figure 32 : Cartographie d'aléas inondation de la Guisane sur Le-Monêtier-les-Bains/La Salle-les-Alpes 94
Figure 33 : Cartographie d'aléas inondation de la Guisane sur la commune de La Salle-les-Alpes 94
Figure 34 : Cartographie d'aléas inondation de la Guisane sur La Salle-les-Alpes /Saint-Chaffrey 95
Figure 35 : Cartographie générale d'aléas - Crues torrentielles, ruissellement et ravinement 99
Figure 36 : Cartographie d'aléas crues torrentielles, ruissellement et ravinement - Commune de Le-Monêtier-les-Bains 99
Figure 37 : Cartographie d'aléas crues torrentielles, ruissellement et ravinement - Commune de La-Salle-les-Alpes 100
Figure 38 : Cartographie d'aléas crues torrentielles, ruissellement et ravinement - Commune de Saint-Chaffrey 101
Figure 39 : Cartographie d'aléas crues torrentielles, ruissellement et ravinement - Commune de Briançon 101
Figure 40 : Captages AEP 103
Figure 41 : Localisation des prélèvements de la BNPE 104
Figure 42 : Cartographie de l'inventaire zones humides 105

Figure 43 : Zones humides selon l'approche "habitats" 1/2 109
Figure 44 : Zones humides selon l'approche "habitats" 2/2 109
Figure 45 : Zones humides selon l'approche "sol" 1/2 112
Figure 46 : Zones humides selon l'approche "sol" 2/2 113
Figure 47 : Zones imperméabilisées interceptées par l'aléa inondation 118
Figure 48 : Zone imperméabilisée du secteur 10 interceptée par l'aléa inondation (construction passerelle) 119
Figure 49 : Zones imperméabilisée du secteur 11 interceptée par l'aléa inondation 121
Figure 50 : Zones imperméabilisées interceptées par l'aléas de crues torrentielles 123
Figure 51 : Localisation des sites Natura 2000 135

Table des tableaux

Tableau 1 : Coefficients de Montana étudiés (METEO FRANCE) 68
Tableau 2 : Récapitulatif des débits de pointe en phase projetée 70
Tableau 3 : Récapitulatif des volumes de rétention nécessaires en phase projetée 72
Tableau 4 : Solutions envisagées 74
Tableau 5 : Objectifs de qualité des masses d'eau souterraine présentes au droit de l'aire d'étude (source : SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027) 84
Tableau 6 : Caractérisation de l'aléa torrentiel sur le tracé de la LOR 97
Tableau 7 : Humidité des habitats 107
Tableau 8 : Description des sondages pédologiques 110
Tableau 9 : Articulation du projet étudié avec les orientations du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 127

Table des annexes

Annexe 1 : Formulaire de déclaration d'existence (article R214-53 du Code de l'Environnement) de la Préfecture des Hautes-Alpes 152
Annexe 2 : Cartographies de l'impact hydraulique du projet 153
Annexe 3 : Tableau récapitulatif des surfaces actuelles 154
Annexe 4 : Tableau récapitulatif des surfaces projetées 155

1. Présentation de la SOLIDEO ALPES 2030

1.1. Contexte des Jeux Olympiques Alpes 2030

1.1.1. Candidature des Alpes Françaises

Le 24 juillet 2024, le Comité International Olympique (CIO) a retenu la candidature « Les Alpes Françaises » pour l'organisation des JO ALPES 2030. Les Jeux Olympiques se tiendront du 1er au 17 février 2030 et les Jeux Paralympiques se dérouleront du 1er au 10 mars 2030.

La candidature des Alpes Françaises - portée par les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Sud-Provence-Alpes-Côte-d'Azur aux côtés des collectivités locales appelées à accueillir les différentes épreuves sportives, du Comité National Olympique et Sportif Français (CNOSF), du Comité Paralympique et Sportif Français (CPSF) et de l'État - s'appuie sur une organisation des compétitions répartie sur 4 pôles situés respectivement :

- Dans la métropole lyonnaise,
- Dans le pays briançonnais dans les Hautes-Alpes,
- Dans la vallée de la Tarentaise en Savoie,
- Dans le massif des Aravis en Haute-Savoie,
- Et dans les pays bas.

Figure 1 : Carte des sites de compétitions olympiques et paralympiques





Source : Alpes françaises 2030

1.1.2. Présentation des projets

Au total, une quarantaine d'opérations sont envisagées, réparties sur 15 communes des 5 pôles. Les typologies de projets sont les suivantes :

- Les villages des athlètes,
- Les sites de compétitions sportives,
- Les bâtiments d'accueil et sites d'entrainement,
- Les ouvrages pour la mobilité des personnes (construction de transports par câble, rénovation de route/pont, création de parking).

Une partie de ces opérations sera réalisée sous maitrise d'ouvrage Solideo Alpes 2030 et le reste sera réalisé par d'autres maîtres d'ouvrages (privés ou publics), avec une supervision par Solideo Alpes 2030.

1.2. Fonctionnement de la Solideo Alpes 2030

1.2.1. Création

Capitalisant sur le succès de l'organisation des Jeux de Paris 2024, les partenaires du projet « Alpes Françaises 2030 » ont créé un établissement public dédié à la livraison des ouvrages olympiques sur le modèle de la Société de Livraison des Ouvrages Olympiques créée pour les besoins des Jeux de Paris 2024, dénommée « Solideo Alpes 2030 ».
La Solideo Alpes 2030 a été créée par le décret n°2025-119 du 10 février 2025 et a pour principales missions de :

- Coordonner les maîtres d'ouvrage et maîtres d'ouvrage délégués responsables des ouvrages et des opérations d'aménagement nécessaires à l'organisation des JOP ALPES 2030 ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'ouvrage déléguée de certains des ouvrages ou de certaines opérations d'aménagement ;
- Participer au financement de tout ou partie des coûts des ouvrages et des opérations d'aménagement olympiques.

1.2.2. Gouvernance

Le conseil d'administration de la Solideo Alpes 2030, dont la composition est fixée par le décret n°2025-119 précédemment cité, est composé en nombre égal :

- D'une part, de représentants de l'État ;
- Et d'autre part de représentants du conseil régional Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur, du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, des conseils départementaux, des communes de chaque département, des institutions sportives (CNOSF, CPSF), du COJOP Alpes 2030 ainsi que de personnalités qualifiées et de représentants du personnel de la société.

Le conseil d'administration compte ainsi 42 membres et se décompose comme suit :

- 21 représentants de l'État désignés par arrêté du ministre chargé des sports et du ministre chargé de l'urbanisme sur proposition des ministres concernés ;
- 12 représentants des collectivités territoriales ;
- 3 représentants du mouvement Olympique et Paralympique ;
- 2 personnalités qualifiées désignées par le Premier ministre choisies l'une parmi les représentants des organisations représentatives des salariés, l'autre parmi les représentants des organisations représentatives des employeurs ;
- 2 personnalités qualifiées désignées, l'une, par le conseil régional Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'autre par le conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes ;
- 2 représentants élus par le personnel.

Il est présidé alternativement, chaque année, par les deux Présidents des régions Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne-Rhône-Alpes :

- Renaud MUSELIER, Président du conseil régional de la région Sud-PACA, en 2025 ;
- Fabrice PANNEKOUCHE, Président du conseil régional de la région AURA en 2026.

1.2.3. Comité d'audit et comité d'éthique

Le comité d'audit a pour mission d'analyser la gestion et la stratégie de l'établissement, d'apprécier sa soutenabilité financière au regard de ses engagements et de ses ressources, d'évaluer sa politique de gestion des risques (financiers, opérationnels et juridiques) et de veiller à la fiabilité ainsi qu'à la pertinence des méthodes comptables et de l'information financière.

Le comité d'éthique est consulté par le conseil d'administration sur les projets relatifs à la politique éthique de l'établissement, ainsi que sur le respect des principes qui fondent son action. Celui-ci peut également être saisi par différentes parties prenantes pour toute question liée à la prévention des conflits d'intérêts, à l'objectivité et à la transparence des décisions.

1.2.4. Organisation

La Solideo Alpes 2030 est organisée autour de :

- 3 directions opérationnelles :
    - Supervision et programme ;
    - Maitrise d'ouvrage ;
    - Stratégie, innovation et expertise ;
- Une direction de la communication ;
- Un secrétariat général.

La Solideo Alpes 2030 comporte environ 70 collaborateurs répartis sur 3 sites (Siège à Marseille, et 2 sites dans les territoires : à Briançon et en Savoie).

1.3. Partenaires de la livraison des ouvrages

Les acteurs publics, institutionnels et privés du territoire sont associés, dans le cadre d'une gouvernance partenariale mise en place par la Solideo Alpes 2030, à la réflexion, à la définition, à la conception et à la réalisation des projets, de manière à prendre en compte les enjeux locaux ainsi que les besoins des habitants et des acteurs économiques du territoire.

Ces acteurs sont :

- Le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver des « Alpes Françaises 2030 » (COJOP) : association loi 1901, dont les statuts ont été publiés le 25 février 2025 au Journal Officiel « Associations et Fondations d'entreprise » de la

République Française. Cette structure est le dépositaire des droits dédiés du Comité International Olympique (CIO) et du Comité International Paralympique (IPC) en France dans le cadre de la préparation des JOP ALPES 2030. Le COJOP a notamment pour objet, conformément à ses statuts en date du 18 février 2025, de planifier, d'organiser, financer et livrer les JOP ALPES 2030, ainsi que les événements associés. Il aura notamment en charge la mise en place de l'ensemble des structures et aménagements temporaires nécessaires à la tenue des JOP, dits « overlays » ;

- Les collectivités locales et groupements de collectivités locales des territoires concernés incluant les Régions Auvergne-Rhône-Alpes et Sud-Provence-Alpes-Côte-d'Azur, les départements, les intercommunalités et les communes ;
- L'État : ministères chargés des sports, de l'urbanisme et du budget (administration centrale et services déconcentrés), Délégation interministérielle aux Jeux Olympiques et Paralympiques (DIJOP), préfectures de région et préfectures de département, la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

1.4. Ambitions de la Solideo Alpes 2030

1.4.1. Excellence environnementale

La candidature des JOP ALPES 2030 s'est articulée autour d'engagements forts visant à minimiser l'empreinte carbone et à protéger les écosystèmes alpins. Elle s'inscrit résolument dans la continuité des engagements internationaux, nationaux et régionaux en matière de lutte contre le changement climatique et de préservation de la biodiversité, ainsi que dans la stratégie de durabilité portée par le CIO.

La feuille de route environnementale des JOP ALPES 2030, élaborée et coordonnée par le Secrétariat Général à la Planification Écologique, sous la supervision de la DIJOP, définit le cadre stratégique destiné à garantir la conformité de l'événement avec les engagements nationaux et régionaux en matière de transition écologique. Elle s'inscrit dans la continuité des engagements nationaux France Nation Verte (SNBC[1], PNACC[2], SNB[3], SNAP[4], etc.) et des ambitions territoriales (Plan Climat de la Région Sud, Ambition Territoire 2030 de la Région Auvergne Rhône Alpes). Elle fixe le cadre et les grands objectifs à atteindre tant sur le volet événementiel que sur le volet héritage des JOP ALPES 2030.

La feuille de route environnementale repose sur un principe central suivant : assurer la cohérence et la complémentarité des actions menées par l'ensemble des parties prenantes, notamment l'État, le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques, la Solideo Alpes 2030, les collectivités régionales et départementales et les acteurs socio-économiques locaux.

Les travaux sur la feuille de route ont permis d'identifier huit enjeux clés : émissions, énergie, aménagement, écosystèmes et biodiversité, alimentation, eau, « une seule santé » et économie circulaire. La feuille de route se décline en 40 actions.

[1] Stratégie Nationale Bas-Carbone
[2] Plan National d'Adaptation au Changement Climatique
[3] Stratégie Nationale Biodiversité
[4] Stratégie Nationale pour les Aires Protégées

1.4.2. Excellence sociale

Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 avaient donné naissance à une Charte sociale autour de 4 idées : la présence des syndicats au sein des instances ; une priorité accordée à l'emploi de qualité et aux conditions de travail des salariés ; les jeux comme un tremplin pour développer des compétences et sécuriser des parcours professionnels ; et enfin, les jeux comme « moteur de développement économique, social et solidaire ».

Inspirée par cette expérience réussie de la charte des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, le COJOP Alpes françaises 2030, la Solideo Alpes 2030 et les huit organisations syndicales et patronales nationales représentatives au niveau interprofessionnel s'engagent ensemble au travers une **Charte Sociale, Économique et Environnementale**. La démarche s'enrichit d'une dimension environnementale, rendue indispensable par le cadre naturel exceptionnel dans lequel se dérouleront les JOP ALPES 2030. Cette Charte vise à laisser un héritage social fort et une empreinte environnementale minimale à la préparation et la réalisation des JOP ALPES 2030.

La charte a été signée le 26 novembre 2025 par l'ensemble des partenaires au siège du CNOSF. Elle détaille 27 engagements regroupés en 5 sections :

- Pilotage et suivi des engagements (6 engagements) ;
- Des ambitions économiques et sociales fortes (9 engagements) ;
- Garantir un héritage économique et social durable des JOP ALPES 2030 (6 engagements) ;
- Le sport comme levier de développement solidaire et inclusif (2 engagements) ;
- Transition écologique et mobilités durables au cœur des JOP ALPES 2030 (4 engagements).

1.4.3. Accessibilité universelle

L'accessibilité universelle vise à concevoir des espaces, des équipements et des services utilisables par le plus grand nombre, en autonomie, quelles que soient les capacités physiques, sensorielles, cognitives ou les situations de vie. Elle concerne les personnes en situation de handicap, mais elle bénéficie aussi aux personnes âgées, aux familles avec enfants, aux personnes temporairement limitées dans leurs déplacements ou confrontées à des contraintes d'usage.

Dans le contexte des territoires de montagne, cet enjeu est renforcé par des contraintes spécifiques : reliefs marqués, conditions climatiques hivernales, forte saisonnalité touristique et infrastructures parfois anciennes. Ces caractéristiques rendent indispensable une approche globale et anticipée de l'accessibilité, intégrée dès la conception des projets.

Dans la continuité de l'héritage des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, la candidature des Alpes françaises a fait de l'inclusion et de l'accessibilité un engagement majeur, porté con-

jointement par le mouvement olympique et paralympique. L'ambition est claire : offrir les meilleurs standards d'accueil aux athlètes paralympiques, aux spectateurs et aux usagers des territoires, tout en laissant un héritage durable aux vallées alpines.

Les Jeux constituent ainsi un catalyseur pour transformer en profondeur les pratiques d'aménagement, renforcer l'accès aux sports de montagne pour tous et contribuer à l'émergence de véritables « vallées inclusives ».

Le programme des ouvrages de la Solideo Alpes 2030 comprend des ouvrages très variés (logements des villages olympiques et paralympiques, équipements recevant du public, infrastructures de transport et de mobilité, ainsi que des équipements sportifs de montagne et de glace) qui constitue le socle de la stratégie d'accessibilité universelle.

Les objectifs sont les suivants :

- Rendre la chaîne de déplacement accessible de bout en bout, des grandes gares nationales jusqu'aux sites de compétition et de vie ;
- Créer des aménagements urbains et des espaces publics fonctionnels pour tous, y compris en conditions hivernales ;
- Favoriser la pratique des para-sports de glisse et de glace, grâce à des infrastructures sportives adaptées.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans la feuille de route nationale « handicap et accessibilité universelle », portée par l'État, et vise à faire converger l'action de l'ensemble des acteurs : collectivités, maîtres d'ouvrage, filières de la construction, acteurs du tourisme et du sport.

1.4.4. Innovation

Les JOP ALPES 2030 présentent de nombreux défis aux parties prenantes : tenir les délais impératifs, garantir les budgets prévisionnels et réussir les ambitions environnementales, sociales et économiques du programme. Dans sa phase Héritage, ils s'inscrivent dans le temps long avec l'objectif de proposer des réalisations exemplaires en capacité de répondre aux problématiques de l'adaptation aux changements climatiques dans les environnements de Montagne.

Pour répondre à ces enjeux, la Solideo Alpes 2030 a l'ambition de promouvoir une approche différenciante de l'aménagement de la montagne, pour toutes les catégories d'ouvrages : villages olympiques, infrastructures de mobilité ou infrastructures de sports.

La Solideo Alpes 2030 structure cette dynamique avec :

- La création d'un fonds d'innovation, doté d'un budget de 24 M€ (soit 3% des fonds publics) sanctuarisé pour accompagner le développement et la mise en œuvre sur le programme d'ouvrage de solutions innovantes ;
- La mise en place d'un comité d'innovation, structure statutaire de la Solideo Alpes 2030. Il sera composé de 15 membres issus de la gouvernance, du monde de l'entreprise, de l'innovation et de structures académiques, qui gérera l'instruction des propositions et l'affectation des ressources financières du fond ;
- Une stratégie d'innovation. Cette stratégie prévoit 3 modes d'intervention :

- Mode n°1 : Financement d'une innovation proposée par les MOA, MOE ou entreprises intervenant sur un ouvrage du programme, afin d'aller au-delà des objectifs fixés ;
- Mode n°2 : Lancement d'appel à projets transversaux préparé par la Solideo Alpes 2030 sur des thématiques majeures de la phase héritage de notre programme ;
- Mode n°3 : Création de plateforme d'innovation sur les sites olympiques, qui pourraient accueillir des solutions innovantes proposées par les écosystèmes régionaux.

Les parties prenantes du programme sont donc invitées à proposer de nouvelles solutions, à modifier leurs pratiques, au-delà de la mise en œuvre de référentiels déjà balisés, à tester des technologies de rupture, en respectant les 5 fondamentaux suivants :

- Des innovations permettant de faire progresser l'état de l'art et les savoir-faire ;
- Des innovations générant des impacts sur les objectifs du programme ou produisant des externalités positives ;
- Des innovations pouvant être mises en œuvre ou testées dans la phase Jeux Olympiques, avec une bonne maitrise des risques ;
- Des innovations pouvant être maintenues dans les phases d'exploitation de l'ouvrage ;
- Des innovations pouvant être diffusées largement avec une capacité de réplicabilité nationale et internationale sur des projets équivalents.

1.5. Planning général des ouvrages Solideo Alpes 2030

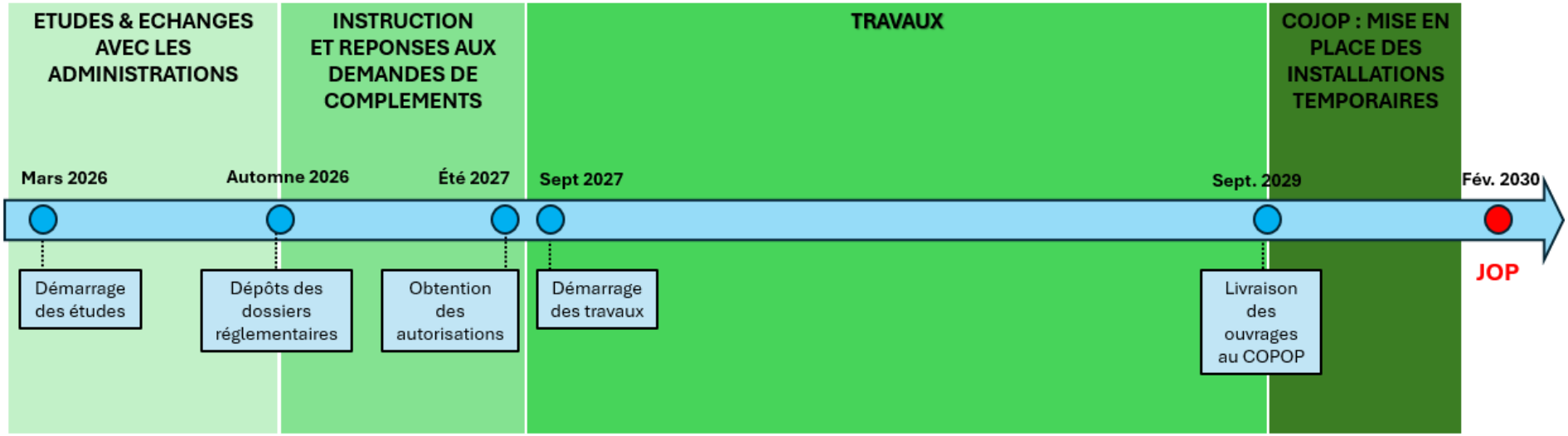
L'année 2026 sera consacrée à la réalisation des études techniques et réglementaires des projets portés par la Solideo Alpes 2030.

Les autorisations d'urbanisme et règlementaires seront obtenues mi-2027 pour un démarrage des travaux à l'automne 2027.

Les installations devront être livrées au COJOP pour septembre 2029

.

Figure 2 : Planning général des ouvrages Solideo Alpes 2030



2. Les projets sur la commune de Briançon

Sur la commune de Briançon, les aménagements suivants sont envisagés :

a) Réhabilitation des bâtiments du fort des têtes avec construction d'extension pour accueillir un village d'athlètes et réhabilitation des remparts du fort ;

b) Réhabilitation de l'accès au fort des têtes depuis la RD902;

c) Construction d'une liaison par câble pour relier l'usine de la Schappe au fort des têtes ;

d) Restauration et la reconversion en logements de l'ancienne usine de Schappe pour héberger le personnel mobilisé pour organiser et assurer la sécurité des JOP (Militaires, Gendarmes, CRS, renforts SDIS, Protection Civile, SAMU, bénévoles...). L'usine réhabilitée sera par ailleurs le départ d'une liaison par câble envisagée entre celle-ci et le Fort des Trois Têtes ;

e) Aménagement de la LOR (ligne olympique réservée) depuis Briançon jusqu'au Monêtier les bains – Objet de la présente Déclaration d'Antériorité et du présent Porter à connaissance ;

f) Travaux de résilience RN94 entre Briançon et Montgenèvre ;

g) Création d'un pôle d'échange multimodal sur la gare de Briançon.

Article L.122-1 du Code de l'environnement : *« Lorsqu'un projet est constitué de plusieurs travaux, installations, ouvrages ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage, il doit être appréhendé dans son ensemble, y compris en cas de fractionnement dans le temps et dans l'espace et en cas de multiplicité de maîtres d'ouvrage, afin que ses incidences sur l'environnement soient évaluées dans leur globalité. »*

Certains des aménagements prévus peuvent être à considérer dans un même projet, notamment selon leur dépendance, c'est-à-dire que la réalisation d'un aménagement est conditionnée par la réalisation d'un autre.

Dans le cas présent, les projets suivants peuvent être considérés de façon unitaire car ils ne sont pas interdépendants :

- Rénovation du fort, réhabilitation de l'accès au fort, et création du transport par câble (a+b+c) ;
- Rénovation de l'usine de la Schappe (d),
- **Aménagement de la LOR (e) ;**
- Travaux de résilience RN94 (f) ;
- Création d'un pôle d'échange multimodal sur la gare de Briançon (g).

Une demande d'examen au cas par cas est déposée en parallèle de ce porter à connaissance pour le projet d'aménagement de la LOR (e).

Le projet d'aménagement de la LOR (ligne olympique réservée) depuis Briançon jusqu'au Monêtier les bains doit faire l'objet d'une régularisation au titre de la « Loi sur l'Eau ». En effet, cette voie est existante, et nécessite une déclaration d'antériorité au titre de l'article R214-53 du Code de l'Environnement.

3. Le demandeur

Le projet est porté par :

La société SOLIDEO ALPES 2030.

Adresse : 83 boulevard de Dunkerque, CS 77040, 13 235 MARSEILLE CEDEX 02

SIRET : 941 636 342 00011

NAF : 84.13Z - Administration publique (tutelle) des activités économiques

Capitalisant sur le succès de l'organisation des Jeux de Paris 2024, les partenaires du projet « Alpes Françaises 2030 » ont créé un établissement public dédié à la livraison des ouvrages olympiques sur le modèle de la Société de Livraison des Ouvrages Olympiques créée pour les besoins des Jeux de Paris 2024, dénommée « Solideo Alpes 2030 ».

La Solideo Alpes 2030 a été créée par le décret n°2025-119 du 10 février 2025 relatif à l'établissement public Société de livraison des ouvrages olympiques Alpes 2030 et a pour principales missions de :

- Coordonner les maîtres d'ouvrage et maîtres d'ouvrage délégués responsables des ouvrages et des opérations d'aménagement nécessaires à l'organisation des JO ALPES 2030 ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'ouvrage déléguée de certains des ouvrages ou de certaines opérations d'aménagement ;
- Participer au financement de tout ou partie des coûts des ouvrages et des opérations d'aménagement olympiques.

Le conseil d'administration de la Solideo Alpes 2030, dont la composition est fixée par le décret n°2025-119 précédemment cité, est composé en nombre égal :

- d'une part, de représentants de l'État ;
- et d'autre part de représentants du conseil régional Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur, du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, des quatre conseils départementaux, des communes de chaque département, des institutions sportives (CNOSF, CPSF), du

COJOP Alpes 2030 ainsi que de personnalités qualifiées et de représentants du personnel de la société.

Le conseil d'administration compte ainsi 42 membres et se décompose comme suit :

- 21 représentants de l'État désignés par arrêté du ministre chargé des sports et du ministre chargé de l'urbanisme sur proposition des ministres concernés ;
- 12 représentants des collectivités territoriales ;
- 3 représentants du mouvement Olympique et Paralympique ;
- 2 personnalités qualifiées désignées par le Premier ministre choisies l'une parmi les représentants des organisations représentatives des salariés, l'autre parmi les représentants des organisations représentatives des employeurs ;
- 2 personnalités qualifiées désignées, l'une, par le conseil régional Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'autre par le conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes ;
- 2 représentants élus par le personnel.

Il est présidé alternativement, chaque année, par les deux Présidents des régions Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne-Rhône-Alpes.

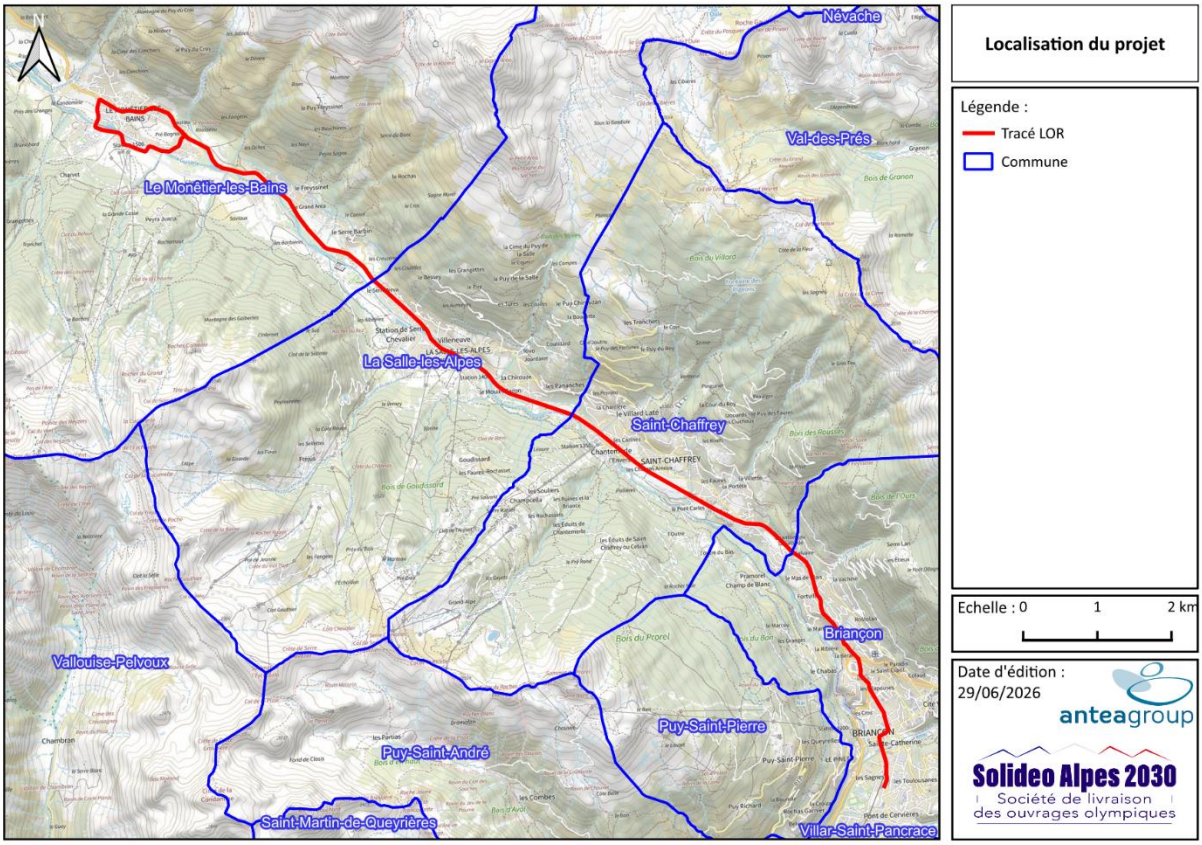
4. Emplacement de l'infrastructures et des ouvrages

Le projet d'aménagement de la LOR (ligne olympique réservée) depuis Briançon jusqu'au Monêtier les bains s'étend sur les communes de Briançon, Saint-Chaffrey, La Salle-les-Alpes et Le Monêtier-les-Bains dans le département des Hautes Alpes (05).

De façon générale, les travaux consisteront à réaménager le tronçon routier Briançon – Serre Chevalier (la RD1091 et quelques voies locales) ainsi qu'à intégrer une voie réservée pour les transports collectifs, réaménager des quais de bus et intégrer des cheminements cyclables.

La figure suivante présente la localisation du projet d'aménagement de la LOR (ligne olympique réservée) depuis Briançon jusqu'au Monêtier-les-Bains.

Figure 3 : Localisation du projet d'aménagement de la LOR (ligne olympique réservée) depuis Briançon jusqu'à Le Monêtier les bains



5. Présentation de la situation existante et du projet

5.1. La situation existante – antériorité

Voir en annexe l'« Imprimé de déclaration d'existence (article R214-53 du Code de l'Environnement) de la Préfecture des Hautes-Alpes ».

5.1.1. La voie existante

La voie existante (tronçon routier Briançon – Serre Chevalier) et concernée par le présent projet correspond principalement à l'actuelle route départementale RD 1091.
Il s'agit en effet, d'une portion de l'ancienne route nationale 91 qui reliait Grenoble à Briançon.
Cet axe permet une liaison directe entre le sud du département de l'Isère (région Auvergne-Rhône-Alpes) et le nord du département des Hautes-Alpes (région Provence-Alpes-Côte-d'Azur), à travers le massif alpin.

Entre les communes de Briançon et de Le Monêtier-les-Bains, la RD 1091 représente un linéaire de 14 km.
Elle présente un profil en travers à double sens de circulation. La largeur des voiries est de manière générale égale à 3,50m, réduite très localement à 3,00m minimum sur certains tronçons de voirie en zone urbaine (La Salle-les-Alpes). La plate-forme actuelle peut toutefois atteindre des largeurs de 9 à 10 mètres.

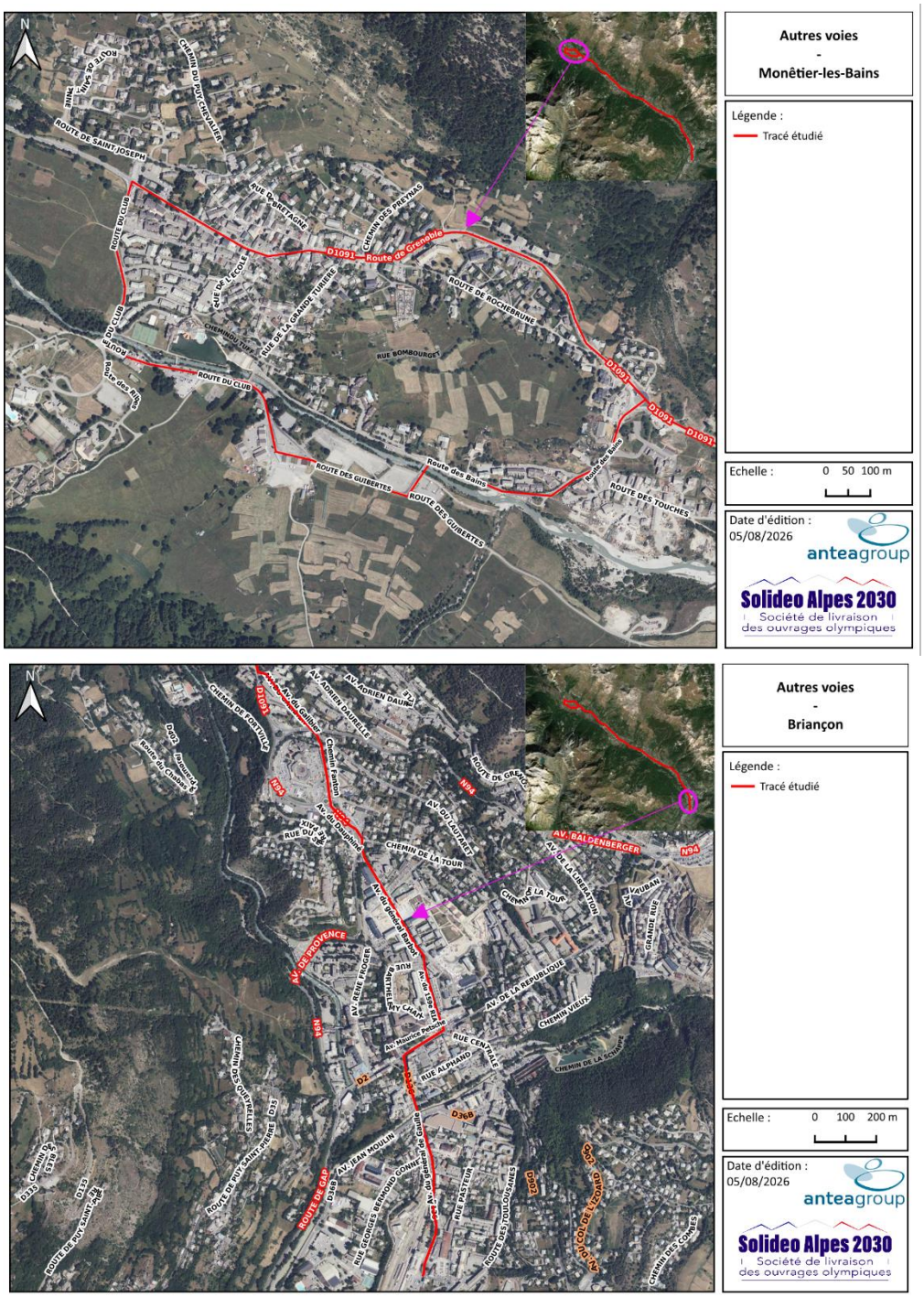
Hors agglomération, la chaussée circulée s'accompagne de bandes dérasées droites de largeur comprise entre 1m et 1,50m.

Il convient toutefois, de noter que la totalité du tracé concerné par le projet prend en compte également, des voies autres que la RD1091 :

- la route du club sur environ 1 km sur la commune du Monetier les bains ;
- la route des Guibertes sur environ 300 m sur la commune du Monetier les bains ;
- la route des bains sur environ 600 m sur la commune du Monetier les bains ;
- l'avenue du Galibier, le chemin Fanton, l'avenue du Dauphiné (RN94) l'avenue du général Barbot, l'avenue du 159e RIA, l'avenue Maurice Petsche, et l'avenue du général de Gaulle (RD136) sur la commune de Briançon.

Les figures suivantes illustrent la localisation de ces voies.

Figure 4 : Localisation des autres voies concernées par le tracé LOR



La surface totale de voirie, sur le linéaire concerné par le présent dossier, représente environ 235 000 m^2 avec une surface imperméabilisée de 230 000 m^2 et des espaces verts d'environ 5000 m^2.

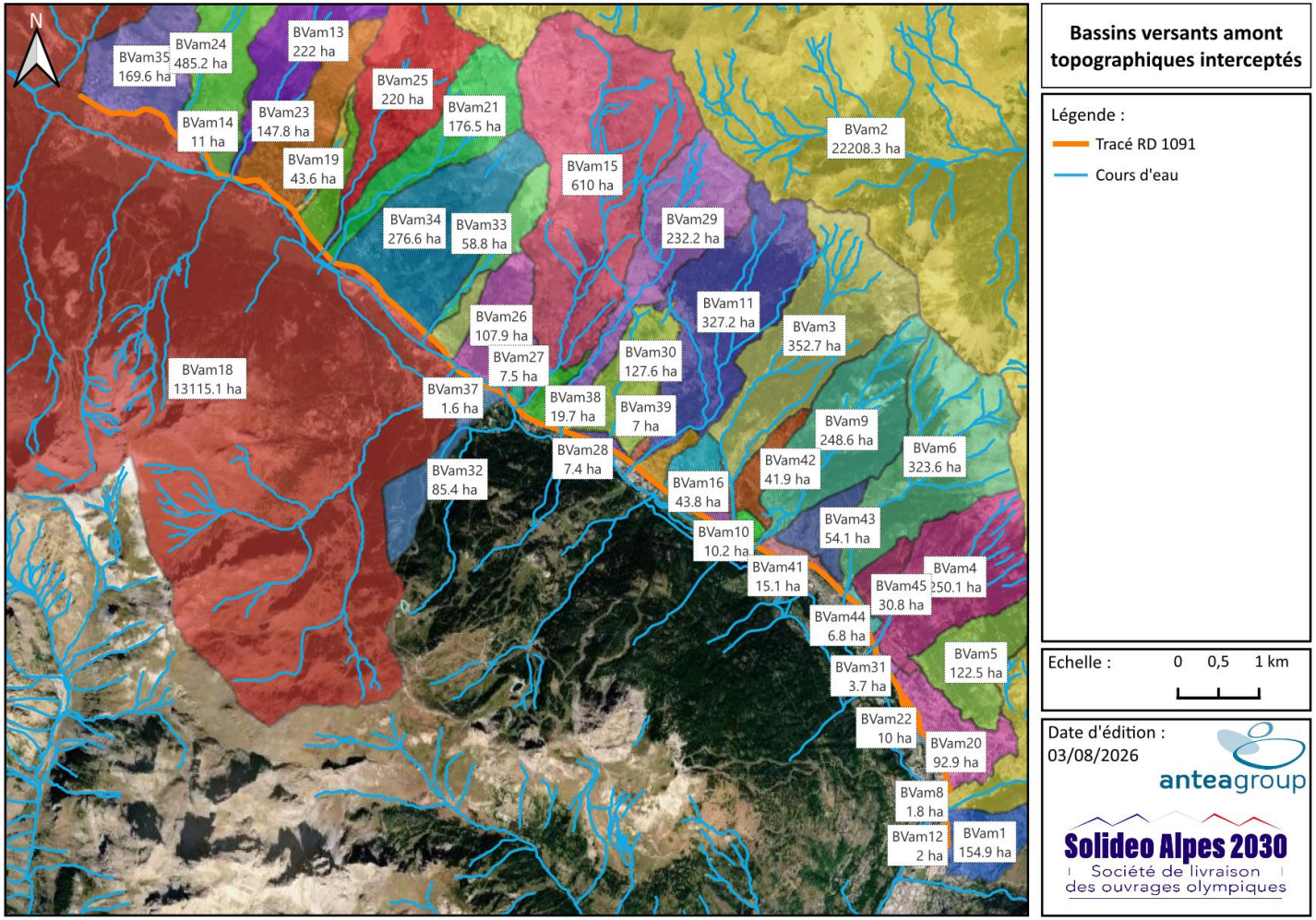
L'ensemble de la voirie est situé en fond de vallée de la Guisane, et en situation actuelle, elle intercepte divers bassins versant amonts.

Les eaux pluviales des bassins versants amont interceptés et de l'emprise étudiée ne sont généralement pas dissociées. Les eaux pluviales au droit de l'emprise étudiée sont actuellement évacuées :

- soit vers des exutoires identifiés grâce à un réseau de collecte et de drainage, sans compensation ni traitement de la pollution ;
- soit de manière diffuse vers les abords de la voirie ou vers les riverains sans aucune collecte ni drainage.

Les bassins versants topographiques interceptés par le projet, y compris les bassins versants des cours d'eau traversant le projet sans prise en compte des réseaux et des ouvrages de transparence hydraulique sont présentés sur la figure ci-dessous.
A noter que nous ne disposons d'aucune donnée de réseaux d'eaux pluviales existant sur les bassins versants amont topographiques.

Figure 5 : Bassins versants naturels interceptés par le tracé concerné par le projet


N
BVam35 169.6 ha
BVam24 485.2 ha
BVam13 222 ha
BVam25 220 ha
BVam21 176.5 ha
BVam14 11 ha
BVam23 147.8 ha
BVam19 43.6 ha
BVam15 610 ha
BVam2 22208.3 ha
BVam34 276.6 ha
BVam33 58.8 ha
BVam29 232.2 ha
BVam11 327.2 ha
BVam26 107.9 ha
BVam3 352.7 ha
BVam27 7.5 ha
BVam30 127.6 ha
BVam18 13115.1 ha
BVam37 1.6 ha
BVam38 19.7 ha
BVam39 7 ha
BVam9 248.6 ha
BVam6 323.6 ha
BVam28 7.4 ha
BVam42 41.9 ha
BVam32 85.4 ha
BVam16 43.8 ha
BVam43 54.1 ha
BVam10 10.2 ha
BVam41 15.1 ha
BVam4 250.1 ha
BVam45 30.8 ha
BVam44 6.8 ha
BVam5 122.5 ha
BVam31 3.7 ha
BVam22 10 ha
BVam20 92.9 ha
BVam8 1.8 ha
BVam12 2 ha
BVam1 154.9 ha
Bassins versants amont topographiques interceptés
Légende :
Tracé RD 1091
Cours d'eau
Echelle : 0 0,5 1 km
Date d'édition : 03/08/2026
anteagroup
Solideo Alpes 2030
Société de livraison des ouvrages olympiques

5.1.2. Principes généraux relatifs à la gestion des eaux pluviales et des milieux aquatiques

5.1.2.1. Gestion actuelle des eaux pluviales

Une analyse de la compréhension du fonctionnement hydrologique actuel a été réalisée et a permis de proposer des hypothèses d'exutoires identifiés ainsi que la gestion présumée de la voie existante.

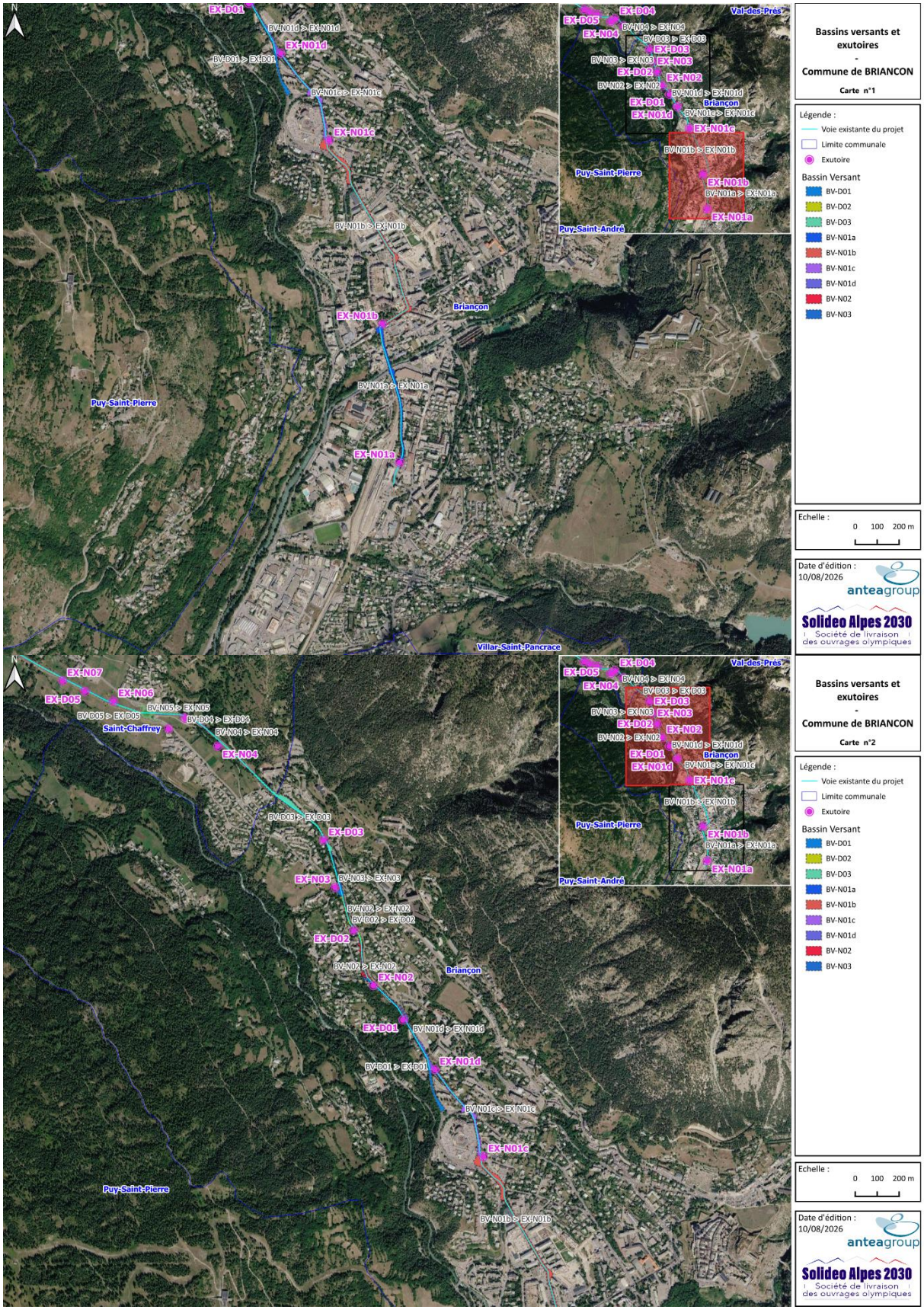
Cette analyse s'est basée sur des données de plans topographiques, de StreetView et Ortho-photos ainsi que des plans de levés de réseaux (en cours).

Les bassins versants délimités, les hypothèses d'exutoires identifiés, l'analyse des surfaces actuelles ainsi que les ouvrages de gestions sont détaillés ci-après.

Commune de Briançon
Sur cette portion de la voie existante, les hypothèses d'exutoires identifiés ont permis de localiser des rejets vers des exutoires identifiés EX-N (réseau, milieu naturel) et des rejets diffus EX-D (aucune collecte identifiée).

La figure suivante illustre les bassins versants délimités ainsi que les exutoires identifiés.

Figure 6 : Bassins versants et exutoires identifiés - Commune de Briançon


Bassins versants et exutoires
-
Commune de BRIANCON
Carte n°1
Légende :
Voie existante du projet
Limite communale
Exutoire
Bassin Versant
BV-D01
BV-D02
BV-D03
BV-N01a
BV-N01b
BV-N01c
BV-N01d
BV-N02
BV-N03
Echelle :
0 100 200 m
Date d'édition :
10/08/2026
anteagroup
Solideo Alpes 2030
Société de livraison des ouvrages olympiques
Bassins versants et exutoires
-
Commune de BRIANCON
Carte n°2
Légende :
Voie existante du projet
Limite communale
Exutoire
Bassin Versant
BV-D01
BV-D02
BV-D03
BV-N01a
BV-N01b
BV-N01c
BV-N01d
BV-N02
BV-N03
Echelle :
0 100 200 m
Date d'édition :
10/08/2026
anteagroup
Solideo Alpes 2030
Société de livraison des ouvrages olympiques

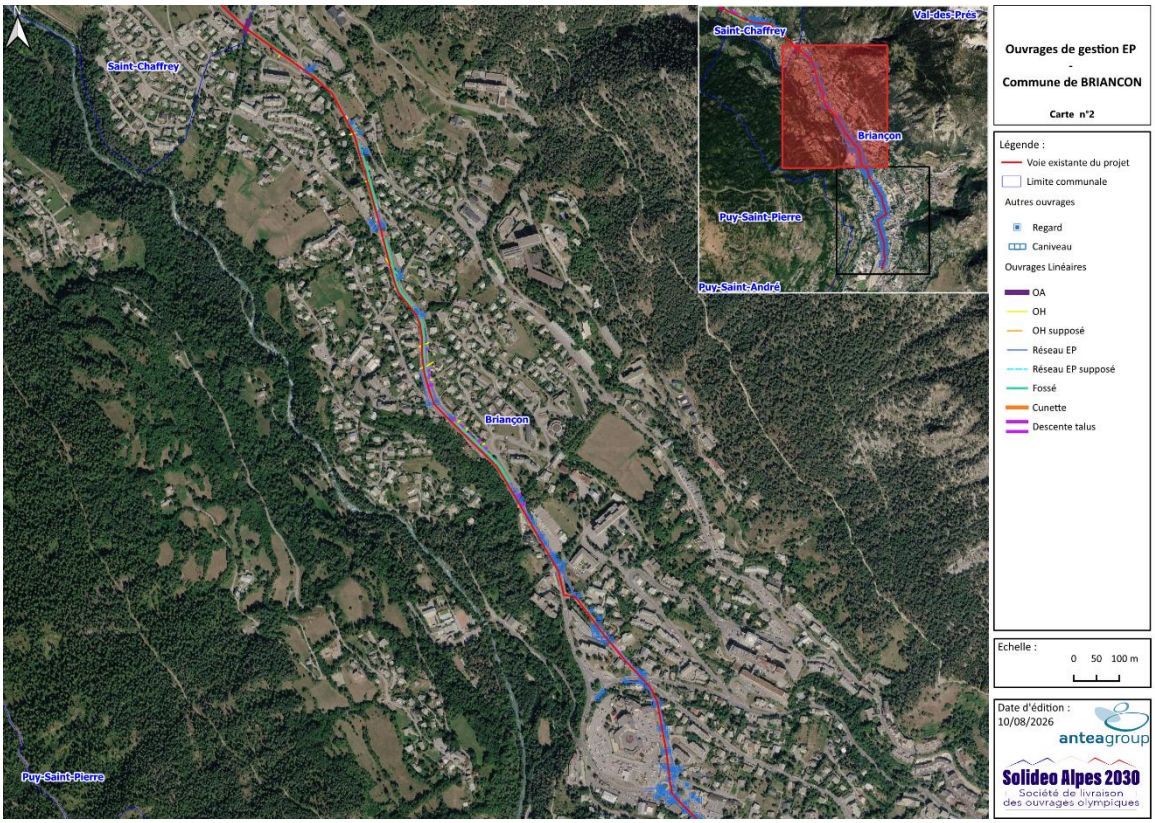
Le tableau suivant présente l'analyse des surfaces actuelles de la voie concernée par le projet dans le secteur de Briançon.

Exutoire	Commentaire	Surfaces				
		Imperméable	Perméable	Espace vert	Totale	Active /10 ans
		m^2	m^2	m^2	m^2	m^2
		50 404	*0*	*2 655*	*53 059*	*49 079*
EX-D01	Rejet diffus	5 174	0	0	5 174	4 915
EX-D02	Rejet diffus	1 580	0	0	1 580	1 501
EX-D03	Rejet diffus	6 580	0	938	7 518	6 673
EX-N01a	Réseau EP de Briançon	8 529	0	245	8 774	8 213
EX-N01b	Réseau EP de Briançon / Arrêts de bus	14 702	0	785	15 487	14 320
EX-N01c	Réseau EP de Briançon	5 907	0	166	6 072	5 686
EX-N01d	Réseau EP de Briançon	3 538	0	312	3 851	3 502
EX-N02	Réseau EP puis traversée	2 922	0	0	2 922	2 776
EX-N03	Réseau EP au droit du giratoire/ rejet canal probable	1 472	0	209	1 681	1 493

Concernant les eaux pluviales, elles seraient gérées par des regards, caniveaux, réseaux EP, fossés, cunettes, ouvrages d'art et ouvrages hydrauliques.

Figure 7 : Ouvrages de la gestion actuelle présumée des eaux pluviales de la voie existante du projet – Commune de Briançon

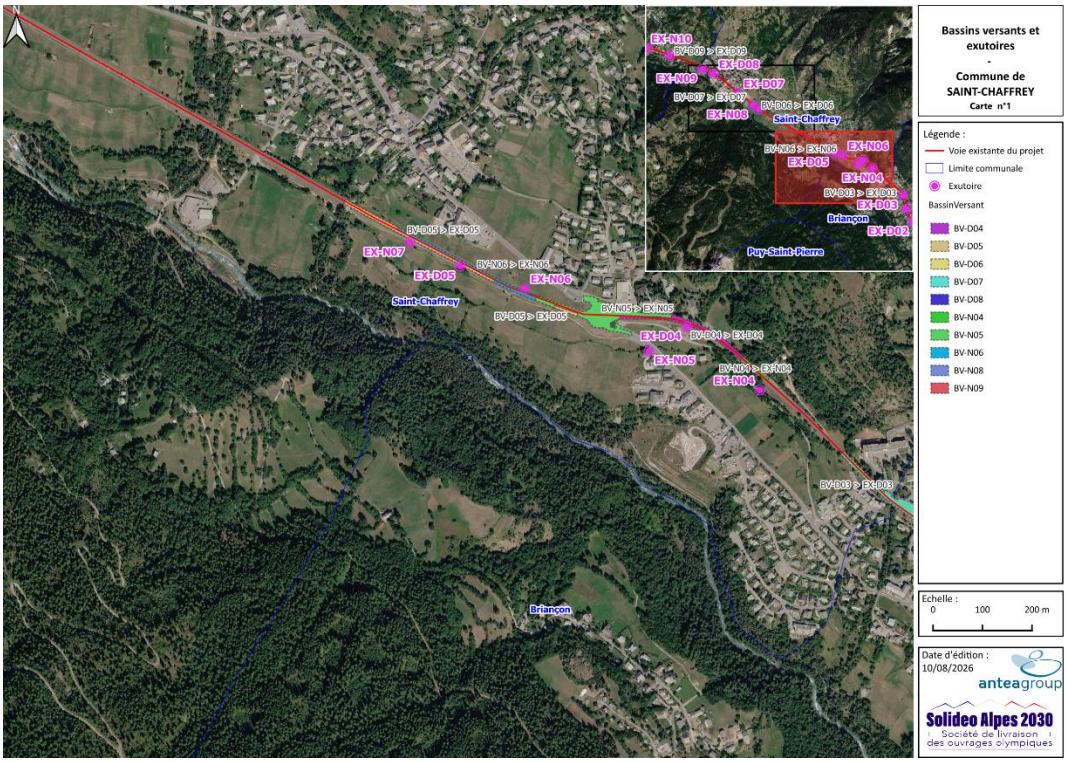


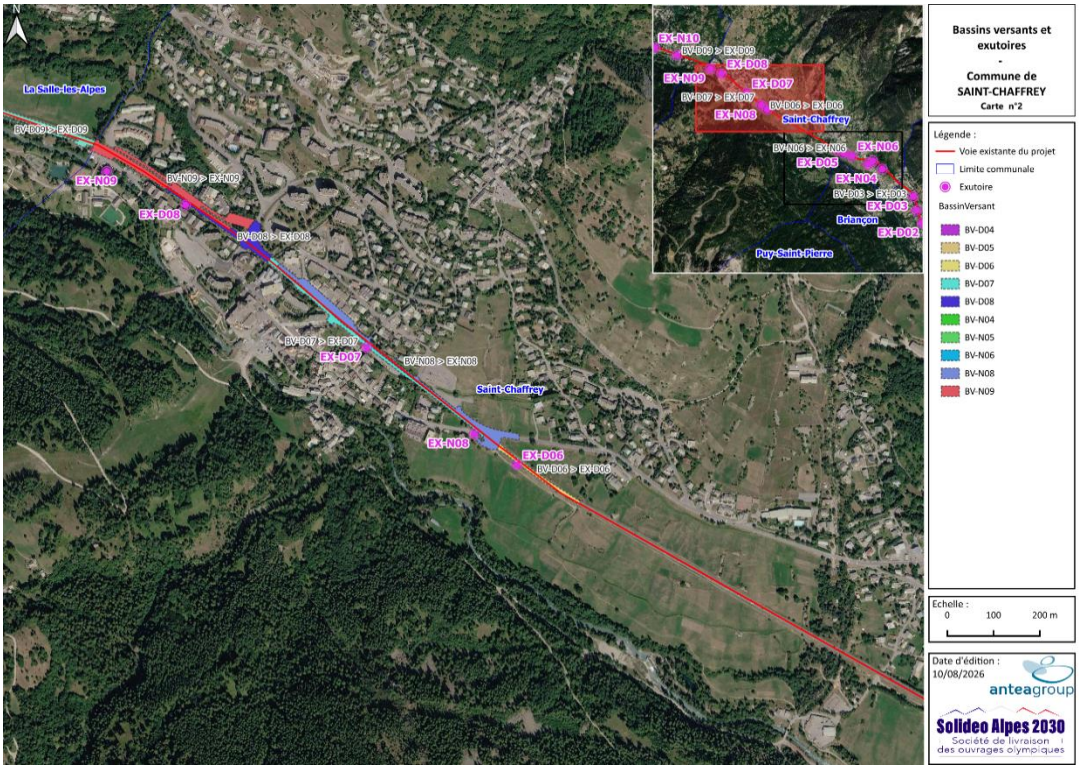


Commune de Saint-Chaffrey

La figure suivante illustre les bassins versants délimités ainsi que les exutoires identifiés sur cette zone de la voie.

Figure 8 : Ouvrages de la gestion actuelle présumée des eaux pluviales de la voie existante du projet – Commune de Saint-Chaffrey





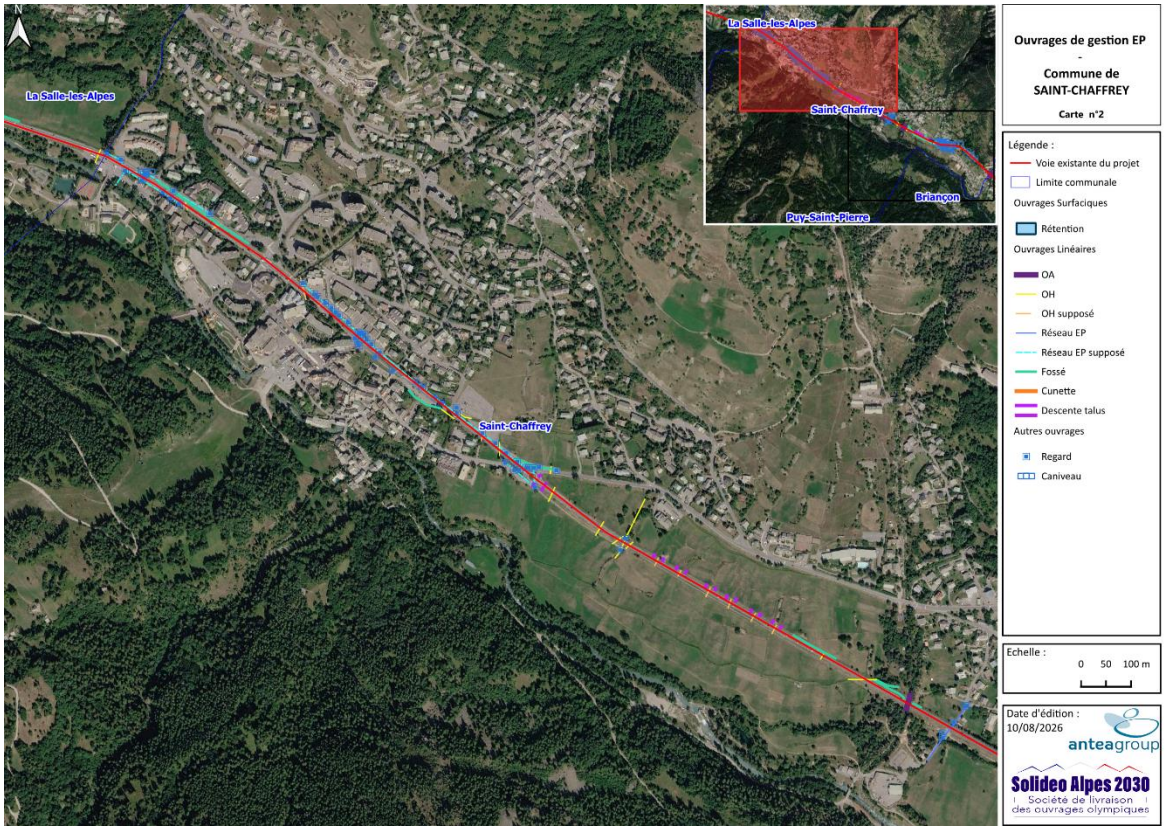
Le tableau suivant présente l'analyse des surfaces actuelles de la voie concernée par le projet dans le secteur de Saint-Chaffrey.

Exutoire	Commentaire	Surfaces				
		Imperméable	Perméable	Espace vert	Totale	Active /10 ans
		m^2	m^2	m^2	m^2	m^2
		36 157	0	900	37 057	34 753
EX-D04	Rejet diffus	2 137	0	0	2 137	2 030
EX-D05	Rejet diffus	2 434	0	0	2 434	2 312
EX-D06	Rejet diffus	1 756	0	0	1 756	1 668
EX-D07	Rejet diffus	4 158	0	0	4 158	3 950
EX-D08	Rejet diffus	4 032	0	0	4 032	3 830
EX-N04	Réseau EP / Drain point bas vers le cours d'eau / Attention rejet canal probable	286	0	0	286	272
EX-N05	Giratoire du téléphérique / Traitement à prévoir / Attention rejet canal probable	4 221	0	900	5 121	4 415
EX-N06	Fossé qui achemine les EP vers bassin d'infiltration	1 876	0	0	1 876	1 782
EX-N07	Ouvrage hydraulique de rétablissement de bassin versant amont non impacté par le projet					
EX-N08	Réseau EP au droit du giratoire	8 157	0	0	8 157	7 749
EX-N09	Réseau EP vers cours d'eau / Drain point bas	7 100	0	0	7 100	6 745

Les eaux pluviales seraient gérées par des regards, caniveaux, réseaux EP, fossés, cunettes, retentions, ouvrages d'art et ouvrages hydrauliques.

Figure 9 : Ouvrages de la gestion actuelle présumée des eaux pluviales de la voie existante du projet – Commune de Saint-Chaffrey

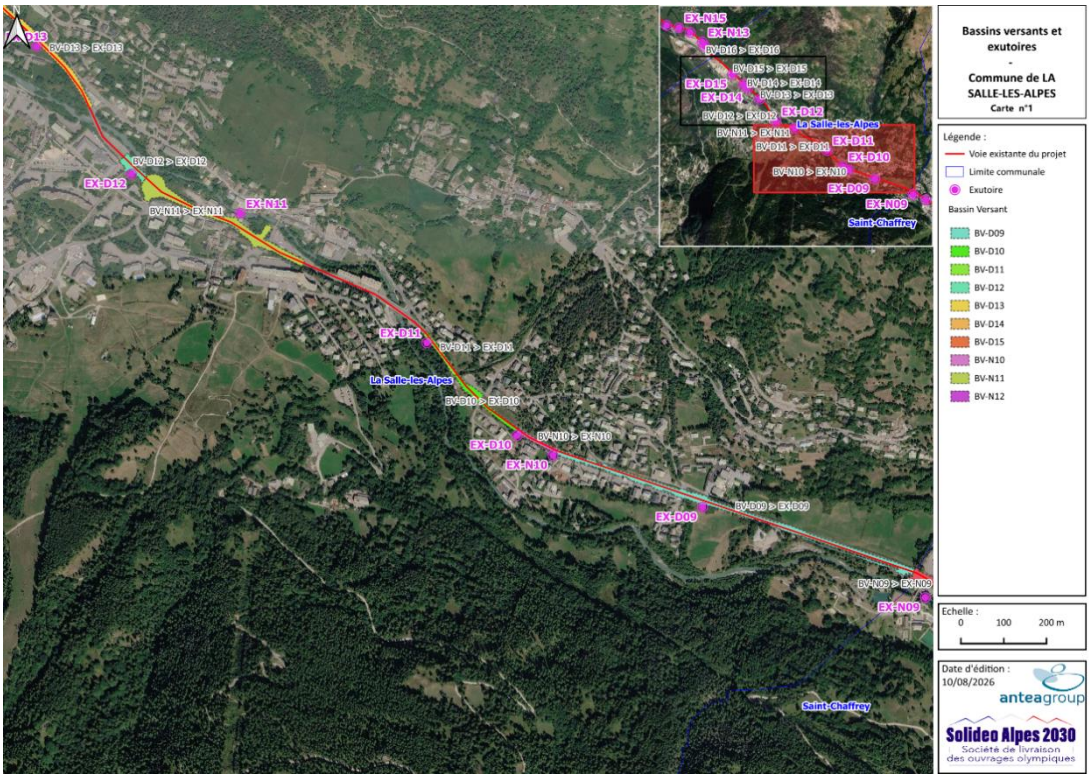

La Salle-les-Alpes
Saint-Chaffrey
Briançon
Puy-Saint-Pierre
Saint-Chaffrey
Briançon
Ouvrages de gestion EP
-
Commune de
SAINT-CHAFFREY
Carte n°1
Légende :
Voie existante du projet
Limite communale
Ouvrages Surfaciques
Rétention
Ouvrages Linéaires
OA
OH
OH supposé
Réseau EP
Réseau EP supposé
Fossé
Cunette
Descente talus
Autres ouvrages
Regard
Caniveau
Echelle :
0 50 100 m
Date d'édition :
10/08/2026
anteagroup
Solideo Alpes 2030
Société de livraison
des ouvrages olympiques

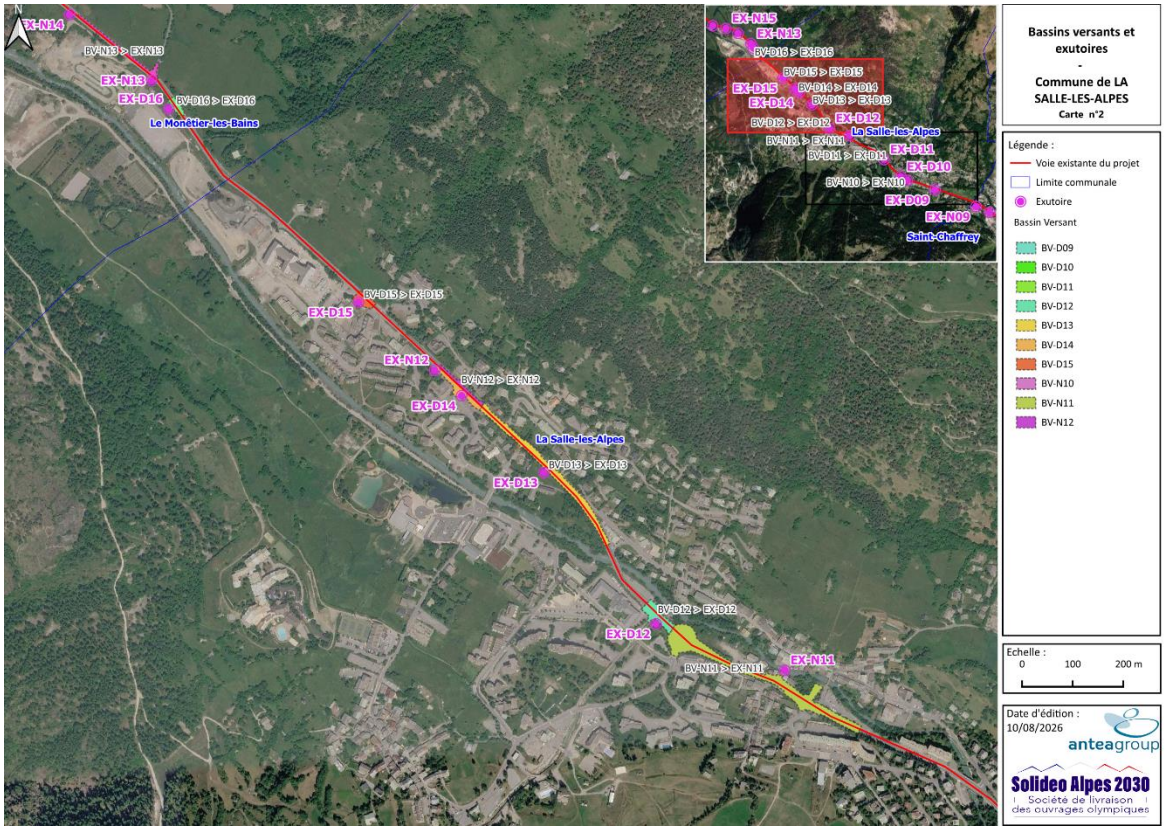

La Salle-les-Alpes
La Salle-les-Alpes
Saint-Chaffrey
Briançon
Puy-Saint-Pierre
Saint-Chaffrey
Ouvrages de gestion EP
-
Commune de
SAINT-CHAFFREY
Carte n°2
Légende :
Voie existante du projet
Limite communale
Ouvrages Surfaciques
Rétention
Ouvrages Linéaires
OA
OH
OH supposé
Réseau EP
Réseau EP supposé
Fossé
Cunette
Descente talus
Autres ouvrages
Regard
Caniveau
Echelle :
0 50 100 m
Date d'édition :
10/08/2026
anteagroup
Solideo Alpes 2030
Société de livraison
des ouvrages olympiques

Commune de La Salle-les-Alpes

La figure suivante illustre les bassins versants délimités ainsi que les exutoires identifiés sur cette zone de la voie.

Figure 10 : Bassins versants et exutoires identifiés – Commune de La Salle-les-Alpes



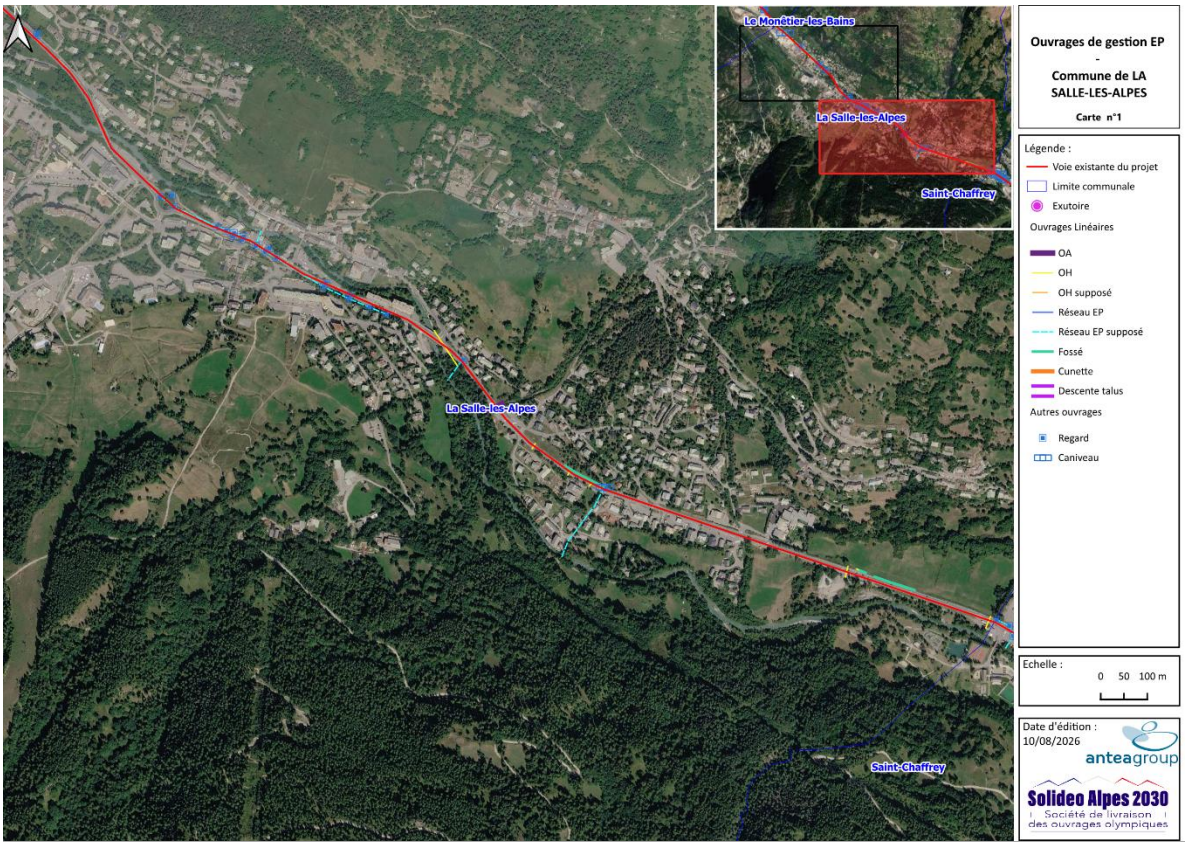


Le tableau suivant présente l'analyse des surfaces actuelles de la voie concernée par le projet dans le secteur de La Salle-les-Alpes.

Exutoire	Commentaire	Surfaces				
		Imperméable	Perméable	Espace vert	Totale	Active /10 ans
		m^2	m^2	m^2	m^2	m^2
		34 584	0	984	35 568	33 296
EX-D09	Rejet diffus	12 076	0	0	12 076	11 472
EX-D10	Rejet diffus	2 373	0	0	2 373	2 254
EX-D11	Rejet diffus	1 274	0	0	1 274	1 210
EX-D12	Rejet diffus	1 702	0	0	1 702	1 616
EX-D13	Rejet diffus	4 987	0	0	4 987	4 738
EX-D14	Rejet diffus	1 181	0	0	1 181	1 122
EX-D15	Rejet diffus	833	0	0	833	791
EX-N10	Fossé puis réseau EP vers cours d'eau	1 121	0	0	1 121	1 065
EX-N11	Proximité zone Frayères / Traitement à prévoir	8 334	0	984	9 318	8 360
EX-N12	Fossé puis traversée (mutualisation amont / chaussée)	703	0	0	703	668

Dans cette zone, les eaux pluviales de la voie existante, seraient gérées par des regards, caniveaux, réseaux EP, fossés, cunettes, ouvrages d'art et ouvrages hydrauliques.

Figure 11 : Ouvrages de la gestion actuelle présumée des eaux pluviales de la voie existante du projet – Commune de La Salle-les-Alpes

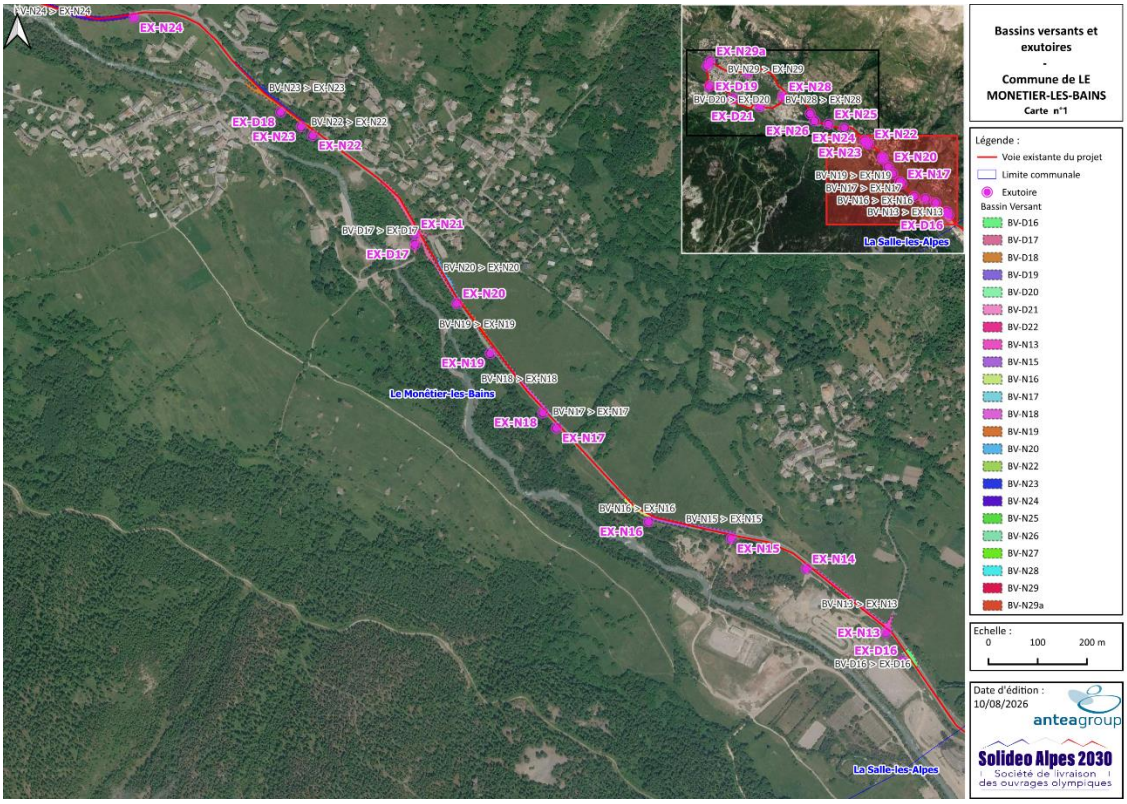


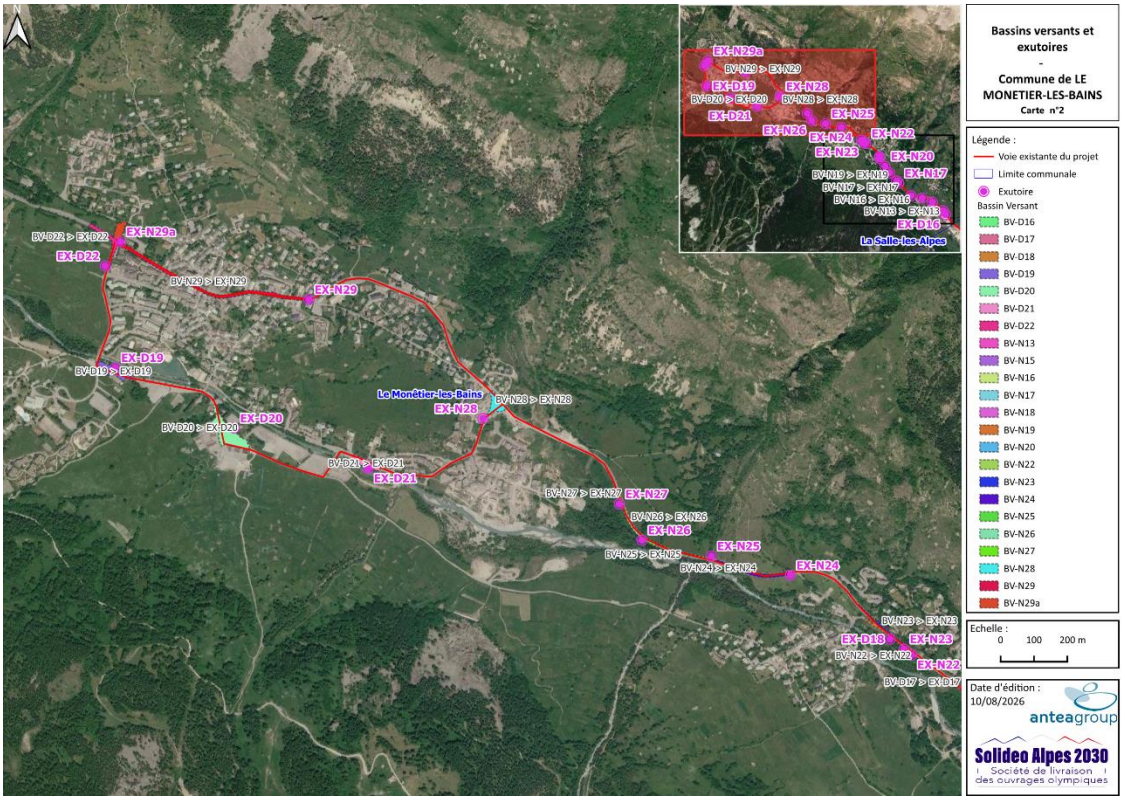


Commune de Le Monêtier-les-Bains

La figure suivante illustre les bassins versants délimités ainsi que les exutoires identifiés sur cette portion de la voie.

Figure 12 : Bassins versants et exutoires identifiés – Commune de Le Monêtier-les-Bains



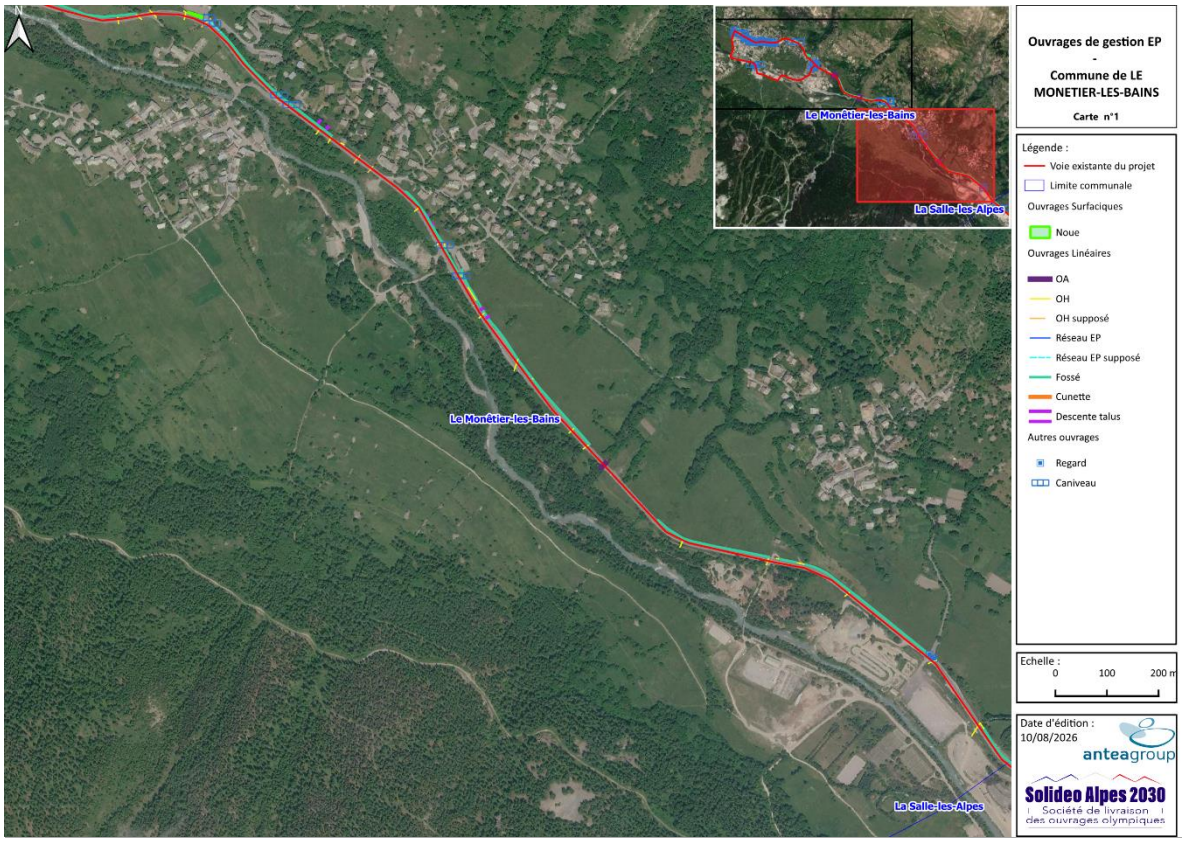


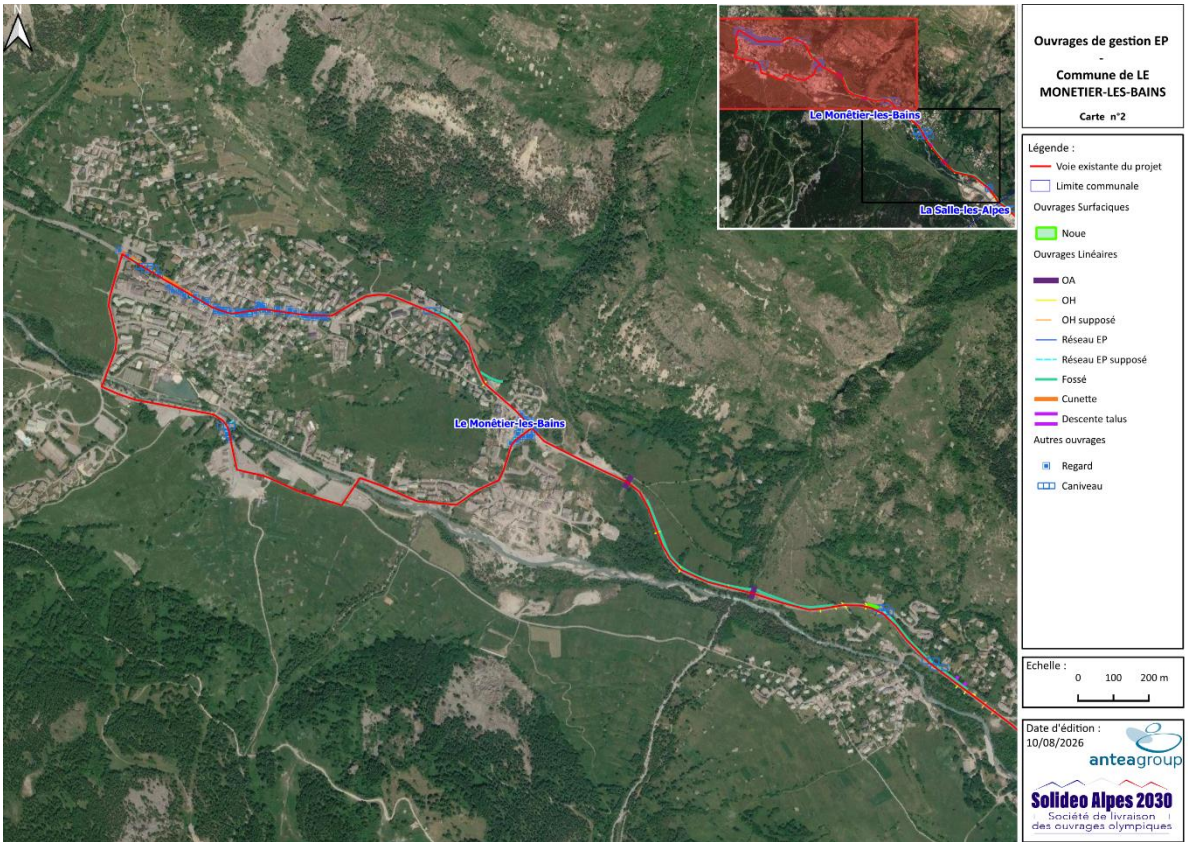
Le tableau suivant présente l'analyse des surfaces actuelles de la voie concernée par le projet dans le secteur de Le Monêtier-les-Bains.

Exutoire	Commentaire	Surfaces				
		Imperméable	Perméable	Espace vert	Totale	Active /10 ans
		m^2	m^2	m^2	m^2	m^2
		35 631	0	0	35 631	33 845
EX-D16	Rejet diffus	592	0	0	592	562
EX-D17	Rejet diffus	2578			2578	2449
EX-D18	Rejet diffus	1142			1142	1085
EX-D19	Rejet diffus	2327			2327	2211
EX-D20	Rejet diffus	5159			5159	4901
EX-D21	Rejet diffus	1639			1639	1557
EX-D22	Rejet diffus	1855			1855	1763
EX-N13	Fossé puis traversée (mutualisation amont / chaussée)	1 180	0	0	1 180	1 121
EX-N15	Fossé puis traversée (mutualisation amont / chaussée)	1 156	0	0	1 156	1 098
EX-N16	Fossé puis traversée (mutualisation amont / chaussée)	604	0	0	604	574
EX-N17	Fossé puis traversée (mutualisation amont / chaussée)	196	0	0	196	186
EX-N18	Fossé puis traversée (mutualisation amont / chaussée)	806	0	0	806	765
EX-N19	Fossé puis traversée (mutualisation amont / chaussée)	710	0	0	710	674
EX-N20	Fossé puis traversée (mutualisation amont / chaussée)	865	0	0	865	821
EX-N22	Fossé puis traversée (mutualisation amont / chaussée)	166	0	0	166	157
EX-N23	Fossé puis traversée (mutualisation amont / chaussée)	978	0	0	978	929
EX-N24	Fossé puis traversée (mutualisation amont / chaussée)	1 758	0	0	1 758	1 670
EX-N25	Fossé achemine EP vers cours d'eau (mutualisation amont / chaussée)	1 186	0	0	1 186	1 127
EX-N26	Fossé puis traversée (mutualisation amont / chaussée)	995	0	0	995	945
EX-N27	Fossé puis traversée (mutualisation amont / chaussée)	107	0	0	107	101
EX-N28	Réseau EP au droit du giratoire	2 444	0	0	2 444	2 321
EX-N29	Réseau EP Monétier	5 901	0	0	5 901	5 606
EX-N29a	Giratoire Monétier les Bains / Traitement à prévoir	1 287	0	0	1 287	1 222

Sur cette dernière partie du tracé existant, les eaux pluviales seraient gérées par des noues, regards, caniveaux, réseaux EP, fossés, cunettes et autres ouvrages hydrauliques.

Figure 13 : Ouvrages de la gestion actuelle présumée des eaux pluviales de la voie existante du projet – Commune de Le Monêtier-les-Bains





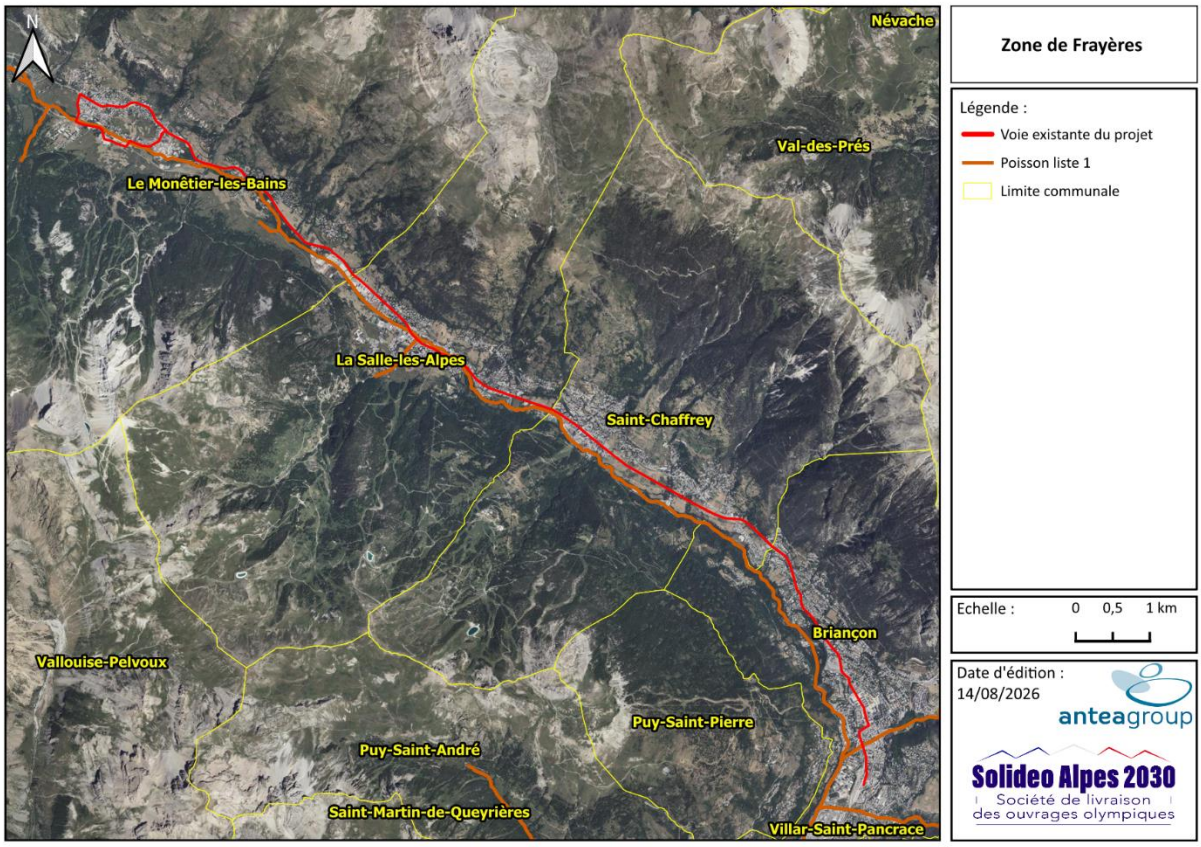
5.1.2.2. Zones de frayères

Les zones de frayères sont les zones où se reproduisent les espèces piscicoles, mais également les mollusques et crustacés.

La Guisane est classée Zone de Frayères (Truites Fario) à partir de l'amont de la voie existante jusqu'à sa confluence ave la Durance.

Liste	Espèces présentes	Cours d'eau/milieu aquatique	Délimitation aval	Observation
1	Truites Fario	Bois de Madeleine, commune LE MONETIER-LES-BAINS	Confluence Durance, commune de BRIANCON	/

Figure 14 : Localisation des zones de frayères



5.1.3. Déclaration d'antériorité du linéaire du projet (de Briançon et de Le Monêtier-les-Bains)

Voir en annexe 0, le formulaire de déclaration d'existence (antériorité) de la Préfecture des Hautes-Alpes.

5.1.5. Classement dans la nomenclature R214-1 du Code de l'Environnement

Dans ces conditions, conformément aux articles L214-1 a L214-6 du Code de l'Environnement, le linéaire du projet (de Briançon et de Le Monêtier-les-Bains), dans sa configuration actuelle, similaire à celle existante avant 1992, aurait été soumis à autorisation au titre des articles R214-1 à 6, pris pour son application.

Rubrique		Caractéristiques	Régime
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : **1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ;** 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	*La surface totale de voirie, sur le linéaire concerné par le présent dossier, représente environ 23,5 ha.* + *La surface totale de bassins versants naturels interceptés par le projet est d'environ 40 515 ha.* ***Soit un total de 40 538,5 hectares.***	***Autorisation***

5.2. Nature et objet de l'opération

5.2.1. Contexte et objectifs du projet

Dans le cadre de multiples projets concernant l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver en 2030, il est prévu le réaménagement du tronçon routier Briançon – Serre Chevalier ainsi que l'intégration d'une voie réservée pour les transports collectifs : projet de la **LOR (Ligne Olympique Réservée).**

En effet, l'itinéraire concerné, rencontre des problèmes de circulations toute l'année à Briançon et connait des épisodes de saturation lors des périodes touristiques été comme hiver.

La future ligne Olympique Réservée sera une ligne de bus à haut niveau de service. Elle empruntera principalement la RD1091 (trafic de pointe de plus de 7000 véh/j en été comme hiver), axe majeur de desserte des communes, des stations, des équipements et des sites touristiques de Serre-Chevalier.
La ligne permettra donc d'assurer l'acheminement des spectateurs et des acteurs de l'événement.

Ainsi, les objectifs du projet sont :

- en phase JO
  - Assurer les déplacements olympiques entre Briançon, le village olympique du Fort des Trois Têtes et le site de compétition de Serre Chevalier.
  - Garantir des temps de parcours fiables pour les athlètes, délégations, équipes techniques et personnels mobilisés pendant les JOP 2030.

- Limiter la pression sur la RD1091en donnant la priorité aux transports collectifs sur un axe déjà fortement sollicité.

- en phase héritage
  - Structurer un futur BHNS entre Briançon et Le Monêtier-les-Bains.
  - Offrir une alternative plus fiable à la voiture pour les habitants, salariés, saisonniers et visiteurs.
  - Améliorer durablement la desserte de la vallée : lieux de vie, stations, équipements, services et sites touristiques.

5.2.2. Caractéristiques du projet

Le projet LOR (Ligne Olympique Réservée) comprend un linéaire total d'environ 17 km dont 14 km concernent la route départementale. Les élargissements de voiries ne portent cependant que sur certaines portions du tracé.

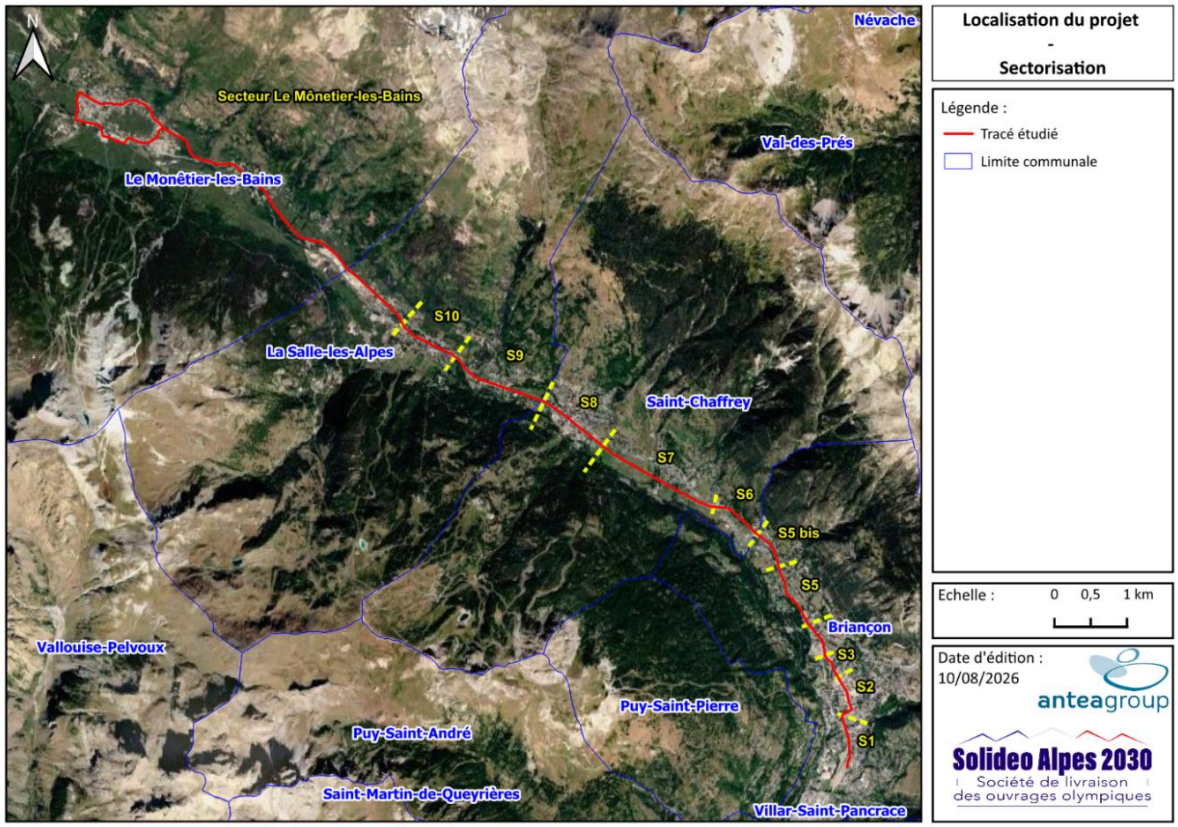
De manière générale, le programme comprend :

- des sections de voie réservée aux transports en commun (VRTC) sur les secteurs les plus contraints ;
- la priorité donnée aux bus aux carrefours les plus pénalisants ;
- la reprise, la mise en accessibilité et l'équipement des arrêts (abris, information voyageurs) ;
- des aménagements en faveur des piétons et des cyclistes le long de l'axe et au droit des arrêts ;
- des interventions de requalification des espaces publics dans les traversées d'agglomération.

Les aménagements envisagés sont présentés selon 10 secteurs.

La figure suivante illustre la localisation de ces différents secteurs.

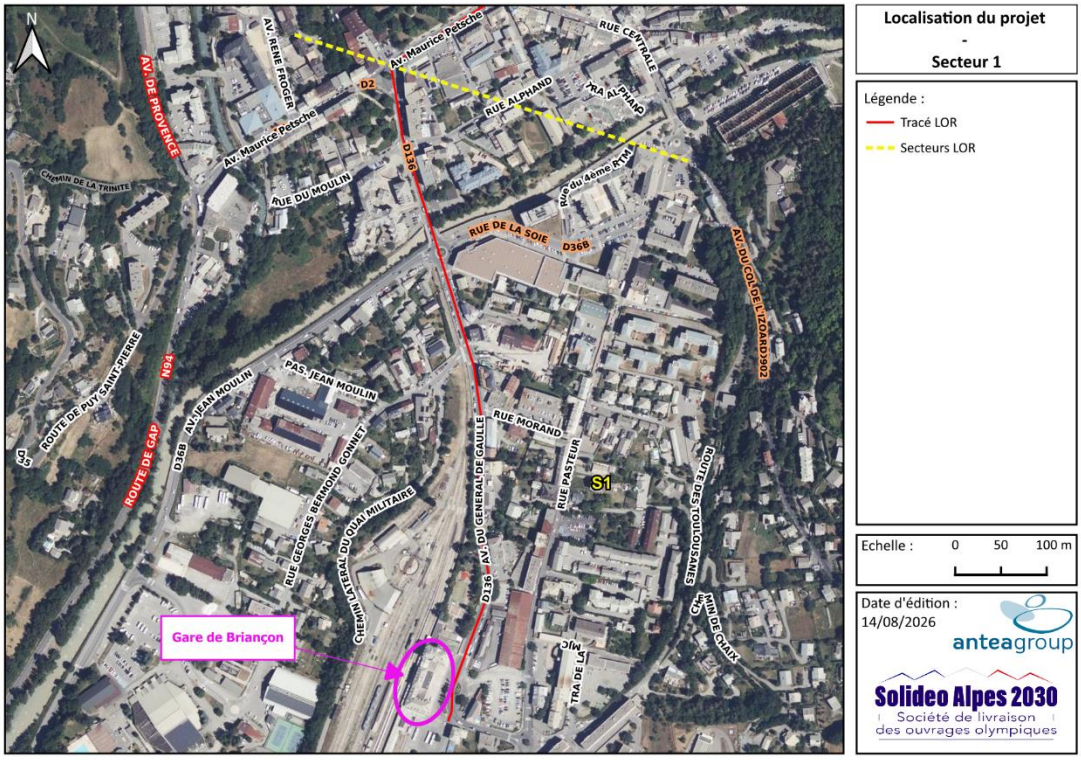
Figure 15 : Localisation des secteurs du projet



Les aménagements prévus par secteur sont détaillés ci-après.

- Secteur 1 : Gare de Briançon au rond-point Av. Petsche

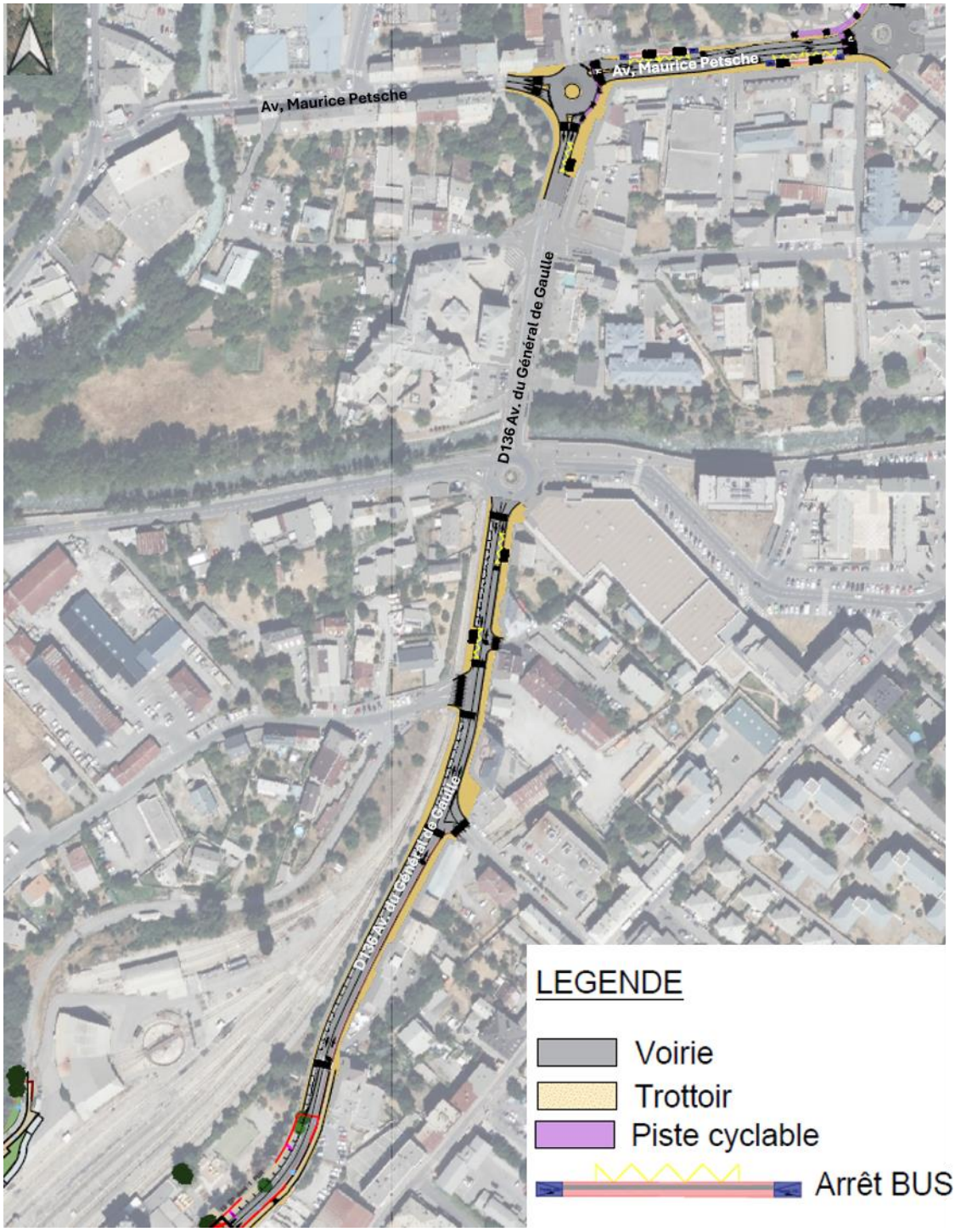
Le secteur 1 s'étend de la Gare de Briançon au rond-point de l'avenue Maurice Petsche.



Au sein de ce secteur, il est prévu la modification de la trame circulatoire avec notamment :

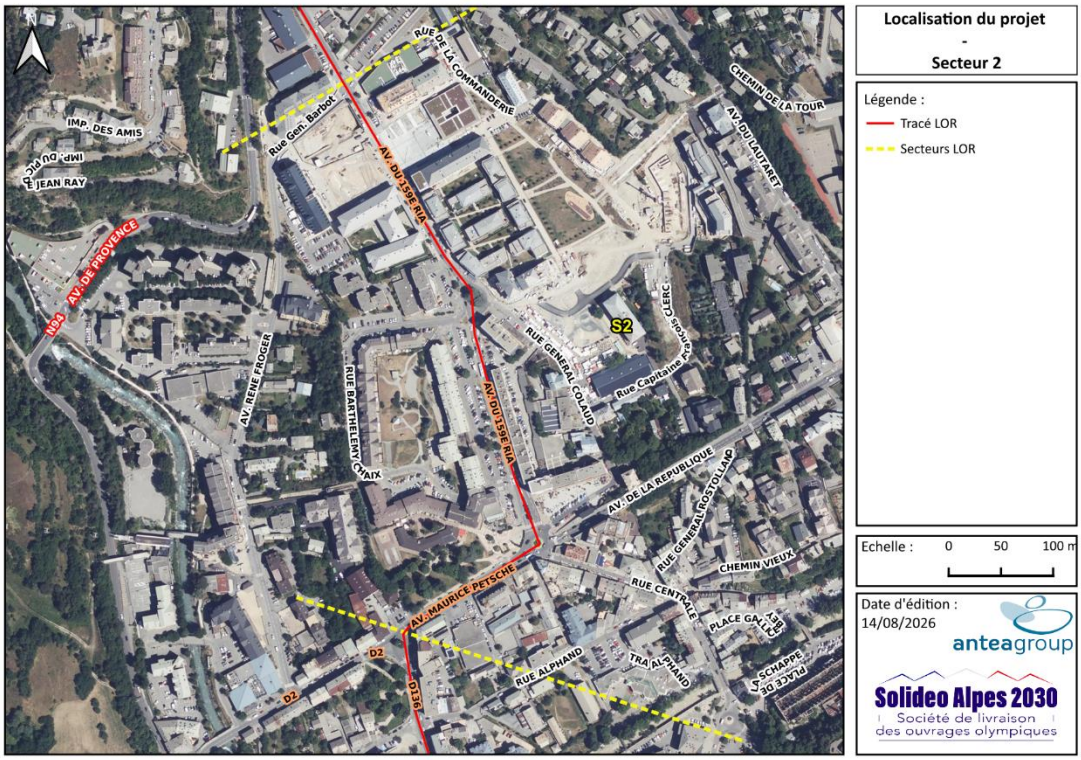
- l'insertion d'une voie dédiée au bus sur l'avenue du Général de Gaulle et l'avenue Maurice Petsche ;
- le réaménagement localisé de la RD 1091 et des carrefours associés ;
- des aménagements des traversées piétonnes et des itinéraires cyclables ;
- la modernisation des quais et arrêts de transports en commun.

La figure suivante présente localise le secteur 1 projeté.


Av, Maurice Petsche
Av, Maurice Petsche
D136 Av. du Général de Gaulle
D136 Av. du Général de Gaulle
LEGENDE
Voirie
Trottoir
Piste cyclable
Arrêt BUS

- Secteur 2 : Rond-point Av. Petsche à la Rue Général Barbot

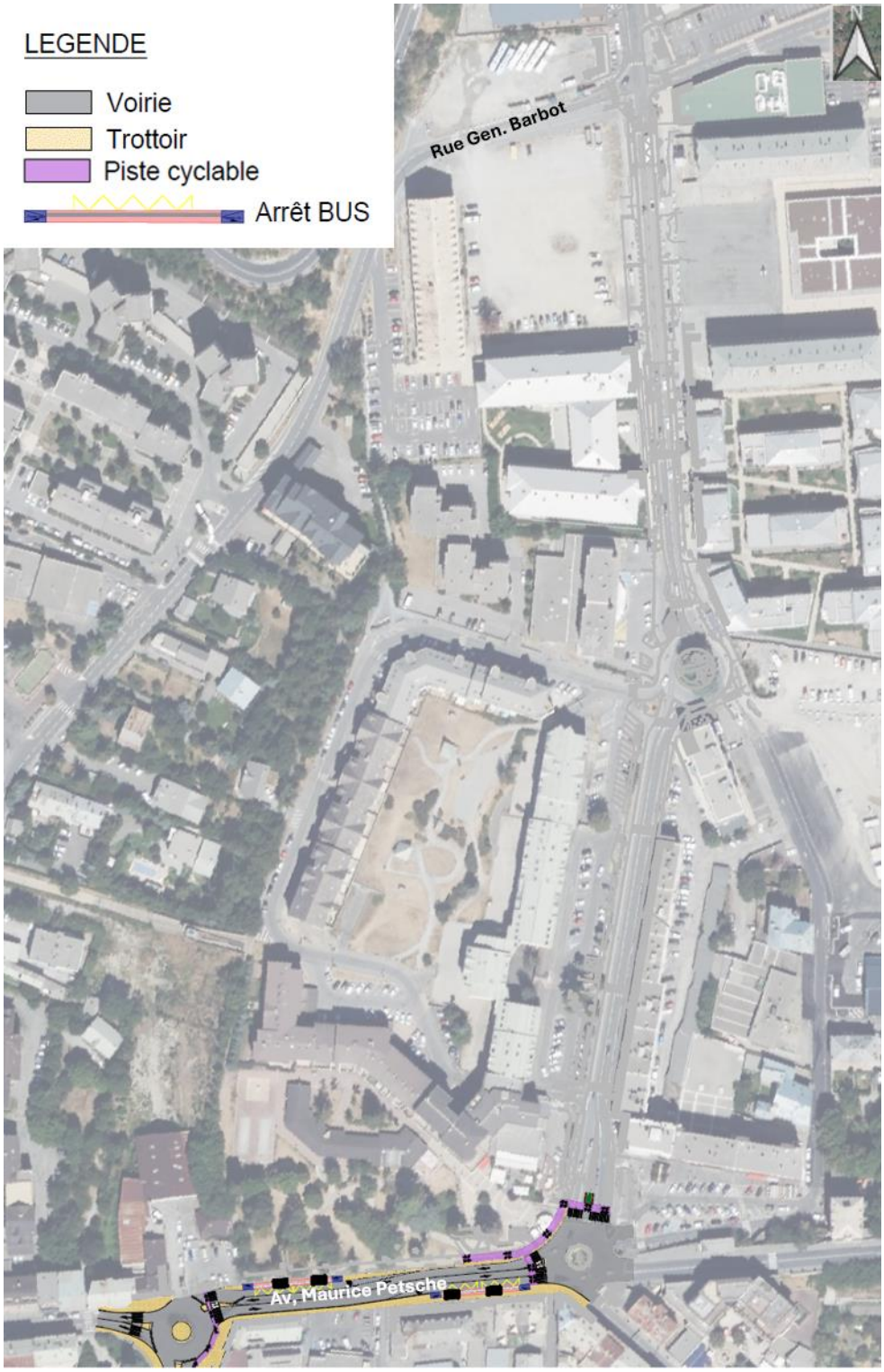
Le secteur 2 s'étend du rond-point de l'avenue Maurice Petsche à la rue Général Barbot.



Au sein de ce secteur, il est prévu la modification de la trame circulatoire avec notamment :

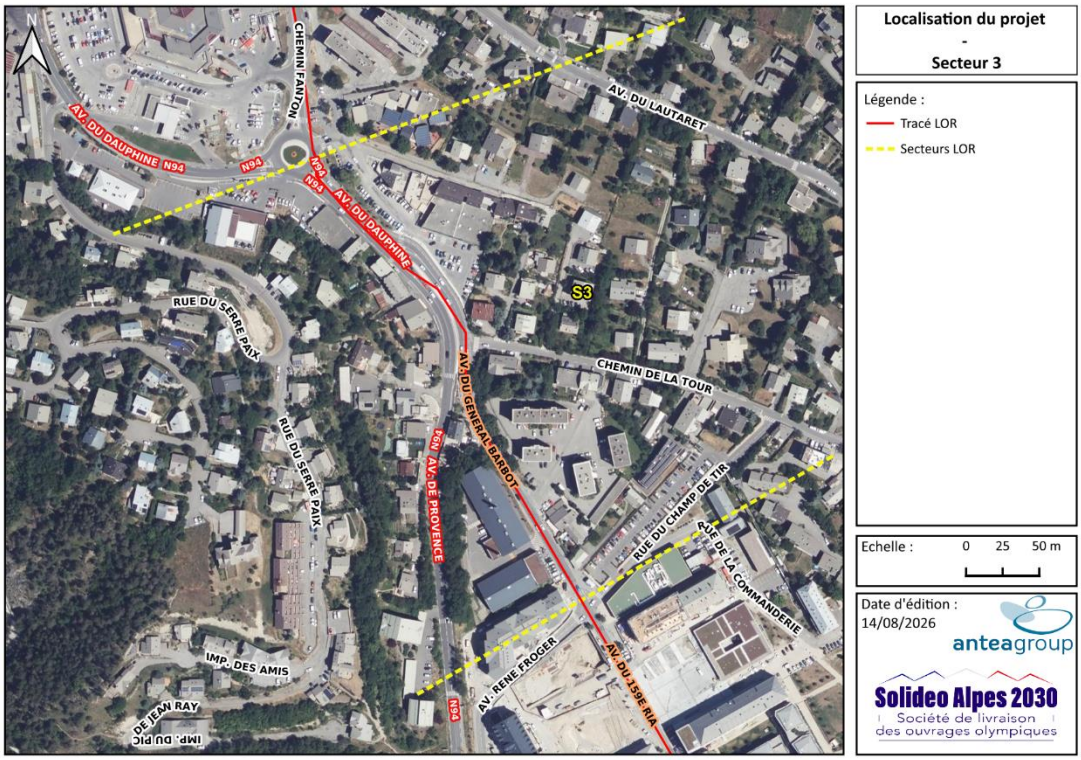
- l'insertion d'une voie dédiée au bus sur l'avenue Maurice Petsche ;
- le réaménagement de carrefours ;
- des aménagements des traversées piétonnes et des itinéraires cyclables ;
- la modernisation des quais et arrêts de transports en commun.

La figure suivante présente localise le secteur 2 projeté.


LEGENDE
Voirie
Trottoir
Piste cyclable
Arrêt BUS
N
Rue Gen. Barbot
Av. Maurice Petsche

- Secteur 3 : Rue Général Barbot à giratoire sud de la grande boucle

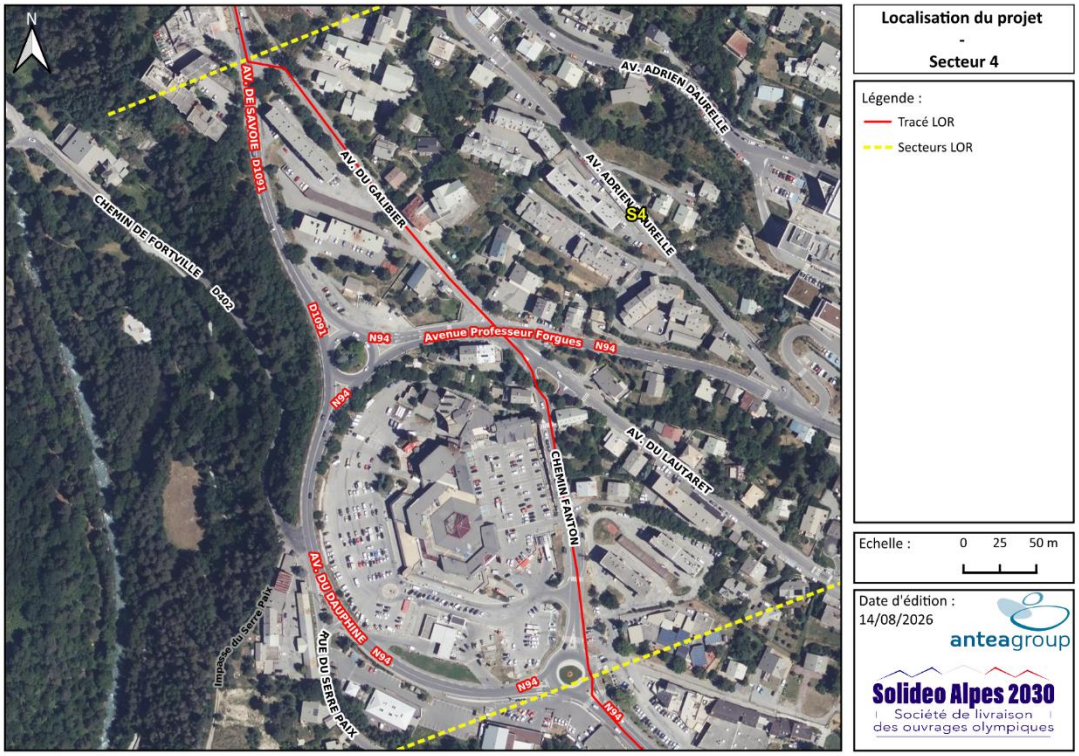
Le secteur 3 s'étend de la rue Général Barbot au giratoire sud de la grande boucle.



Les travaux sur ce secteur se limitent à l'intégration d'un système de détection lointaine des bus dans le carrefour à feux.

- Secteur 4 : Giratoire sud de la grande boucle au raccordement sur RD1091 Av. du Galibier

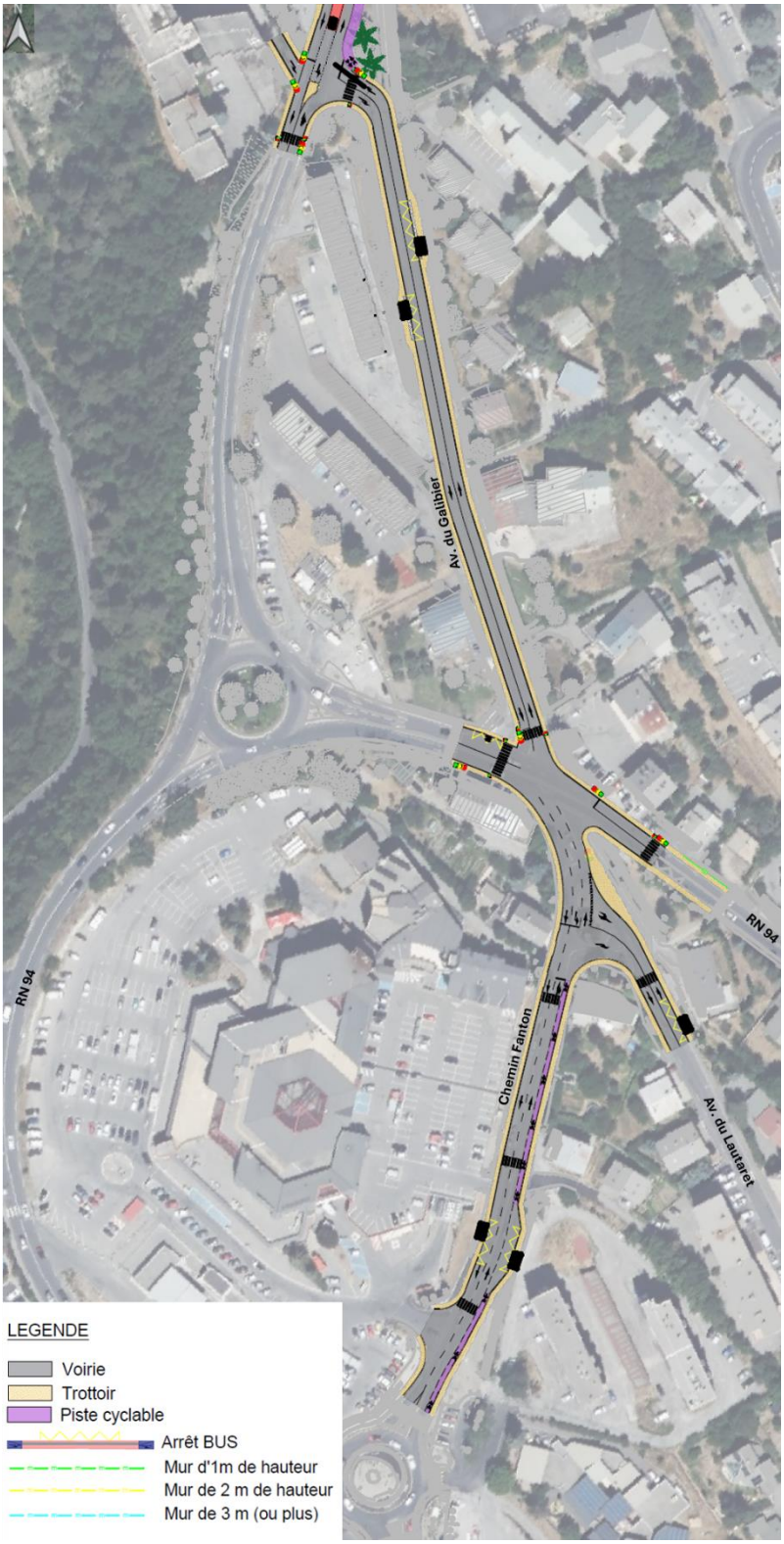
Le secteur 4 s'étend du giratoire sud de la grande boucle au raccordement sur RD1091 de l'avenue du Galibier.



Au sein de ce secteur, il est prévu la modification de la trame circulatoire avec notamment :

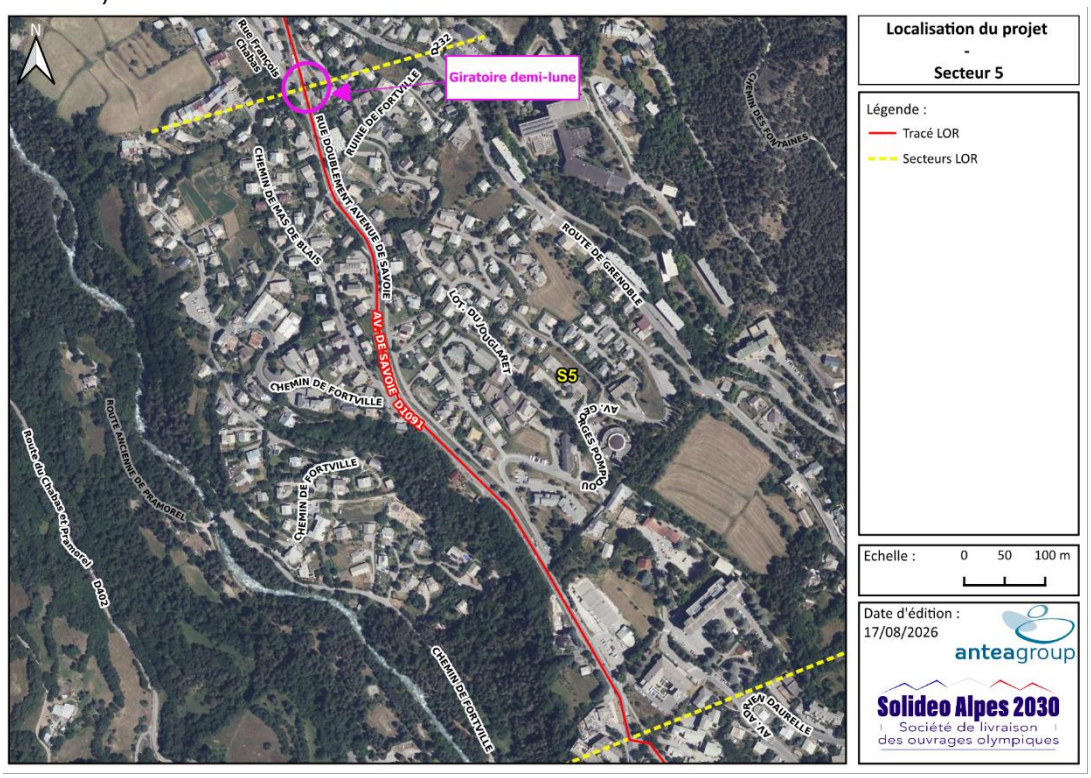
- le réaménagement au niveau du carrefour Chemin Fanton, de la RN94 et de l'avenue du Galibier ;
- des aménagements des traversées piétonnes et des itinéraires cyclables ;
- la modernisation des quais et arrêts de transports en commun.

La figure suivante présente localise le secteur 4 projeté.


Av. du Galibier
RN 94
RN 94
Chemin Fanton
Av. du Lautaret
LEGENDE
Voirie
Trottoir
Piste cyclable
Arrêt BUS
Mur d'1m de hauteur
Mur de 2 m de hauteur
Mur de 3 m (ou plus)

- Secteur 5 : RD1091 Av. du Galibier à giratoire de la demi-lune (rue François Chabas)

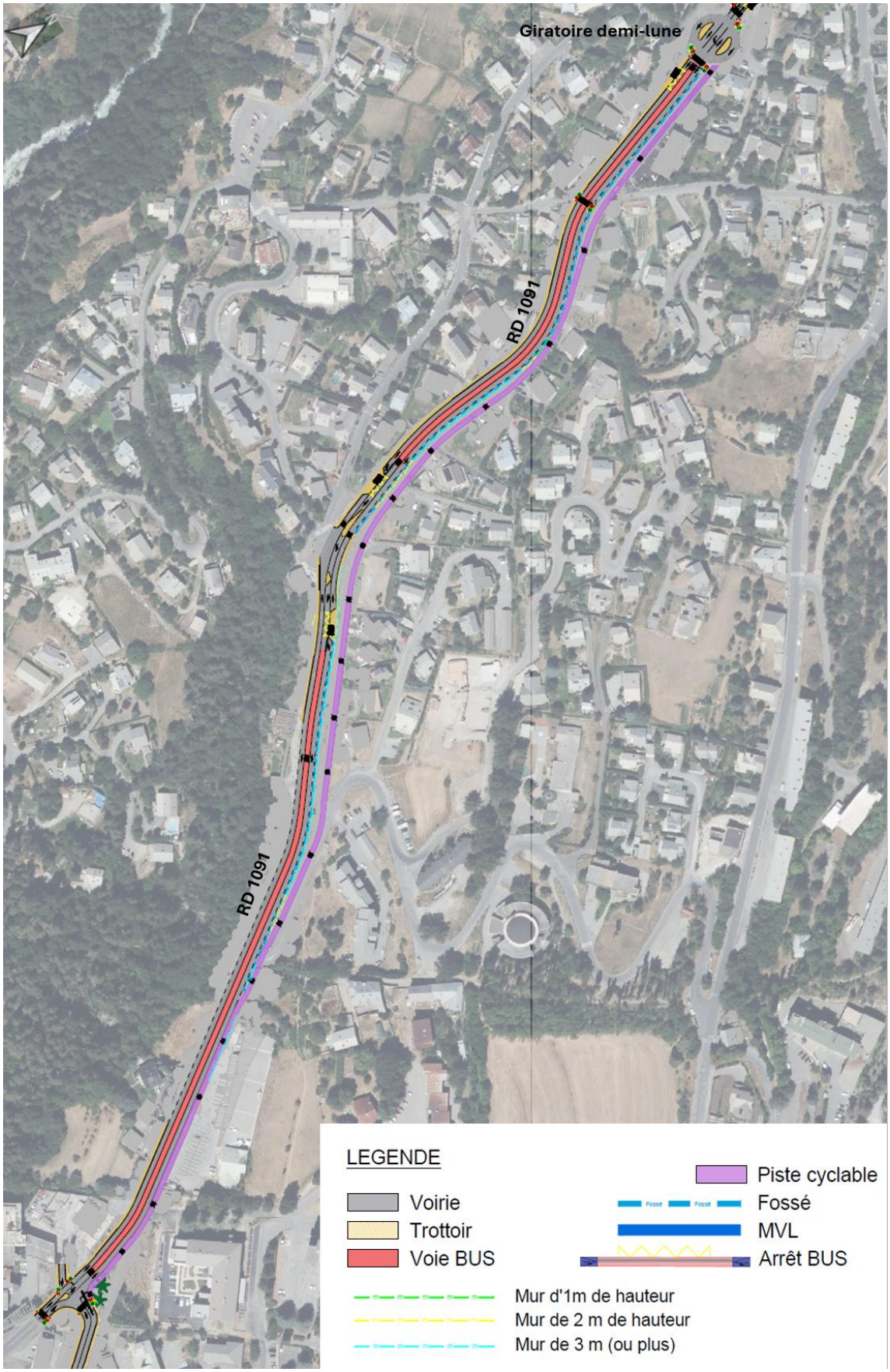
Le secteur 5 s'étend de la RD1091 Avenue du Galibier au giratoire de la demi-lune (rue François Chabas).



Au sein de ce secteur, il est prévu la modification de la trame circulatoire avec notamment :

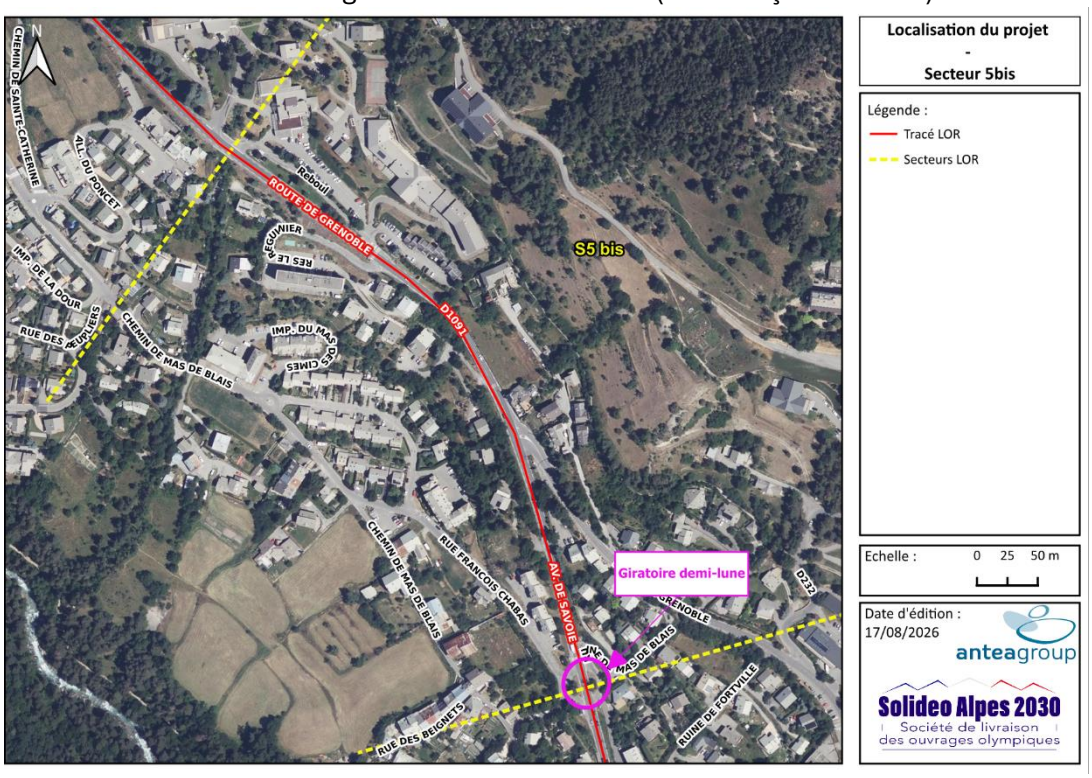
- l'insertion d'une voie réservée en central ;
- le réaménagement de carrefours ;
- des aménagements des traversées piétonnes et des itinéraires cyclables ;
- la modernisation des quais et arrêts de transports en commun.

La figure suivante présente localise le secteur 5 projeté.


Giratoire demi-lune
RD 1091
RD 1091
LEGENDE
Voirie
Trottoir
Voie BUS
Piste cyclable
Fossé
MVL
Arrêt BUS
Mur d'1m de hauteur
Mur de 2 m de hauteur
Mur de 3 m (ou plus)

- Secteur 5bis : S5bis - Giratoire de la demi-lune (rue François Chabas) à Reboul

Le secteur 5bis s'étend du giratoire de la demi-lune (rue François Chabas) à Reboul



Au sein de ce secteur, il est prévu la modification de la trame circulatoire avec notamment :

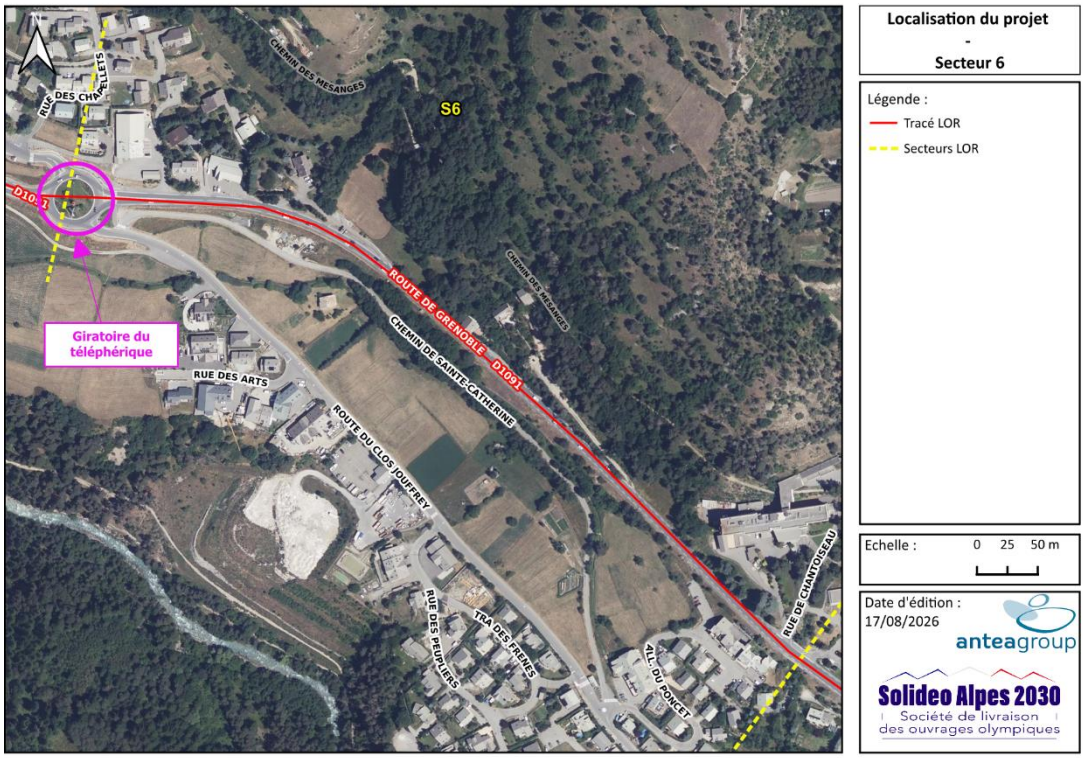
- La création d'arrêts de transports en commun et cheminement piéton à Chantoiseau ;
- le réaménagement de carrefours ;
- des aménagements des traversées piétonnes et des itinéraires cyclables ;
- la modernisation des quais et arrêts de transports en commun.

La figure suivante présente localise le secteur 5bis projeté.


LEGENDE
Voirie
Trottoir
Voie BUS
Piste cyclable
Fossé
MVL
Arrêt BUS
Mur d'1m de hauteur
Mur de 2 m de hauteur
Mur de 3 m (ou plus)
Autobus
Giratoire demi-lune

- Secteur 6 : Arrêt Reboul au giratoire du téléphérique

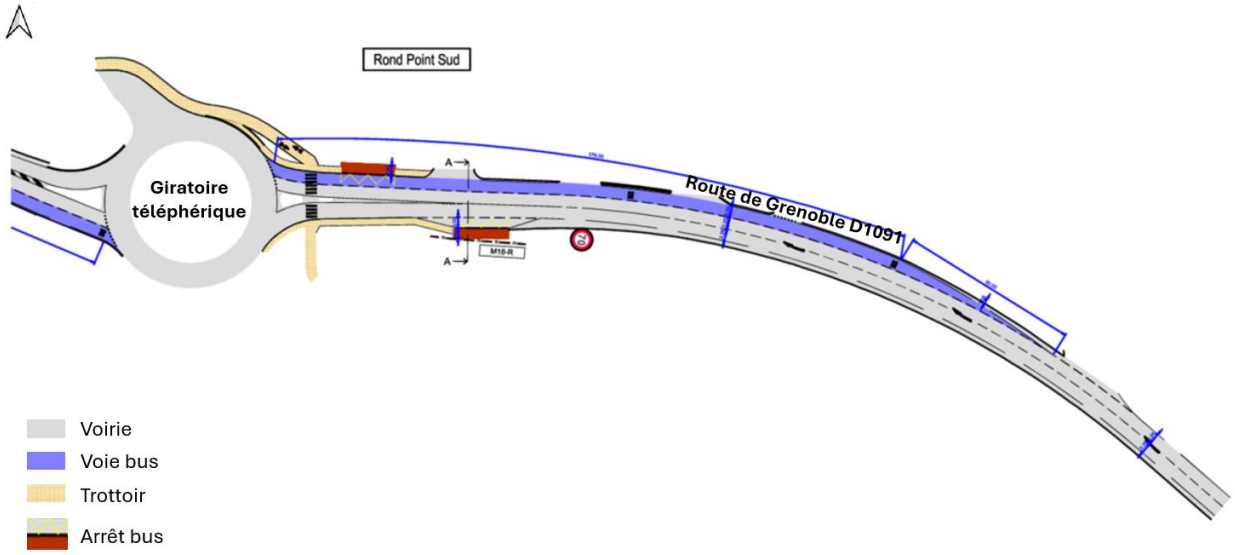
Le secteur 6 s'étend de Reboul au giratoire du téléphérique.



Au sein de ce secteur, il est prévu la modification de la trame circulatoire avec notamment :

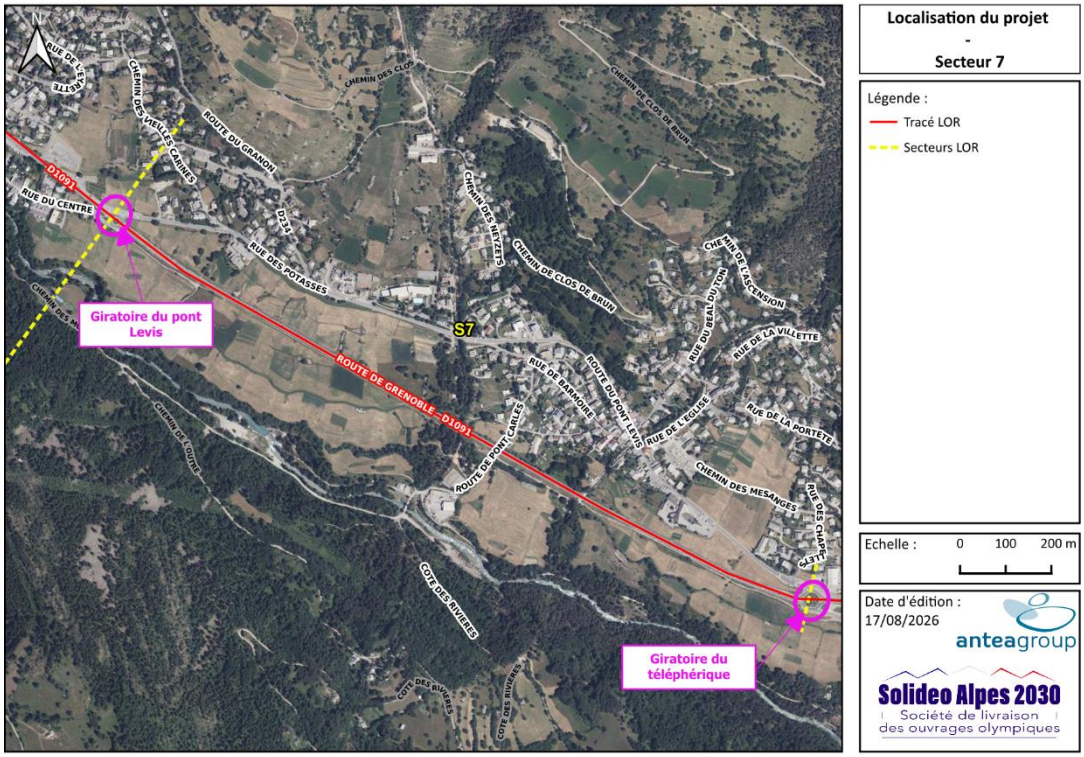
- La création de voie d'approche aux giratoires ;
- le réaménagement de carrefours ;
- des aménagements des traversées piétonnes et des itinéraires cyclables ;
- la modernisation des quais et arrêts de transports en commun.

La figure suivante présente localise le secteur 6 projeté.



- Secteur 7 : Giratoire du téléphérique à giratoire du pont Levis

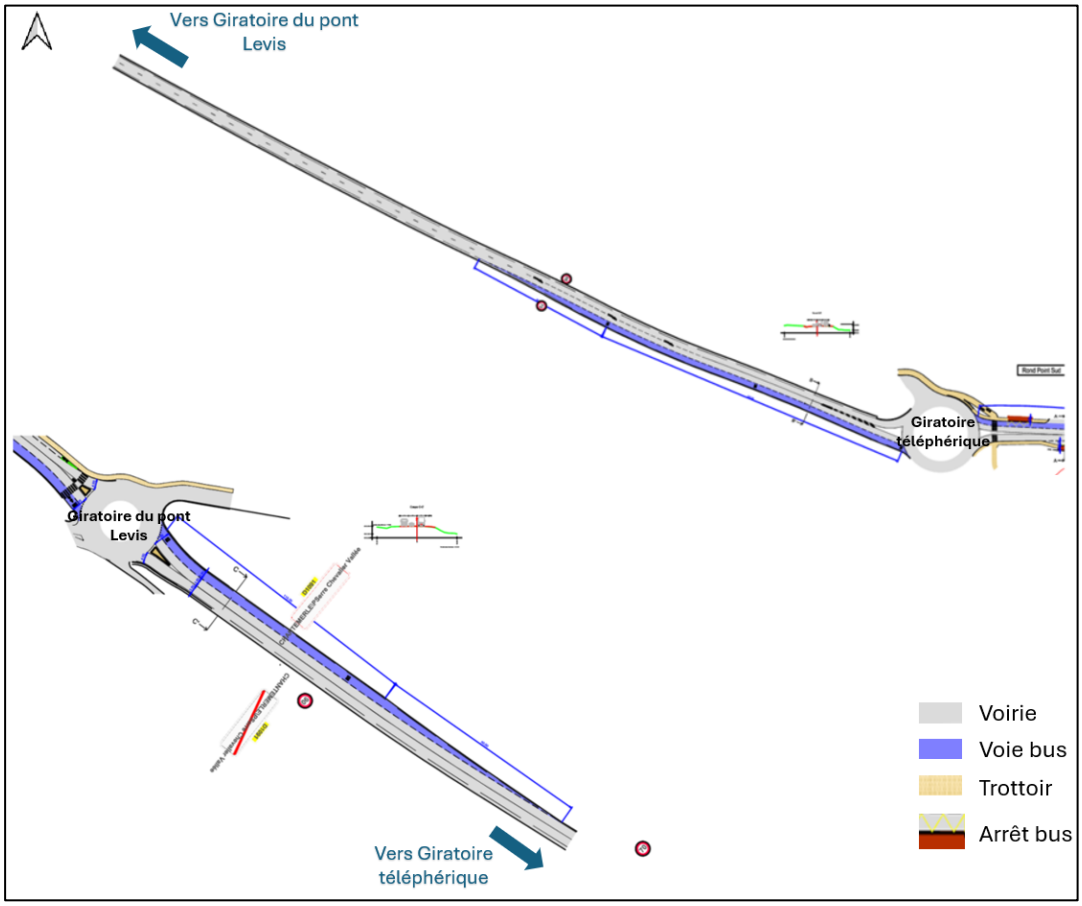
Le secteur 7 s'étend du giratoire du téléphérique au giratoire du pont Levis



Au sein de ce secteur, il est prévu la modification de la trame circulatoire avec notamment :

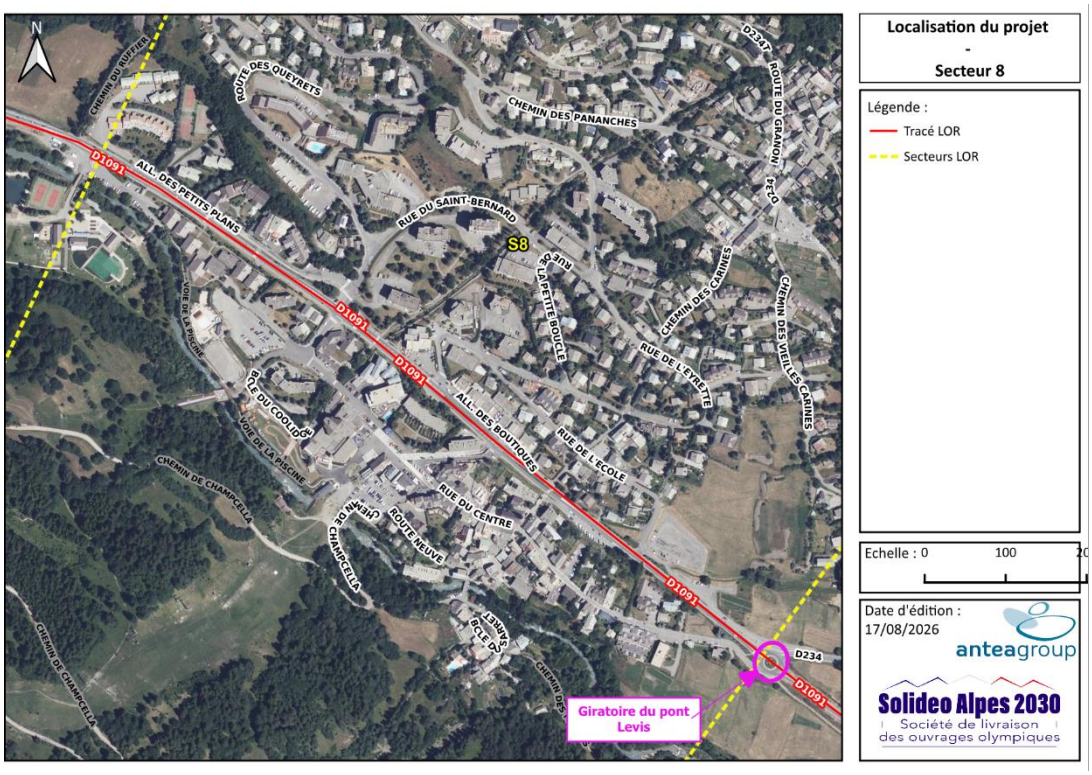
- la création de voie d'approche aux giratoires ;
- la modernisation des quais et arrêts de transports en commun.

La figure suivante présente localise le secteur 7 projeté.



- Secteur 8 : Giratoire du Pont Levis à rue du téléphérique (sortie de Chantemerle)

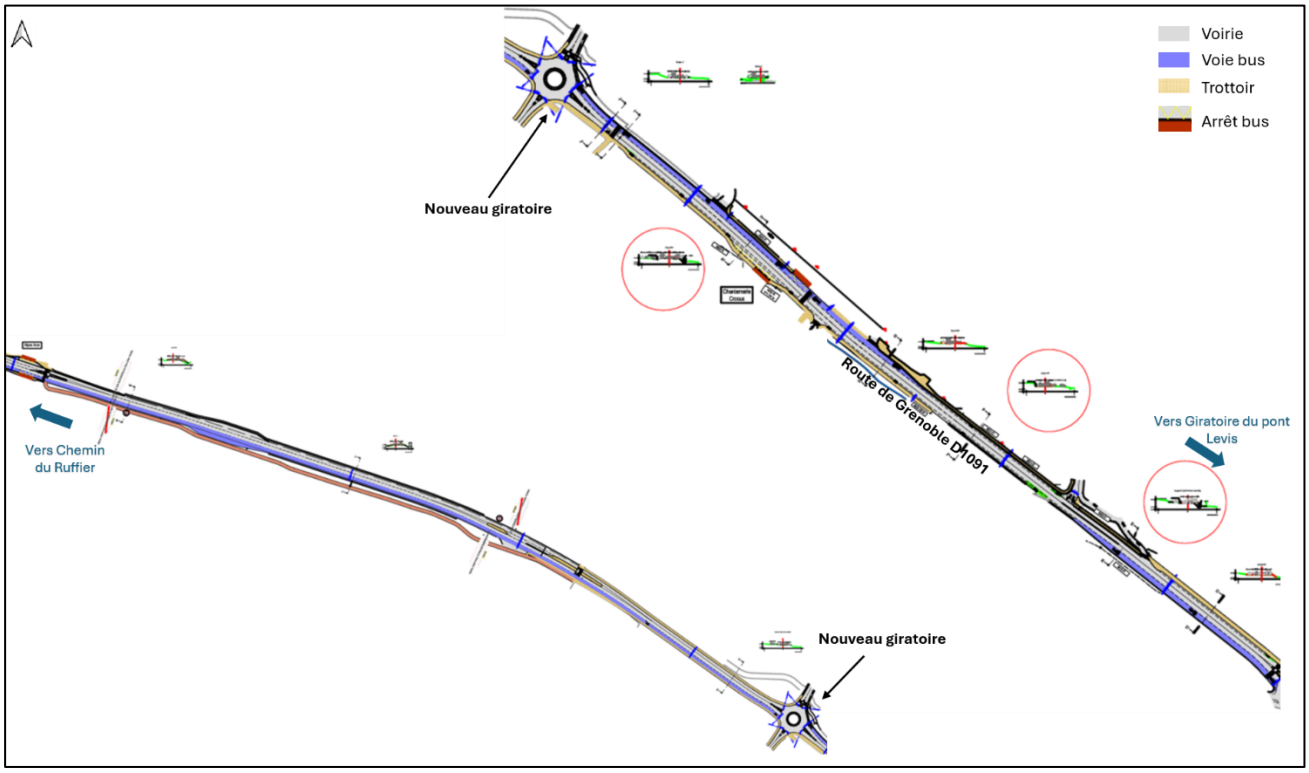
Le secteur 8 s'étend du giratoire du pont Levis à la rue du téléphérique (sortie de Chantemerle)



Au sein de ce secteur, il est prévu la modification de la trame circulatoire avec notamment :

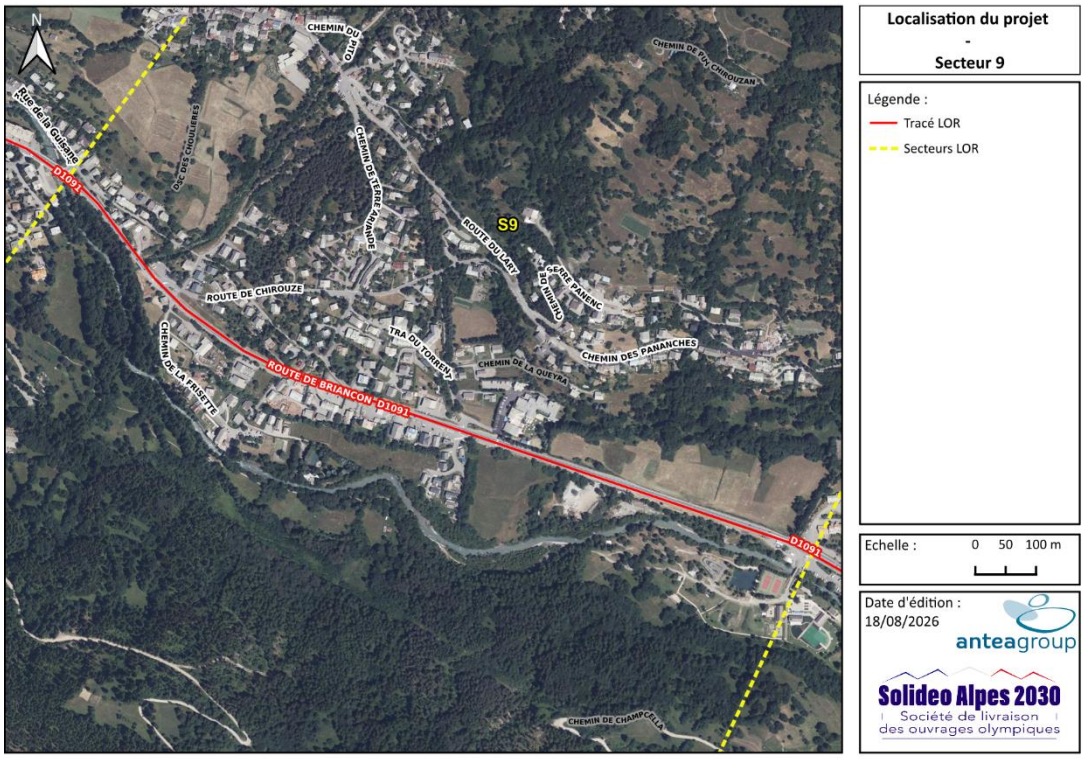
- la création de voie d'approche aux giratoires ;
- la création d'une voie réservée axiale à 1 voie ;
- la création d'un nouveau carrefour giratoire ;
- l'aménagement de la traversée de Chantemerle ;
- la modernisation des quais et arrêts de transports en commun.

La figure suivante présente localise le secteur 8 projeté.



- Secteur 9 : Rue du téléphérique à OA Sud Guisane

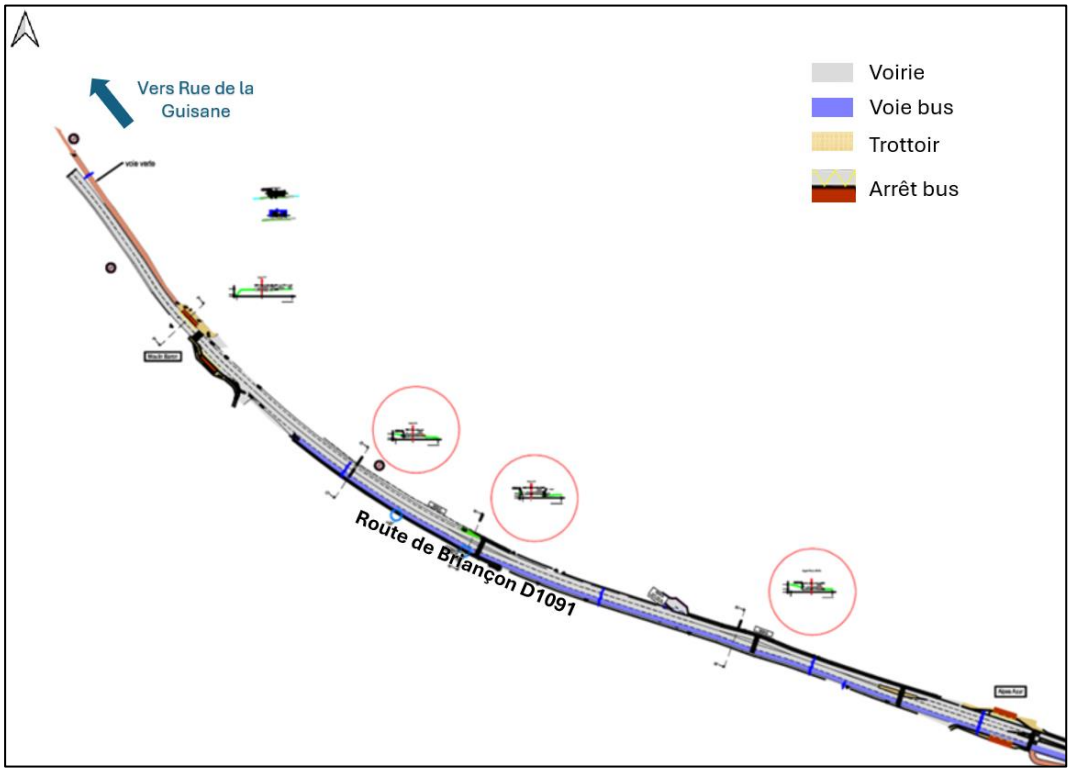
Le secteur 9 s'étend de la rue du téléphérique (sortie de Chantemerle) à OA Sud Guisane.



Au sein de ce secteur, il est prévu la modification de la trame circulatoire avec notamment :

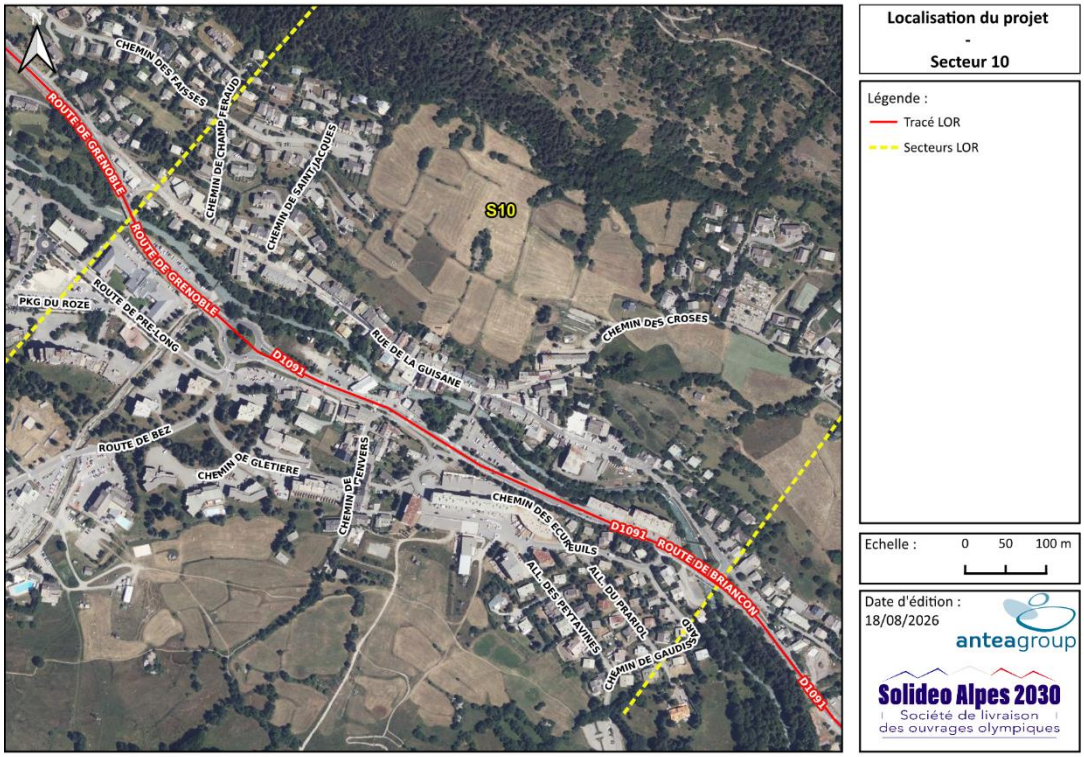
- la création de voie réservée en latérale avec passage d'une chaussée à 2 voies à une chaussée à 3 voies ;
- la modernisation des quais et arrêts de transports en commun.

La figure suivante présente localise le secteur 9 projeté.



- Secteur 10 : OA Sud Guisane à OA Nord Guisane

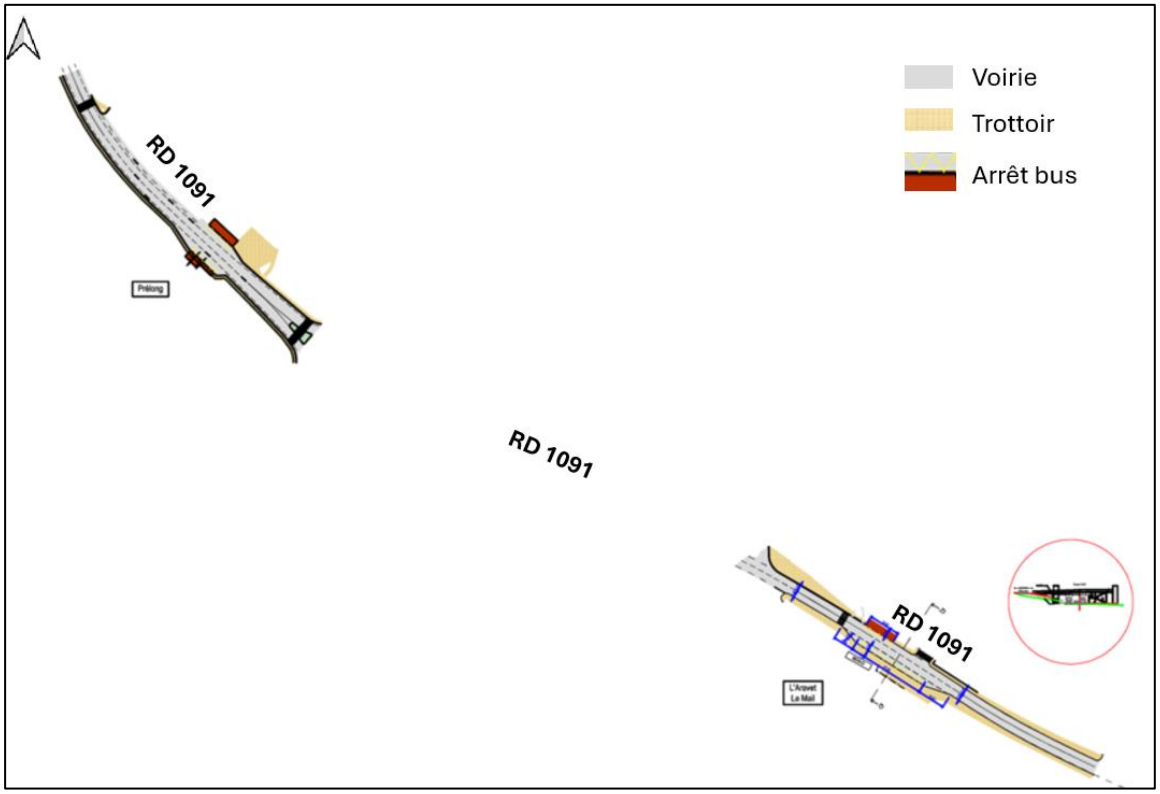
Le secteur 10 s'étend de OA Sud Guisane. à OA Nord Guisane.



Au sein de ce secteur, il est prévu la modification de la trame circulatoire avec notamment :

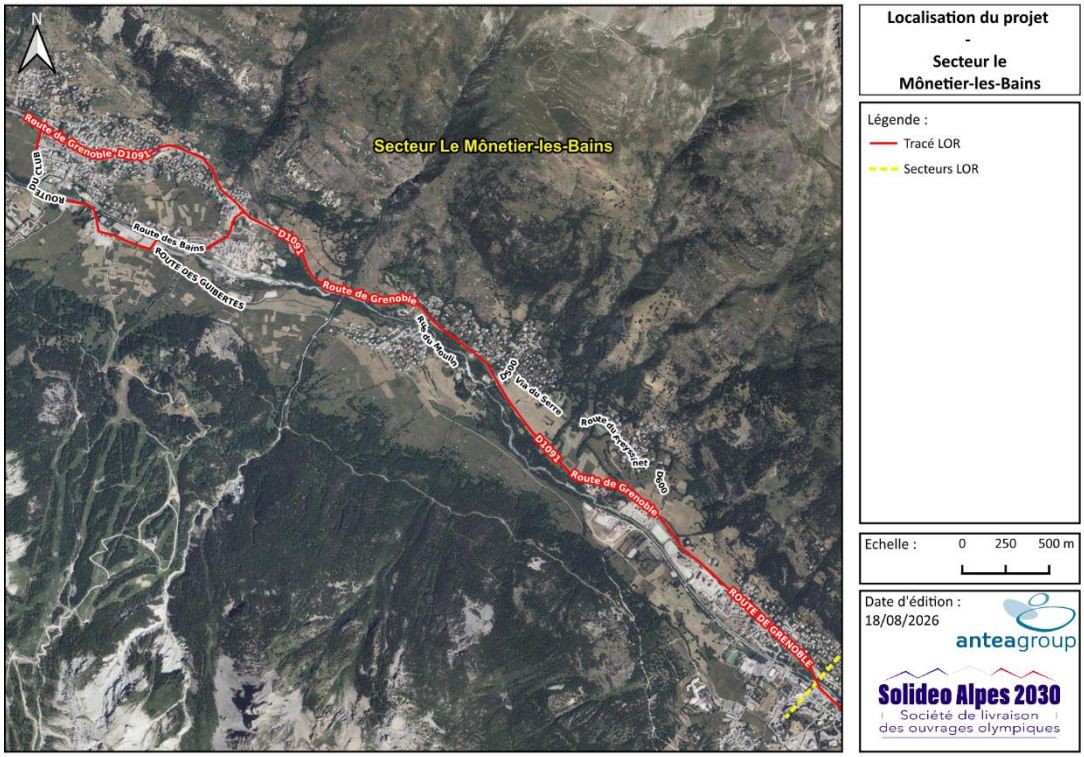
- la création d'une passerelle piétonne ;
- la modernisation des quais et arrêts de transports en commun.

La figure suivante présente localise le secteur 10 projeté.



- Secteur le Mônetier-les-Bains

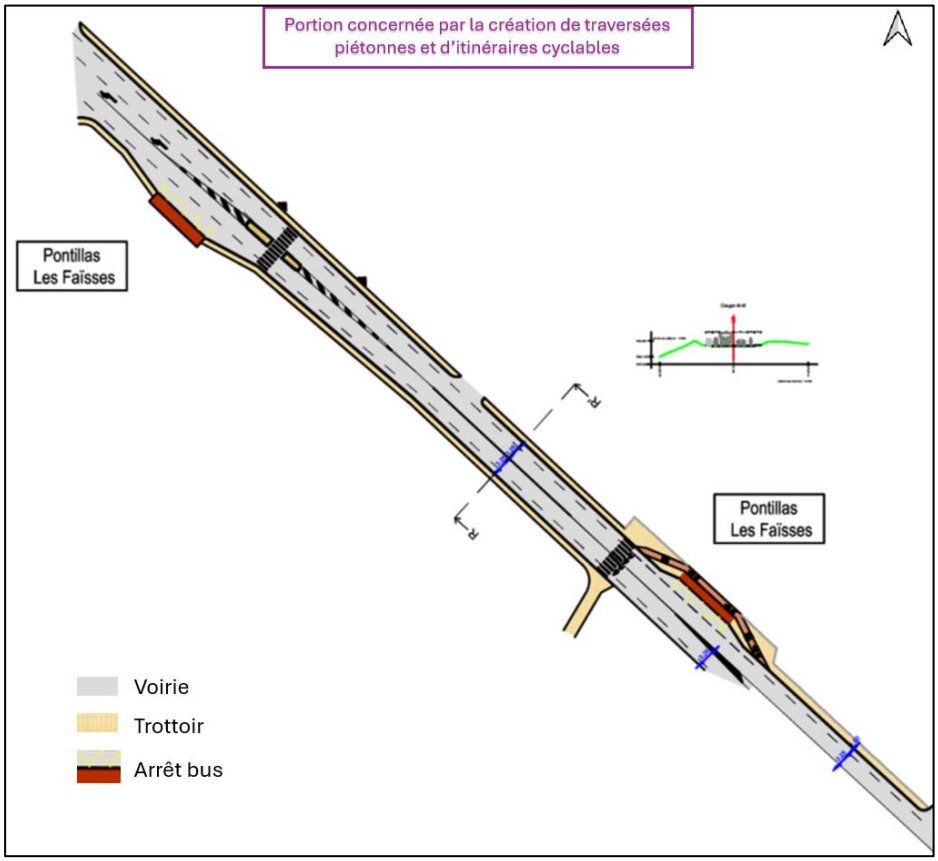
Le secteur le Mônetier-les-Bains s'étend OA Nord Guisane à la zone de la route du Pont des Granges.

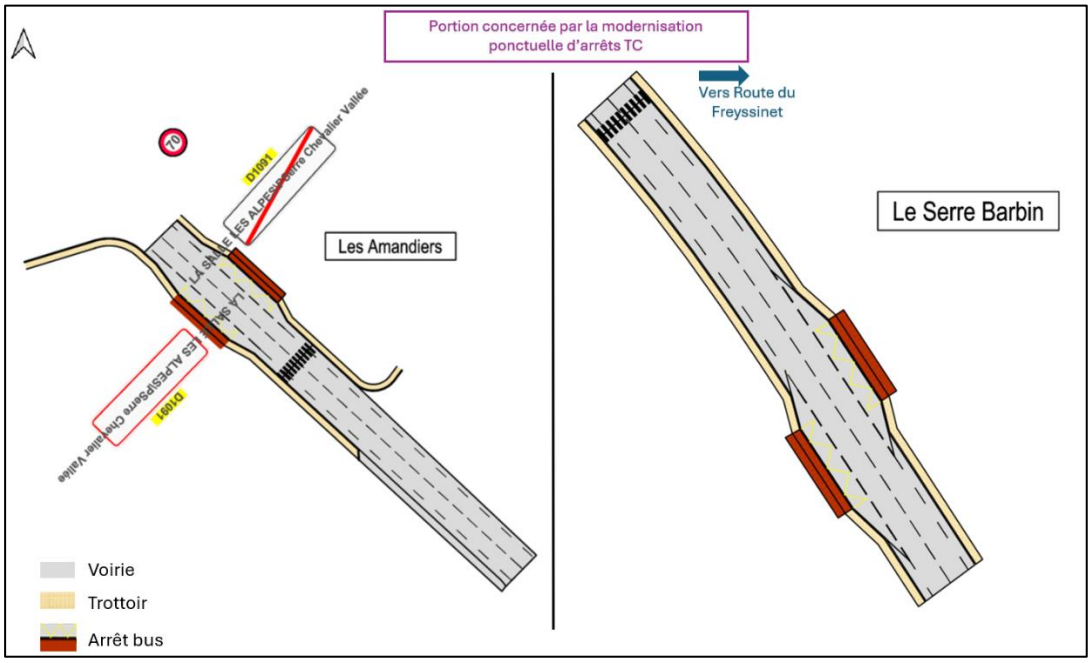


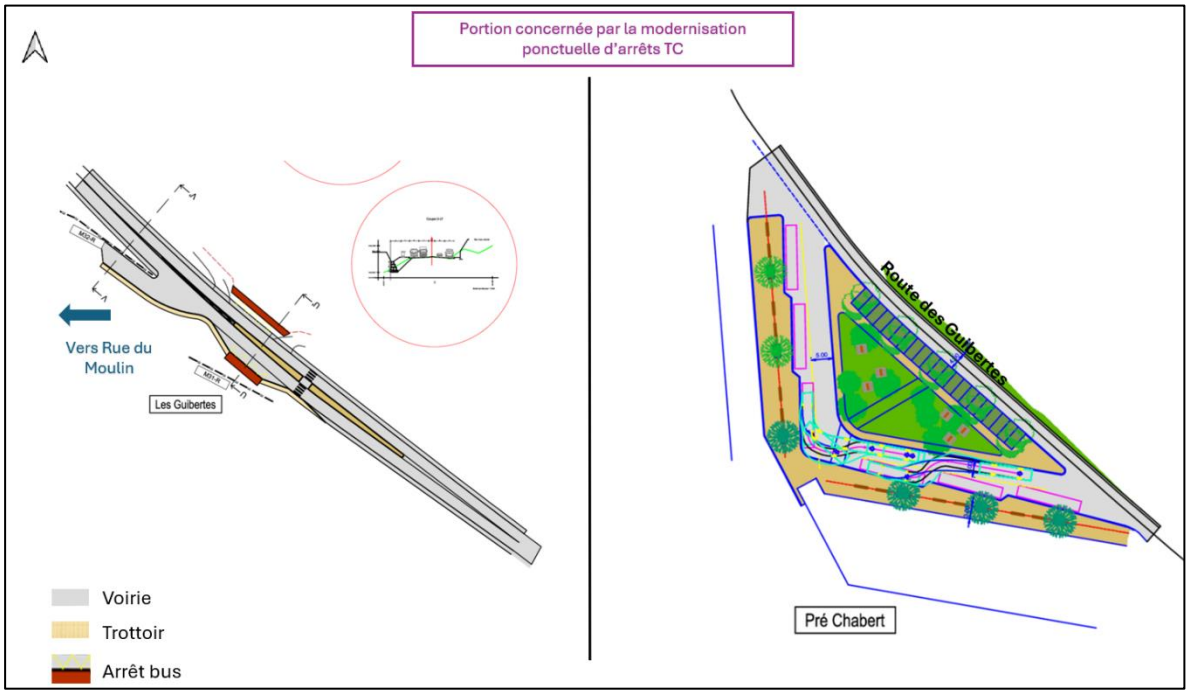
Au sein de ce secteur, il est prévu la modification de la trame circulatoire avec notamment :

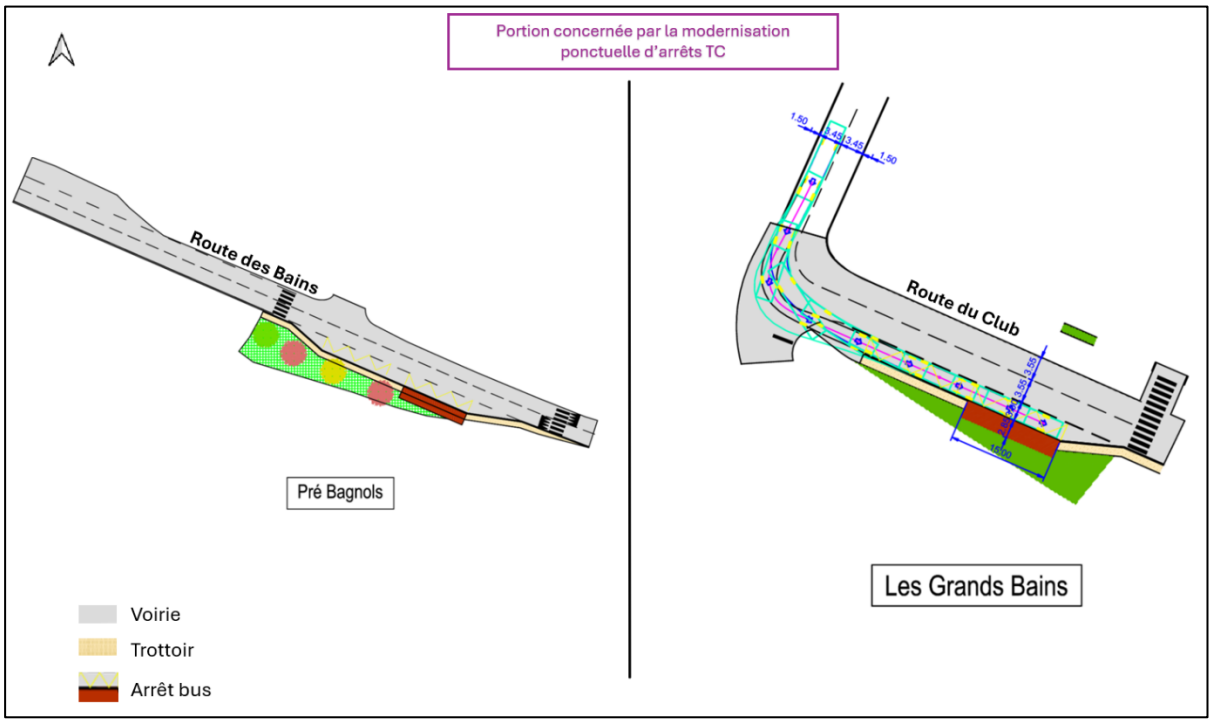
- la création de traversées piétonnes et d'itinéraires cyclables sur l'emprise des voies et accotements existants ;
- la modernisation ponctuelle d'arrêts de transports en commun (mise en accessibilité) ;
- le réaménagement de carrefours.

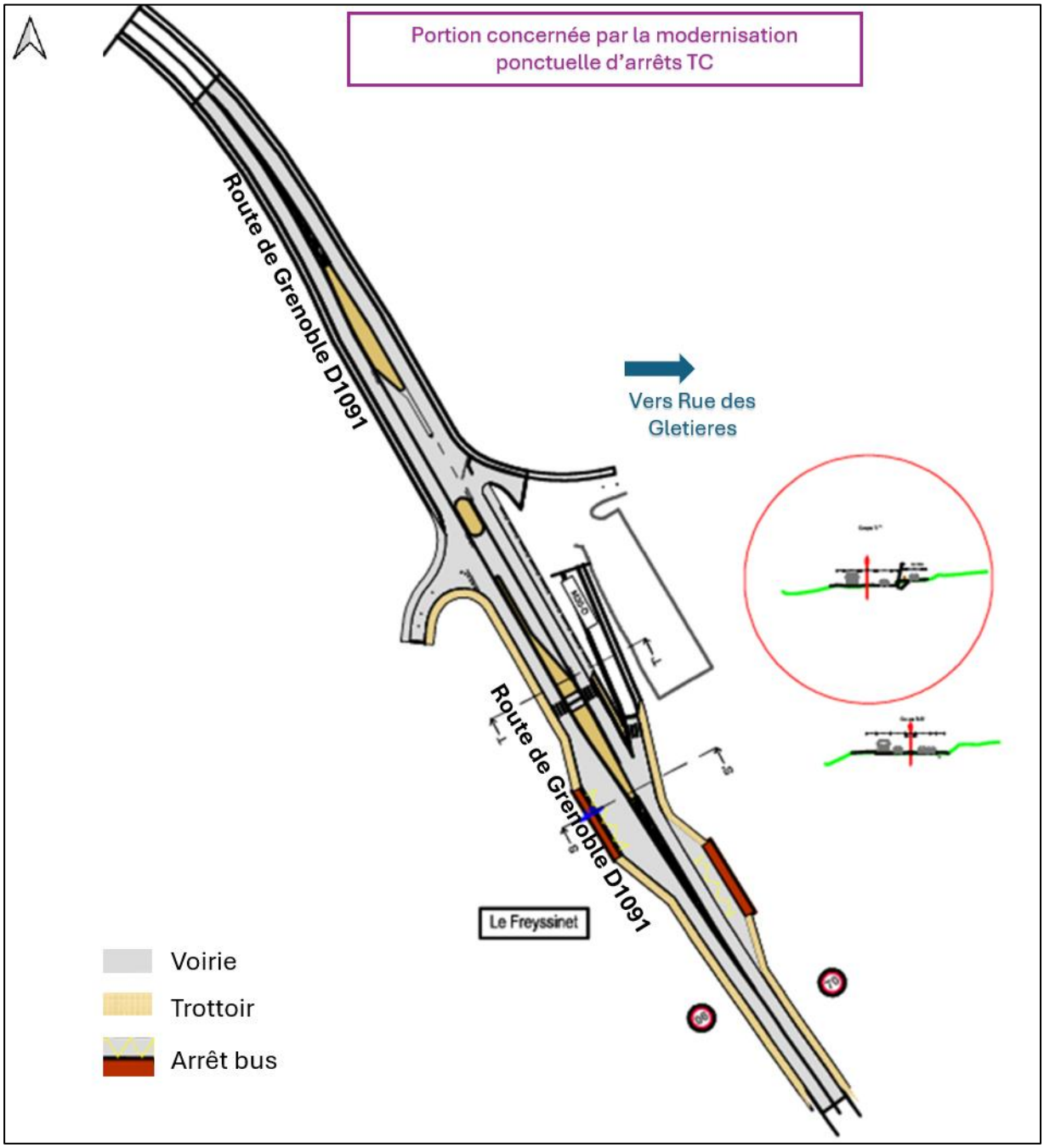
Les aménagements prévus au secteur le Mônetier-les-Bains, sont présentés ci-après :

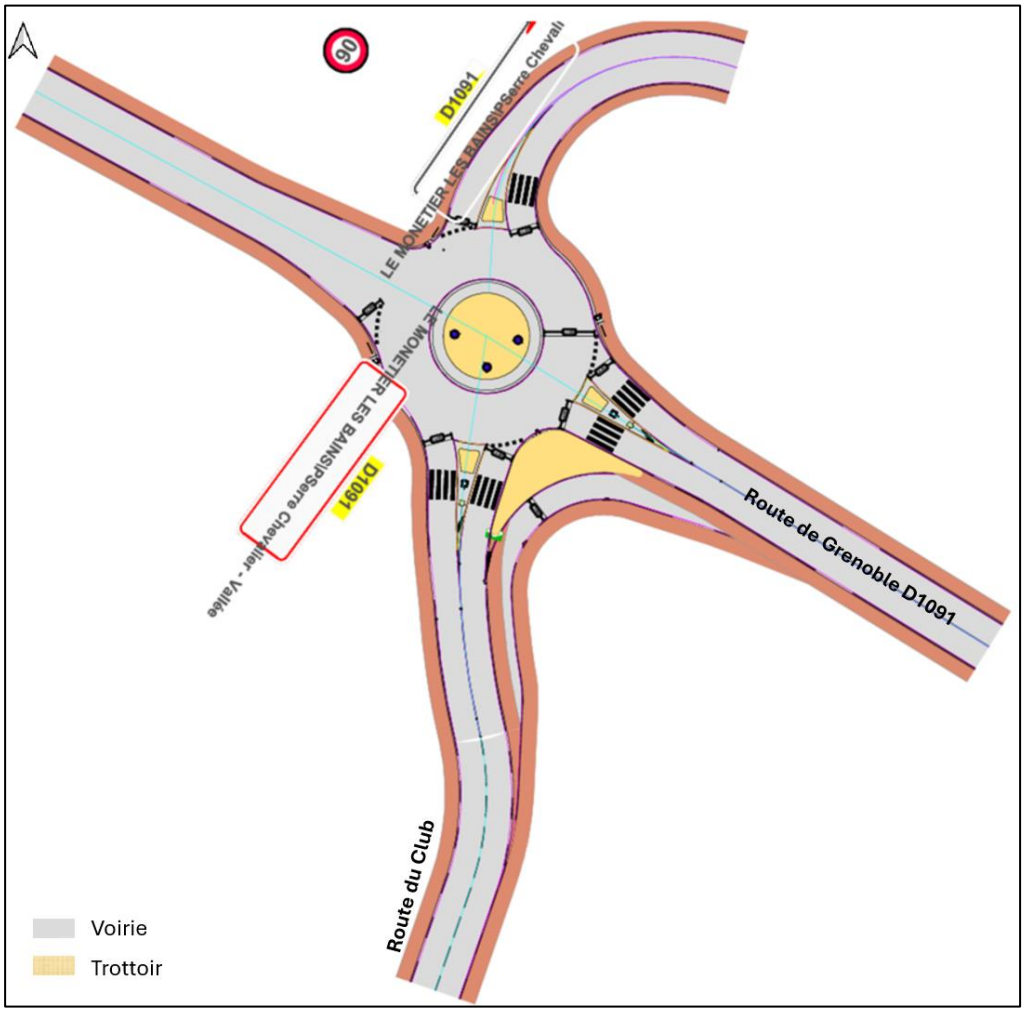

Portion concernée par la création de traversées piétonnes et d'itinéraires cyclables
Pontillas Les Faïsses
Pontillas Les Faïsses
Voirie
Trottoir
Arrêt bus


Portion concernée par la modernisation ponctuelle d'arrêts TC
Vers Route du Freyssinet
Les Amandiers
Le Serre Barbin
Voirie
Trottoir
Arrêt bus


Portion concernée par la modernisation ponctuelle d'arrêts TC
Vers Rue du Moulin
Les Guibertes
Route des Guibertes
Pré Chabert
Voirie
Trottoir
Arrêt bus


Portion concernée par la modernisation ponctuelle d'arrêts TC
Route des Bains
Pré Bagnols
Route du Club
Les Grands Bains
Voirie
Trottoir
Arrêt bus


Portion concernée par la modernisation ponctuelle d'arrêts TC
Route de Grenoble D1091
Vers Rue des Gletieres
Route de Grenoble D1091
Le Freyssinet
Voirie
Trottoir
Arrêt bus


90
D1091
LE MONETIER LES BAINS/Serre Chevali
LE MONETIER LES BAINS/Serre Chevalier - Vallée
D1091
Route de Grenoble D1091
Route du Club
Voirie
Trottoir

5.2.3. Principes généraux relatifs à la gestion des eaux pluviales et des milieux aquatiques

5.2.3.1. Guide technique départemental pour l'élaboration de dossier Loi sur l'Eau

Un guide a été élaboré par la Direction Départementale des Territoires des Hautes-Alpes à l'attention des bureaux d'études, pétitionnaires et maîtres d'ouvrages, pour tous les projets relevant de la rubrique 2.1.5.0 (gestion des eaux pluviales).

Les principes de gestion des eaux de pluie suivants sont rappelés :

- Éviter l'imperméabilisation des sols ;
- Éviter le ruissellement des pluies en les gérant au plus près de leur point de chute ;
- Limiter les débits dans les réseaux et dans les cours d'eau ;
- Réduire l'impact des pluies fortes sur les réseaux en tamponnant et en stockant ;
- Éviter les rejets polluants pour assurer la protection des eaux, des milieux et de la biodiversité aquatiques ;
- Protéger les personnes et les biens du risque d'inondation par débordement des réseaux et saturation des milieux récepteurs des pluies ;
- Préserver la ressource en eau en assurant sa recharge et sa valorisation.
- Dans ces conditions, le guide départemental :
- Donne la priorité à la gestion des eaux pluviales à la source, en se référant à la disposition 5A-04 du SDAGE : « Tout projet doit viser à minima la transparence hydraulique de son aménagement vis-à-vis du ruissellement des eaux pluviales en favorisant l'infiltration ou la rétention à la source (….). L'infiltration est privilégiée dès lors que la nature des sols le permet et qu'elle est compatible avec les enjeux sanitaires et environnementaux du secteur ».
- Les porteurs de projet sont incités à travailler en amont avec les aménageurs en associant des paysagistes afin de permettre la mise en œuvre de techniques douces superficielles.
- Souligne les spécificités du territoire départemental.
- Les territoires de montagne se caractérisent par des conditions hydrologiques et géomorphologiques particulières. Les fortes pentes favorisent les vitesses de ruissellement élevées et les écoulements torrentiels.
- Les conditions climatiques spécifiques à ces territoires, notamment l'accumulation de neige, les épisodes de fonte rapide et les cycles répétés de gel et de dégel, fragilisent les sols et renforcent les contraintes pesant sur les ouvrages de gestion des eaux pluviales.
- La conception des ouvrages doit intégrer ces contraintes.
- Insiste sur le respect des exigences qualitatives des eaux pluviales.

5.2.3.2. Règlement de gestion des eaux pluviales des communes concernées par le projet

5.2.3.2.1. Briançon

La commune de Briançon a mis en place un **règlement de gestion des eaux pluviales**, approuvé en 2019, qui s'applique aux opérations immobilières ou de viabilisation, publiques ou privées, ayant une surface constructible ou aménageable supérieure à 700 m^2.
Pour des terrains d'une surface **inférieure à 1 hectare**, le règlement intègre un **logiciel de dimensionnement** des ouvrages de gestion des eaux pluviales.
Ce règlement précise que « la première solution recherchée pour l'évacuation des eaux pluviales doit être l'infiltration ».
Il est fait référence à la norme NF EN 752-2, et notamment aux occurrences de protection dimensionnantes pour les dispositifs de gestion des eaux pluviales :

Lieu	Fréquence de mise en charge	Fréquence d'inondation
Zones rurales	1 an	10 ans
Zones résidentielles	2 ans	20 ans
Centres-villes, zone industrielles ou commerciales	5 ans	30 ans
Passages souterrains routiers ou ferrés	10 ans	50 ans

Dans l'hypothèse d'une impossibilité d'infiltration, le rejet superficiel doit être régulé par la mise en place d'une capacité de stockage, permettant une limitation du débit à 20 L/s/ha.
Le règlement n'impose pas de procédés techniques pour l'infiltration, la rétention / régulation. Il impose un objectif de résultat et de contrôle.

Le règlement intéresse également les eaux de chantier et leur évacuation. Des solutions techniques à prévoir sont proposées.

Tout rejet d'eaux pluviales non issues d'un écoulement dans un milieu naturel est interdit vers les différents canaux d'irrigation de la commune.

5.2.3.2.2. Saint-Chaffrey

Le règlement écrit du PLU de la commune de Saint-Chaffrey dont la dernière procédure a été approuvée le 27/06/2024 aborde la gestion des eaux pluviales sur la commune.

Il en ressort :

- de préserver les conditions naturelles d'écoulement et de limiter les incidences liées à l'imperméabilisation des sols ;
- le raccordement au réseau public doit être soumis à autorisation et le rejet des eaux pluviales dans le réseau d'eaux usées est interdit ;

- le maintien du libre écoulement des eaux de ruissellement et l'interdiction de tout aménagement susceptible d'altérer les axes d'écoulement ou les secteurs d'accumulation identifiés ;
- la réservation exclusive des fossés routiers à la collecte des eaux de chaussée ;
- pour toute nouvelle construction ou surface imperméabilisée, les eaux pluviales doivent être raccordées au réseau public lorsqu'il existe ou gérées directement à la parcelle au moyen d'un dispositif individuel adapté. Celui-ci doit être dimensionné de manière à restituer des conditions d'écoulement et une qualité des eaux comparables à l'état initial avant aménagement. La réalisation et l'entretien de ces dispositifs relèvent de la responsabilité du propriétaire ou de l'aménageur.

En toutes circonstances, le raccordement des eaux pluviales au réseau d'eaux usées ou aux canaux d'irrigation demeure interdit.

Le règlement vise donc à favoriser l'infiltration, la rétention et la gestion à la parcelle des eaux pluviales tout en préservant le fonctionnement hydraulique naturel et en évitant l'aggravation des risques de ruissellement ou d'inondation.

5.2.3.2.3. La-Salle-les-Alpes

Le règlement écrit du PLU de la commune de La-Salle-les-Alpes dont la dernière procédure a été approuvée le 05/08/2024 aborde la gestion des eaux pluviales sur la commune.

Il en ressort que le règlement repose sur le principe du maintien du fonctionnement hydraulique naturel et de la gestion maîtrisée des eaux pluviales. Notamment :

- Le raccordement au réseau public doit être soumis à autorisation et le rejet des eaux pluviales dans le réseau d'eaux usées est interdit.
- La récupération des eaux de pluie dans des citernes ou réservoirs destinés à des usages non potables est autorisée, sous réserve que les volumes excédentaires soient évacués vers des exutoires adaptés.
- La réservation exclusive des fossés routiers à la collecte des eaux de chaussée.
- Une attention particulière est portée aux canaux d'irrigation et peyras, dont le fonctionnement doit être préservé. Les constructions doivent respecter un recul minimal de 1,50 m par rapport aux berges, tout aménagement à proximité nécessitant l'accord préalable du gestionnaire concerné. Les canaux existants doivent être maintenus et entretenus.
- Les aménagements doivent permettre l'évacuation des eaux vers le réseau pluvial lorsqu'il existe. À défaut, les eaux pluviales doivent être gérées à la parcelle par des dispositifs adaptés, dimensionnés pour assurer le libre écoulement des eaux sans impact sur les propriétés voisines. Les réseaux réalisés doivent par ailleurs être conçus de manière à pouvoir être raccordés ultérieurement à un réseau séparatif.

En toutes circonstances, le raccordement des eaux pluviales au réseau d'eaux usées ou aux canaux d'irrigation demeure interdit.

5.2.3.2.4. Le-Monêtier-les-bains

Le règlement écrit du PLU de la commune de Le-Monêtier-les-bains dont la dernière procédure a été approuvée le 27/11/2024 aborde la gestion des eaux pluviales sur la commune.

Il est indiqué pour toutes les zones, qu'à l'intérieur des propriétés, les rejets d'eaux pluviales ne doivent pas être dirigés vers les réseaux d'eaux usées.
De même, dans certaines zones du PLU concernées par le projet, les prescriptions sont les suivantes :

- Les eaux pluviales doivent être évacuées vers le réseau pluvial lorsqu'il existe. En l'absence de réseau ou en cas de capacité insuffisante, leur gestion doit être assurée à la parcelle par le propriétaire au moyen de dispositifs adaptés, sans impact sur les terrains voisins.
- La mise en place d'un volume de rétention minimal de 30 L/m^2 de surface imperméabilisée, implanté en aval des zones concernées conformément aux normes techniques en vigueur.

En toutes circonstances, le raccordement des eaux pluviales au réseau d'eaux usées ou aux canaux d'irrigation demeure interdit.

5.2.3.3. Gestion des eaux pluviales projetées

5.2.3.3.1. Hypothèse de dimensionnement

Le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales a été réalisé conformément aux recommandations des guides techniques de référence en assainissement routier et en gestion des eaux pluviales.

Coefficients pluviométriques

Les caractéristiques pluviométriques ont été établies à partir des données de la station Météo-France d'Embrun sur la période 1982-2023 à une altitude de 873 m. Les hauteurs de précipitations ont été déterminées à l'aide de la loi de Montana. La formule de Montana permet, de manière théorique, de relier une quantité de pluie **h(t)** recueillie au cours d'un épisode pluvieux avec sa durée **t** :

$$h(t) = a * t(1 - b)$$

Les quantités de pluie h(t) s'expriment en millimètres et les durées t en minutes.

Les coefficients de Montana (**a,b**) sont calculés par un ajustement statistique entre les durées et les quantités de pluie ayant une durée de retour donnée.

Cet ajustement est réalisé à partir des pas de temps (durées) disponibles (t < 60 min et t ≥ 60 min).

Tableau 1 : Coefficients de Montana étudiés (METEO FRANCE)

t<60 min			*t>=60 min*		
Durée de retour	**a**	**b**	**Durée de retour**	**a**	**b**
2 ans	3.179	0.572	2 ans	3.323	0.613
5 ans	3.593	0.543	5 ans	5.098	0.655
10 ans	4.213	0.53	10 ans	7.138	0.689
20 ans	4.845	0.518	20 ans	9.912	0.725
30 ans	5.156	0.507	30 ans	11.955	0.746
50 ans	5.497	0.491	50 ans	15.239	0.774
100 ans	5.98	0.471	100 ans	21.049	0.813

Coefficients de revêtements et coefficients de ruissellement

Les revêtements de l'emprise projet sont déterminés à l'état actuel à partir des plans topographiques et à l'état projet à partir des plans de masse. On distingue notamment deux catégories :

- les surfaces imperméables,
- Les surfaces perméables,
- les espaces verts.

Les coefficients de ruissellement sont issus des valeurs usuelles, et extrapolés à partir de la formule du GTAR (« Guide Technique de l'Assainissement Routier », SETRA) et présentés ci-dessous :

Période de retour	Imperméable	Perméable	Espace vert
2 ans	0.9	0.5	0.3
10 ans	0.95	0.65	0.45
20 ans	0.95	0.66	0.47
30 ans	0.95	0.66	0.48

5.2.3.3.2. Méthodes de calcul

Calcul du débit de pointe :

Les débits de pointe ont été calculés à partir de la formule rationnelle qui est valable pour des bassins versants allant jusqu'à une dizaine de km^2 en façade méditerranéenne.

Le débit maximal est obtenu en combinant :

- l'intensité pluviométrique correspondant à la pluie de projet ;

- la surface du bassin versant ;
- le coefficient de ruissellement représentatif des surfaces drainées.

Le temps de concentration a été évalué à partir de la moyenne des formules de Kirpich, Ventura et Passini, avec une valeur minimale de 6 min.

Calcul du volume de rétention nécessaire :
Le volume de rétention nécessaire a été déterminé par la méthode dite « des pluies ».

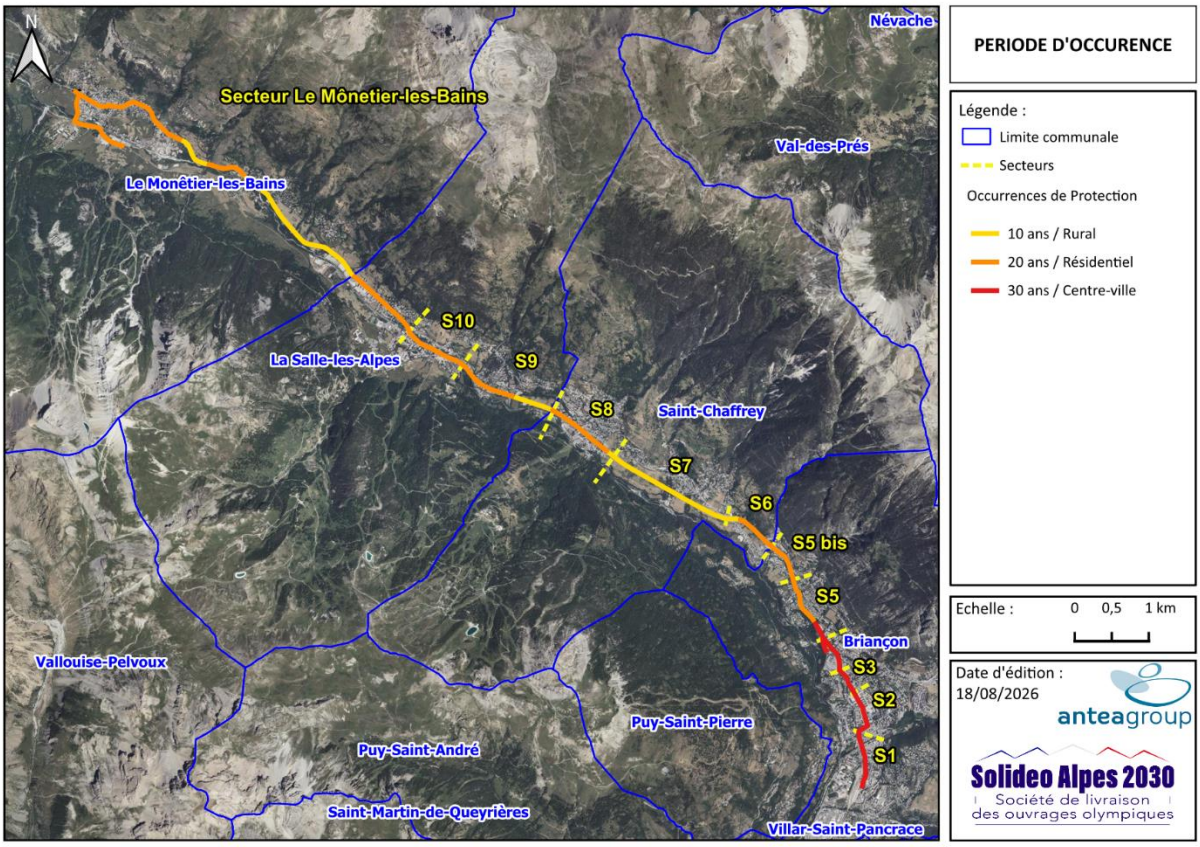
Le débit de fuite retenu correspond au débit de pointe de période de retour 2 ans de l'état existant (Q2). Ce choix vise à limiter les impacts hydrauliques du projet sur le réseau ou le milieu récepteur en maintenant un niveau de rejet compatible avec la situation actuelle.

Le calcul du volume utile intègre également le coefficient correcteur de vidange Ω, conformément aux recommandations du Guide Technique de la Pollution d'Origine Routière (SETRA, 2007). Ce coefficient permet de prendre en compte l'évacuation progressive de l'eau stockée durant l'événement pluvieux et conduit ainsi à une estimation plus représentative des besoins réels de stockage.

Occurrence de dimensionnement
Les ouvrages sont dimensionnés pour la période de retour applicable au contexte du projet, conformément aux prescriptions en vigueur :

- 30 ans en centre-ville ;
- 20 ans en zones résidentielles ;
- 10 ans en zones rurales.

Figure 16 : Localisation des périodes d'occurrence considérées



5.2.3.3.3. Résultat et synthèse

Le tableau récapitule les résultats du calcul du débit de pointe.

Tableau 2 : Récapitulatif des débits de pointe en phase projetée

Exutoire	Surface Totale		Surface Active /10 ans		Débit de pointe Q10		Augmentation du débit de pointe
	Actuel	Projeté	Actuel	Projeté	Actuel	Projeté	
	m²	*m²*	*m²*	*m²*	*L/s*	*L/s*	*Q10*
	161 308	**174 226**	**150 974**	**162 614**	**3 818**	**4 121**	**8%**
EX-D01	5 174	5 732	4 915	5 445	134	148	11%
EX-D02	1 580	1 980	1 501	1 881	41	51	25%
EX-D03	7 518	8 135	6 673	7 321	181	199	10%
EX-D04	2 137	2 527	2 030	2 401	55	65	18%
EX-D05	2 434	2 545	2 312	2 418	63	66	5%
EX-D06	1 756	2 353	1 668	2 235	45	61	34%
EX-D07	4 158	4 158	3 950	3 950	107	107	0%

Exutoire	Surface Totale		Surface Active /10 ans		Débit de pointe Q10		Augmentation du débit de pointe
	Actuel	Projeté	Actuel	Projeté	Actuel	Projeté	
	m²	*m²*	*m²*	*m²*	*L/s*	*L/s*	*Q10*
EX-D08	4 032	4 243	3 830	3 974	104	108	4%
EX-D09	12 076	14 403	11 472	13 683	312	372	19%
EX-D10	2 373	2 852	2 254	2 709	61	74	20%
EX-D11	1 274	1 485	1 210	1 410	33	38	17%
EX-D12	1 702	1 702	1 616	1 616	44	44	0%
EX-D13	4 987	5 425	4 738	5 154	129	140	9%
EX-D14	1 181	1 200	1 122	1 140	30	31	2%
EX-D15	833	911	791	865	21	24	9%
EX-D16	592	668	562	634	15	17	13%
EX-D17	2 578	3 383	2 449	3 214	67	87	31%
EX-D18	1 142	1 695	1 085	1 610	29	44	48%
EX-D19	2 327	2 327	2 211	2 152	60	58	-3%
EX-D20	5 159	5 159	4 901	4 117	133	112	-16%
EX-D21	1 639	1 639	1 557	1 441	42	39	-7%
EX-D22	1 855	2 382	1 763	2 263	48	61	28%
EX-N01a	8 774	8 774	8 213	8 261	148	149	1%
EX-N01b	15 487	15 513	14 320	14 345	309	309	0%
EX-N01c	6 072	6 096	5 686	5 788	154	157	2%
EX-N01d	3 851	4 291	3 502	3 965	88	99	13%
EX-N02	2 922	3 085	2 776	2 930	75	80	6%
EX-N03	1 681	1 687	1 493	1 603	41	44	7%
EX-N04	286	286	272	272	7	7	0%
EX-N05	5 121	5 441	4 415	4 763	120	129	8%
EX-N06	1 876	2 554	1 782	2 426	36	47	31%
EX-N08	8 157	8 708	7 749	8 273	159	168	6%
EX-N09	7 100	7 350	6 745	6 983	183	190	4%
EX-N10	1 121	1 484	1 065	1 410	29	38	32%
EX-N11	9 318	9 432	8 360	8 469	186	188	1%
EX-N12	703	811	668	770	18	21	15%
EX-N13	1 180	1 180	1 121	1 121	30	30	0%
EX-N15	1 156	1 156	1 098	1 098	30	30	0%
EX-N16	604	604	574	574	16	16	0%
EX-N17	196	196	186	186	5	5	0%
EX-N18	806	806	765	765	21	21	0%
EX-N19	710	710	674	674	18	18	0%

Exutoire	Surface Totale		Surface Active /10 ans		Débit de pointe Q10		Augmentation du débit de pointe
	Actuel	Projeté	Actuel	Projeté	Actuel	Projeté	
	m²	*m²*	*m²*	*m²*	*L/s*	*L/s*	*Q10*
EX-N20	865	980	821	931	22	25	13%
EX-N22	166	166	157	157	4	4	0%
EX-N23	978	1 083	929	1 029	25	28	11%
EX-N24	1 758	1 758	1 670	1 670	45	45	0%
EX-N25	1 186	1 186	1 127	1 127	31	31	0%
EX-N26	995	995	945	945	26	26	0%
EX-N27	107	107	101	101	3	3	0%
EX-N28	2 444	2 444	2 321	2 321	63	63	0%
EX-N29	5 901	5 901	5 606	5 606	138	138	0%
EX-N29a	1 287	2 545	1 222	2 417	33	66	98%

Il en ressort, qu'à l'échelle du projet, pour une pluie décennale, l'augmentation des débits générés est de l'ordre **de 8%,** soit environ **300 L/s** supplémentaire.

Le tableau suivant récapitule les résultats de calcul de volume de rétention nécessaire en situation projetée.

Tableau 3 : Récapitulatif des volumes de rétention nécessaires en phase projetée

Exutoire	Surface Totale		Débit de fuite Q2 av aménag.	Période de retour	SA dimension-nante	Volume de rétention / Méthode des pluies		
	Actuel	Projeté				Vol. de rétention	Durée de la pluie dimensionnante	Durée de vidange
	m²	*m²*	*L/s*	*Années*	*m²*	*m³*	*min*	*j*
	161 308	**174 226**	**2 514**	/	/	**1 258**	/	/
EX-D01	5 174	5 732	89	30	5 445	53	7	0
EX-D02	1 580	1 980	27	20	1 881	17	7	0
EX-D03	7 518	8 135	118	20	7 337	61	6	0
EX-D04	2 137	2 527	37	20	2 401	21	6	0
EX-D05	2 434	2 545	42	10	2 418	12	6	0
EX-D06	1 756	2 353	30	10	2 235	16	6	0
EX-D07	4 158	4 158	71	20	3 950	NC		
EX-D08	4032	4243	69	20	3977	30	6	0
EX-D09	12 076	14 403	207	20	13 683	121	6	0
EX-D10	2 373	2 852	41	20	2 709	24	6	0
EX-D11	1 274	1 485	22	20	1 410	12	6	0
EX-D12	1 702	1 702	29	20	1 616	NC		
EX-D13	4 987	5 425	85	20	5 154	42	6	0
EX-D14	1 181	1 200	20	20	1 140	8	6	0
EX-D15	833	911	14	20	865	7	6	0

Exutoire	Surface Totale		Débit de fuite Q2 av aménag.	Période de retour	SA dimension-nante	Volume de rétention / Méthode des pluies		
	Actuel	Projeté				Vol. de rétention	Durée de la pluie dimensionnante	Durée de vidange
	m²	*m²*	*L/s*	*Années*	*m²*	*m³*	*min*	*j*
EX-D16	592	668	10	10	634	4	6	0
EX-D17	2 578	3 383	44	10	3 214	22	6	0
EX-D18	1 142	1 695	20	20	1 610	17	10	0
EX-D19	2 327	2 327	40	20	2 154	15	6	0
EX-D20	5 159	5 159	88	20	4 146	23	6	0
EX-D21	1 639	1 639	28	20	1 446	10	6	0
EX-D22	1 855	2 382	32	20	2 263	21	7	0
EX-N01a	8 774	8 774	95	30	8 266	114	13	0
EX-N01b	15 487	15 513	199	30	14 368	165	9	0
EX-N01c	6 072	6 096	102	30	5 788	53	6	0
EX-N01d	3 851	4 291	62	30	3 971	40	7	0
EX-N02	2 922	3 085	50	20	2 930	23	6	0
EX-N03	1 681	1 687	26	20	1 603	13	6	0
EX-N04	286	286	5	20	272	NC		
EX-N05	5 121	5 441	77	10	4 763	27	6	0
EX-N06	1 876	2 554	23	10	2 426	23	11	0
EX-N08	8 157	8 708	103	10	8 273	63	6	0
EX-N09	7 100	7 350	121	20	6 983	53	6	0
EX-N10	1 121	1 484	19	20	1 410	14	8	0
EX-N11	9 318	9 432	119	20	8 488	80	7	0
EX-N12	703	811	12	20	770	7	6	0
EX-N13	1 180	1 180	20	10	1 121	NC		
EX-N15	1 156	1 156	20	10	1 098	NC		
EX-N16	604	604	10	10	574	NC		
EX-N17	196	196	3	10	186	NC		
EX-N18	806	806	14	10	765	NC		
EX-N19	710	710	12	10	674	NC		
EX-N20	865	980	15	10	931	5	6	0
EX-N22	166	166	3	20	157	NC		
EX-N23	978	1 083	17	20	1 029	8	6	0
EX-N24	1 758	1 758	30	20	1670	NC		
EX-N25	1 186	1 186	20	20	1 127	NC		
EX-N26	995	995	17	10	945	NC		
EX-N27	107	107	2	10	101	NC		
EX-N28	2 444	2 444	42	20	2 321	NC		
EX-N29	5 901	5 901	91	20	5 606	NC		
EX-N29a	1 287	2 545	22	20	2 417	34	17	0.2

Il convient de noter les calculs sont effectués pour chaque bassin versant uniquement à titre indicatif. Il s'agit de ce qu'il faudrait mettre en place pour n'avoir aucun impact hydraulique à l'aval. Cependant, cela nécessiterait la collecte systématique des eaux pour les acheminer vers des systèmes de rétention, menant à un impact hydraulique, environnemental et foncier

important. Ainsi, d'autres solutions seront proposées en prenant en compte ces problématiques et sont présentées dans le paragraphe suivant.

5.2.3.3.4. Solutions envisagées

Afin de compenser l'imperméabilisation supplémentaire et de ne pas aggraver les débits de pointe à l'aval :

- des ouvrages linéaires de rétention et infiltration seront privilégiés lorsque cela est possible (tranchée d'infiltration et/ou noue) ;
- les zones actuellement en rejet diffus seront essentiellement maintenues avec un rejet diffus afin de ne pas proposer de solutions impactant le foncier et l'environnement (sauf fort impact) ;
- si des fossés sont impactés, ils seront refaits à l'identique. Dans certains cas, leur volume pourra être augmenté pour permettre de compenser l'imperméabilisation ;
- si des traversées sont impactées, elles seront refaites à l'identique ;
- deux bassins de rétention avec volume mort sont envisagés, permettant un traitement qualitatif des eaux de pluies ;
- les rejets vers canal d'irrigation seront modifiés pour se rejeter dans le milieu naturel.

Le tableau suivant présente le détail des solutions envisagées.

Tableau 4 : Solutions envisagées

Exutoire	Surface Totale	Débit de pointe Q10		Augmentation du débit de pointe	Solution proposée	Volume de rétention retenu
	Projeté	Actuel	Projeté			
	m^2	*L/s*	*L/s*	*Q10*		m^3
/	**174 226**	**3 818**	**4 121**	**8%**	**/**	**378**
EX-D01	5 732	134	148	10%	Fonctionnement existant conservé (Diffus)	0
EX-D02	1 980	41	51	24%	Fonctionnement existant conservé (Diffus)	0
EX-D03	8 135	181	199	10%	Fonctionnement existant conservé (Diffus)	0
EX-D04	2 527	55	65	18%	Fonctionnement existant conservé (Diffus)	0
EX-D05	2 545	63	66	5%	Fonctionnement existant conservé (Diffus)	0
EX-D06	2 353	45	61	36%	Fonctionnement existant conservé (Diffus)	0
EX-D07	4 158	107	107	0%	Pas d'impact : fonctionnement existant conservé	0
EX-D08	4 243	104	108	4%	Fonctionnement existant conservé (Diffus)	0
EX-D09	14 403	312	372	19%	Fossé pour collecte et rétention	121

Exutoire	Surface Totale	Débit de pointe Q10		Augmentation du débit de pointe	Solution proposée	Volume de rétention retenu
	Projeté	Actuel	Projeté			
	m^2	L/s	L/s	Q10		m^3
EX-D10	2 852	61	74	21%	Fossé pour collecte et rétention	24
EX-D11	1 485	33	38	15%	Fonctionnement existant conservé (Diffus)	0
EX-D12	1 702	44	44	0%	Pas d'impact : fonctionnement existant conservé	0
EX-D13	5 425	129	140	9%	Fonctionnement existant conservé (Diffus)	0
EX-D14	1 200	30	31	3%	Fonctionnement existant conservé (Diffus)	0
EX-D15	911	21	24	14%	Fonctionnement existant conservé (Diffus)	0
EX-D16	668	15	17	13%	Fonctionnement existant conservé (Diffus)	0
EX-D17	3 383	67	87	30%	Fossé pour collecte et rétention	22
EX-D18	1 695	29	44	52%	Fossé pour collecte et rétention	17
EX-D19	2 327	60	58	-3%	Fonctionnement existant conservé (Diffus)	0
EX-D20	5 159	133	112	-16%	Fonctionnement existant conservé (Diffus)	0
EX-D21	1 639	42	39	-7%	Fonctionnement existant conservé (Diffus)	0
EX-D22	2 382	48	61	27%	Fonctionnement existant conservé (Diffus)	0
EX-N01a	8 774	148	149	1%	Faible impact : Rétablissement de l'assainissement existant	0
EX-N01b	15 513	309	309	0%	Pas d'impact : Rétablissement de l'assainissement existant	0
EX-N01c	6 096	154	157	2%	Faible impact : Rétablissement de l'assainissement existant	0
EX-N01d	4 291	88	99	13%	Tranchée drainante ou Structure-réservoir sous piste cyclable	40
EX-N02	3 085	75	80	7%	Tranchée drainante et/ou Fossé	23
EX-N03	1 687	41	44	7%	Noue + modification de l'exutoire (exutoire canal)	13
EX-N04	286	7	7	0%	Pas d'impact : fonctionnement existant conservé	0
EX-N05	5 441	120	129	8%	Bassin de traitement de la pollution + modification de l'exutoire (exutoire canal)	27
EX-N06	2 554	36	47	31%	Bassin d'infiltration et fossé impacté à refaire + agrandissement du bassin d'infiltration	23
EX-N08	8 708	159	168	6%	Faible impact : Rétablissement de l'assainissement existant	0

Exutoire	Surface Totale	Débit de pointe Q10		Augmentation du débit de pointe	Solution proposée	Volume de rétention retenu
	Projeté	Actuel	Projeté			
	m²	*L/s*	*L/s*	*Q10*		*m³*
EX-N09	7 350	183	190	4%	Faible impact : Rétablissement de l'assainissement existant	0
EX-N10	1 484	29	38	31%	Fossé impacté à refaire + Noue	14
EX-N11	9 432	186	188	1%	Faible impact : Rétablissement de l'assainissement existant	0
EX-N12	811	18	21	17%	Fossé impacté + Elargissement du fossé existant	7
EX-N13	1 180	30	30	0%	Pas d'impact : fonctionnement existant conservé	0
EX-N15	1 156	30	30	0%	Pas d'impact : fonctionnement existant conservé	0
EX-N16	604	16	16	0%	Pas d'impact : fonctionnement existant conservé	0
EX-N17	196	5	5	0%	Pas d'impact : fonctionnement existant conservé	0
EX-N18	806	21	21	0%	Pas d'impact : fonctionnement existant conservé	0
EX-N19	710	18	18	0%	Pas d'impact : fonctionnement existant conservé	0
EX-N20	980	22	25	14%	Fossé impacté + Elargissement du fossé existant	5
EX-N22	166	4	4	0%	Pas d'impact : fonctionnement existant conservé	0
EX-N23	1 083	25	28	12%	Fossé impacté + Noue	8
EX-N24	1 758	45	45	0%	Pas d'impact : fonctionnement existant conservé	0
EX-N25	1 186	31	31	0%	Pas d'impact : fonctionnement existant conservé	0
EX-N26	995	26	26	0%	Pas d'impact : fonctionnement existant conservé	0
EX-N27	107	3	3	0%	Pas d'impact : fonctionnement existant conservé	0
EX-N28	2 444	63	63	0%	Pas d'impact : fonctionnement existant conservé	0
EX-N29	5 901	138	138	0%	Pas d'impact : fonctionnement existant conservé	0
EX-N29a	2 545	33	66	100%	Bassin de traitement de la pollution	34

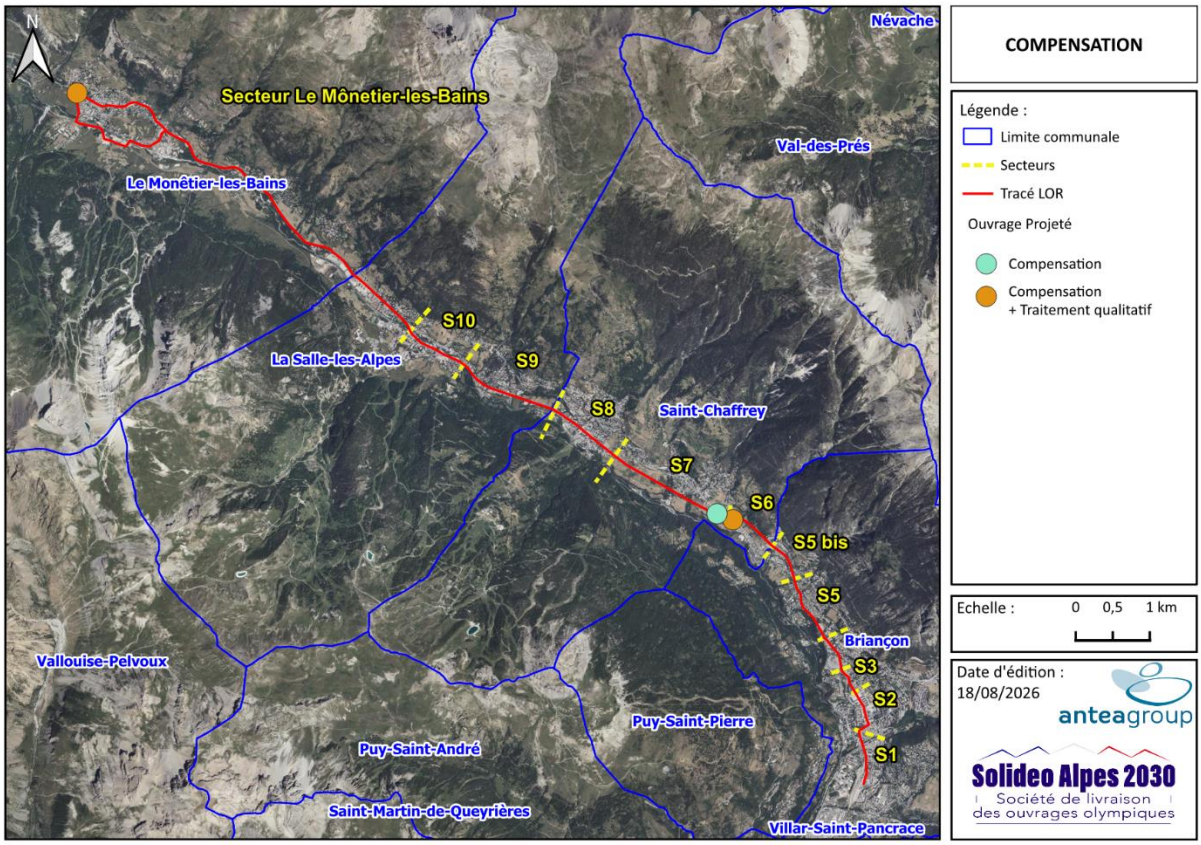
5.2.3.3.5. Traitement qualitatif

Comme mentionné ci-avant, il est envisagé la mise en place de deux bassins de rétention avec volume mort permettant un traitement qualitatif des eaux de pluies.

Ceux-ci seront mis en place au niveau du Giratoire du téléphérique (secteur 6 – secteur 7) et du giratoire de Monétier (secteur le Mônetier-les-Bains).

La figure suivante localise les zones de compensation projetées.

Figure 17 : Localisation des compensations prévues



La méthode de dimensionnement des bassins dédiés au traitement qualitatif, repose sur les préconisations du Guide Technique de la Pollution d'Origine Routière (SETRA, 2007), avec des hypothèses usuelles :

- bassins multifonctions (écrêtement, pollution chronique, pollution accidentelle par temps sec et temps de pluie)
- pollution chronique : objectif d'un abattement de 85 % de la charge polluante, pour un événement pluviométrique de période de retour 2 ans.
- pollution accidentelle par temps sec : prise en compte d'un délai d'intervention d'une heure avant confinement.

- pollution accidentelle par temps de pluie : mise en œuvre d'un volume de rétention dédié de 50 m^3, dimensionné pour contenir une pollution accidentelle survenant lors d'un épisode pluvieux de période de retour 2 ans et de durée 2 heures.

Le tableau suivant récapitule le dimensionnement des solutions de traitement.

Zone		Giratoire du téléphérique	Giratoire de Monétier
Surface totale	*ha*	0,5541	0,2545
Surface active	*ha*	0,4763	0,2417
Débit de fuite	*l/s*	11,1	5,1
Q10	*l/s*	129	66
Rétention méthode des pluies	*l/s*	140	96
Fonction pénalisante		Chronique	Chronique
Volume utile	m^3	188	116
Surface au miroir du volume mort	m^2	93	46
Volume mort	m^3	56	28
Largeur	*m*	3,9	2,8
Longueur	*m*	23,7	16,6
Hauteur utile	*m*	1	1
Hauteur du volume mort	*m*	0,6	0,6
Diamètre orifice	*mm*	85	54*
Temps de vidange du bassin	*h*	7,7	10,1

*Vortex afin de garantir un diamètre orifice supérieur à 80mm pour éviter le colmatage.

5.2.3.4. Phasage de l'opération

Le planning souhaité et prévu, à ce stade, est le suivant :

- les travaux préparatoires sont envisagés entre septembre et décembre 2027 ;
- les travaux sous maitrise foncière sont envisagés entre mars et octobre 2028 ;
- les travaux restants toutes zones entre mi-mars et octobre 2029 ;
- la livraison de l'ouvrage est prévue pour octobre 2029 au COJOP ;
- si aucun impact résiduel n'est identifié et si les différentes procédures administratives le permettent, certains travaux sur les ouvrages existants pourraient être débutés avant septembre 2027.

5.2.5. Classement dans la nomenclature R214-1 du Code de l'Environnement

Les aménagements du projet de la LOR n'induisent pas d'évolution de la surface à prendre en compte pour le classement au titre des articles R214-1 à 6. En effet les surfaces imperméabilisées étaient déjà comptabilisées dans les surfaces de bassins naturels interceptés.

Rubrique		Caractéristiques	Régime
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : **1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ;** 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	*La surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel sera de **40 538,5 hectares**.*	***Autorisation***

6. Document d'incidences

6.1. Analyse de l'état initial du site relatif à l'eau et aux milieux aquatiques

6.1.1. Climatologie

Le secteur d'étude du projet se situe dans le département des Hautes-Alpes et principalement au sein de la communauté de communes du Briançonnais.
Dans ce secteur, les influences montagnardes dominent largement. Elles se traduisent en général par un climat contrasté, avec des hivers généralement froids et des étés doux à chauds.

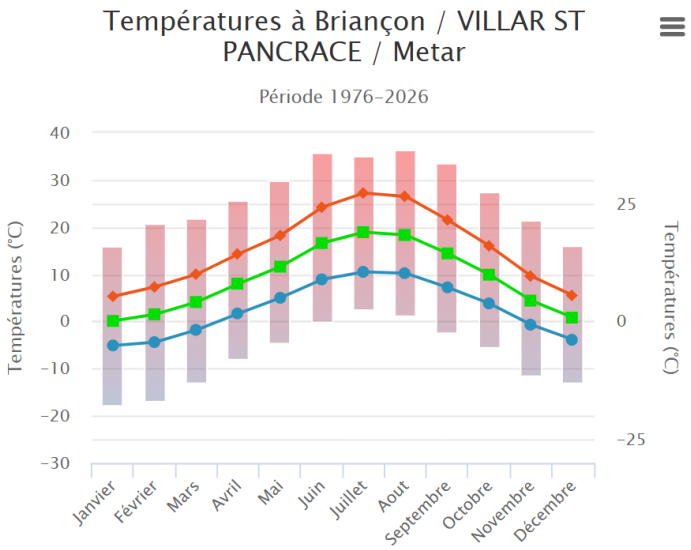
Pour évaluer les conditions météorologiques au niveau du secteur d'étude du projet, les données considérées seront celles de la station de VILLAR ST PANCRACE (Source : Infoclimat) située à environ 1,2 km au sud-est et disposant de données sur plus de 50 ans.

6.1.1.1. Températures

Les données sur la période 1976 - 2026 sont présentées ci-dessous :

- Température moyenne : 9°C ;
- Température maximale extrême : +36,2°C en août 2023 ;
- Température minimale extrême : -17,9°C en janvier 1985.

Figure 18 : Records des températures à Briançon / Villar St Pancrace sur la période de 1976 à 2026



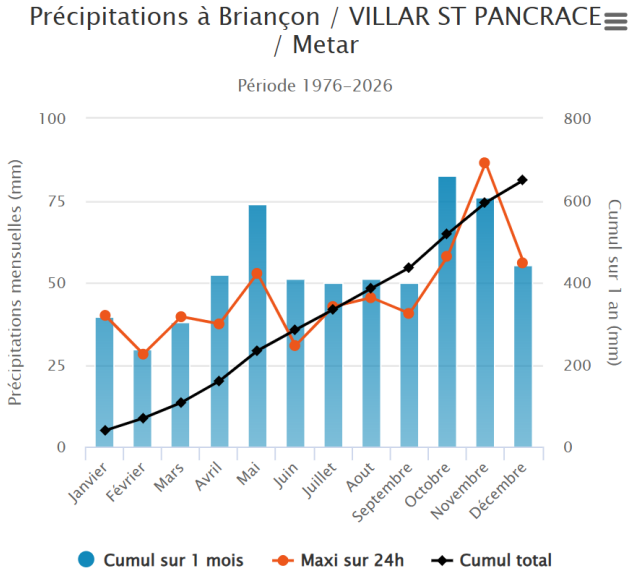
Source : Infoclimat.fr

6.1.1.2. Précipitations

Les précipitations dans le département des Hautes-Alpes peuvent être sous forme de neige en hiver, notamment en altitude, et de pluie en été avec des quantités variables selon les zones.

D'après les données de la station de Villar St Pancrace (1976 – 2026) la pluviométrie maximale en 24 h est de 86,5 mm en 2016 avec un cumul moyen de 650,2 mm.

Figure 19 : Records des précipitations à Briançon / Villar St Pancrace sur la période de 1976 à 2026



Sources : Infoclimat.fr

6.1.2. Topographie

Le projet se situe dans le fond de vallée de la Guisane entre les communes de Briançon à l'est, et celle de Mônetier-les-Bains à l'ouest.
De part et d'autre de la vallée, il est identifié plusieurs sommets ou crêtes situés entre 2 500 et 3 500 mètres d'altitude (Rocher de l'Yret à 2 830 mètres, sommet de l'Eychauda à 2 514, crête du Peyrolle à 2 645 m, porte de Cristol à 2 700m ...). L'ensemble de ces points hauts sont entaillés par des torrents et recouverts par des couloirs d'éboulement et cônes de déjection marquant les flancs des deux versants.

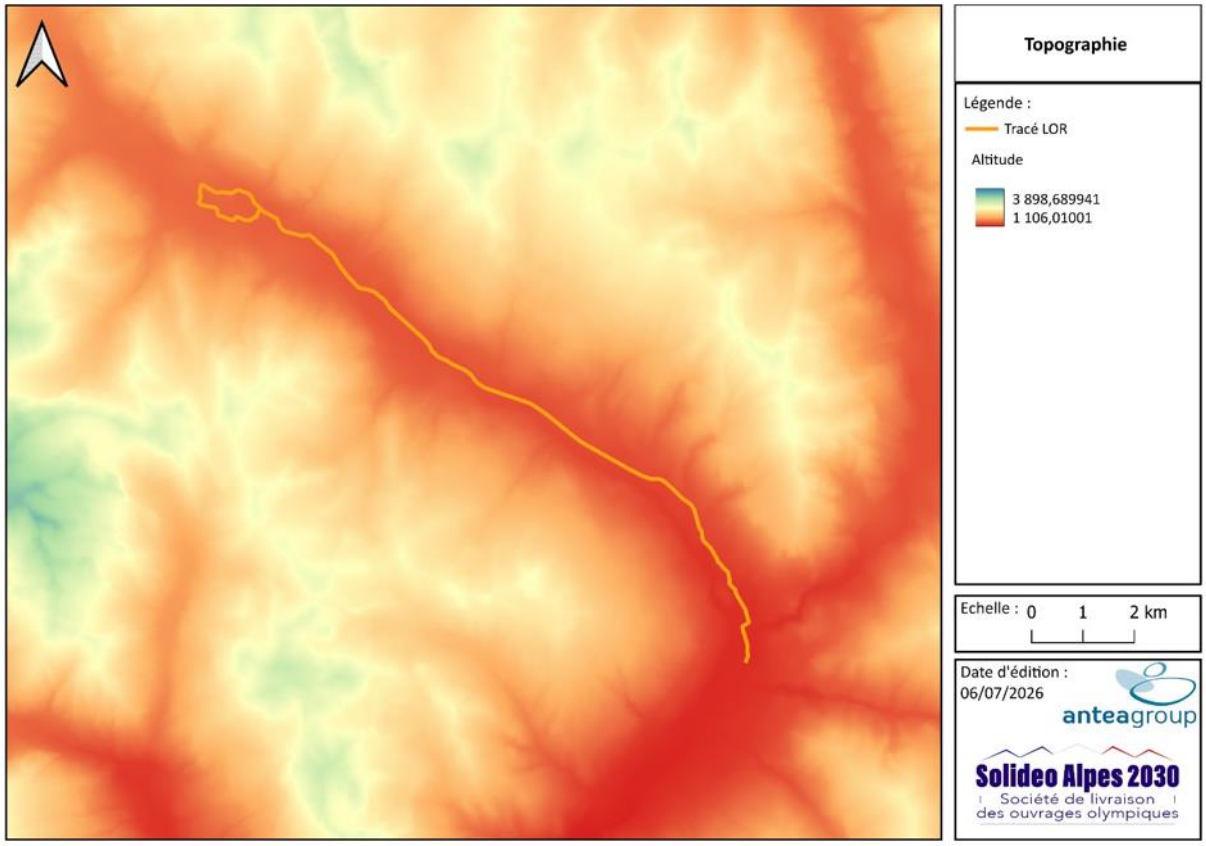
L'altitude au niveau de l'aire du projet varie entre 1 202 m (extrémité Sud du tracé à Briançon) et 1 496 m NGF (extrémité Ouest du tracé à Monêtier-les-Bains). La pente du profil en long est donc globalement descendante entre Le Monêtier-les-Bains et Briançon, avec des pentes de l'ordre de 1 à 3%, sauf après le torrent de Réguinier vers Briançon (pentes allant jusqu'à 5 à 7%). Le profil en long établi à partir de Google Earth et du tracé en kmz fourni par le Maitre d'Ouvrage est présenté sur la figure suivante.

Figure 20 : Evolution de la topographie dans les quatre communes traversées par la Ligne Olympique Réservée



La figure suivante illustre la topographie au droit du secteur de projet.

Figure 21 : Situation topographique au droit du secteur de projet



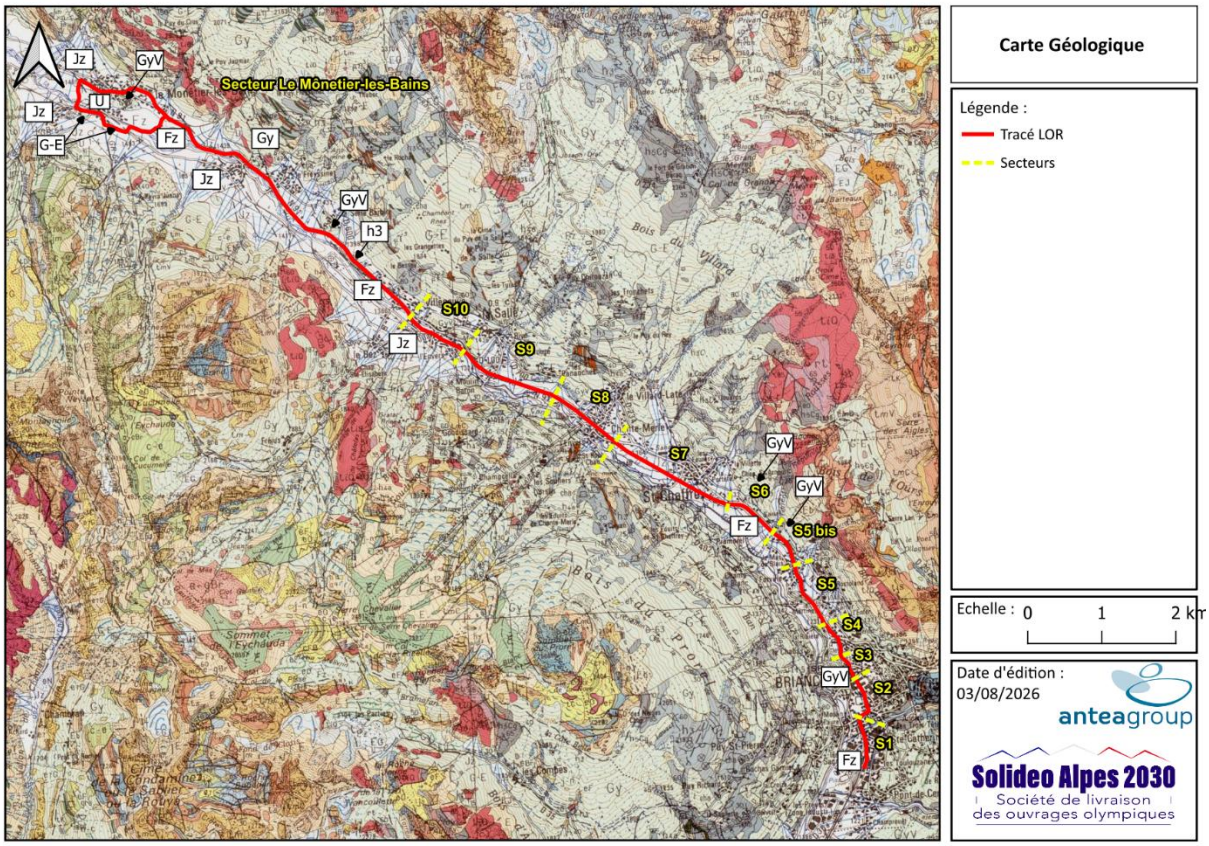
6.1.3. Géologie

La géologie de l'aire d'étude s'intègre dans le grand-ensemble qui constitue la géomorphologie du Haut bassin de la Durance.
De manière générale, les terrains présents sur le territoire étudié (communes du Monêtier, de La Salle-les-Alpes, de Saint-Chaffrey et de Briançon) sont relativement anciens à l'échelle géologique, allant du Carbonifère (Houiller) à l'Oligocène. Il s'agit de terrains sédimentaires, constitués d'une alternance de marnes, de schistes houillers et de calcaires massifs.

Le tracé concerné par le projet comprend les formations géologiques suivantes :

- Secteurs 1, 2, 4, 5, 5bis, 6, 7, 8, 9, 10 et Le Monêtier-les-Bains
  - *Fz* : alluvions fluviatiles des fonds de vallées (lit mineur) de l'Holocène à actuel ;
- Secteurs 3, 5bis, 6 et Le Monêtier-les-Bains
  - *GyV* : moraines würmiennes des vallées (Guisane, Durance, Gyronde) ;
- Secteur Le Monêtier-les-Bains
  - *G-E* : Formations de versant composites (éboulis et moraines mêlés) ;
  - *Jz* : cônes torrentiels de l'Holocène à actuel ;
  - *Gy* : moraines würmiennes locales ;
  - *h3* : houiller du Namurien ;
  - *U* : tufs et travertins.

Figure 22 : Extrait de la carte géologique n°823 du BRGM au droit du site étudié



6.1.4. Contexte hydrogéologique et capacité d'infiltration

6.1.4.1. Hydrogéologie

D'après le référentiel 2022 du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée et Programme de Mesures (PDM) 2022-2027, l'aire d'étude est concernée par la masse d'eaux souterraines affleurante et profonde intensément plissée FRDG417 – « Formations variées du haut bassin de la Durance »
Il s'agit d'une nappe affleurante avec des écoulements majoritairement libres, bien qu'une partie puisse être captive.

La qualité et les objectifs de qualité fixés par le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 pour cette masse d'eau sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 5 : Objectifs de qualité des masses d'eau souterraine présentes au droit de l'aire d'étude (source : SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027)

Code de la masse d'eau	État chimique	État quantitatif	Objectif d'état chimique		Objectif d'état quantitatif	
			Objectif	Délai	Objectif	Délai
FRDG417	Bon	Bon	Bon	2015	Bon	2015

La zone d'étude est concernée par deux entités hydrogéologiques :

- principalement l'entité « Alluvions récentes de la Guisane », située dans la vallée (fiche BRGM PAC02K1) ;
- localement, sur les versants, l'entité : « Formations schisteuses, et carbonatées primaires et secondaires de la zone briançonnaise du bassin versant de la Durance » (fiche BRGM PAC10D).

6.1.4.2. Capacité d'infiltration

La nappe alluviale de la Guisane est située à faible profondeur, de l'ordre de 6 m au lieu-dit Pré Bagnols au Monêtier-les-Bains, et de l'ordre de 3 à 4 m dans le secteur de la Salle. Peu de données sont disponibles sur cette nappe, néanmoins, une étude géophysique réalisée en 1980 indique qu'il existe des zones de perméabilité très différentes au sein des alluvions, dont certaines feraient l'objet d'écoulements importants. Au global, il semble que les alluvions récentes présentent une bonne perméabilité moyenne, probablement à l'origine d'une nappe continue au droit des zones d'élargissement de la vallée, notamment au lieu-dit Pré Bagnols.

Les cônes de déjection des affluents torrentiels de la Guisane ont probablement un rôle important dans l'alimentation de la nappe alluviale, notamment les torrents issus des massifs cristallins, principalement sur le versant Sud-Ouest. A la base des torrents, une partie du débit superficiel s'infiltre et alimente la nappe. Cela est à priori moins le cas pour les bassins versants secondaires situés sur le versant Nord-Est, comportant des flyschs et calschistes à l'origine de cônes de déjection peu perméables.

Dans les formations de versant, d'après la fiche caractéristique de l'entité PAC10D, les caractéristiques hydrogéologiques sont très hétérogènes. La grande compartimentation de ces

formations, et les pentes fortes à abruptes du territoire favorisent le ruissellement vers le réseau hydrographique. Néanmoins, localement, certaines formations peuvent constituer des aquifères d'extension limitée :

- les formations siliceuses, schistes et grès du Houiller, grès et quartzites du Permo-Trias ne sont perméables que dans la partie superficielle altérée ou lorsqu'elles sont fracturées, et peuvent être à l'origine de petites sources de versants ;
- les formations carbonatées, calcaires et dolomies triasiques, et les calcaires jurassiques et crétacés peuvent constituer d'assez bons réservoirs grâce à une perméabilité de fractures souvent agrandies par dissolution, menant à des circulations de type fissuré voir karstique. Certaines émergences apparaissent parfois au travers des éboulis (sources de l'Adoux, émergence thermo-minérales du Monêtier)
- les moraines et placages glaciaires peuvent présenter parfois une bonne perméabilité, à l'origine de sources modestes (source de la Moulette). Les éboulis et cônes de déjection sont généralement très perméables, assurant le relais d'émergences issues du substratum.

Des essais de perméabilité seront réalisés par un bureau d'étude géotechnique à partir du 21 septembre 2026 avec un livrable attendu au plus tard le 2 octobre 2026.

6.1.5. Contexte hydrographique

6.1.5.1. Réseau hydrographique concerné

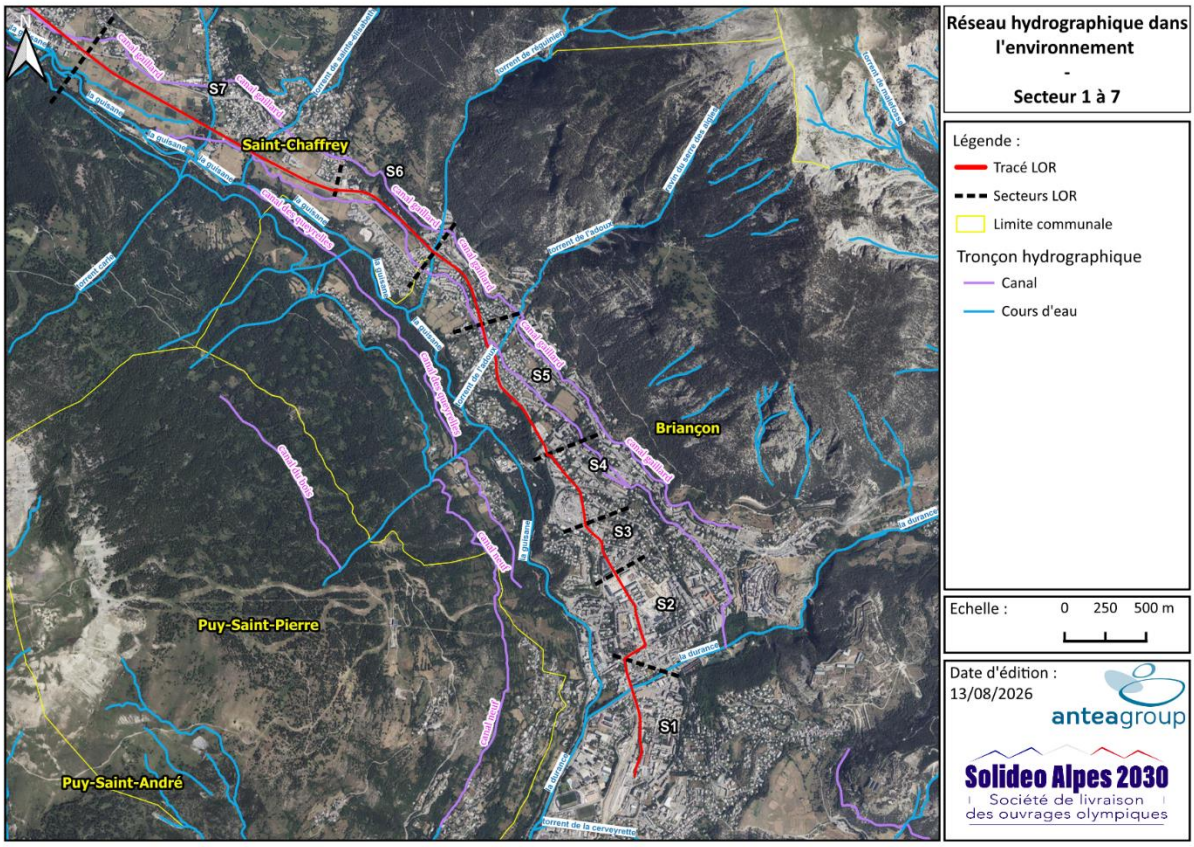
Le projet se place globalement parallèlement à la direction d'écoulement de la Guisane, à une distance allant de quelques dizaines de mètres (notamment au Monêtier-les-Bains et La-Salle-Les-Alpes) à quelques centaines de mètres (en particulier à Saint Chaffrey et Briançon).

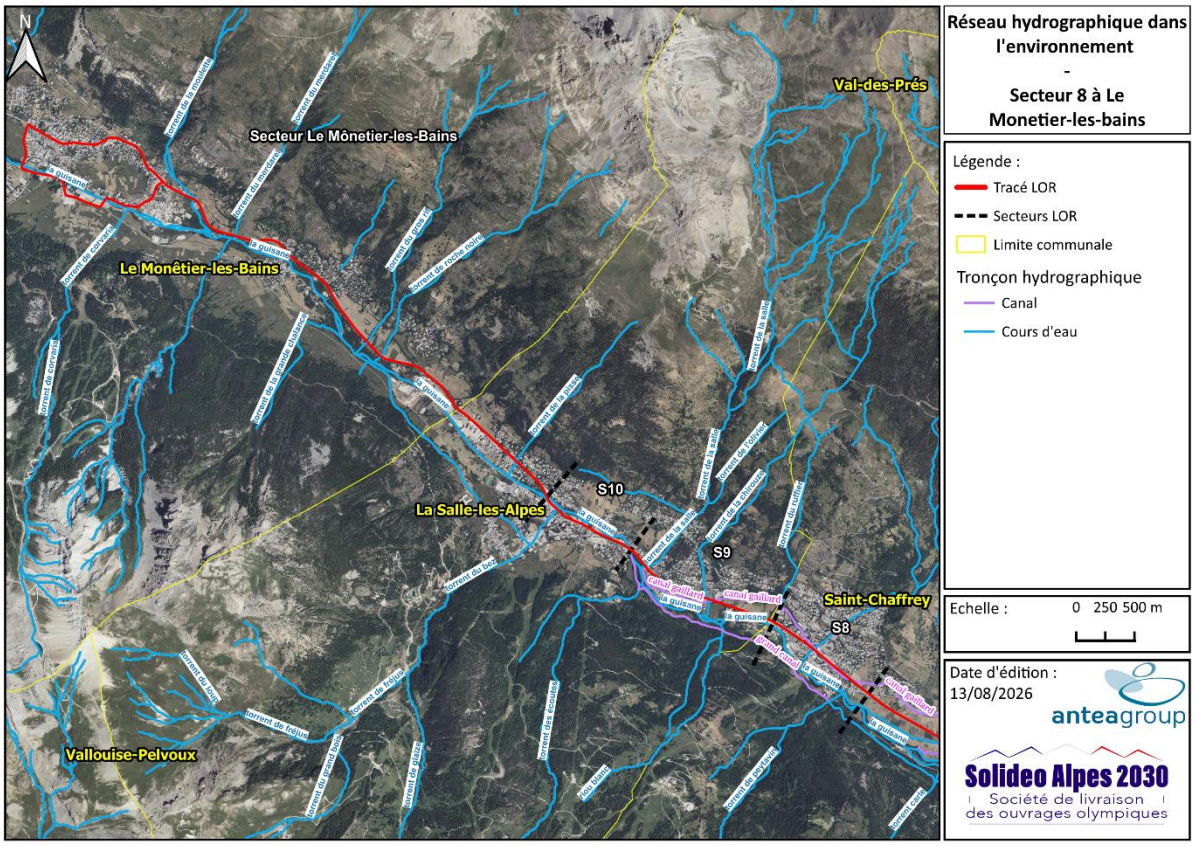
Le tracé concerné par le projet traverse :

- la Guisane au niveau du secteur Le Monêtier-les-Bains et des secteurs 9 et 10 de la commune de La-Salle-Les-Alpes ;
- la Durance au niveau du secteur 1 de la commune de Briançon ;
- de nombreux torrents au niveau :
  - du secteur 5 de la commune de Briançon ;
  - des secteurs 6 à 8 de la commune de Saint-Chaffrey ;
  - des secteurs 9 et 10 de la commune de La Salle-les-Alpes
  - du secteur Le Monêtier-les-Bains.

A noter que le projet se situe également à proximité et traverse à plusieurs reprises des canaux d'irrigation, notamment le Canal Gaillard entre La Salle-les-Alpes et Briançon et le Grand Canal de Ville entre Saint Chaffrey et Briançon. Il s'agirait de canaux gravitaires permettant la recharge des nappes phréatiques par infiltration, et de temporisateurs des crues en collectant les eaux de ruissellement lors des orages violents.

Figure 23 : Contexte hydrographique



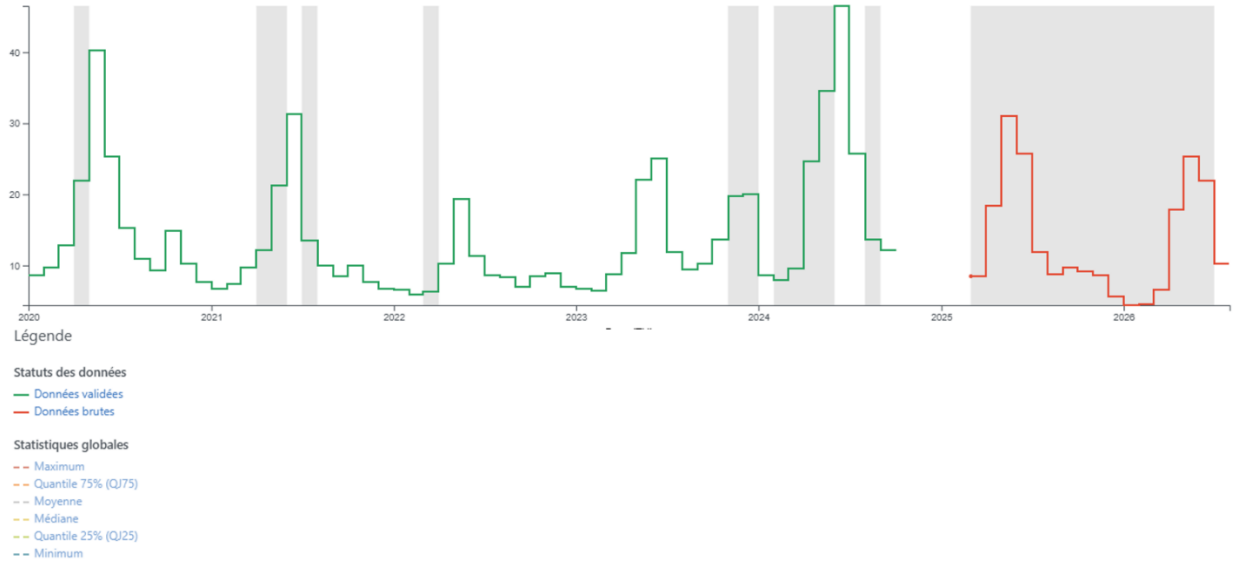


6.1.5.2. Hydrologie des cours d'eau

Sur la Durance, il est identifié une station hydrométrique en aval hydraulique et présente à environ 650 m au sud-ouest de la zone d'implantation du projet LOR.

Les débits moyens mensuels relevés depuis début 2020 sont présentés sur le graphique suivant.

Figure 24 : Débits moyens mensuels de la station X001 5613 – La Durance à Briançon [aval] du 01/01/2020 au 31/07/2026

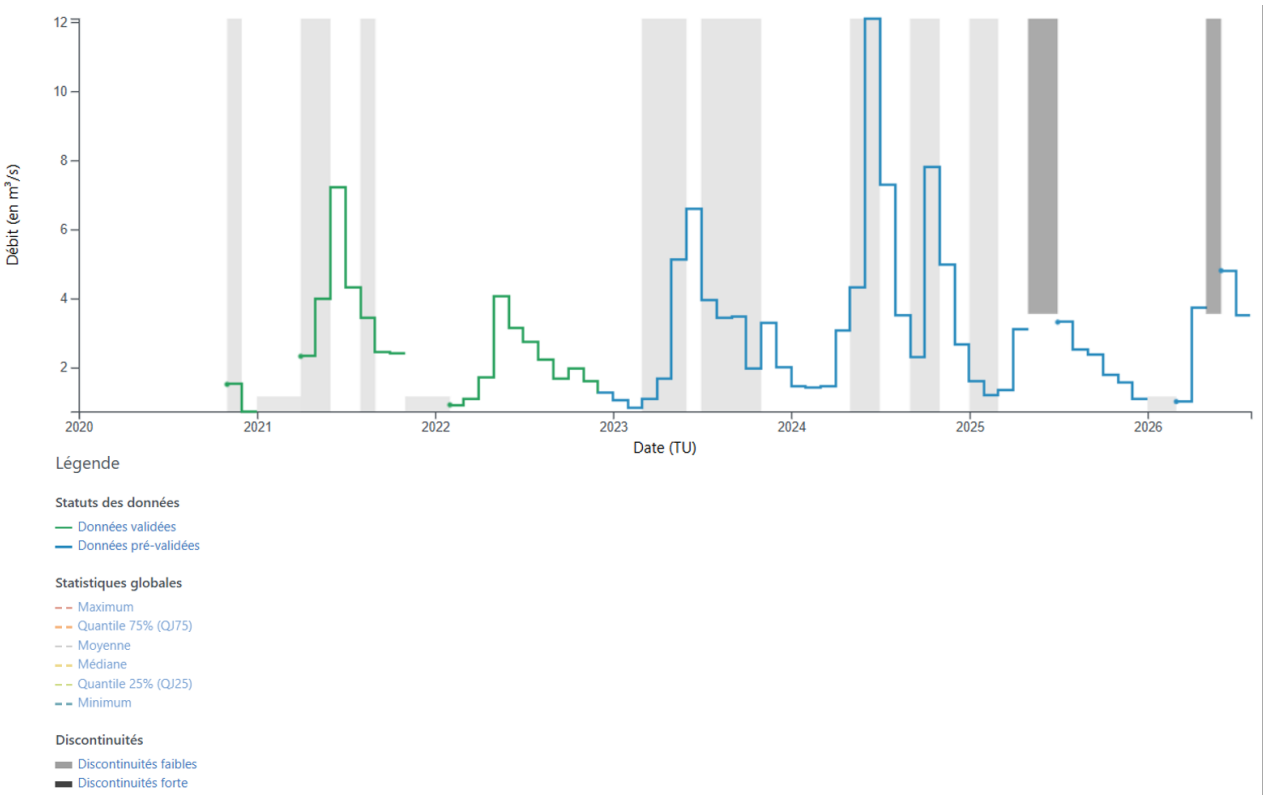


Sur cette période, le débit minimum observé était de 4,41 m^3/s le 1er janvier 2026 et le débit maximum observé est de 46,5 m^3/s le 1er juin 2024.

De même, au niveau de la Guisanne, il est identifié une station hydrométrique en amont hydraulique et présente à environ 1,6 km au nord-ouest de la zone d'implantation du projet LOR.

Les débits moyens mensuels relevés depuis début 2020 sont présentés sur le graphique suivant.

Figure 25 : Débits moyens mensuels de la station X001 5010 – La Guisane au Monêtier-les-Bains [Le Casset] du 01/01/2020 au 31/07/2026



Sur cette période, le débit minimum observé était de 0,731 m^3/s le 1er décembre 2020 et le débit maximum observé est de 12,1 m^3/s le 1er juin 2024.

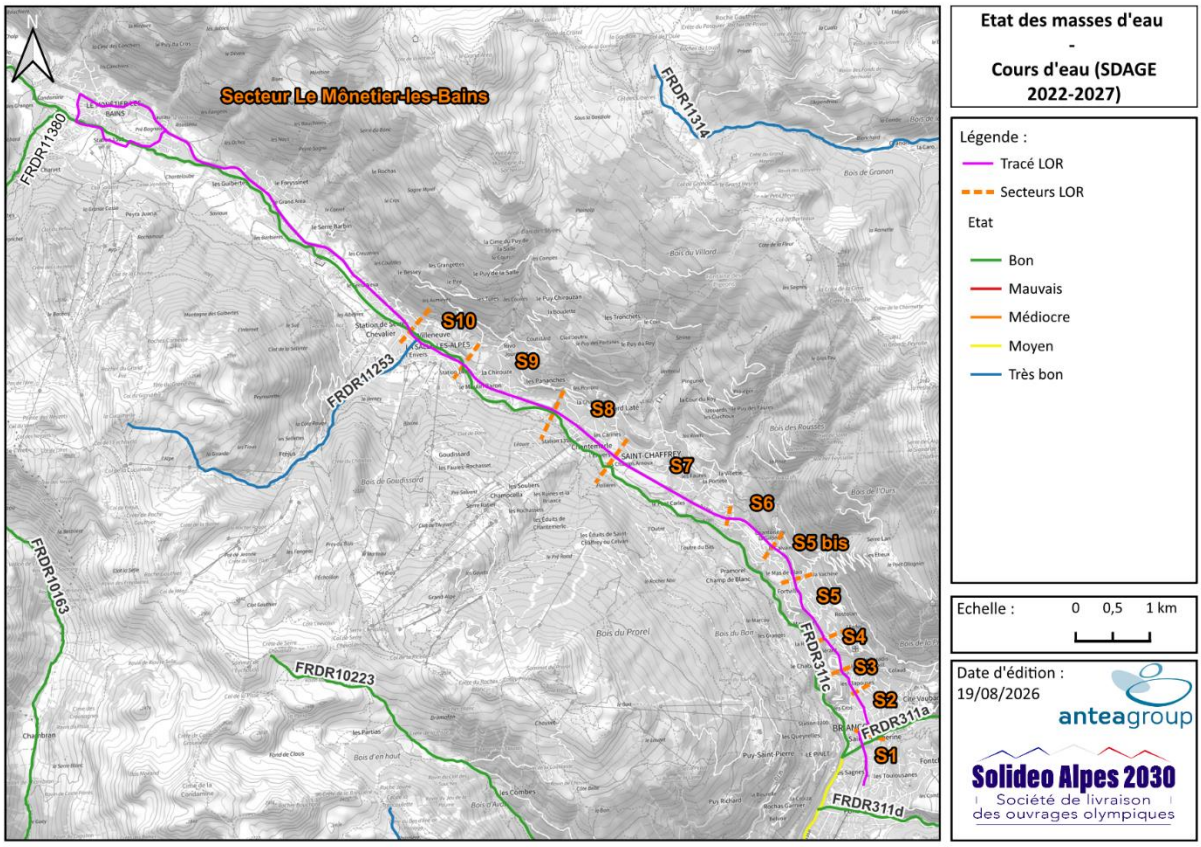
6.1.5.3. Qualité des cours d'eau

Les masses d'eau superficielles recensées au droit de la zon d'étude sont les suivantes :

- FRDR311a - La Durance de la source à la confluence avec la Guisane, Clarée comprise ;
- FRDR311c – La Guisane ;
- FRDR11253 – Torrent du Bez ;
- FRDR11380 – Torrent le grand tabuc.

La figure suivante illustre l'état des masses d'eau en 2022 (SDAGE 2022-2027).

Figure 26 : Etat des masses d'eau - Cours d'eau (SDAGE 2022-2027)



6.1.5.4. Risques naturels

6.1.5.4.1. Avalanches

Le ministère de la transition écologique défini les avalanches comme un écoulement rapide (vitesses comprises entre 10km/h et 400km/h) d'une masse de neige (quelques dizaines à plusieurs centaines de milliers de m^3) sur une pente, provoqué par une rupture d'équilibre du manteau neigeux.

Différents types d'avalanches sont distingués :

- avalanche coulante ou dense : constituées de neige chargée en eau et suivent le relief du terrain, elles coulent dans la pente ;
- aérosol : constituées d'un nuage de particules de neige en suspension dans l'air qui dévale sur un versant – la vitesse de la coulée peut être très élevée (> 180 km/h) ;
- avalanche mixte : combinaison des 2 précédentes.

Pour provoquer le déplacement d'une avalanche, le ministère situe la valeur de pente favorable entre 30 et 55° d'inclinaison.

Le tracé LOR est concerné par les PPRN des communes de Le Monêtier-les-Bains, La-Salle-les-Alpes, St Chaffrey et Briançon.

Le tracé est généralement éloigné des zones d'aléa avalanches, hormis localement au niveau de certains torrents :

- Le-Monêtier-les-Bains : la RD1091 intercepte deux zones d'aléa faible, au niveau des torrents de la Moulette et du Merdarel, il s'agit des limites extrêmes atteintes par les avalanches, notamment par l'effet de souffle ;
- Limite St Chaffrey / Briançon : interception de zones d'aléa faible et moyen au niveau du torrent de Réguinier ; la zone d'aléa moyen correspondant essentiellement à la zone de dispersion de l'aérosol, mais pourrait aussi être atteinte par des écoulements denses dans des cas exceptionnels.

Figure 27 : Cartographie générale d'aléas - Avalanches

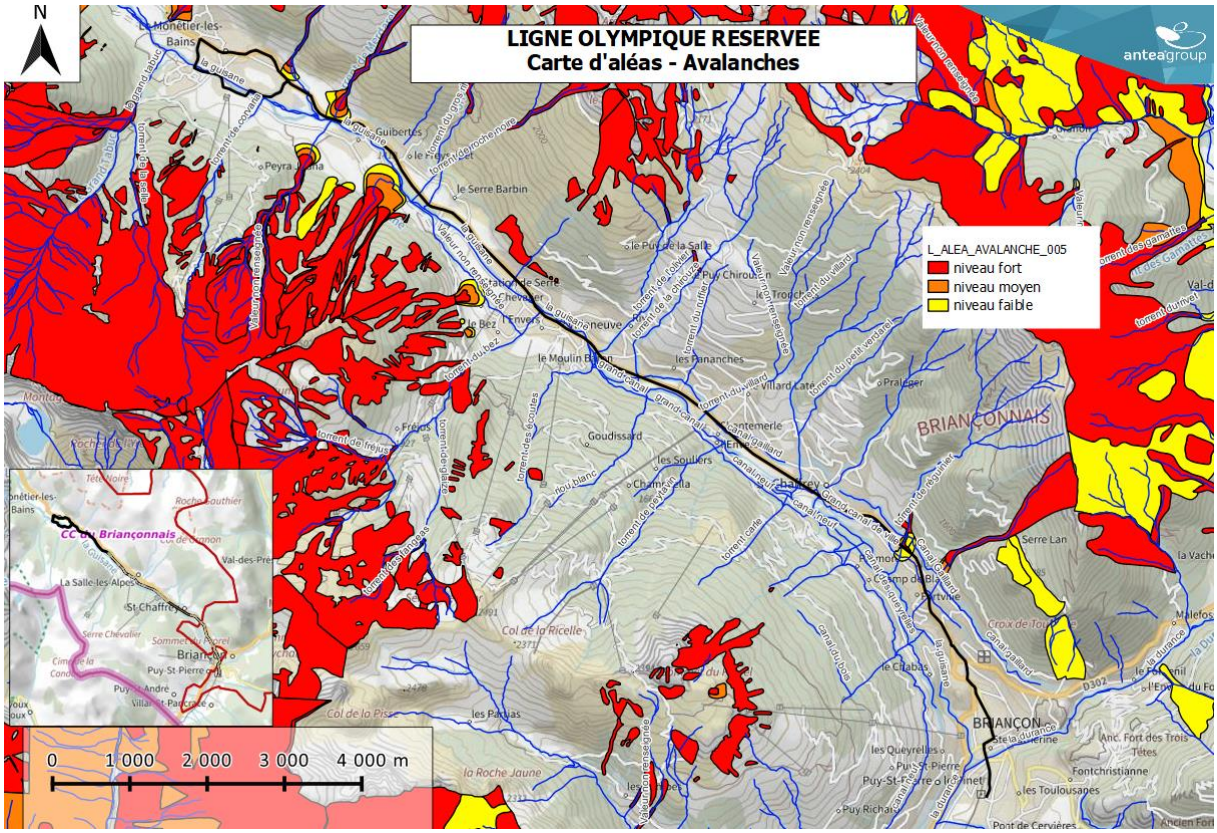


Figure 28 : Cartographie d'aléas avalanches sur la commune de Le-Monêtier-les-Bains

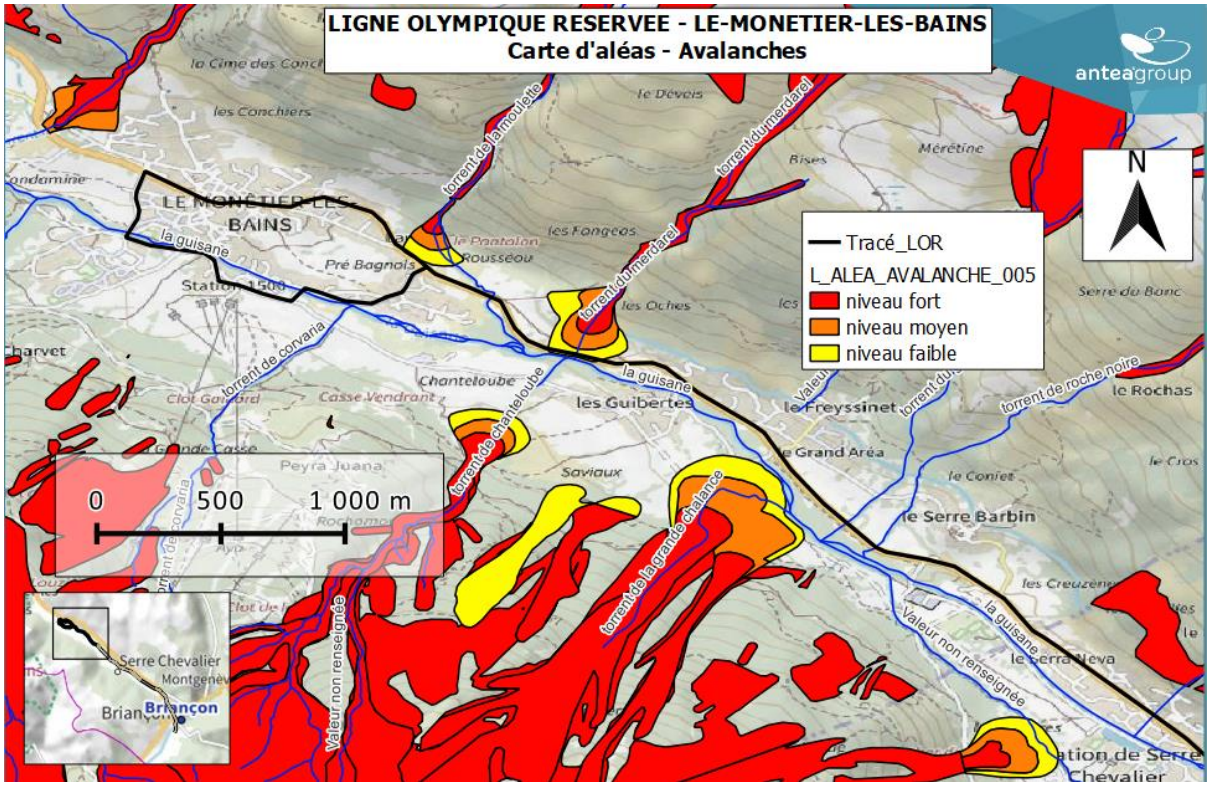
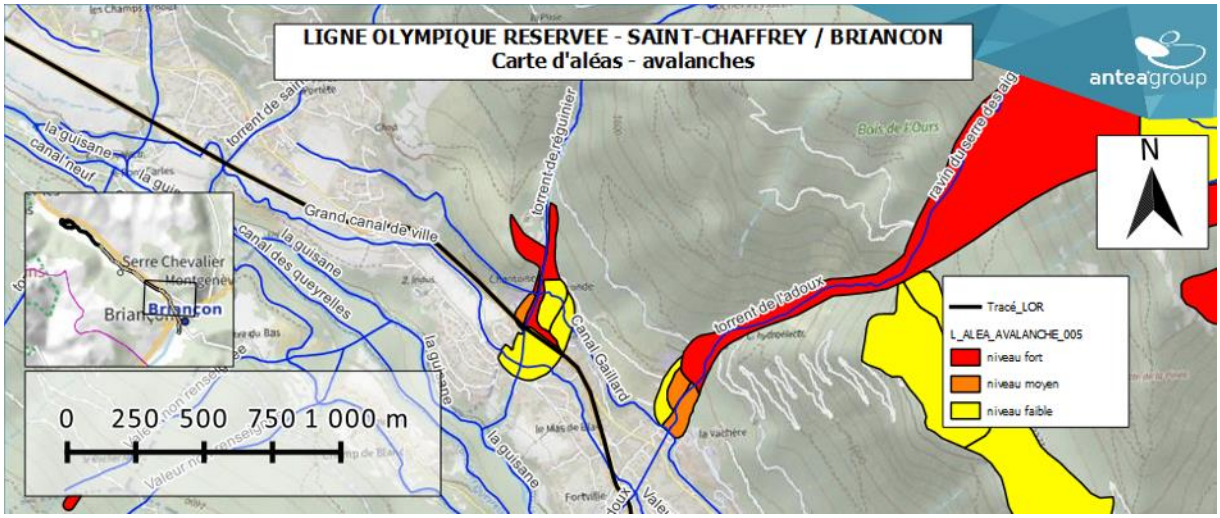


Figure 29 : Cartographie d'aléas avalanches au niveau de la limite Saint-Chaffrey / Briançon



Synthèse aléa, enjeux et définition du risque

Type de phénomène	Avalanches			
Enjeux	Opérateurs lors des travaux et usagers (Sécurité) / Trafic et circulation Infrastructures routières (route, ponts) Equipements (abri-bus, éclairage, signalisation, réseaux ...) Biens matériels : Engins de travaux / Flotte véhicule			
Secteur	Sur la plupart du tracé	Torrent de la Moulette (Monêtier-les-Bains)	Torrent du Merdarel (Monêtier-les-Bains)	Torrent du Réguinier (St Chaffrey / Briançon)
Localisation du tracé par rapport aux zones d'aléa	Eloigné	Traverse la zone	Traverse la zone	Traverse la zone
Linéaire impacté	-	80 m	220 m	220 m
Aléa (selon PPRN)	Négligeable	Faible	Faible	Moyen à fort
Vulnérabilité de l'enjeu	Moyenne			
Niveau de risque estimé	Négligeable	Faible	Faible	Moyen à fort
Zones réglementées PPRN		B17	R28 – R29	R19 B7 B28

6.1.5.4.2. Inondations

Le tracé LOR est concerné par les inondations de la Guisane et de la Durance.

La Guisane et la Durance sont concernées par des inondations dites « de rivière » et des inondations torrentielles. Ces deux modes d'inondations ont été cartographiés de façon séparée sur les cartes d'aléas des PPR, et ont fait l'objet d'une harmonisation en 2023 car des incohérences pouvaient être présentes dans les cartographies initiales, du fait de l'absence de distinction précise entre ces 2 phénomènes.

L'aléa inondation regroupe :

- les crues de la Guisane (et de la Durance à Briançon) : débordement avec des vitesses du courant et des hauteurs d'eau pouvant être importantes ;
- les inondations en pied de versant : submersion par accumulation et stagnation d'eau claire dans une zone plane, éventuellement à l'amont d'un obstacle. L'eau provient soit d'un ruissellement lors d'une grosse pluie, soit de la fonte des neiges, soit du débordement de ruisseaux torrentiels ou de canaux en plaine.

Les crues de la Guisane et de la Durance résultent de pluies durables au printemps et en automne et de la fonte des neiges. Ce sont des crues rapides, érosives, et capables de transporter d'importantes quantités de matériaux.

Le tracé de la LOR est situé à moins d'une cinquantaine de mètres voire recoupe des zones concernées par l'aléa inondation de la Guisane sur une zone d'environ 3,5 km depuis l'Est de Monêtier-les-Bains et sur une bonne partie de La-Salle-les-Alpes, puis sur environ 350 m à la limite La Salle-les-Alpes / Saint-Chaffrey. Néanmoins, au sein de ces zones, seules quelques portions localisées de la RD1091 (< 100 m) se positionnent réellement en bordure des zones d'aléa faible à fort, voir les cartographies détaillées.

A Briançon, les zones d'inondation de la Durance sont situées plutôt au Sud de la commune et n'impactent pas le projet.

Figure 30 : Cartographie générale d'aléas – Inondation

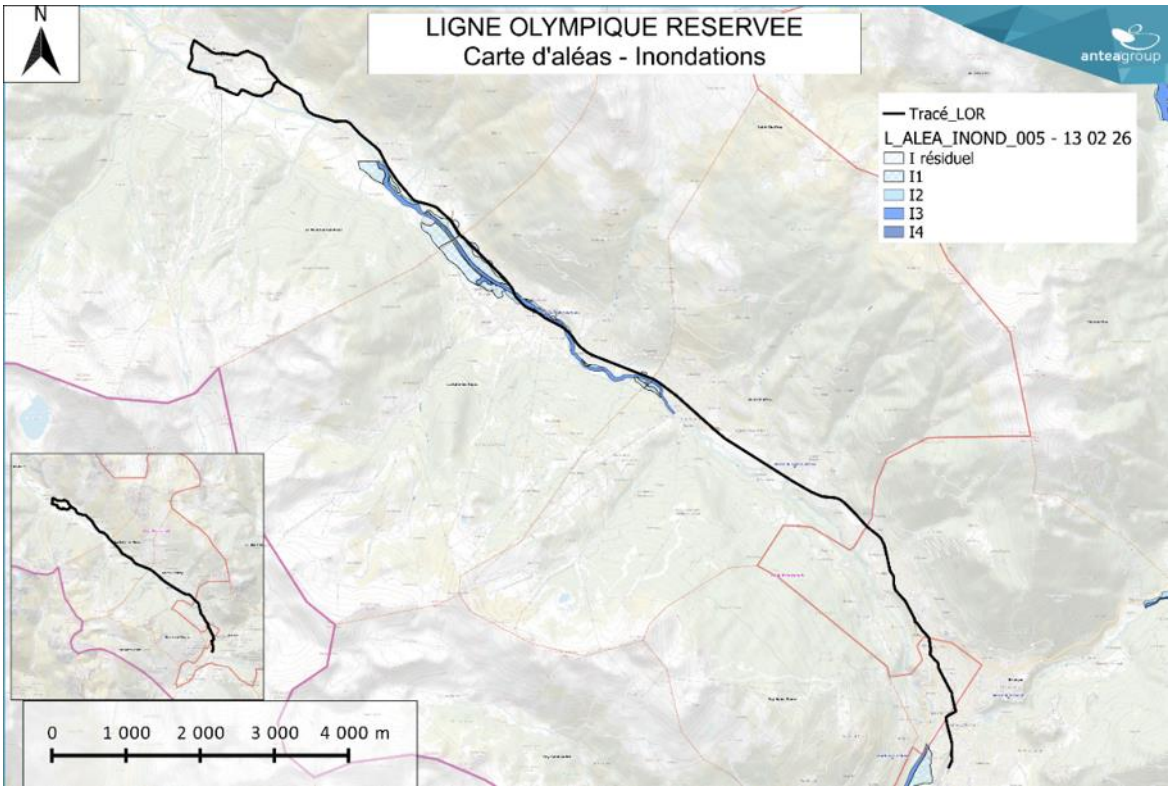


Figure 31 : Cartographie d'aléas inondation de la Guisane sur la commune de Le-Monêtier-les-Bains

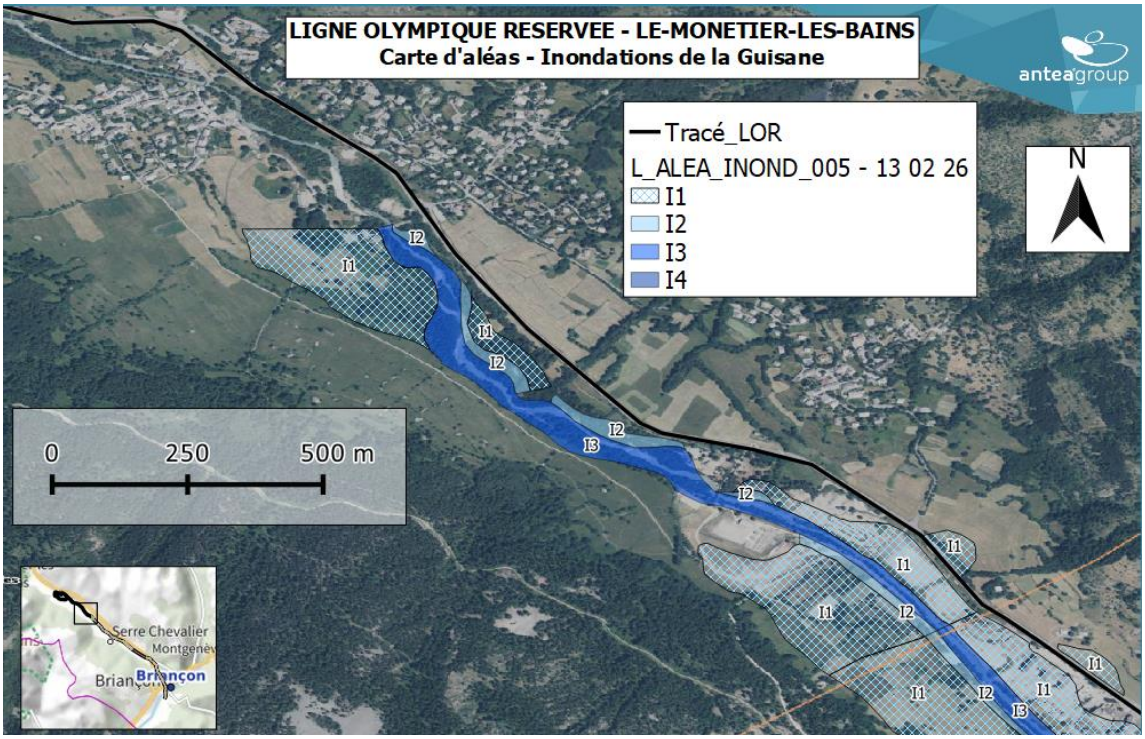


Figure 32 : Cartographie d'aléas inondation de la Guisane sur Le-Monêtier-les-Bains/La Salle-les-Alpes

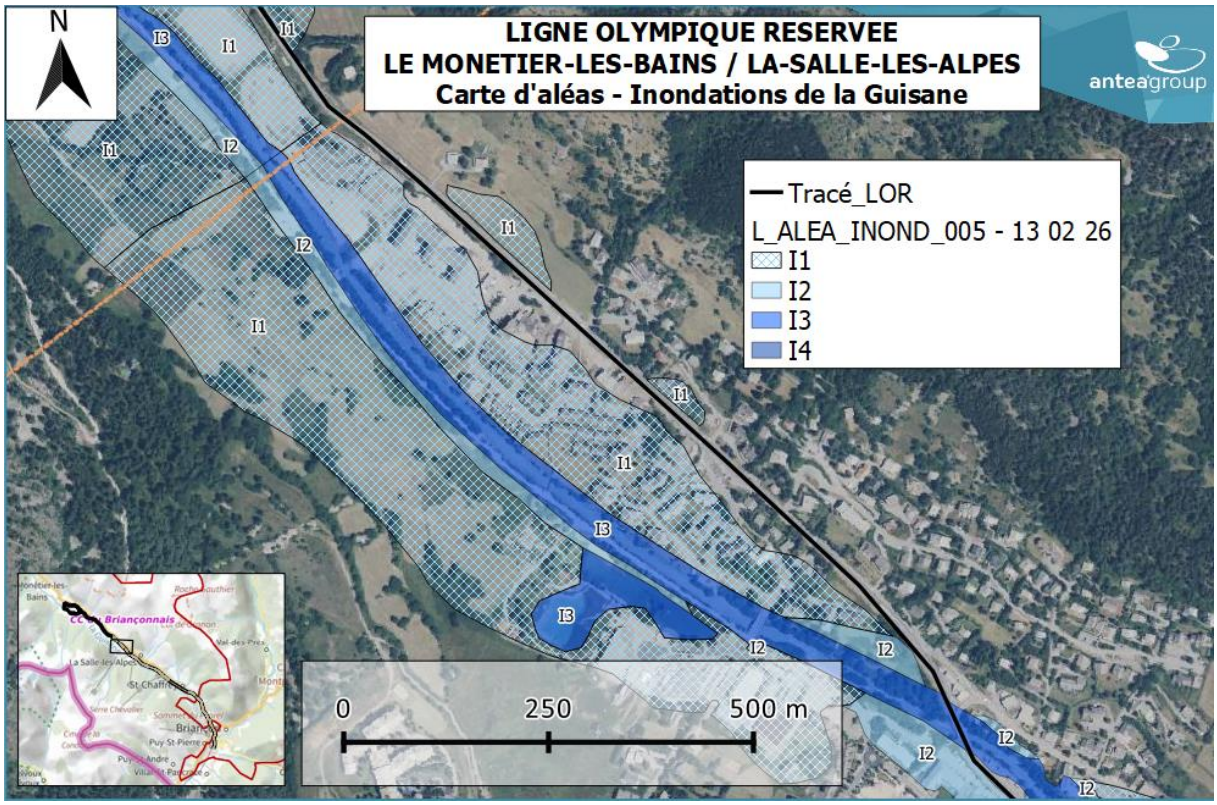


Figure 33 : Cartographie d'aléas inondation de la Guisane sur la commune de La Salle-les-Alpes

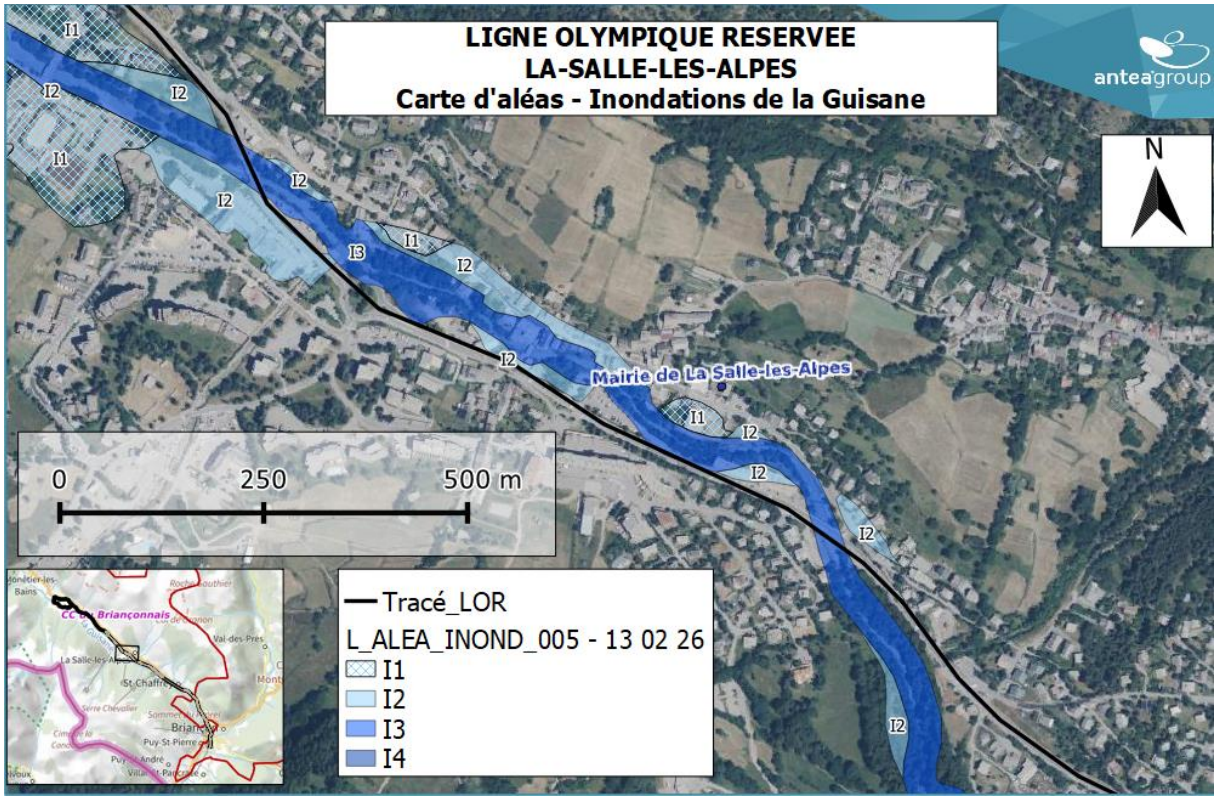
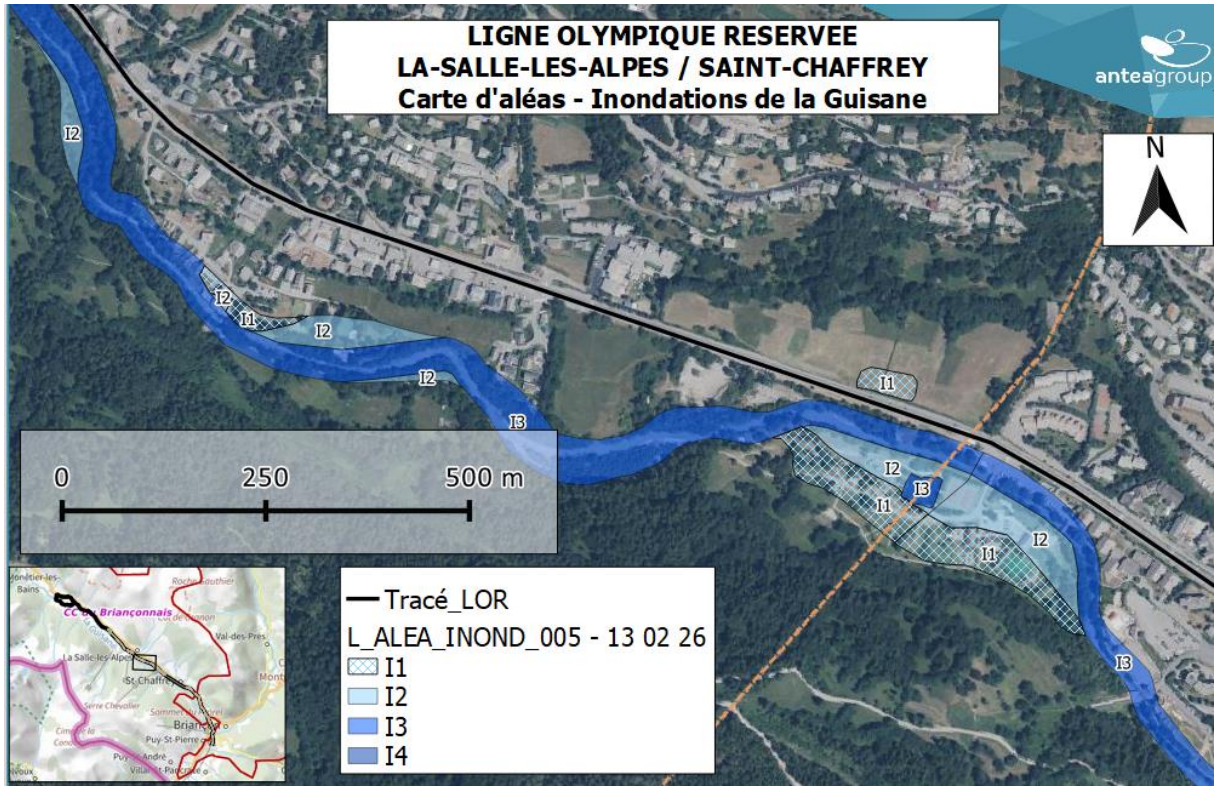


Figure 34 : Cartographie d'aléas inondation de la Guisane sur La Salle-les-Alpes /Saint-Chaffrey



Synthèse aléa, enjeux et définition du risque

Synthèse aléa inondations				
Type de phénomène	Inondations			
Enjeux globaux sur le projet	Opérateurs lors des travaux et usagers (Sécurité) / Trafic et circulation Infrastructures routières (route, ponts) Equipements (abri-bus, éclairage, signalisation, réseaux ...) Biens matériels : Engins de travaux / Flotte véhicule			
Secteur	Sur la plupart du tracé	Zones 1a, 1b, 1c (Monêtier-les-Bains / La-Salle-les-Alpes)	Zone 2 (La Salle-les-Alpes)	Zone 3 (La Salle-les-Alpes /Saint-Chaffrey)
Localisation du tracé par rapport à zone d'aléa	Eloigné	En bordure des zones d'aléa (< 10 m)	En bordure des zones d'aléa (< 10 m)	En bordure des zones d'aléa (< 10 m)
Linéaire impacté	-	1a : 130 m 1b : 172 m 1c : 85 m	1 km	400 m
Aléa (selon PPRN)	Nul	Faible	Moyen à Fort	Fort
Vulnérabilité enjeux	Moyen			
Niveau de risque estimé	Nul	Faible	Moyen à fort	Fort
Zone réglementée par PPRN		B35 – B4	R22 – R23 - B17 R18	R18

6.1.5.4.3. Crues torrentielles/ Ruissellement et ravinement

Il s'agit de différents phénomènes générés par des précipitations exceptionnelles, souvent dans le cadre d'orages violents et localisés :

- crues torrentielles : apparition ou augmentation brutale du débit d'un cours d'eau à forte pente qui s'accompagne fréquemment d'un important transport de matériaux solides, d'érosion et de divagation possible du lit sur le cône torrentiel.

  Cet aléa prend en compte plusieurs phénomènes :

  - risque de débordement proprement dit du torrent accompagné souvent d'affouillement (bâtiments, ouvrages), de charriage ou de lave torrentielle (écoulement de masses boueuses, plus ou moins chargées en blocs de toutes tailles, comportant au moins autant de matériaux solides que d'eau et pouvant atteindre des volumes considérables)
  - risque de déstabilisation des berges et versants suivant le tronçon.

- ruissellement sur versant et ravinement : Divagation des eaux météoriques en dehors du réseau hydrographique. Ce phénomène peut provoquer l'apparition d'érosion localisée provoquée par ces écoulements superficiels, nommée ravinement. A noter que cet aléa ne prend pas en compte le ruissellement pluvial urbain, qui relève des programmes d'assainissement pluviaux (hors cadre de l'étude).

Dans les 2 cas, l'aléa de référence est le plus fort phénomène connu (crue ou évènement de ravinement / ruissellement) ou, si celui-ci est plus faible que l'évènement de fréquence centennale (crue ou pluie journalière), ce dernier.

Comme mentionné ci-avant, le tracé LOR est concerné par les PPRN des communes de Le Monêtier-les-Bains, La-Salle-les-Alpes, St Chaffrey et Briançon.

Il convient de noter :

- Cartes d'aléas des PPR revues en 2023, à la suite de l'harmonisation des couches « inondation » et « torrentiel » qui avait pour but de corriger les éventuelles erreurs et incohérences.
- Sur les cartes aléas des PPR, les aléas « crues torrentielles » et « ruissellement sur versant / ravinement » :
  - font l'objet de zones distinctes pour les communes du Monêtier et de La-Salle-les-Alpes (respectivement aléa T pour les crues torrentielles et E pour le ruissellement / ravinement)
  - ont été regroupés pour les communes de St Chaffrey et Briançon.

Il en ressort que le tracé est concerné aux abords des torrents et des ravins, qui sont nombreux sur le secteur.

L'aléa « crue torrentielle » est concentré aux abords des nombreux torrents dévalant les versants et passant sous la RD 1091. Ces torrents sont ± actifs à l'heure actuelle. L'aléa fort concerne principalement le lit mineur avec une zone de sécurité et parfois des zones de débordement, ainsi que toutes les zones répertoriées dans le tableau 9. Les aléas moyens et faibles concernent les zones situées en aval d'un point de débordement potentiel, avec transport solide ou écoulement de lames d'eau ou en aval de digues de protection. L'aléa faible recouvre en général l'ensemble des cônes de déjection.

Les zones de ruissellements généralisés se situent globalement dans le prolongement des écoulements torrentiels, mais concernent aussi des ravines sèches dont la superficie du bassin versant n'est pas négligeable.

Le tableau ci-dessous répertorie les torrents et ravines concernés :

Tableau 6 : Caractérisation de l'aléa torrentiel sur le tracé de la LOR

Commune	Torrent / Ravins	Comportement	Aléa au niveau du tracé projet
Le-Monêtier-les-Bains	Torrent de la Moulette	Actuellement, torrent peu actif, mais bassin comportant des secteurs en ravinement qui pourrait déclencher des phénomènes de lave boueuse	Crues torrentielles : aléa faible à fort (T1 / T2 / T3), avec prise en compte des ouvrages de protection édifiés au sommet du cône. En cas d'insuffisance et de non-entretien des digues de

Commune	Torrent / Ravins	Comportement	Aléa au niveau du tracé projet
			protection, tout le cône de déjection sera classé en aléa fort T3 et moyen T2 Ruissellements faibles R1 au-delà de la RD1091
	Torrent du Merdarel	Actuellement, 2ème torrent le + actif sur la commune (4 crues dommageables répertoriées au XX siècle, avec pont de la RD91 obstrué)	Crues torrentielles : aléa faible à fort, T1 / T2 / T3
	Ravines du Freyssinet	Petits ravins n'ayant pas connu de crues récentes mais pouvant être actifs lors de gros orages	Ruissellement / ravinement faible E1 au niveau du tracé
	Torrent du Gros Rif et de Roche Noire	Actuellement, torrent peu actif, mais bassin comportant des secteurs en ravinement qui pourrait déclencher des phénomènes de lave boueuse	Crues torrentielles : aléa faible (T1) principalement / aléa fort T3 au niveau du chenal d'écoulement Ruissellement / ravinement dominant au niveau du tracé : aléa faible E1
Le Monêtier / La-Salle-les-Alpes	Ravines du Serre-Barbin	Combes sèches et petits ruisseaux	Ruissellement / ravinement : aléa faible E1
La-Salle-Les Alpes	Torrent de la Pisse	Petites combes sèches ou actives, petits ruisseaux	Crues torrentielles : aléa fort T3 au niveau du lit mineur avec bande de sécurité Ruissellement / ravinement dominant : aléa faible à moyen E2
	Torrent du Bez	Torrent actif	Crues torrentielles : aléa faible à fort (T1 / T2 / T3)
	Torrent de la Salle / Torrent de la Chirouze	Torrents actifs	Crues torrentielles : aléa faible à fort (T1 / T2 / T3) Ruissellement / ravinement : aléa faible juste en dessous de la RD 1091

Figure 35 : Cartographie générale d'aléas - Crues torrentielles, ruissellement et ravinement

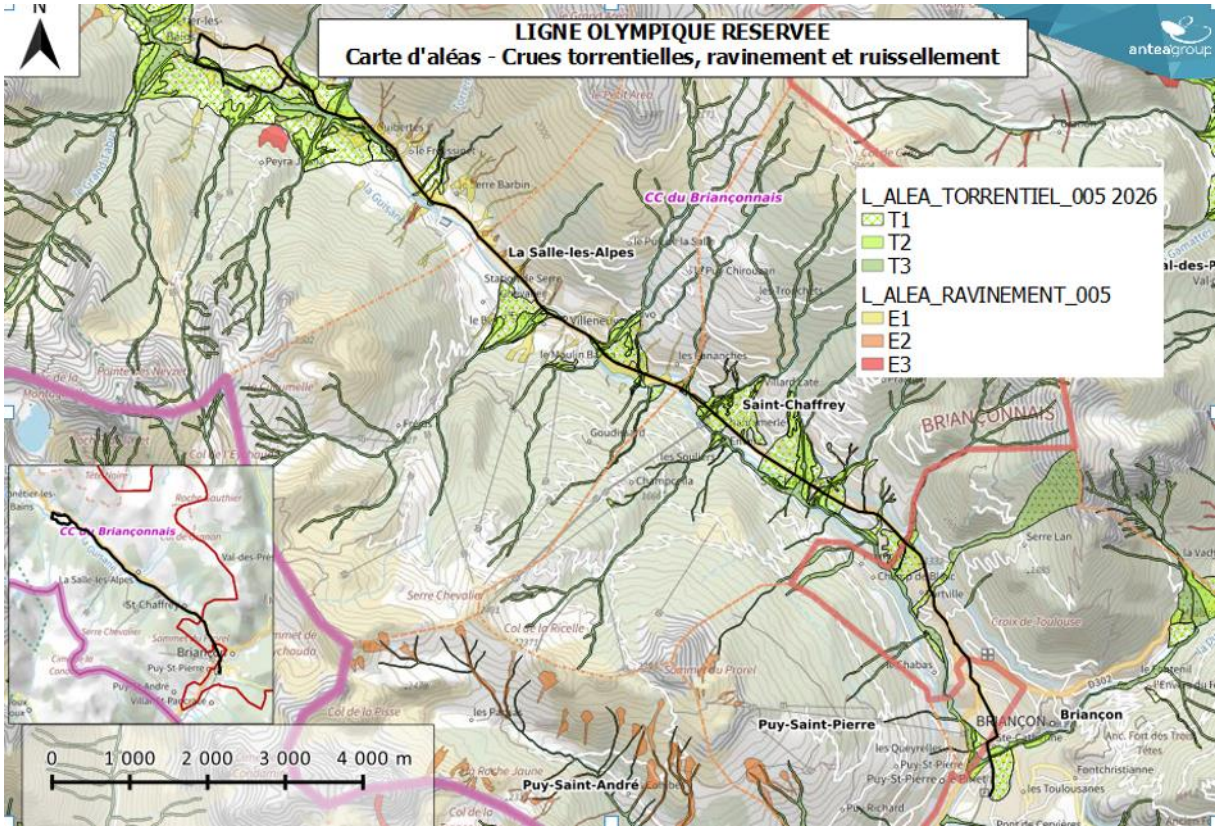


Figure 36 : Cartographie d'aléas crues torrentielles, ruissellement et ravinement - Commune de Le-Monêtier-les-Bains

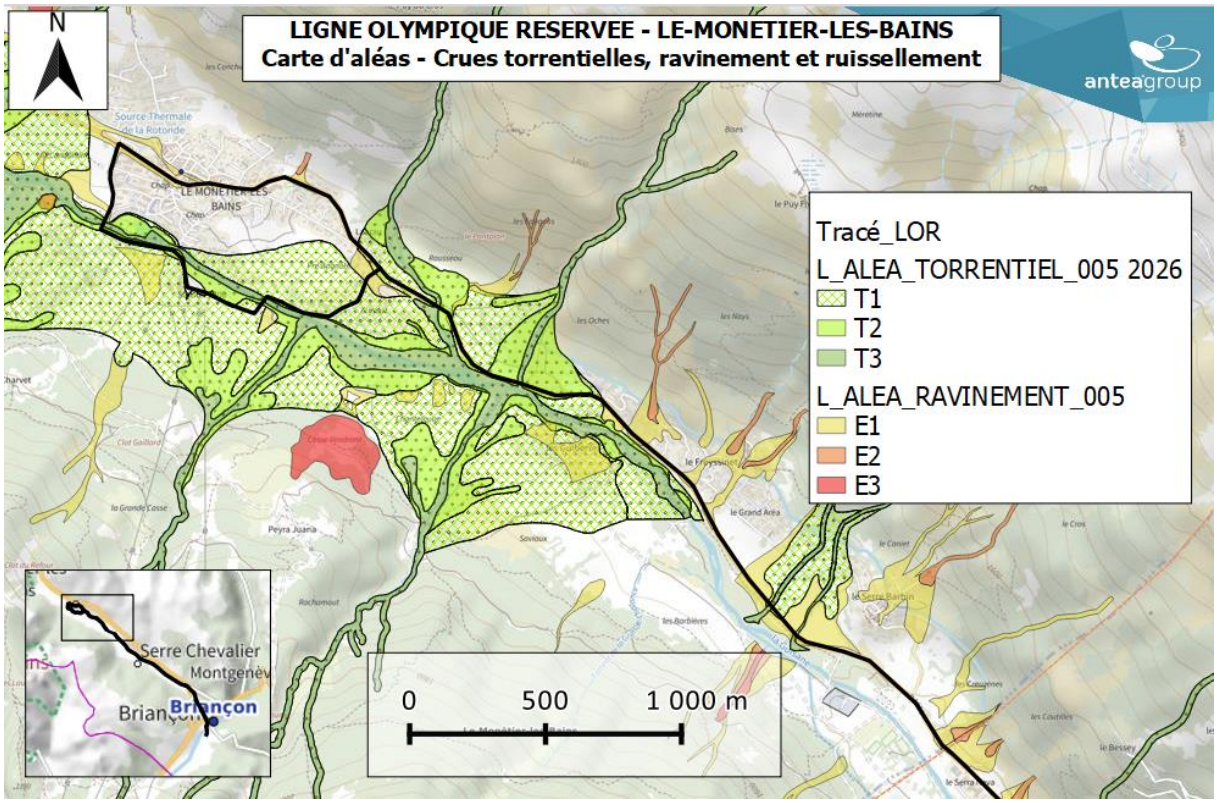


Figure 37 : Cartographie d'aléas crues torrentielles, ruissellement et ravinement - Commune de La-Salle-les-Alpes

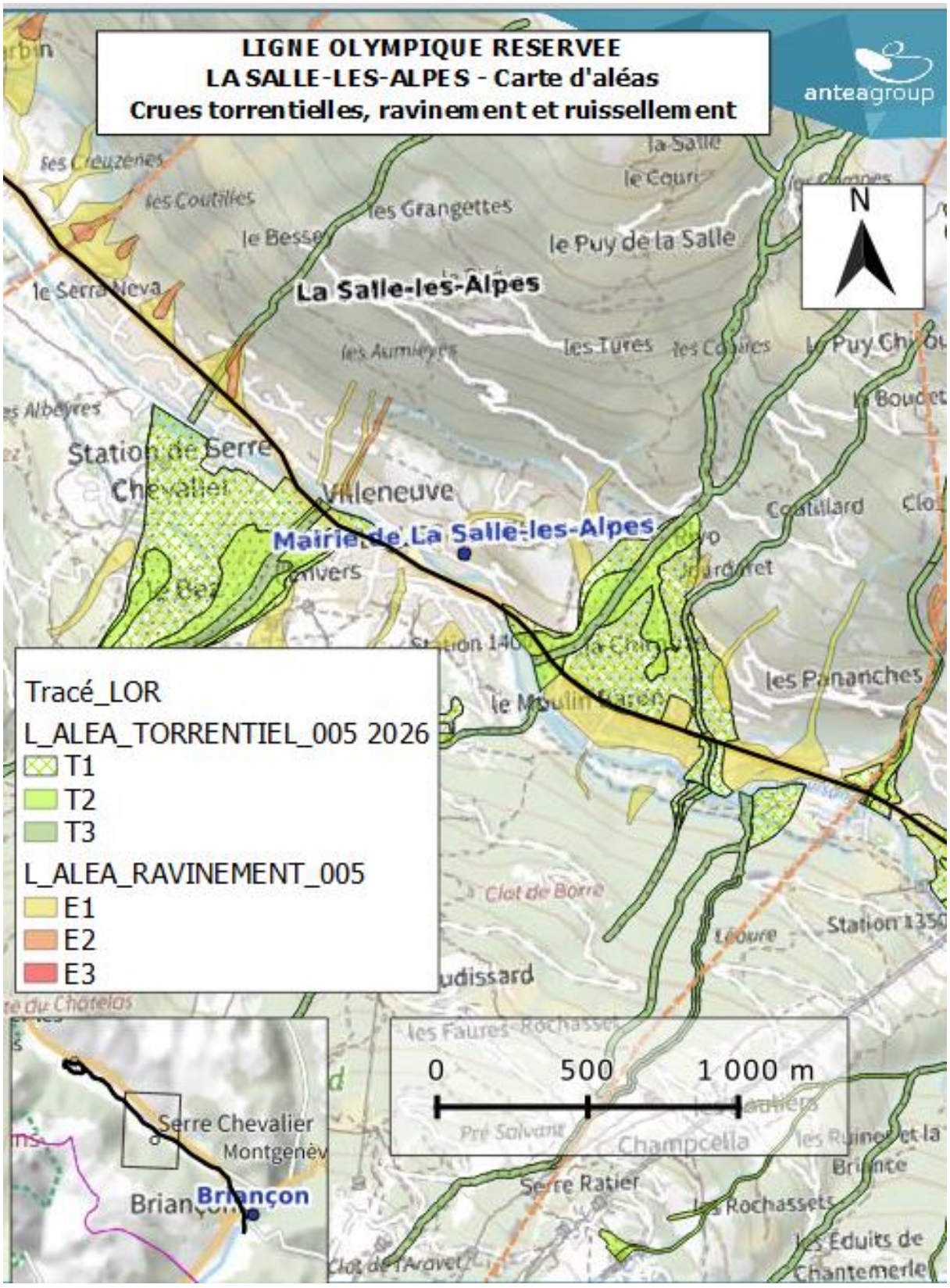


Figure 38 : Cartographie d'aléas crues torrentielles, ruissellement et ravinement - Commune de Saint-Chaffrey

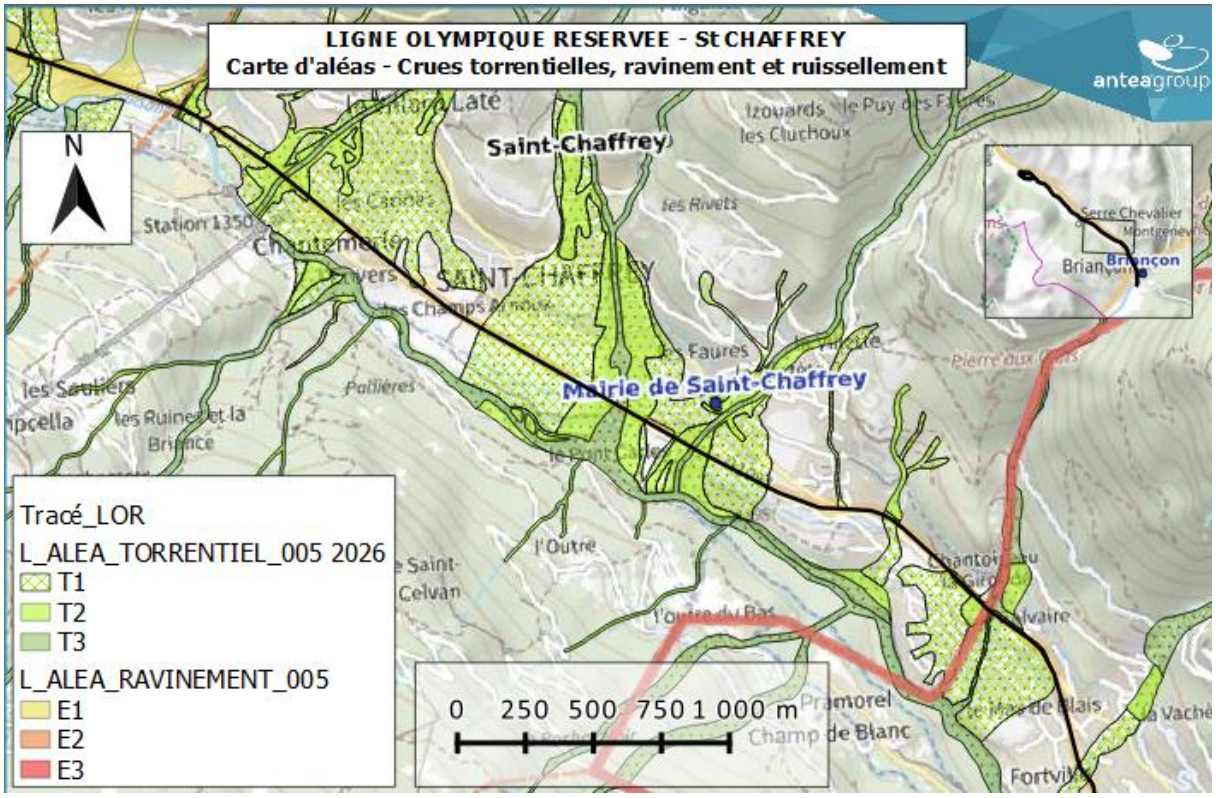
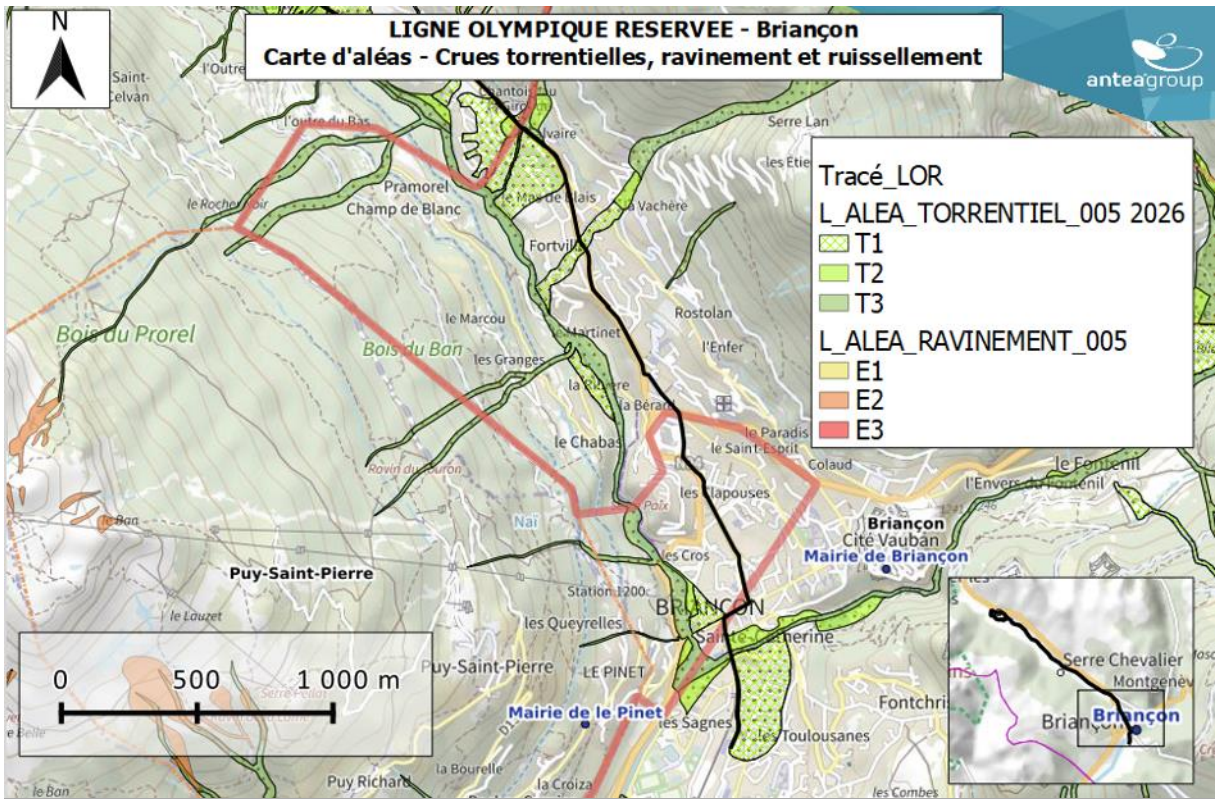


Figure 39 : Cartographie d'aléas crues torrentielles, ruissellement et ravinement - Commune de Briançon



Synthèse aléa, enjeux et définition du risque

Synthèse aléa inondations				
Type de phénomène	Inondations			
Enjeux globaux sur le projet	Opérateurs lors des travaux et usagers (Sécurité) / Trafic et circulation Infrastructures routières (route, ponts) Equipements (abri-bus, éclairage, signalisation, réseaux ...) Biens matériels : Engins de travaux / Flotte véhicule			
Secteur	Sur la plupart du tracé	Zones 1a, 1b, 1c (Monêtier-les-Bains / La-Salle-les-Alpes)	Zone 2 (La Salle-les-Alpes)	Zone 3 (La Salle-les-Alpes /Saint-Chaffrey)
Localisation du tracé par rapport à zone d'aléa	Eloigné	En bordure des zones d'aléa (< 10 m)	En bordure des zones d'aléa (< 10 m)	En bordure des zones d'aléa (< 10 m)
Linéaire impacté	-	1a : 130 m 1b : 172 m 1c : 85 m	1 km	400 m
Aléa (selon PPRN)	Nul	Faible	Moyen à Fort	Fort
Vulnérabilité enjeux	Moyen			
Niveau de risque estimé	Nul	Faible	Moyen à fort	Fort
Zone réglementée par PPRN		B35 – B4	R22 – R23 - B17 R18	R18

6.1.6. Usage de l'eau

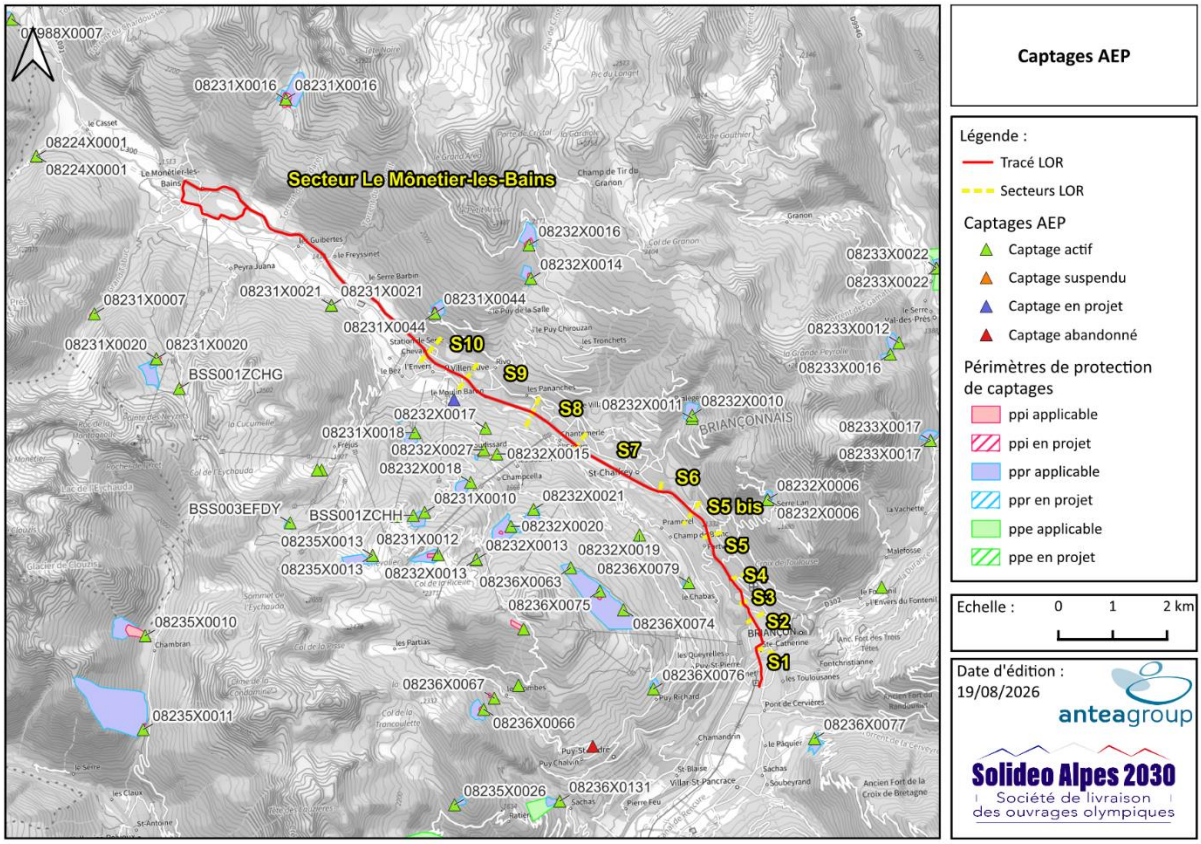
6.1.6.1. Captages AEP

Une cartographie des captages d'alimentation en eau potable et de leurs périmètres de protection a été mise en place par l'ARS sur le portail géographique AtlaSanté.

D'après ce portail géographique, aucun captage AEP ni périmètre de protection n'est localisé dans l'emprise du projet LOR.

La figure suivante illustre les captages AEP dans l'environnement du tracé LOR.

Figure 40 : Captages AEP



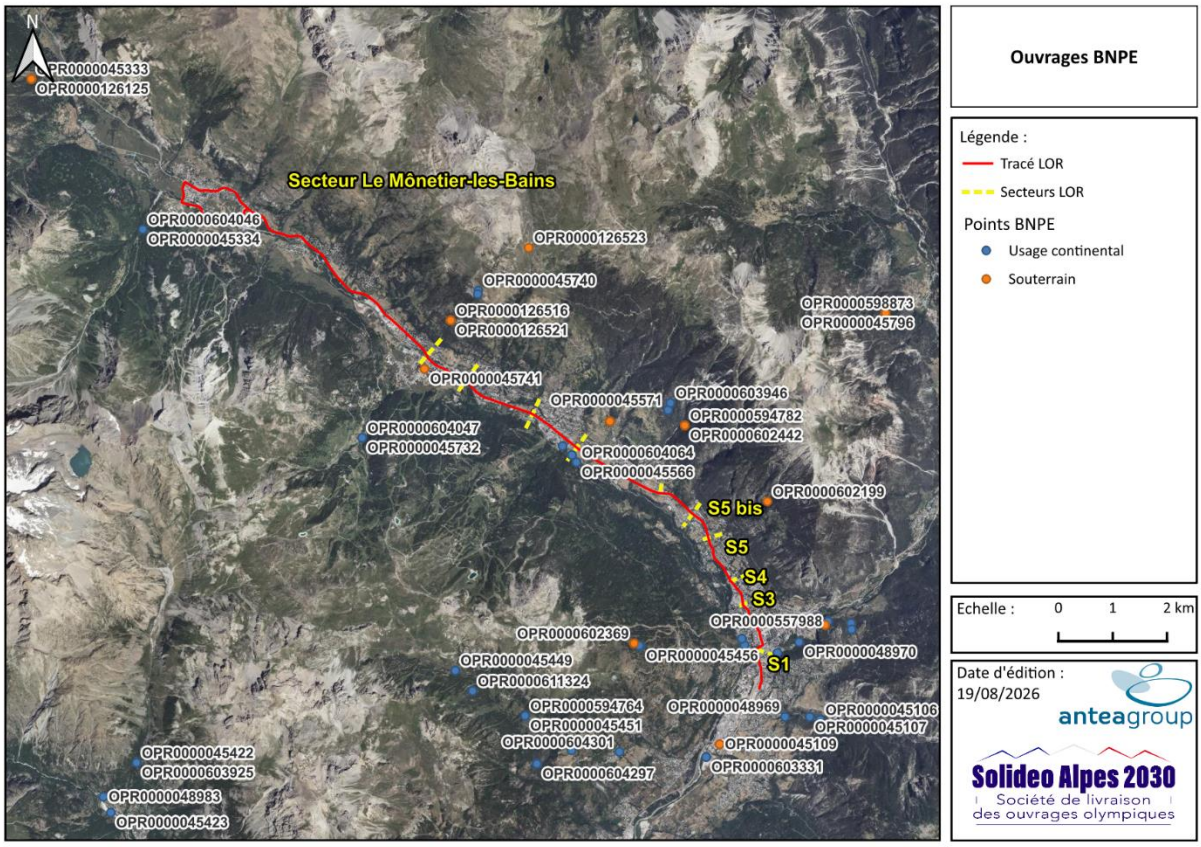
6.1.6.2. Usages hors AEP

La banque nationale des prélèvements quantitatifs en eau (BNPE) permet également de recenser des données relatives aux prélèvements sur la ressource en eau pour la France métropolitaine.

D'après les données disponibles, aucun point de prélèvements de la BNPE n'est localisé dans l'emprise du projet LOR.

La figure suivante illustre ces points de prélèvements.

Figure 41 : Localisation des prélèvements de la BNPE



6.1.7. Zone de répartition des eaux (ZRE)

Une Zone de répartition des eaux (ZRE) est une zone comprenant des bassins, sous-bassins, systèmes aquifères ou fractions de ceux-ci caractérisés par une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins.

Les ZRE sont définies par l'article R211-71 du code de l'environnement et sont fixées par le préfet coordonnateur de bassin.

Aucune zone de répartition des eaux (ZRE) n'est localisée au sein de l'emprise du projet LOR.

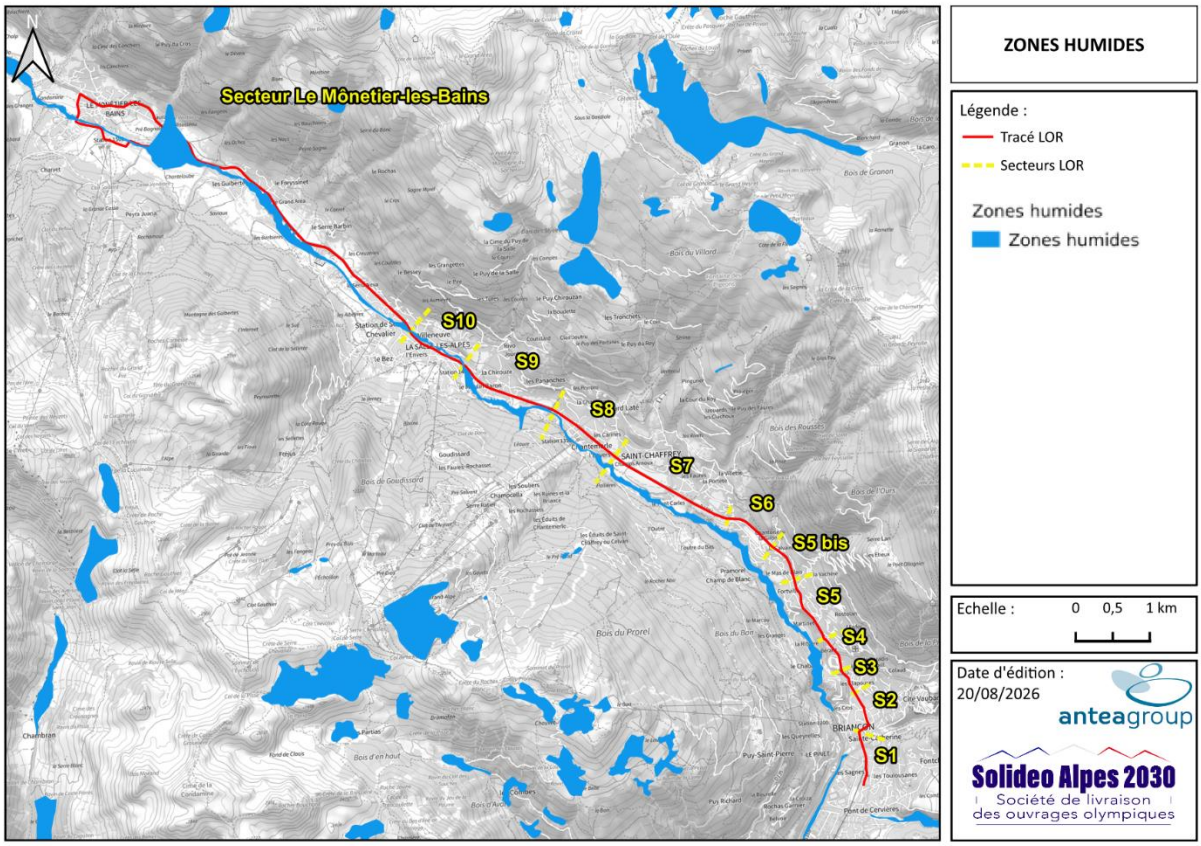
6.1.8. Zone humide

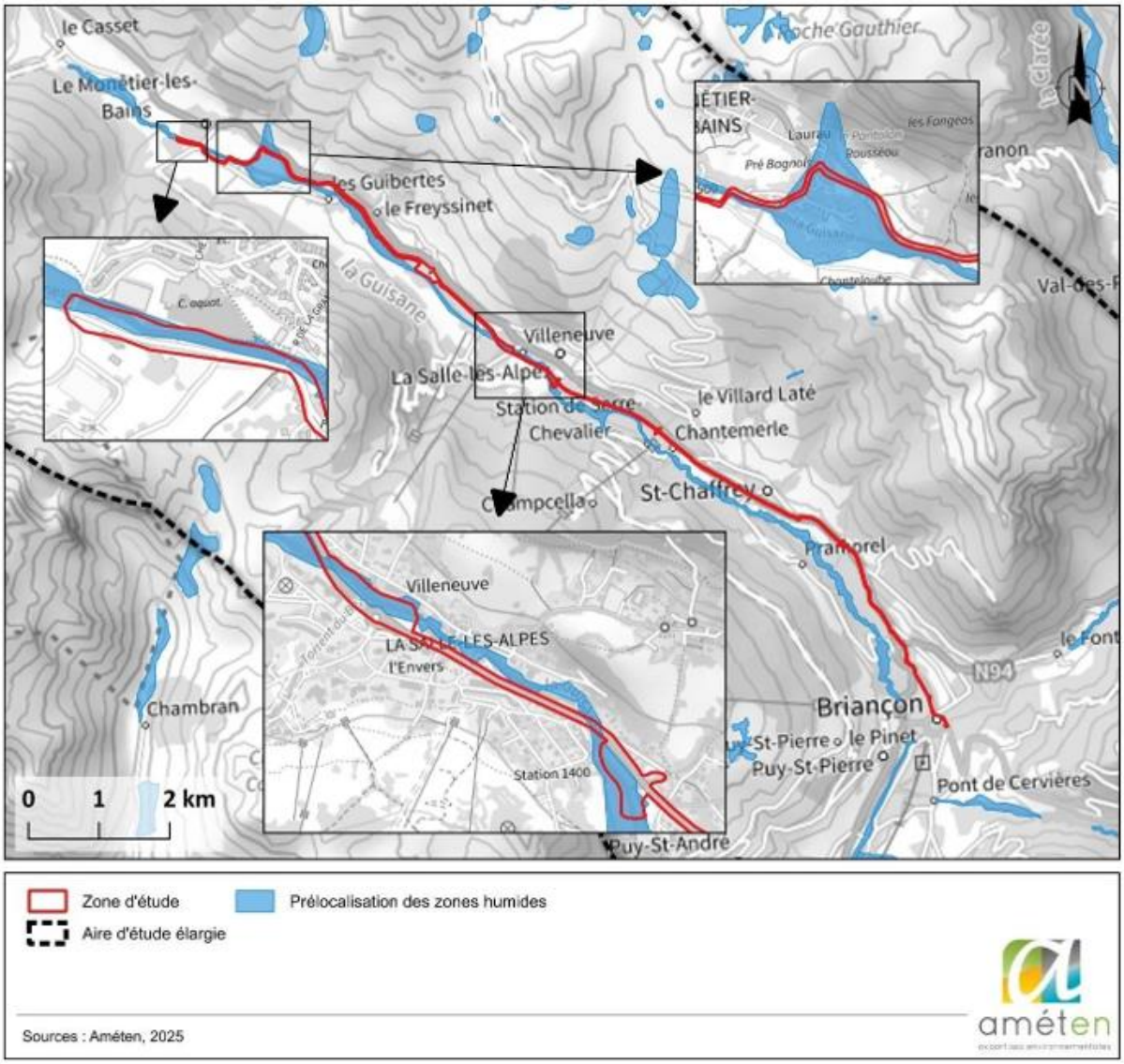
Deux critères fondamentaux doivent être étudiés pour délimiter une zone humide :

- Les couches pédologiques représentatives des zones humides : les histosols et les réductisols (engorgement d'eau permanent) ainsi que certaines rédoxisols;
- La végétation hygrophile : communauté végétale formée d'espèces demandant à être régulièrement alimentée en eau et se développant principalement dans les stations humides. Cette végétation est déterminée soit à partir de l'identification et de la quantification des espèces représentatives de zones humides (liste proposée dans l'arrêté ministériel), soit en fonction de la présence d'habitat humide caractéristique.

Selon la base de données de prélocalisation des zones humides de PACA, 48 zones humides sont présentes au sein de la zone d'étude bibliographique dont 2 qui se superposent directement à la zone d'étude. Leurs caractéristiques sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Figure 42 : Cartographie de l'inventaire zones humides




le Casset
Le Monêtier-les-Bains
les Guibertes
le Freyssinet
la Guisane
Villeneuve
La Salle-les-Alpes
Station de Serre Chevalier
le Villard Laté
Chantemerle
St-Chaffrey
Champcella
Prampérel
Villeneuve
LA SALLE-LES-ALPES
l'Envers
Chambran
Briançon
St-Pierre le Pinet
Puy-St-Pierre
Pont de Cervières
Station 1400
Puy-St-Andre
N94
0 1 2 km
Zone d'étude
Aire d'étude élargie
Prélocalisation des zones humides
Sources : Améten, 2025
améten

6.1.8.1. Critère « végétation »

6.1.8.1.1. Approche « habitats »

Pour chaque habitat identifié dans la zone d'étude, le tableau suivant indique s'il est caractéristique ou non de zones humides.

Tableau 7 : Humidité des habitats

Intitulé	Eunis / Corine / N2000	Humide
Alluvions du lit mineur	C3.552 / 24.22 / 3220	*H.*
Tonsure	E5.1 / 87.1 / -	*p.*
Friche herbacée thermophile	E5.1 / 87.1 / -	*p.*
Pelouse de parc	E2.64 / 85.12 / -	-
Prairie de fauche mésophile	E2.235 / 38.23 / 6510	*p.*
Prairie de fauche mésophile dégradée	E2.235 / 38.23 / 6510	*p.*
Pelouse sèche	E1.24 / 34.314 / 6210	-
Pelouse sèche écorchée	H2.611 / 61.311 / 8130	-
Prairie mésoxérophile	E1.26 / 34.32 / 6210	*p.*
Prairie méso-hygrophile	E3.51 / 37.31 / 6410	*H.*
Ourlet rudéral frais	E5.1 / 89.22 / -	*H.*
Ourlet à Épilobe St-Antoine	G5.841 / 31.8711 / -	-
Ourlet nitrophile à Berce	E5.43 / 37.72 / -	*p.*
Ourlet nitrophile à Épinard bon-Henri	E5.43 / 37.72 / -	*p.*
Mégaphorbiaie à Reine des prés	E5.412 / 37.1 / 6430	*H.*
Roncier humide	F3.131 / 31.831 / -	*H.*
Clairière à Lis martagon	E5.22 / 34.42 / -	-
Cordon rivulaire arborée	F9.112 / 44.112 / -	*H.*
Frênaie-peupleraie alluviale	G1.21 / 44.31 / -	*H.*
Fourré mésophile	F3.11 / 31.81 / -	*p.*
Fruticée mésoxérophile	F3.1125 / 31.81252 / -	-
Accru mésophile de feuillus	G5.61 / 31.8D / -	-
Accru mésophile mixte	G5.61 / 31.8D / -	-
Boisement rivulaire mixte à Pinus sylvestris	G3.43 / 42.53 / -	*p.*
Mélézin	G5.63 / 31.8G / -	-
Mare stagnante	C1.63 / 22.12 / -	*H.*
Massif de Renouée du Japon	/	-
Cours d'eau	/	-
Saulaie alluviale arbustive	F9.13 / 44.11 / 3240	*H.*
Fourré méso-hygrophile	F3.11 / 31.81 / -	*H.*
Ourlet nitrophile à Ortie	E5.43 / 37.72 / -	*p.*
Phragmitaie	C3.21 / 53.11 / -	*H.*
Prairie mésophile de pâture	E2.1 / 38.1 / -	*p.*

Intitulé	Eunis / Corine / N2000	Humide
Plantation arborée de feuillus	/	-
Plantation arborée de conifères	/	-
Plantation arbustive ornementale	/	-
Plantation arborée mixte	/	-
Dépôt de matériaux	J6.52 / 87.2 / -	-
Enrochement	/	-
Zone rudérale	J6.52 / 87.2 / -	-
Bâtiment	/	-
Route	/	-
Formation arborée de Robinier faux-acacia	G1.C3 / 83.324 / -	-

Statut dans l'arrêté de juin 2008 : H – caractéristique de zones humides ; p. – pro parte, i.e. végétation susceptible d'être caractéristique de zones humides ; nc. – non cité dans l'arrêté de 2008.

Les zones humides floristiques avérées totalisent une surface de 3 ha au sein de la zone d'étude.

Également, 15 habitats cotés pro parte ont été identifiés au sein de la zone d'étude. Il s'agit de formations végétales listées comme pro parte dans l'annexe IIb de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 soit parce que les habitats de niveau inférieur ne sont pas tous humides, soit parce qu'il n'existe pas de déclinaison typologique plus précise permettant d'effectuer le distinguo.

Les habitats pro parte totalisent une surface de 29 ha au sein de la zone d'étude.

Pour les habitats pro parte, il n'est pas possible de conclure sur la nature humide de la zone étudiée à partir de la seule lecture des données ou cartes relatives aux habitats. Des sondages pédologiques seront réalisés pour conclure sur la nature humide ou non-humide de ces milieux.

Figure 43 : Zones humides selon l'approche "habitats" 1/2

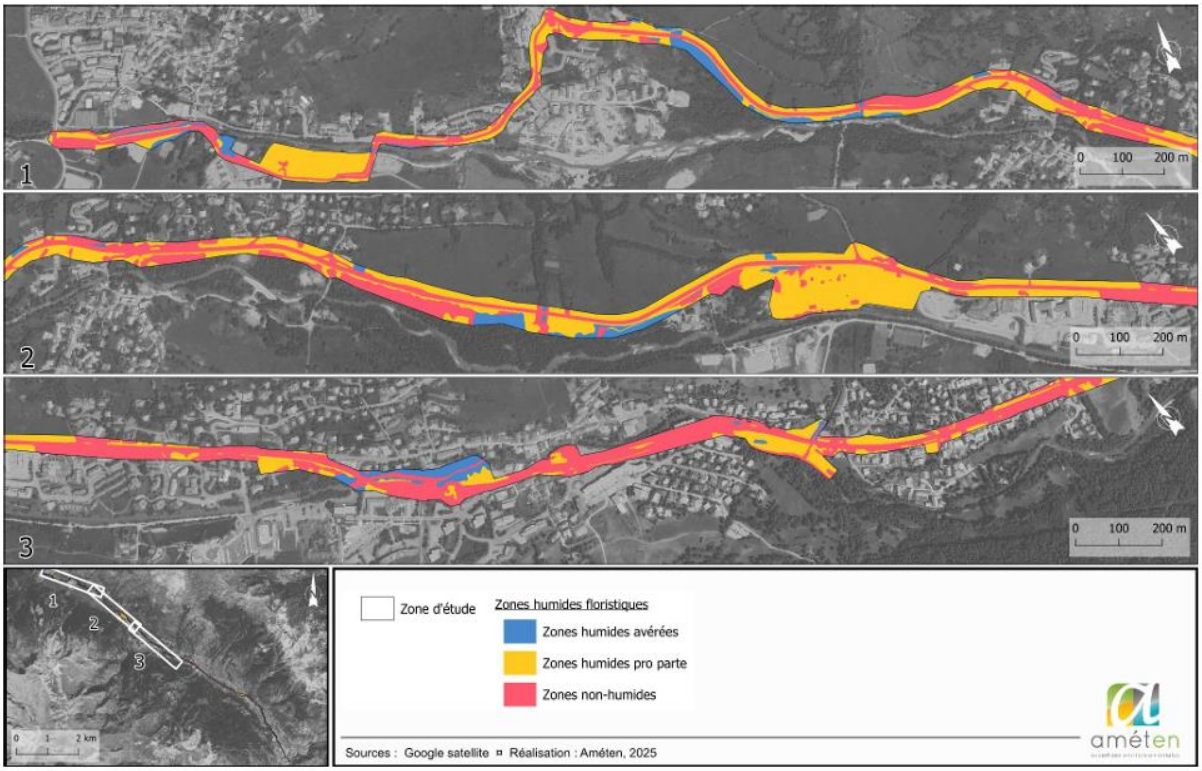
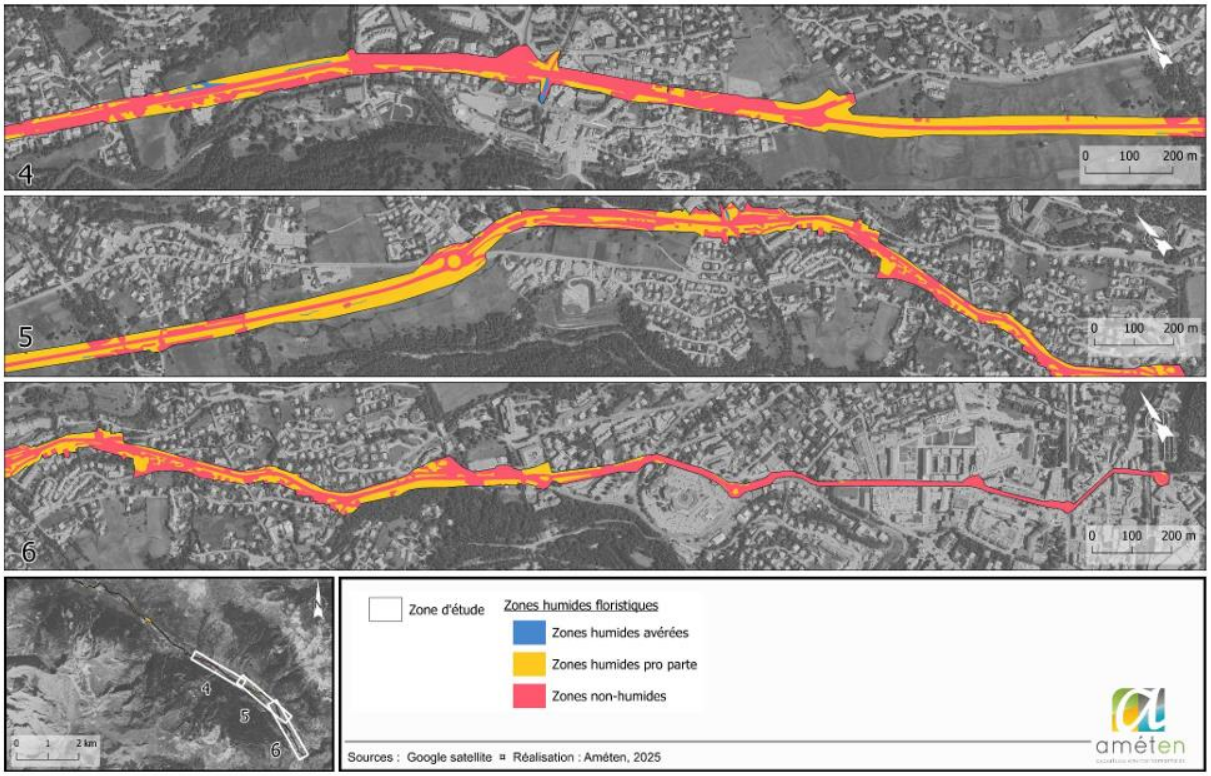


Figure 44 : Zones humides selon l'approche "habitats" 2/2



6.1.8.1.2. Approche « espèces indicatrices »

L'approche espèces n'a pas été mobilisée pour des raisons de protocole, au vu des résultats sur le critère habitats ainsi que pédologique.

6.1.8.2. Critère « sol »

Lors des prospections du 30 mars 2026, 3 sondages pédologiques ont été réalisés au sein de l'aire d'étude. Un ensemble de 47 sondages avaient aussi été réalisé précédemment (courant 2025). Ils ont été répartis en fonction de la topographie et de manière à couvrir l'aire d'étude de façon homogène.

Tableau 8 : Description des sondages pédologiques

Numéro de sondage	Limite des horizons	Hydromorphie	Remarques	Sol hydromorphe
01	0 - 30 cm	-	Brun foncé, matière organique	NON
02	0 - 10 cm	-	Brun foncé, matière organique	NON
	10 - 120 cm	-	Brun, matière organique, limono argileux, cailloux	
03	0 - 10 cm	-	Brun, matière organique, limono sableux, racines	NON
	10 - 60 cm	-	Brun, matière organique, limono argileux, cailloux	
T01	-	-	-	NON
T02	-	-	-	NON

Numéro de sondage	Limite des horizons	Hydromorphie	Remarques	Sol hydromorphe
T05	-	-	-	NON
T07	-	-	-	NON
T14	-	-	-	NON
T15	-	-	-	NON
T16	-	-	-	NON
T17	-	-	-	NON
T18	-	-	-	OUI
T19	-	-	-	NON
T20	-	-	-	NON
T21	-	-	-	NON
T22	-	-	-	NON
T23	-	-	-	NON
T24	-	-	-	NON
T29	-	-	-	NON
T30	-	-	-	NON
T31	-	-	-	NON
T32	-	-	-	NON
T33	-	-	-	NON
T34	-	-	-	NON
T35	-	-	-	NON
T36	-	-	-	NON
T37	-	-	-	NON
T38	-	-	-	OUI
T39	-	-	-	NON
T41	-	-	-	NON
T42	-	-	-	NON
T43	-	-	-	NON
T44	-	-	-	NON
T45	-	-	-	NON
T47	-	-	-	NON
T48	-	-	-	NON
T49	-	-	-	NON
T50	-	-	-	NON
T51	-	-	-	NON
T52	-	-	-	NON
T53	-	-	-	NON
T55	-	-	-	NON
T56	-	-	-	NON
T57	-	-	-	NON
T58	-	-	-	NON

Numéro de sondage	Limite des horizons	Hydromorphie	Remarques	Sol hydromorphe
T59	-	-	-	NON
T60	-	-	-	NON
T61	-	-	-	NON
T64	-	-	-	NON
T65	-	-	-	NON

Parmi les 50 sondages pédologiques réalisés au sein de l'aire d'étude, **2 sont caractéristiques d'un sol de zone humide**.

Figure 45 : Zones humides selon l'approche "sol" 1/2

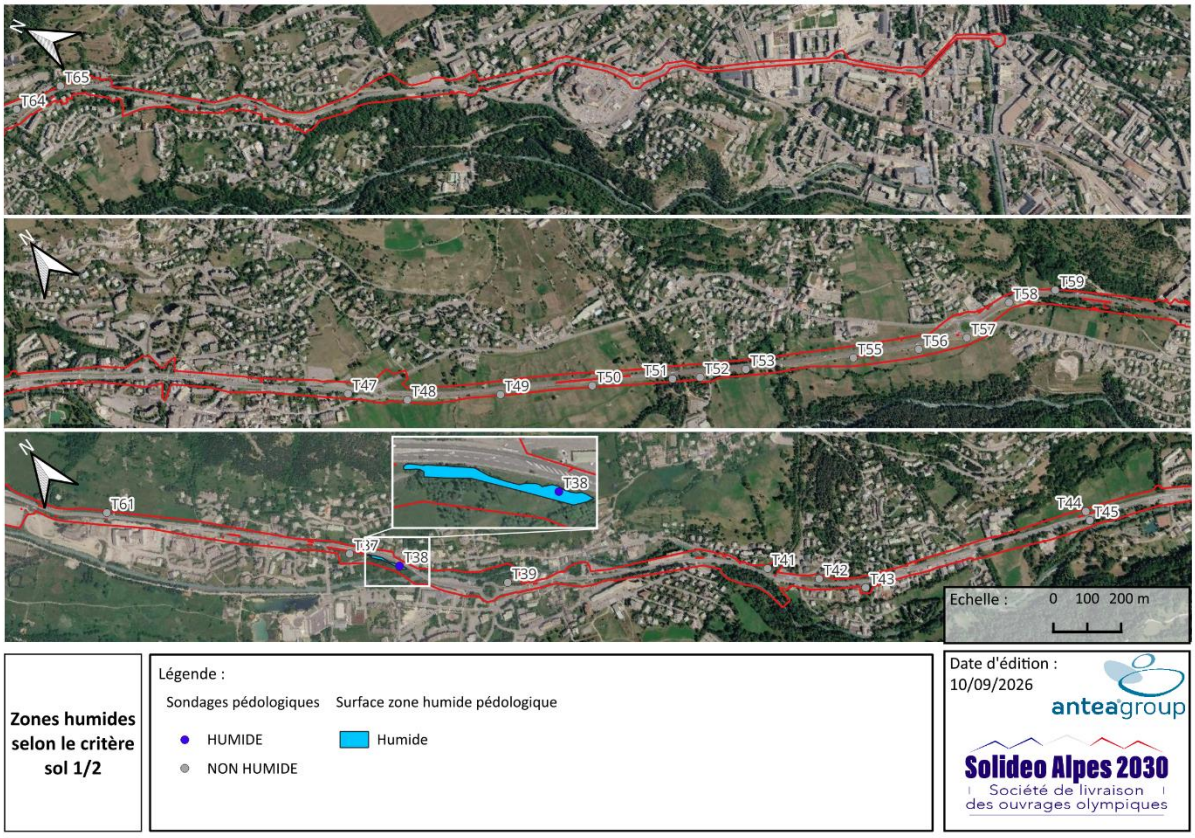
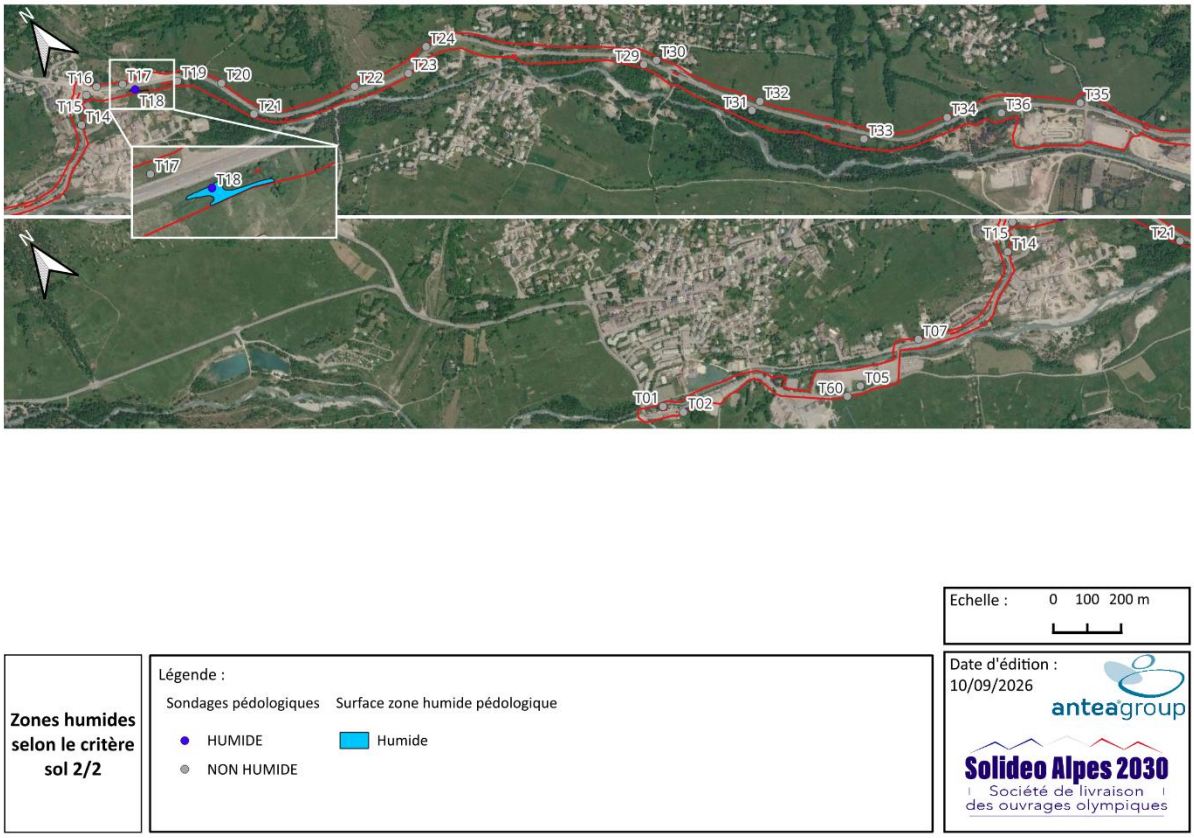

T65
T64
T59
T58
T57
T56
T55
T53
T52
T51
T50
T49
T48
T47
T61
T38
T37
T39
T41
T42
T43
T44
T45
Echelle : 0 100 200 m
Zones humides selon le critère sol 1/2
Légende :
Sondages pédologiques
HUMIDE
NON HUMIDE
Surface zone humide pédologique
Humide
Date d'édition : 10/09/2026
anteagroup
Solideo Alpes 2030
Société de livraison des ouvrages olympiques

Figure 46 : Zones humides selon l'approche "sol" 2/2



6.1.8.3. Synthèse zones humides délimitées

En compilant les données floristiques et les vérifications des données pédologiques, une surface totale d'environ 3,44 ha de zone humide a été délimitée.

6.2. Analyse des incidences du projet d'aménagement de voirie sur les milieux et usages / mesures associées

6.2.1. Cas particulier de la période de chantier

Avant toute intervention, la sécurisation du site constitue une étape primordiale. La signalisation temporaire conforme à la réglementation en vigueur sera installée sur la voirie pour avertir les usagers de la présence du chantier. Les accès seront aménagés pour permettre l'acheminement sécurisé des engins légers et du matériel, des bases de vies seront implantées à différents points du tracé su projet. Un plan de circulation sera défini pour éviter les conflits entre les zones de stockage, les aires de travail et les voies d'accès.

Prise en compte de la topographie locale
Afin de limiter au strict minimum les impacts liés aux terrassements, les emprises du chantier seront clairement délimitées, ainsi que les aires de manœuvre et de stockage n'entrant pas dans les emprises de la voie aménagée.
Les terrassements seront réduits au minimum nécessaire. Pour cela, les remblais temporaires réalisés seront évacués ou ré-exploités de façon optimale. Ainsi, les corps de remblais seront, dans la mesure du possible, constitués des matériaux extraits des déblais ouverts sur le site afin de limiter les transports de matériaux.
Les travaux de terrassement ne remettent par ailleurs pas en cause les découpages des bassins versants routiers et interceptés.
Dans la mesure où les impacts de la phase de chantier sur la topographie du site sont limités et temporaires (terrassements et stockage de matériaux), aucune mesure n'est à prendre autre que la remise en état du site.

Prise en compte de la ressource en eau
Les incidences de la phase de chantier sur la ressource en eaux souterraines concernent leur contamination par des rejets de substances polluantes (hydrocarbures provenant d'une fuite de réservoir ou d'un accident d'un engin de chantier, effluents divers issus du stockage de produits et de matériaux ...), liée à la mise à nu des terrains.
Compte tenu du contexte, ces incidences sur la ressource en eaux souterraines restent limitées.

D'un point de vue quantitatif, le projet va générer des terrassements. Potentiellement, les écoulements de sub-surface pourraient être impactés par les aménagements projetés. Des mesures seront prévues en phase travaux pour garantir la maîtrise hydraulique et qualitative du projet.

Pendant la phase chantier, toutes les dispositions afin d'éviter la pollution et contamination des eaux de ruissellement de la plate-forme routière seront prises.
Pendant l'exécution des déblais, les travaux seront conduits de manière à éviter que la forme ou les matériaux de déblais à utiliser en remblais ne soient détrempés ou dégradés par les eaux de pluie.
Une pente suffisante sera maintenue en permanence à cet effet à la surface des déblais. Par ailleurs, des saignées, rigoles, fossés et ouvrages provisoires pourront être nécessaires pour le stockage et l'évacuation des eaux hors des tranchées et assurer la protection des ouvrages pour toute la durée des travaux.

Les risques d'interception des eaux dans les tranchées en cas d'orage seront notamment pris en considération.

6.2.2. Gestion des eaux pluviales

6.2.2.1. Évolution des surfaces imperméabilisées

Le projet LOR prévoit une évolution des surfaces imperméabilisées avec notamment :

- une imperméabilisation additionnelle totale d'environ 13 684 m^2 ;
- une simple désimperméabilisation totale d'environ 1 096 m^2 ;
- une désimperméabilisation totale avec revêtement drainant d'environ 1 557 m^2.

A l'issue du projet la voirie passera d'une surface imperméabilisée (hors bassins versants interceptés) d'environ 230 000 m^2 à 241 031 m^2 soit une augmentation d'environ 5%.

De même, la surface active totale passe alors de 15,1 ha à 16,2 ha soit une augmentation d'environ 7%.

L'évolution des surfaces imperméabilisées demeure donc faible.

L'annexe 0 illustre l'imperméabilisation projetée.

6.2.2.2. Incidences sur les volumes ruisselés et mesures mises en place

Comme mentionné au paragraphe §5.2.3.3.4, les solutions retenues pour la gestion des eaux pluviales pour le projet LOR portent sur la mise en place d'ouvrages linéaires de rétention et infiltration (tranchée et/ou noue), le maintien de rejet diffus dans les zones déjà concernées, la réfection de certains fossés et traversées ainsi que l'implantation de bassins de rétention avec volume mort permettant un traitement qualitatif des eaux de pluies.

L'objectif de ces solutions est de compenser l'imperméabilisation supplémentaire et de ne pas aggraver les débits de pointe à l'aval.

6.2.2.3. Incidences sur la qualité des eaux superficielles

La qualité des eaux superficielles est susceptible d'être affectée par :

- Une pollution saisonnière.

L'entretien hivernal des voiries conduit à utiliser des fondants chimiques (NaCl, CaCl2, ...) à des doses et des fréquences variables en fonction des conditions météorologiques. Bien que passagère, cette pollution peut constituer une source importante de contamination des milieux aquatiques.

En cas de précipitations neigeuses, la fréquence des passages est adaptée à l'intensité de la chute et au trafic routier.
Il faut relever que ces produits ne subissent, par ailleurs, aucun phénomène d'accumulation dans les milieux d'eaux courantes.

Les charges polluantes inhérentes à l'entretien saisonnier des voiries et dépendances végétales sont difficilement maîtrisables à posteriori. S'agissant pour l'essentiel d'une pollution dissoute dans les eaux de ruissellement, elle ne peut être éliminée par les dispositifs de traitement projetés. Les mesures préconisées ont donc trait à une maîtrise « en amont » par une meilleure gestion des conditions d'emploi des produits.

En ce qui concerne les sels de déverglaçage, la politique de viabilité hivernale des services d'entretien sera raisonnée et s'appuiera sur les précautions suivantes :

- Il n'y aura pas de salage préventif systématique au profit d'un salage ciblé en fonction des prévisions météorologiques, réalisé dans les délais les plus courts précédant l'avènement des intempéries. Les informations nécessaires à la mise en œuvre d'une telle approche sont recueillies auprès des services spécialisés de Météo France et par une surveillance des conditions atmosphériques au voisinage immédiat de l'aménagement ;
- La nature des fondants est adaptée aux conditions d'humidité de la chaussée. L'apport fractionné de ces doses est favorable à l'efficacité du traitement.

De même, des moyens mécaniques seront utilisés sur les espaces verts.

- Une pollution accidentelle

Il s'agit de la pollution liée à un déversement de matières dangereuses consécutif à un accident de la circulation. La gravité des conséquences est variable ; elle dépend de la nature et de la quantité du produit déversé, mais également de la sensibilité du milieu récepteur susceptible d'être affecté (sensibilité liée en particulier aux usages affectés au milieu).

De tels événements se produisent principalement hors des agglomérations et sur les grands axes de transit (autoroute, route nationale ou départementale).

Le projet étant concerné par une voie départementale (RD901), le risque de pollution accidentelle des eaux superficielles ne peut être totalement exclu. Toutefois, ce risque demeure limité compte tenu de la faible probabilité d'occurrence d'un accident impliquant le transport de matières dangereuses.
Le projet concernant une voie existante, ce risque est déjà présent sur l'ensemble du tracé. Toutefois les mesures suivantes sont prévues afin de réduire les risques associés à des pertes de confinement :

- Mise en place d'un bassin de rétention avec volume mort et traitement qualitatif des eaux de pluies au niveau du giratoire du téléphérique
- Mise en place d'un bassin de rétention avec volume mort et traitement qualitatif des eaux de pluies au niveau du giratoire de Monétier les bains

Ces dispositions permettraient de réduire significativement les transferts de pollution vers le réseau hydrographique en cas de renversement au niveau de ces deux giratoires.

- Une pollution chronique

Les aménagements routiers induisent une concentration des flux hydrauliques en direction d'exutoires ponctuels.
La route départementale RD 1091 est existante, et les travaux d'élargissement sur certaines portions ne vont influer que faiblement sur cet effet de concentration.
Les bassins mis en place au niveau des giratoires du téléphérique et du Monétier contribue également à réduire la pollution chronique au niveau de ces deux secteurs.

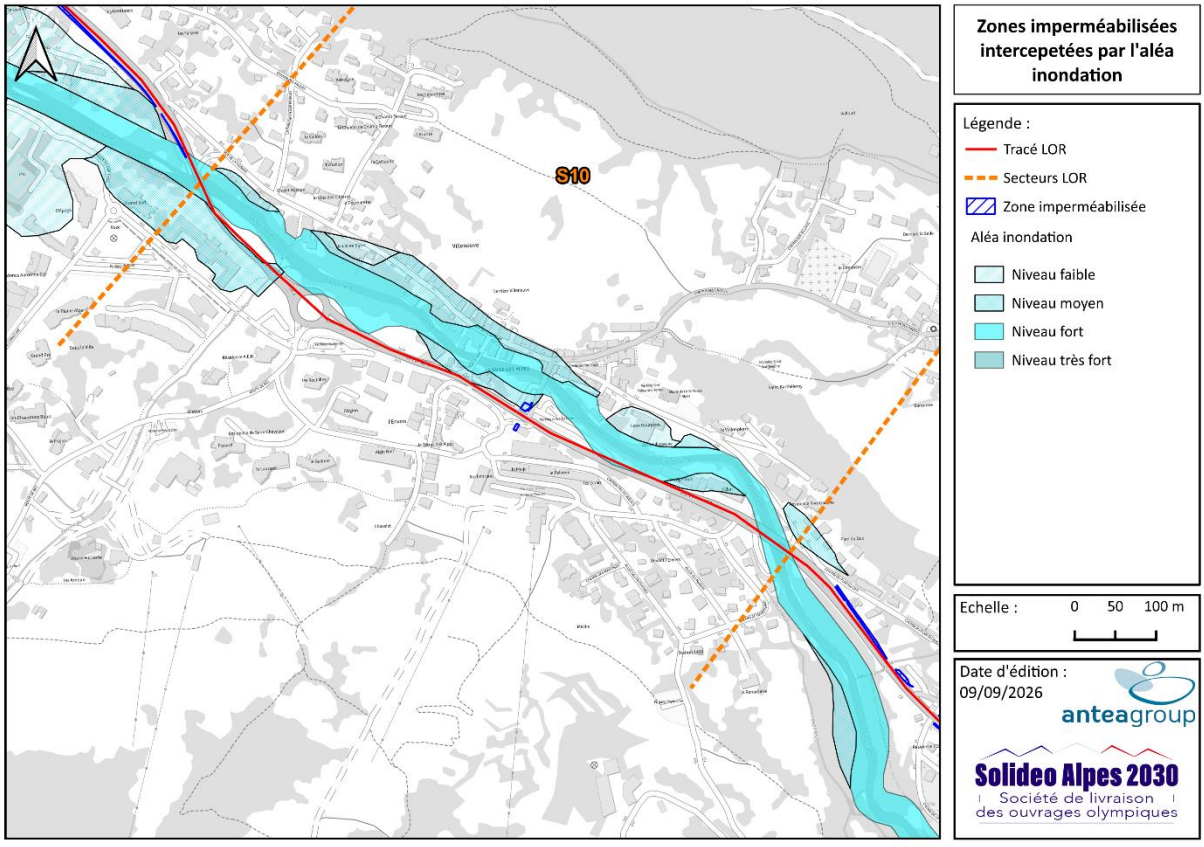
6.2.3. Interface avec les zones d'aléas

Le projet intègre la réalisation de surfaces imperméabilisées ponctuelles, dont certaines intersectent des secteurs exposés à des aléas naturels. L'évaluation de ces interfaces est détaillée ci-après pour chaque type d'aléa concerné : crues torrentielles et inondations.

6.2.3.1. Aléa inondation

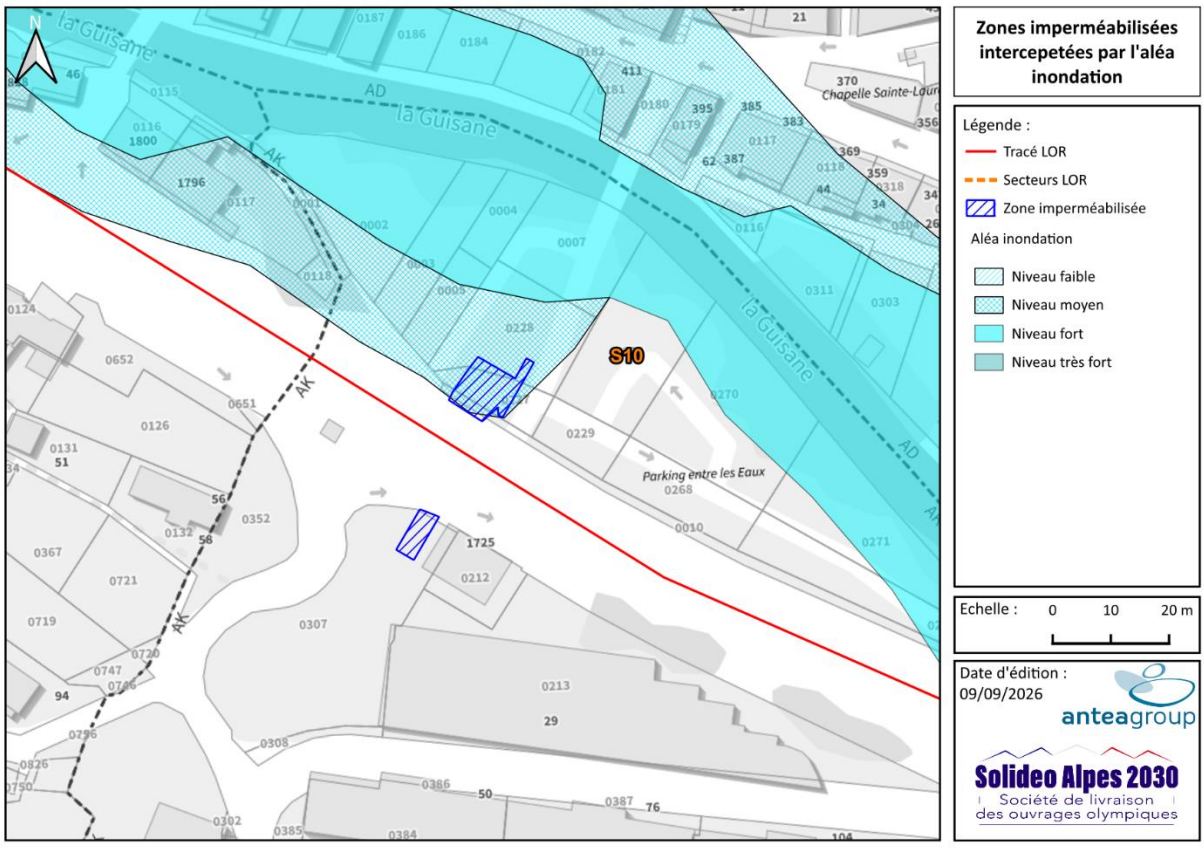
Les figures suivantes montrent l'intersection entre les surfaces imperméabilisées projetées et les zones exposées à l'aléa inondation.

Figure 47 : Zones imperméabilisées interceptées par l'aléa inondation

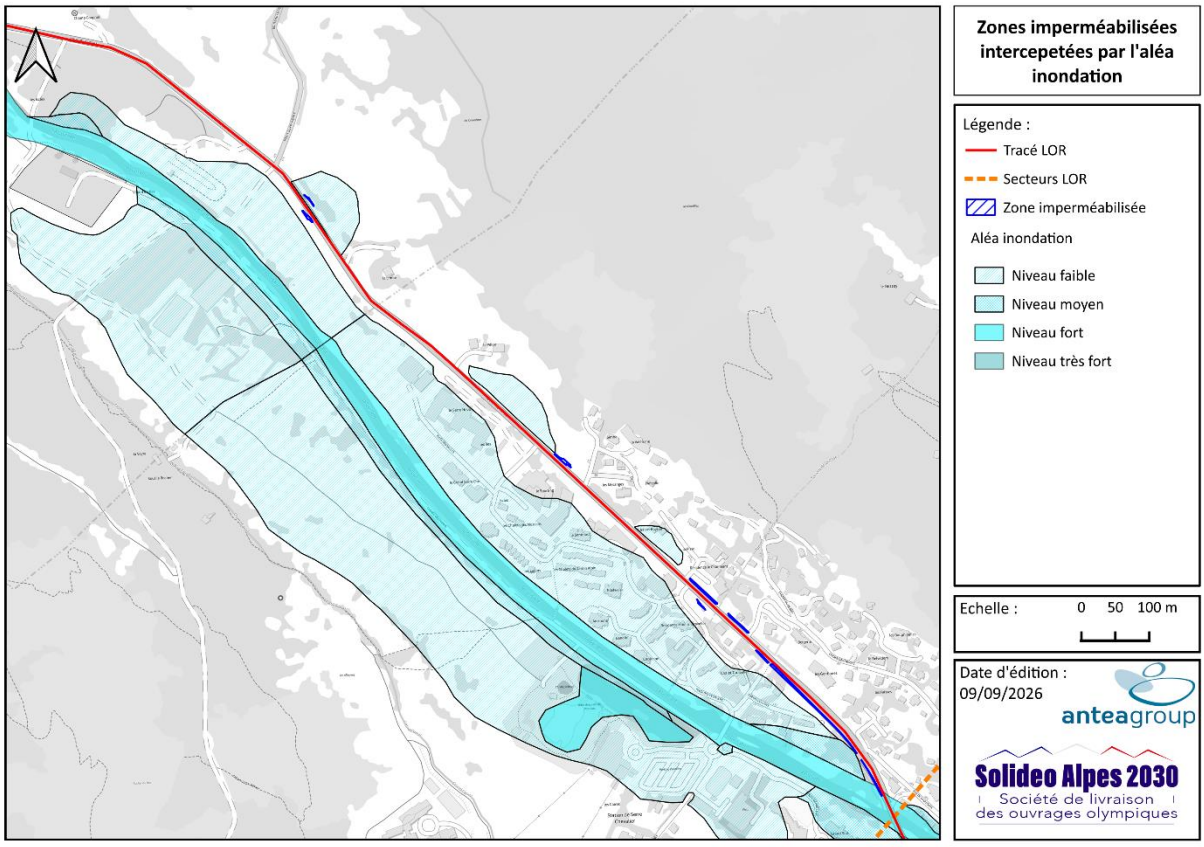


La figure ci-dessous présente pour le secteur 10 une vue zoomée sur la zone d'aléa interceptée par le projet.

Figure 48 : Zone imperméabilisée du secteur 10 interceptée par l'aléa inondation (construction passerelle)

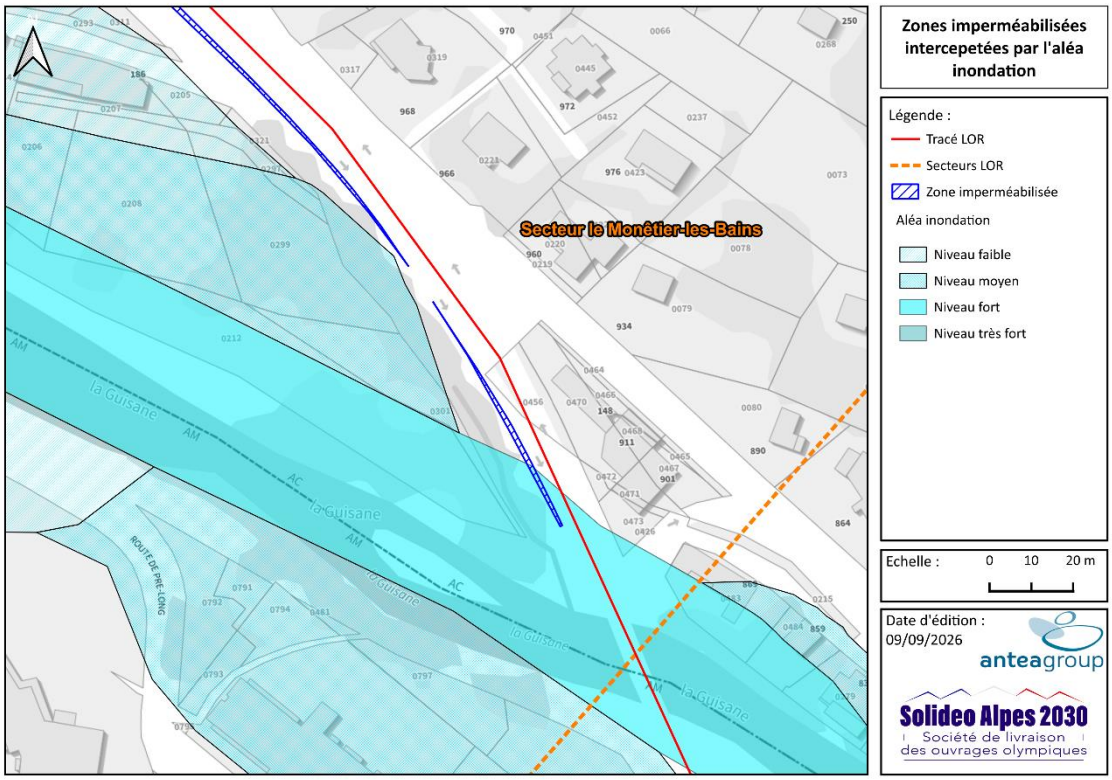


Il s'agit d'une zone d'aléa moyen sur laquelle sera positionné le pied de la passerelle piéton. Les travaux ne nécessiteront aucun remblai et la passerelle sera conçue de façon à ne pas générer d'obstacle à l'écoulement des eaux. La surface imperméabilisée est de 85 m^2 dont 81 m^2 en zone d'aléa.

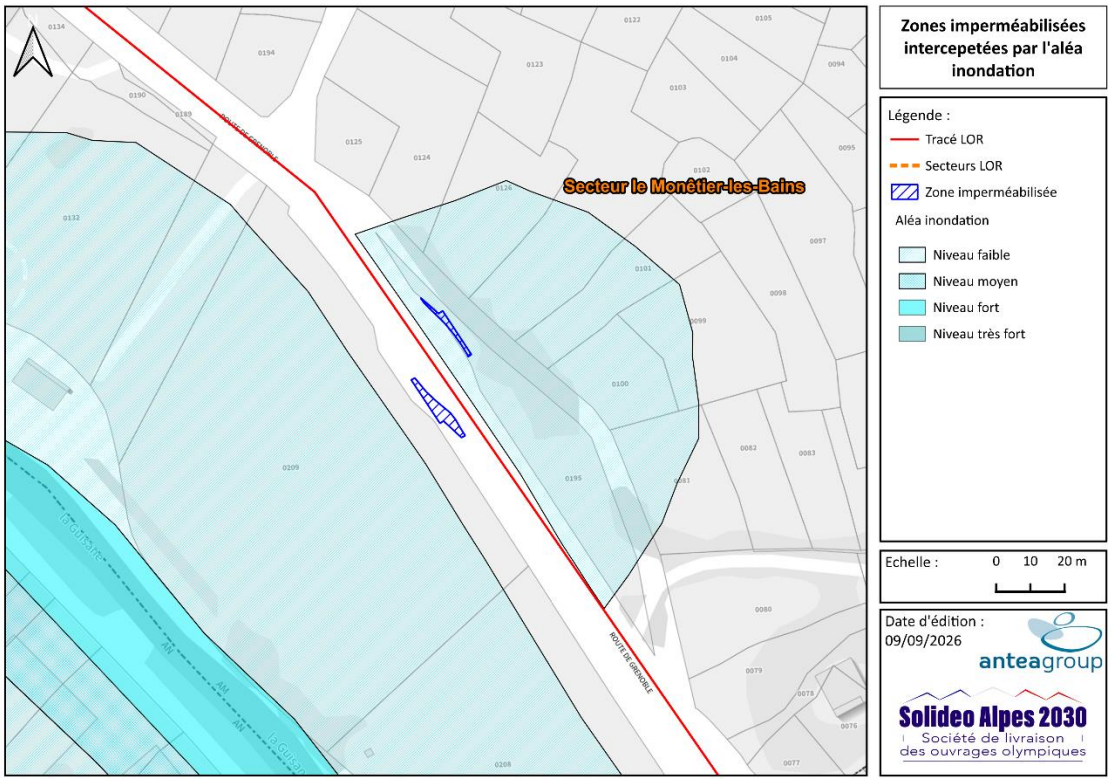


Les figures ci-dessous présentent pour le secteur 11 une vue zoomée sur la zone d'aléa interceptée par le projet.

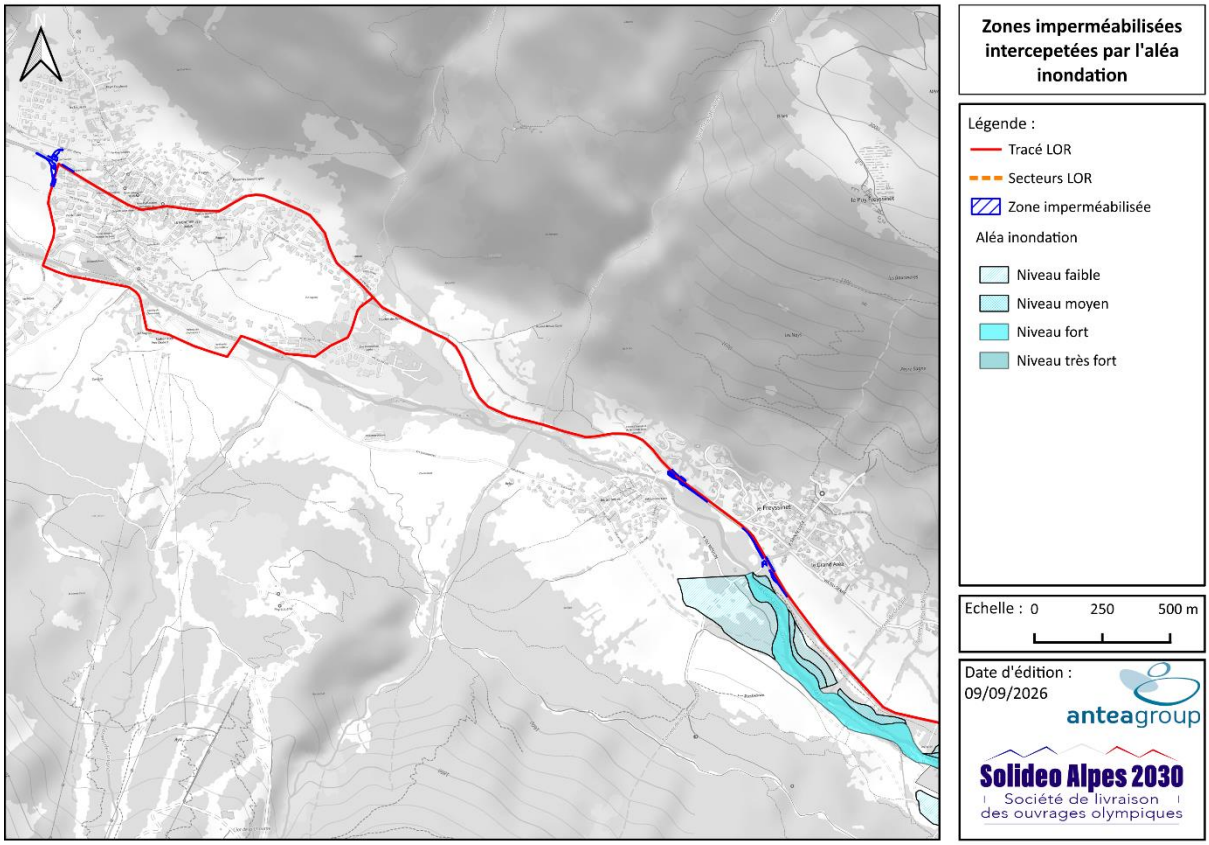
Figure 49 : Zones imperméabilisée du secteur 11 interceptée par l'aléa inondation



La surface imperméabilisée totale est de 41 m^2 dont 13,5 m^2 en zone d'aléa fort.



La surface imperméabilisée totale est de 23 m^2 dont 23 m^2 en zone d'aléa faible.



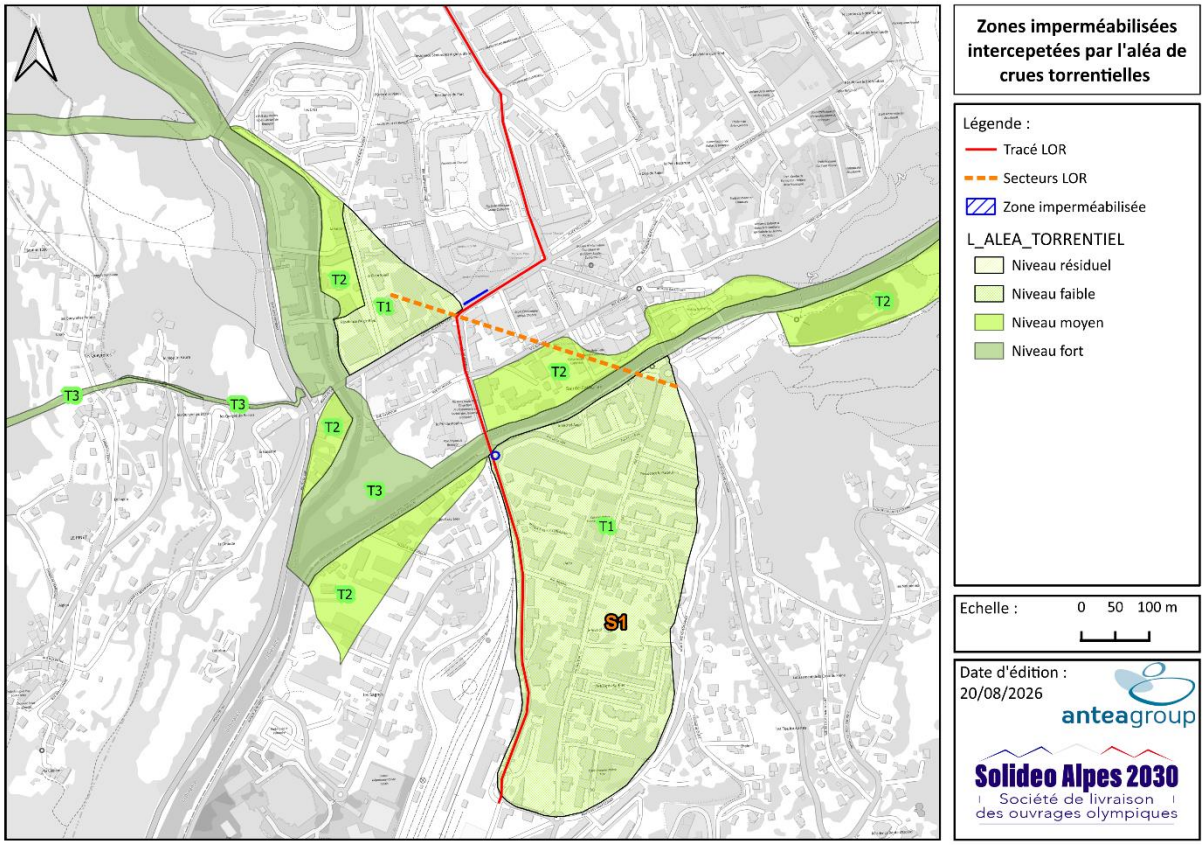
Aucune zone d'aléa n'est interceptée par le projet dans ce secteur de Monétier les bains.

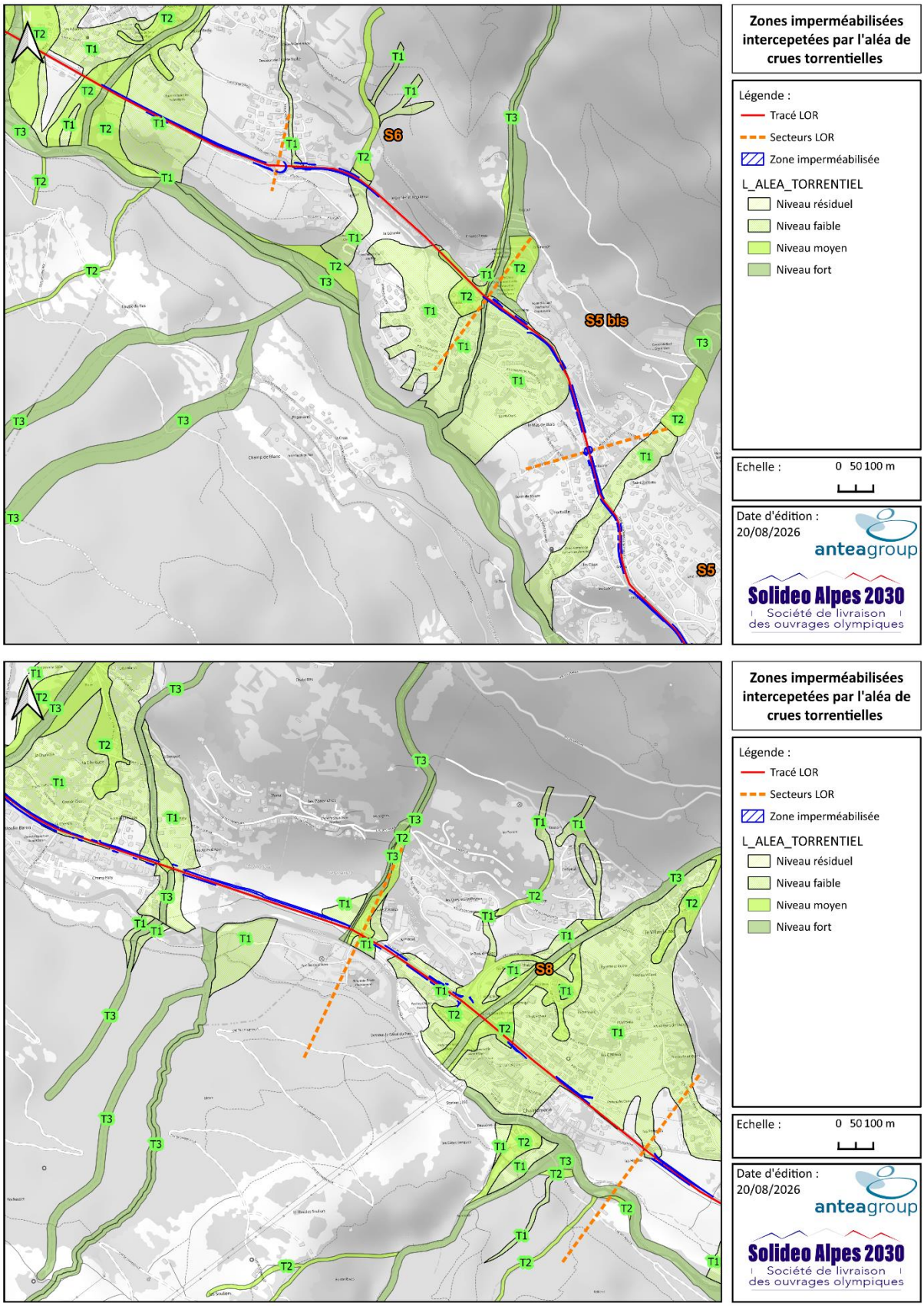
Les surfaces concernées demeurent très faibles et ponctuelles. Ainsi, elles ne sont pas susceptibles de modifier significativement les conditions hydrauliques actuelles. Le projet ne devrait donc pas entraîner d'aggravation de l'aléa ou du risque d'inondation.

6.2.3.2. Aléa crue torrentielle

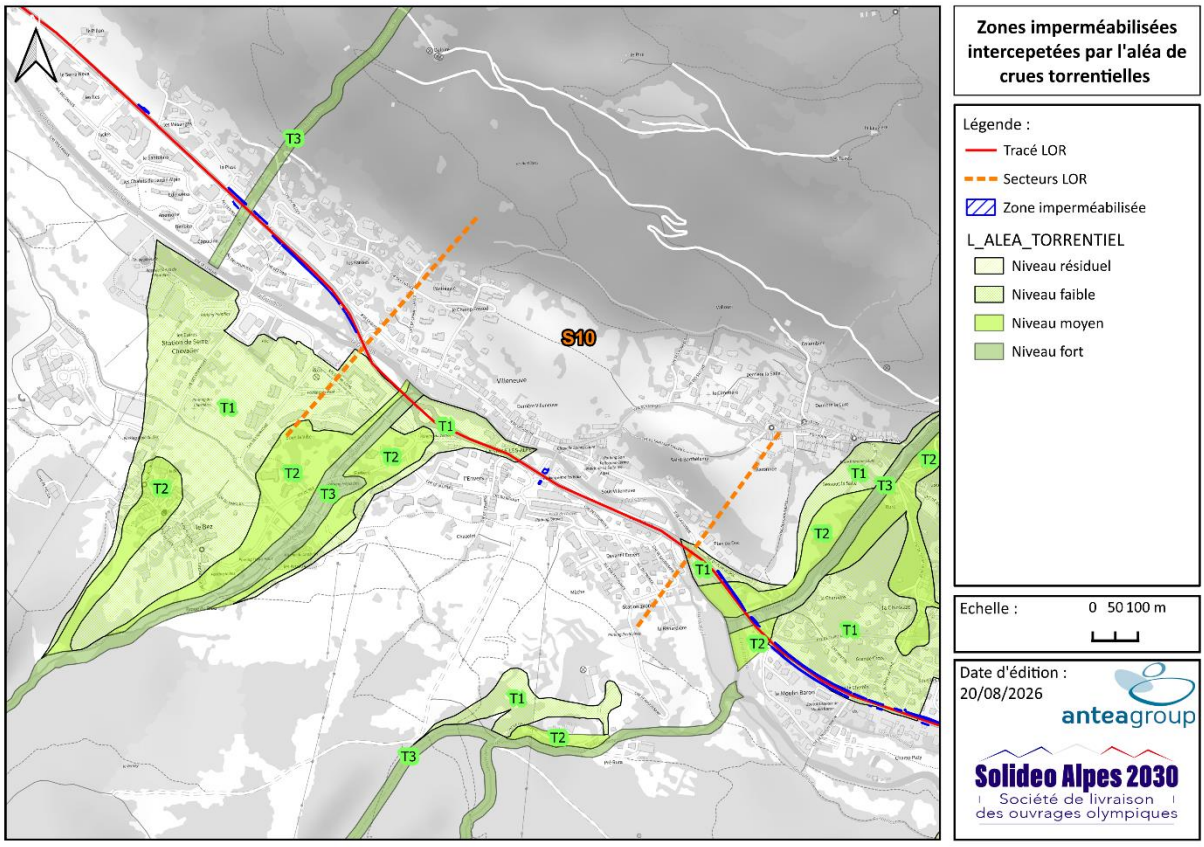
Les figures suivantes montrent l'intersection entre les surfaces imperméabilisées projetées et les zones exposées aux crues torrentielles.

Figure 50 : Zones imperméabilisées interceptées par l'aléas de crues torrentielles




S6
S5 bis
S5
Zones imperméabilisées intercepetées par l'aléa de crues torrentielles
Légende :
Tracé LOR
Secteurs LOR
Zone imperméabilisée
L_ALEA_TORRENTIEL
Niveau résiduel
Niveau faible
Niveau moyen
Niveau fort
Echelle : 0 50 100 m
Date d'édition : 20/08/2026
anteagroup
Solideo Alpes 2030
Société de livraison des ouvrages olympiques

S8
Zones imperméabilisées intercepetées par l'aléa de crues torrentielles
Légende :
Tracé LOR
Secteurs LOR
Zone imperméabilisée
L_ALEA_TORRENTIEL
Niveau résiduel
Niveau faible
Niveau moyen
Niveau fort
Echelle : 0 50 100 m
Date d'édition : 20/08/2026
anteagroup
Solideo Alpes 2030
Société de livraison des ouvrages olympiques



Les cartes précédentes mettent en évidence que l'intersection entre les surfaces imperméabilisées projetées et les zones soumises à l'aléa de crues torrentielles reste limitée à quelques secteurs du projet.

Les surfaces concernées demeurent toutefois ponctuellement faibles et correspondent principalement à des aménagements ponctuels de faible emprise au sol. De même, ces aménagements n'impliquent pas de modification de la topographie locale ni la création d'obstacles susceptibles de perturber les écoulements torrentiels. Ainsi, ils ne sont pas de nature à modifier significativement les conditions hydrauliques actuelles des secteurs concernés.

Au regard de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner une aggravation notable de l'aléa ou du risque de crues torrentielles.

6.2.4. Incidences sur les zones humides

Le projet impacte une surface de zone humide de l'ordre de 679 m^2. Ces surfaces feront l'objet de compensation.

Dans le cadre de ce projet, les impacts résiduels les zones humides concernée étant non significatifs (moins de 1 000 m^2 répartis sur plusieurs sites), la mise en place de mesures de

compensation ne semble pas nécessaire. (Source : Volet Naturel de l'étude d'incidence – 30 septembre 2026).

6.3. Compatibilité avec les objectifs du SDAGE et du SAGE

6.3.1. Le SDAGE Rhone-Méditerranée

Un Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un instrument français de mise en œuvre de la politique communautaire dans le domaine de l'eau, établie par la Directive Cadre sur l'eau (DCE). Ce document de planification a été institué initialement à partir de la loi sur l'eau de 1992. Il définit la politique à mener pour une période de six ans, pour stopper la détérioration et atteindre le bon état de toutes les eaux, cours d'eau, plans d'eau, nappes souterraines et eaux littorales.
La zone d'étude est comprise dans le périmètre du SDAGE du bassin Rhône Méditerranée.
Le 18 mars 2022, le comité de bassin Rhône Méditerranée a adopté le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) qui fixe la stratégie pour l'atteinte du bon état des milieux aquatiques en 2027.
Le SDAGE souligne l'importance de la gestion des eaux pluviales, qui doit faire face à l'augmentation de l'intensité des pluies susceptible d'aggraver les problèmes de ruissellement et leurs conséquences.

Les dispositions du SDAGE de nature à être concernées par les projets objet de la présente note sont :

- La disposition 5A-01 « **Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux** » ;
- La disposition 5A-03 **« Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine »** ;
- La disposition 5A-04 **« Éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées » ;**
- La disposition 8-01 : **« Préserver les champs d'expansion des crues »** ;
- La disposition 8-03 : **« Éviter les remblais en zones inondables »** ;
- La disposition 8-04 : **« Limiter la création et la rehausse des ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants »** ;
- La disposition 8-05 **« Limier le ruissellement à la source » ;**
- La disposition 8-06 « **Favoriser la rétention dynamique des écoulements** » ;
- La disposition 8-10 « **Développer des stratégies de gestion des débits solides dans les zones exposées à des risques torrentiels** ».

L'articulation du projet LOR vis-à-vis du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 est présenté ci-dessous :

Tableau 9 : Articulation du projet étudié avec les orientations du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027

Orientations et dispositions	Projet étudié
ORIENTATION FONDAMENTALE 0 : S'ADAPTER AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	
Disposition 0-01 : Agir plus vite et plus fort face au changement climatique	Le projet vise à renforcer la résilience du système de mobilité de la vallée de la Guisane en améliorant l'efficacité et l'attractivité des transports collectifs sur un axe actuellement soumis à une forte congestion routière. Le projet intègre par ailleurs des mesures de gestion des eaux pluviales compatibles avec les objectifs du SDAGE, notamment la recherche de solutions de rétention à la source, la prise en compte de l'infiltration lorsque les conditions le permettent et la compensation des effets de l'imperméabilisation. Ces dispositions contribuent à limiter la vulnérabilité du territoire face aux effets attendus du changement climatique, qu'il s'agisse de l'évolution des régimes hydrologiques, de l'augmentation des épisodes pluvieux intenses ou des besoins futurs en mobilité durable.
Disposition 0-02 : Développer la prospective pour anticiper le changement climatique	*Cette disposition concerne les pouvoirs publics.*
Disposition 0-03 : Éclairer la décision sur le recours aux aménagements nouveaux et infrastructures pour s'adapter au changement climatique	
Disposition 0-04 : Affiner la connaissance pour réduire les marges d'incertitude et proposer des mesures d'adaptation efficaces	
ORIENTATION FONDAMENTALE 1 : PRIVILEGIER LA PREVENTION ET LES INTERVENTIONS A LA SOURCE POUR PLUS D'EFFICACITE	
[...]	*Cette orientation concerne les pouvoirs publics.*
ORIENTATION FONDAMENTALE 2 : CONCRETISER LA MISE EN ŒUVRE DU PRINCIPE DE NON-DEGRADATION DES MILIEUX AQUATIQUES	
Disposition 2-01 : Mettre en œuvre la séquence « Éviter-réduire-compenser »	La phase conception du projet portant principalement sur l'intégration d'une voie réservée pour les transports collectifs a mis en œuvre de nombreuses mesures pour éviter et réduire les incidences des rejets en eaux pluviales : - Aménagements et élargissements ponctuels de la voirie limités aux stricts besoins fonctionnels du projet (sécurité, intermodalité, accessibilité des usagers et exploitation), permettant de réduire les surfaces nouvellement imperméabilisées. - Mis en œuvre de dispositifs de gestions d'eau pluviales afin de compenser l'imperméabilisation supplémentaire et de maintenir des conditions de rejet compatibles avec la situation actuelle, sans aggravation des débits de pointe à l'aval.
Disposition 2-02 : Évaluer et suivre les impacts des projets.	
Disposition 2-03 : Contribuer à la mise en œuvre du principe de non-dégradation via les SAGE et contrats de milieu et de bassin versant. Disposition 2-04 : Sensibiliser les maîtres d'ouvrages en amont des procédures réglementaires sur les enjeux environnementaux à prendre en compte	*Ces dispositions concernent les pouvoirs publics.*

Orientations et dispositions	Projet étudié
ORIENTATION FONDAMENTALE 3 : PRENDRE EN COMPTE LES ENJEUX ECONOMIQUES ET SOCIAUX DES POLITIQUES DE L'EAU	
[...]	*Cette orientation concerne les pouvoirs publics.*
ORIENTATION FONDAMENTALE 4 : RENFORCER LA GOUVERNANCE LOCAL DE L'EAU POUR ASSURER UNE GESTION INTEGREE DES ENJEUX	
[...]	*Cette orientation concerne les pouvoirs publics.*
ORIENTATION FONDAMENTALE 5 : LUTTER CONTRE LES POLLUTIONS EN METTANT LA PRIORITE SUR LES POLLUTIONS PAR LES SUBSTANCES DANGEREUSES ET LA PROTECTION DE LA SANTE	
Orientation fondamentale 5A : Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	
Disposition 5A-01 : Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux	Le projet ne génère pas de pollutions d'origine domestique ou industrielle.
Disposition 5A-02 : Pour les milieux particulièrement sensibles aux pollutions, adapter les conditions de rejet en s'appuyant sur la notion de « flux admissible »	Le projet intègre des dispositifs de gestion des eaux pluviales permettant : - de compenser l'imperméabilisation supplémentaire et de ne pas aggraver les débits de pointe à l'aval - de préserver les conditions actuelles de rejet en maintenant un fonctionnement comparable aux écoulements diffus existants et en limitant les incidences sur le foncier et l'environnement ; - d'assurer un traitement qualitatif des eaux pluviales.
Disposition 5A-03 : Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine	*Sans objet : Le site est localisé en milieu montagnard.*
Disposition 5A-04 : Éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées	Eviter : Le projet limite autant que possible la création de nouvelles surfaces imperméabilisées. Les aménagements concernent majoritairement les emprises routières existantes et les surfaces nouvellement imperméabilisées ont été restreintes aux besoins strictement nécessaires au projet. Les surfaces retenues ont été réduites de manière très significative par rapport à l'étude AVP Réduire : Afin de limiter les incidences de l'imperméabilisation résiduelle, le projet intègre des dispositifs de gestion des eaux pluviales permettant de maîtriser les volumes ruisselés, de ne pas aggraver les débits de pointe à l'aval et d'assurer un traitement qualitatif des eaux de ruissellement. Compenser : Les mesures d'évitement et de réduction mises en œuvre permettent de limiter les incidences du projet à un niveau compatible avec les objectifs de gestion des eaux pluviales. Aucune mesure compensatoire spécifique n'est prévue à ce stade.
Disposition 5A-05 : Adapter les dispositifs en milieu rural en confortant les services d'assistance technique	*Cette disposition concerne les collectivités locales compétentes en matière d'assainissement et d'eau potable.*
Disposition 5A-06 : Établir et mettre en œuvre des schémas directeurs d'assainissement qui intègrent les objectifs du SDAGE	*Cette disposition concerne les pouvoirs publics.*

Orientations et dispositions	Projet étudié
Disposition 5A-07 : Réduire les pollutions en milieu marin	*Sans objet : La zone d'implantation du projet n'est pas localisée à proximité d'un milieu marin.*
Orientation fondamentale 5B : Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques	
Disposition 5B-01 : Anticiper pour assurer la non-dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation Disposition 5B-02 : Restaurer les milieux dégradés en agissant de façon coordonnée à l'échelle du bassin versant Disposition 5B-03 : Réduire les apports en phosphore et en azote dans les milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation Disposition 5B-04 : Engager des actions de restauration physique des milieux et d'amélioration de l'hydrologie	*Dispositions sans lien avec le projet*
Orientation fondamentale 5C : Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses	
Disposition 5C-01 : Décliner les objectifs de réduction nationaux des émissions de substances au niveau du bassin Disposition 5C-02 : Développer des approches territoriales pour réduire les émissions de substances dangereuses et le niveau d'imprégnation des milieux	*Ces dispositions concernent les pouvoirs publics.*
Disposition 5C-03 : Réduire les pollutions que concentrent les agglomérations	*Ces dispositions concernent les pouvoirs publics.*
Disposition 5C-04 : Conforter et appliquer les règles d'une gestion précautionneuse des travaux sur les sédiments aquatiques contaminés Disposition 5C-05 : Maîtriser et réduire l'impact des pollutions historiques Disposition 5C-06 : Intégrer la problématique « substances dangereuses » dans le cadre des SAGE et des dispositifs contractuels Disposition 5C-07 : Valoriser les connaissances acquises et assurer une veille scientifique sur les pollutions émergentes, pour guider l'action et évaluer les progrès accomplis	*Ces dispositions concernent les pouvoirs publics.*
Orientation fondamentale 5D : Lutter contre les pollutions par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles	
[...]	*Sans objet compte tenu du projet (absence d'utilisation de pesticides)*
Orientation fondamentale 5E : Évaluer, prévenir et maitriser les risques pour la santé humaine	
A. Protéger la ressource en eau potable	
Disposition 5E-01 : Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable	*La zone d'implantation du projet n'est pas sur une ZRE.* *La zone d'implantation du projet est en dehors des périmètres de protection de captages.*
Disposition 5E-02 : Délimiter les aires d'alimentation des captages d'eau potable prioritaires, pollués par les nitrates ou les pesticides, et restaurer leur qualité	*Ces dispositions concernent les pouvoirs publics.* *La zone d'implantation du projet est en dehors des périmètres de protection de captages.*
Disposition 5E-03 : Renforcer les actions préventives de protection des captages d'eau potable	
Disposition 5E-04 : Restaurer la qualité des captages d'eau potable pollués par les nitrates par des zones d'actions renforcées	

Orientations et dispositions	Projet étudié
B. Atteindre les objectifs de qualité propres aux eaux de baignade et aux eaux conchylicoles	
[...]	*Dispositions sans lien avec le projet*
C. Réduire l'exposition des populations aux substances chimiques via l'environnement, y compris les polluants émergents	
[...]	*Dispositions sans lien avec le projet*
ORIENTATION FONDAMENTALE 6 : PRESERVER ET RESTAURER LE FONCTIONNEMENT NATUREL DES MILIEUX AQUATIQUES ET DES ZONES HUMIDES	
Orientation fondamentale 6A : Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques	
[...]	*Dispositions sans lien avec le projet*
Orientation fondamentale 6B : Préserver, restaurer et gérer les zones humides	
[...]	*Le projet impacte une surface de zone humide de l'ordre de 566 m². Ces surfaces feront l'objet de compensation*
Orientation fondamentale 6C : Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau	
[...]	*Ces dispositions concernent les pouvoirs publics.*
ORIENTATION FONDAMENTALE 7 : ATTEINDRE L'EQUILIBRE QUANTITATIF EN AMELIORANT LE PARTAGE DE LA RESSOURCE EN EAU ET EN ANTICIPANT L'AVENIR	
Orientation fondamentale 7A : Concrétiser les actions de partage de la ressource et d'économie d'eau dans les secteurs en déséquilibre quantitatif ou à l'équilibre précaire	
Disposition 7-01 : Élaborer et mettre en œuvre des plans de gestion de la ressource en eau	*Cette disposition concerne les pouvoirs publics.*
Disposition 7-02 : Démultiplier les économies d'eau	*Dispositions sans lien avec le projet*
Disposition 7-03 : Recourir à des ressources de substitution dans le cadre des projets de territoire	*Cette disposition concerne les pouvoirs publics.*
Orientation fondamentale 7B : Anticiper et s'adapter à la rareté de la ressource en eau	
Disposition 7-04 : Anticiper face aux effets du changement climatique	*Dispositions sans lien avec le projet*
Disposition 7-05 : Rendre compatible les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource en eau	*Cette disposition concerne les pouvoirs publics.*
Disposition 7-06 : Mieux connaitre et encadrer les prélèvements à usage domestique	*Cette disposition concerne les pouvoirs publics.*
Orientation fondamentale 7C : Renforcer les outils de pilotage et de suivi	
[...]	*Ces dispositions concernent les pouvoirs publics*
ORIENTATION FONDAMENTALE 8 : AUGMENTER LA SECURITE DES POPULATIONS EXPOSEES AUX INONDATIONS EN TENANT COMPTE DU FONCTIONNEMENT NATUREL DES MILIEUX AQUATIQUES	
Orientation fondamentale 8A : Agir sur les capacités d'écoulement	
Disposition 8-01 : Préserver les champs d'expansion des crues	Le projet évite toute réduction significative des volumes de stockage des eaux et prévoit le maintien des conditions naturelles d'écoulement. Les dispositifs de gestion des eaux pluviales mis en œuvre garantissent l'absence d'aggravation du risque d'inondation et la conservation du fonctionnement hydraulique existant.
Disposition 8-02 : Rechercher la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues	*Ces dispositions concernent les pouvoirs publics.*
Disposition 8-03 : Éviter les remblais en zones inondables	La zone d'implantation du projet est située à proximité immédiate de secteurs soumis à un aléa inondation faible à fort et les recoupe ponctuellement. Toutefois,
Disposition 8-04 : Limiter la création et la rehausse des ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants	

Orientations et dispositions	Projet étudié
	les aménagements projetés n'impliquent ni remblais significatifs en zone inondable ni création ou rehausse d'ouvrage de protection dans les secteurs concernés
Disposition 8-05 : Limiter le ruissellement à la source	Le projet entrainera une imperméabilisation limitée de surfaces (estimée à 13 684 m^2) et une désimperméabilisation (estimée à 2 653 m^2). Les ouvrages de gestion des eaux pluviales projetés sont situés immédiatement en bordure de voie. Cette démarche vise à ralentir les transferts d'eau vers l'aval, à favoriser l'infiltration lorsqu'elle est possible, et le stockage temporaire des eaux pluviales.
Disposition 8-06 : Favoriser la rétention dynamique des écoulements	
Disposition 8-07 : Restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux qui permettent de réduire les crues et les submersions marines	*Ces dispositions concernent les pouvoirs publics.*
Disposition 8-08 : Préserver et améliorer la gestion de l'équilibre sédimentaire	
Disposition 8-09 : Gérer la ripisylve en tenant compte des incidences sur l'écoulement des crues et la qualité des milieux	
Orientation fondamentale 8B : Prendre en compte les risques torrentiels	
8-10 : Développer des stratégies de gestion des débits solides dans les zones exposées à des risques torrentiels	Le projet recoupe ponctuellement des secteurs exposés aux aléas de crues torrentielles. Toutefois, les aménagements prévus demeurent de faible ampleur, sans création d'ouvrages de dimension significative susceptibles de modifier significativement les écoulements ou d'altérer le fonctionnement hydraulique.
Orientation fondamentale 8C : Prendre en compte l'érosion côtière du littoral	
[...]	*La zone de projet ne se situe pas sur le littoral*

Le projet est compatible avec les orientations du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027.

6.3.2. Le SAGE de la Durance

Le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) est un outil de planification, institué par la loi sur l'eau de 1992, visant la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.

Déclinaison du SDAGE à une échelle plus locale, il vise à concilier la satisfaction et le développement des différents usages (eau potable, industrie, agriculture, ...) et la protection des milieux aquatiques, en tenant compte des spécificités d'un territoire. Délimité selon des critères naturels, il concerne un bassin versant hydrographique ou une nappe. Il repose sur une démarche volontaire de concertation avec les acteurs locaux.

Il est un instrument essentiel de la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau (DCE).

La zone d'étude est comprise dans le périmètre du SAGE de la Durance. **Le SAGE de la Durance est en cours d'élaboration.**
Le périmètre du SAGE a été arrêté le 10 décembre 2021. Le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD) est la structure porteuse et animatrice de la démarche SAGE Durance.

6.4. Document d'incidence NATURA 2000

6.4.1. Rappel du cadre juridique

6.4.1.1. Le réseau Natura 2000

La création du réseau Natura 2000 constitue le pivot de la politique communautaire de conservation de la nature. Chaque pays de l'Union Européenne doit identifier sur son territoire les zones naturelles les plus remarquables par leur richesse naturelle et en décrire les moyens d'en assurer la conservation à long terme.

Le réseau Natura 2000 est donc un réseau d'espaces naturels visant à préserver les richesses naturelles de l'Union Européenne tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles. Il est composé :

- **Des ZSC désignées au titre de la directive Habitats-Faune-Flore** (92/43/CEE, complétée par 2006/105/CE) concernant la protection des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvage. Les annexes I et II de ce texte énumèrent respectivement les habitats naturels et les espèces d'intérêt communautaire dont certains sont prioritaires (en voie de disparition). Cette directive a été transcrite en droit français par l'ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001. Avant d'être définitivement désignés en ZSC par arrêté ministériel, les sites Natura 2000 sont qualifiés de SIC – Sites d'Intérêt Communautaire (le statut réglementaire est équivalent) ;
- **Des Zones de Protection Spéciales (ZPS) désignées au titre de la directive Oiseaux** (2009/147/CE ex 79/409/CEE) qui visent à assurer la préservation de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen. L'Annexe I de ce texte énumère les espèces les plus menacées au niveau européen qui doivent faire l'objet de mesures de conservation spéciales concernant leur habitat afin d'assurer leur survie et leur reproduction.

Pour maintenir ces zones dans un état de conservation favorable, les États Membres peuvent utiliser des mesures complémentaires, administratives ou contractuelles. L'objectif est de promouvoir une gestion adaptée des habitats tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités régionales et locales de chaque État Membre.
L'objectif de ce réseau est d'assurer la pérennité ou, le cas échéant, le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels, des habitats d'espèces de la Directive « Habitats » et des habitats d'espèces de la directive « Oiseaux ».
Ce réseau européen de sites Natura 2000 doit aussi contribuer à la mise en œuvre du concept de développement durable en cherchant à concilier au sein des sites qui le composent les exigences écologiques des habitats naturels et des espèces en cause avec les exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que les particularités régionales et locales. Ces sites ne sont donc pas des zones protégées d'où l'homme serait exclu, et encore moins des sanctuaires de nature. Ils sont simplement des espaces gérés avec tous les usagers, de telle sorte qu'ils puissent préserver leurs richesses patrimoniales et leur identité en maintenant les activités humaines.
Ainsi, la désignation des sites ne conduit pas les États Membres à interdire a priori les activités humaines, dès lors que celles-ci ne remettent pas en cause significativement l'état de conservation favorable des habitats et des espèces concernées.

6.4.1.3. Cadre réglementaire

Conformément aux articles 6.3 et 6.4 de la Directive « Habitats » (92/43/CEE) et aux dispositions réglementaires prévues aux articles L. 414-4 à L. 414-7 et articles R. 414-10 et R. 414-19 à R. 414-24 du Code de l'environnement et en référence au décret n° 2001-1216 du 20 décembre 2001 relatif à la gestion des sites Natura 2000, modifiant le code rural, une évaluation des incidences du projet sur l'état de conservation des espèces et des habitats d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation des sites potentiellement impactés doit être réalisée. Le Décret n° 2010-365 du 9 avril 2010 et la circulaire du 15 avril 2010, relatifs à l'évaluation des incidences Natura 2000, ont précisé et modifié les modalités de constitution du dossier d'évaluation.

L'objectif est d'apprécier si le projet a ou non des effets significatifs dommageables sur l'état de conservation des habitats et/ou espèces ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 (habitats et espèces indiqués dans le Formulaire standard des données). Les effets du projet sont également évalués en tenant compte des objectifs de conservation et de restauration définis dans les documents d'objectifs.

6.4.1.4. Contenu de l'évaluation des incidences

Le contenu de l'évaluation des incidences est défini par l'article R. 414-23 du code de l'environnement.

L'évaluation des incidences se fait au regard des objectifs de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire (espèces animales et végétales), pour lesquelles le site a été désigné. C'est-à-dire au regard de l'ensemble des mesures requises pour conserver ou rétablir ces habitats et ces populations d'espèces de faune et de flore dans un état favorable à leur maintien à long terme.

L'évaluation des incidences porte sur les zones naturelles relevant des dispositions de la Directive « Habitats » 92/43/CEE du 21 mai 1992 et de la directive « Oiseaux » 79/409/CEE du 2 avril 1979. La transposition en droit français de ces directives a été achevée par les articles L.414-1 à 7 et les articles R.414-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Cette analyse d'incidences est menée conformément aux articles 6.3 et 6.4 de la Directive « Habitats » ainsi qu'au décret n°2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences sur les sites Natura 2000, complété par la circulaire du 15 avril 2010.

Ces dispositions prévoient que les programmes ou projets d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou installations, lorsqu'ils sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site.

Le dossier d'évaluation des incidences comprend :

- Une première partie (évaluation préliminaire) consacrée à la description du projet (incluant une carte de sa localisation par rapport aux sites Natura 2000) et à l'analyse de ses éventuels effets notables, temporaires ou permanents, directs ou indirects, sur les habitats naturels et les espèces ayant justifié la désignation du site. S'il apparaît que le projet n'engendre aucun effet notable dommageable sur l'état de conservation des habitats et des espèces ayant justifié la désignation du site Natura 2000, l'évaluation des

incidences se termine avec cette évaluation préliminaire. Dans le cas contraire, après une analyse des incidences attendues, la deuxième partie doit être développée ;
- Une deuxième partie consacrée aux mesures proposées pour supprimer ou réduire les effets dommageables notables du projet (évaluation détaillée première partie) sur les objectifs de conservation du site Natura 2000 et à l'exposé des éventuels effets dommageables résiduels après la mise en œuvre des mesures précitées. Si malgré les mesures proposées, l'incidence résiduelle reste significative sur l'état de conservation des habitats et des espèces ayant justifié la désignation du site Natura 2000, le dossier doit comprendre également une troisième partie relative à la justification et aux mesures compensatoires ;
- **Si les mesures prévues à la deuxième étape précitée ne suffisent pas** pour supprimer ou réduire les effets significatifs dommageables du projet sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site Natura 2000, une troisième partie **(évaluation détaillée deuxième partie)** consacrée à l'exposé des raisons de l'absence de solution alternative satisfaisante (description des solutions alternatives), de la justification de la réalisation du projet et des mesures compensatoires prévues pour maintenir la cohérence globale du réseau Natura 2000, ainsi que de l'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge par le maître d'ouvrage.

L'effet notable dommageable doit être apprécié à la lumière des caractéristiques et des conditions environnementales spécifiques du site concerné par le projet, compte tenu particulièrement des objectifs de conservation et de restauration définis dans le DOCOB (Document d'Objectifs).

L'atteinte à l'état de conservation d'un habitat ou d'une espèce ayant justifié la désignation du site constitue un effet dommageable notable. Dans ce cas, le projet remet en cause l'intégrité écologique du site Natura 2000.

L'état de conservation est apprécié en fonction de la vulnérabilité des habitats et des espèces dans leur aire de répartition naturelle.

L'évaluation des incidences doit répondre au principe de proportionnalité, c'est-à-dire en relation avec l'importance (a priori) des effets du projet sur l'état de conservation des espèces d'intérêt communautaire qui ont justifié la désignation du site Natura 2000 (Art. R 414-23).

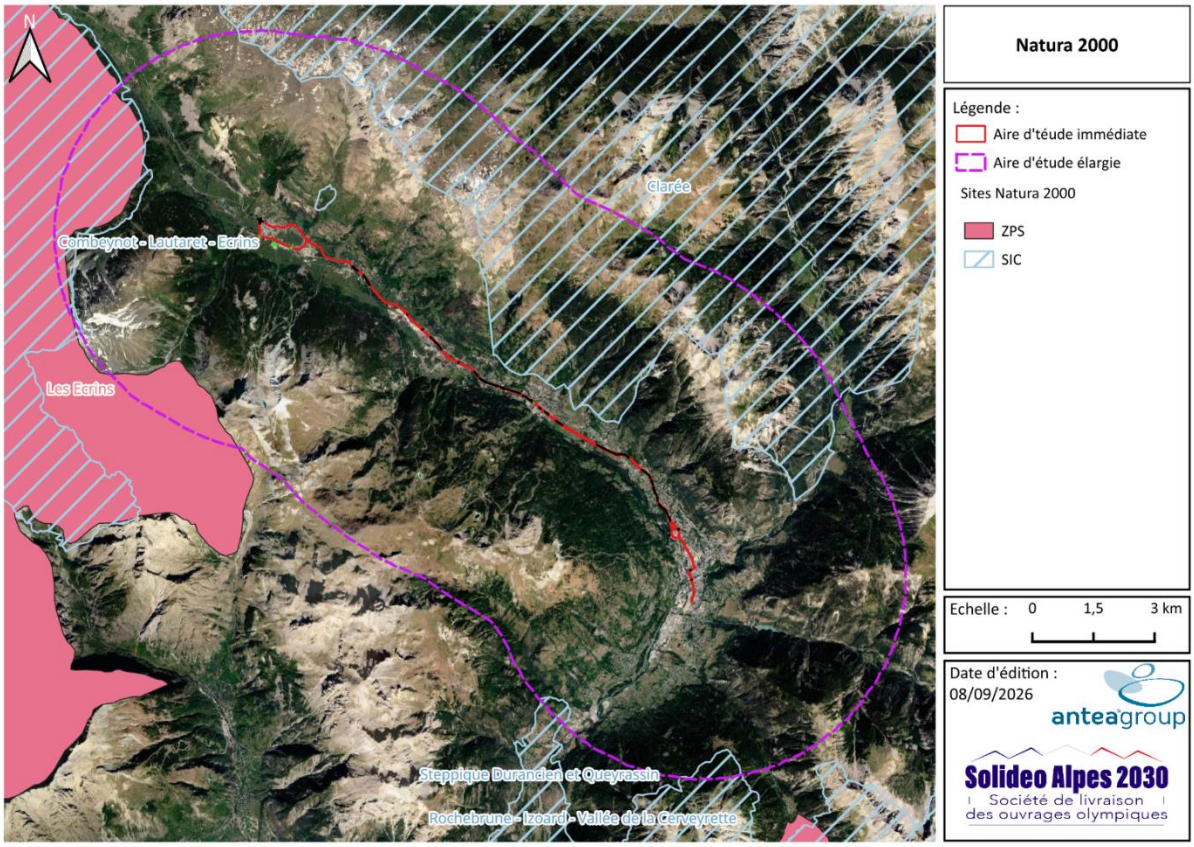
D'après l'article R. 414-23 du code de l'environnement modifié par le décret n°2010-365 du 9 avril 2010, le dossier d'évaluation des incidences doit comprendre à minima :

- Une présentation simplifiée du projet avec une carte de localisation par rapport au réseau Natura 2000 ;
- Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000.

6.4.2. Evaluation des incidences

Le projet n'est compris dans aucun site Natura 2000. En outre, des sites Natura 2000 sont assez proche du projet.

Figure 51 : Localisation des sites Natura 2000



La ZSC « Clarée » (FR9301499), localisée à 0,4 km (25 680,69 ha), couvre une vallée alpine relativement préservée, caractérisée par une grande diversité d'habitats : cours d'eau, prairies de fauche, zones humides, forêts et milieux d'altitude. Elle accueille de nombreuses espèces d'intérêt communautaire, notamment liées aux milieux aquatiques et prairiaux.

La ZSC « Combeynot – Lautaret – Écrins » (FR9301498), à 0,8 km (9 924,34 ha), concerne principalement des habitats de haute montagne (éboulis, pelouses alpines, glaciers résiduels), abritant des espèces adaptées à des conditions climatiques rigoureuses.

La ZPS « Les Écrins » (FR9310036), située à 3,2 km (91 762,70 ha), vise la conservation de nombreuses espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire, notamment des rapaces et des espèces inféodées aux milieux ouverts et rupestres.

Enfin, les ZSC « Rochebrune – Izoard – Vallée de la Cerveyrette » (FR9301503) et « Steppique durancien et queyrassien » (FR9301502), situées respectivement à 4,3 km et 4,5 km, complètent ce réseau en protégeant des milieux variés allant des pelouses sèches steppiques aux habitats montagnards.

Habitats / Espèces	Clarée	Combeynot - Lautaret - Ecrins	Rochebrune - Izoard - Vallée de la Cerveyrette	Les Ecrins	Steppique durancien et queyrassien	Relations fonctionnelles avec le projet	Incidence évaluée
	FR9301499	FR9301498	FR9301503	FR9310036	FR9301502		
Habitats							
3130 - Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des *Littorelletea uniflorae* et/ou des *Isoeto-Nanojuncetea*	✓		✓	*aucun habitat*		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
3140 - Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à *Chara spp*.	✓		✓	*aucun habitat*		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
3150 - Lacs eutrophes naturels avec végétation du *Magnopotamion* ou de *l'Hydrocharition*	✓			*aucun habitat*		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
3220 - Rivières alpines avec végétation ripicole herbacée	✓	✓	✓	*aucun habitat*	✓	**Présent** (alluvions du lit mineur) – L'habitat 3220 est présent dans le lit mineur de la Guisane, mais les travaux n'induisent aucune destruction de ce milieu ni la perte de ses fonctions écologiques principales (maintien de la mosaïque alluviale, transit sédimentaire). L'incidence du projet sur l'état de conservation local de cet habitat est jugé **non-significatif**.	***NON SIGNIFICATIF***
3230 - Rivières alpines avec végétation ripicole ligneuse à *Myricaria germanica*			✓	*aucun habitat*	✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***

Habitats / Espèces	Clarée	Combeynot - Lautaret - Ecrins	Rochebrune - Izoard - Vallée de la Cerveyrette	Les Ecrins	Steppique durancien et queyrassien	Relations fonctionnelles avec le projet	Incidence évaluée
	FR9301499	FR9301498	FR9301503	FR9310036	FR9301502		
3240 - Rivières alpines avec végétation ripicole ligneuse à *Salix elaeagnos*	✓	✓	✓	*aucun habitat*	✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
4060 - Landes alpines et boréales	✓	✓	✓	*aucun habitat*	✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
4070 - Fourrés à *Pinus mugo* et *Rhododendron hirsutum* (*Mugo-Rhododendretum hirsuti*) *	✓			*aucun habitat*		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
4080 - Fourrés de *Salix spp.* subarctiques	✓		✓	*aucun habitat*		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
4090 - Landes oroméditerranéennes endémiques à genêts épineux	✓		✓	*aucun habitat*		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
5130 - Formations à Juniperus communis sur landes ou pelouses calcaires	✓		✓	*aucun habitat*	✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
6150 - Pelouses boréo-alpines siliceuses	✓		✓	*aucun habitat*		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
6170 - Pelouses calcaires alpines et subalpines	✓	✓	✓	*aucun habitat*		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (*Festuco-Brometalia*) (* sites d'orchidées remarquables)	✓	✓	✓	*aucun habitat*	✓	**Présent** (pelouse sèche et prairie méso-xérophile) - après application des mesures d'évitement et de réduction, les pelouses sèches ne subissent aucune destruction permanente, tandis que la perte de prairie méso-xérophile reste limitée 2 308 m^2. L'incidence du projet sur l'état de conservation local de cet habitat est jugé **non-significatif**.	***NON SIGNIFICATIF***

Habitats / Espèces	Clarée	Combeynot - Lautaret - Ecrins	Rochebrune - Izoard - Vallée de la Cerveyrette	Les Ecrins	Steppique durancien et queyrassien	Relations fonctionnelles avec le projet	Incidence évaluée
	FR9301499	FR9301498	FR9301503	FR9310036	FR9301502		
6230 - Formations herbeuses à *Nardus*, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale) *	✓	✓		*aucun habitat*		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
6410 - Prairies à *Molinia* sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (*Molinion caeruleae*)	✓		✓	*aucun habitat*		**Présent** (prairie méso-hygrophile) – La destruction permanente de cet habitat par les opérations de terrassement sera limitée à 212 m^2. Les mesures de réduction permettront le maintien de l'état de conservation et des fonctionnalités écologiques de cet habitat. L'incidence du projet sur l'état de conservation local de cet habitat est jugé **non-significatif.**	***NON SIGNIFICATIF***
6430 - Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	✓	✓	✓	*aucun habitat*		**Présent** (mégaphorbiaie à Reine des prés) - le projet entraînera la destruction permanente de seulement 965 m^2 de mégaphorbiaie. La perte d'une surface restreinte et le maintien global des conditions hydrologiques permettent la préservation local de cet habitat. L'incidence du projet sur l'état de conservation local de cet habitat est jugé **non-significatif**.	***NON SIGNIFICATIF***
6520 - Prairies de fauche de montagne	✓	✓	✓	*aucun habitat*	✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
7110 - Tourbières hautes actives *		✓		*aucun habitat*		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***

Habitats / Espèces	Clarée	Combeynot - Lautaret - Ecrins	Rochebrune - Izoard - Vallée de la Cerveyrette	Les Ecrins	Steppique durancien et queyrassien	Relations fonctionnelles avec le projet	Incidence évaluée
	FR9301499	FR9301498	FR9301503	FR9310036	FR9301502		
7140 - Tourbières de transition et tremblantes	✓		✓	*aucun habitat*		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
7220 - Sources pétrifiantes avec formation de tuf (*Cratoneurion*) *	✓	✓	✓	*aucun habitat*	✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
7230 - Tourbières basses alcalines	✓	✓	✓	*aucun habitat*	✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
7240 - Formations pionnières alpines du *Caricion bicoloris-atrofuscae* *	✓		✓	*aucun habitat*		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
8110 - Eboulis siliceux de l'étage montagnard à nival (*Androsacetalia alpinae* et *Galeopsietalia ladani*)	✓	✓	✓	*aucun habitat*		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
8120 - Eboulis calcaires et de schistes calcaires des étages montagnard à alpin (*Thlaspietea rotundifolii*)	✓	✓	✓	*aucun habitat*		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
8130 - Eboulis ouest-méditerranéens et thermophiles	✓	✓	✓	*aucun habitat*	✓	**Présent** (pelouse sèche écorchée) - la réalisation des travaux aménagements routiers engendrera la destruction permanente de 873 m^2 de pelouses sèches écorchées, une surface restreinte et localisée. Cette perte reste ponctuelle et n'affecte pas la fonctionnalité écologique de l'habitat pour les espèces floristiques et faunistiques qui y sont inféodé. L'incidence du projet sur l'état de conservation local de cet habitat est jugé **non-significatif**.	***NON SIGNIFICATIF***

Habitats / Espèces	Clarée	Combeynot - Lautaret - Ecrins	Rochebrune - Izoard - Vallée de la Cerveyrette	Les Ecrins	Steppique durancien et queyrassien	Relations fonctionnelles avec le projet	Incidence évaluée
	FR9301499	FR9301498	FR9301503	FR9310036	FR9301502		
8210 - Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique	✓		✓	*aucun habitat*	✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
8220 - Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique	✓	✓	✓	*aucun habitat*	✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
8230 - Roches siliceuses avec végétation pionnière du *Sedo-Scleranthion* ou du *Sedo albi-Veronicion dillenii*	✓	✓		*aucun habitat*	✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
8240 - Pavements calcaires *	✓			*aucun habitat*	✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
8310 - Grottes non exploitées par le tourisme	✓			*aucun habitat*	✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
8340 - Glaciers permanents	✓	✓	✓	*aucun habitat*		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
9180 - Forêts de pentes, éboulis ou ravins du *Tilio-Acerion* *		✓		*aucun habitat*		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
91E0 - Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae*) *	✓			*aucun habitat*		**Présent** (frênaie-peupleraie alluviale) - Les travaux projetés conduiront à la destruction permanente de seulement 7 m² de frênaie-peupleraie alluviale. Les mesures de réduction prévues, notamment la limitation des interventions en zone humide, la prévention des pollutions, la gestion adaptée des eaux de chantier, la sensibilisation du personnel et la gestion des espèces exotiques envahissantes, assurent le maintien de la fonctionnalité hydrologique et biologique de la ripisylve.	***NON SIGNIFICATIF***

Habitats / Espèces	Clarée	Combeynot - Lautaret - Ecrins	Rochebrune - Izoard - Vallée de la Cerveyrette	Les Ecrins	Steppique durancien et queyrassien	Relations fonctionnelles avec le projet	Incidence évaluée
	FR9301499	FR9301498	FR9301503	FR9310036	FR9301502		
						L'incidence résiduelle du projet sur l'état de conservation local de cet habitat est jugé **non-significatif**.	
9410 - Forêts acidophiles à *Picea* des étages montagnard à alpin (*Vaccinio-Piceetea*)	✓		✓	*aucun habitat*		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
9420 - Forêts alpines à *Larix decidua* et/ou *Pinus cembra*	✓	✓	✓	*aucun habitat*	✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
9430 - Forêts montagnardes et subalpines à *Pinus uncinata* (* si sur substrat gypseux ou calcaire)	✓	✓		*aucun habitat*	✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
9430 - Forêts montagnardes et subalpines à *Pinus uncinata* (* si sur substrat gypseux ou calcaire) *	✓		✓	*aucun habitat*	✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Espèces							
Aegolius funereus				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Aegypius monachus				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Alectoris graeca saxatilis				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Aquila chrysaetos				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Ardea cinerea				✓		**Présent** (alimentation) - Le Héron cendré ne fréquente le site que pour son alimentation	***NON SIGNIFICATIF***

Habitats / Espèces	Clarée	Combeynot - Lautaret - Ecrins	Rochebrune - Izoard - Vallée de la Cerveyrette	Les Ecrins	Steppique durancien et queyrassien	Relations fonctionnelles avec le projet	Incidence évaluée
	FR9301499	FR9301498	FR9301503	FR9310036	FR9301502		
						et ne dépend pas des habitats impactés pour des fonctions vitales telles que la reproduction ou l'hivernage. Les mesures de préservation des boisements alluviaux et milieux humides ainsi que la création de mares interconnectées permettent de largement limités les impacts du projet sur l'espèce. L'incidence résiduelle du projet sur l'état de conservation local de cette espèce est jugé **non-significatif**.	
Barbastella barbastellus	✓	✓	✓		✓	**Présente** - Le projet induit une destruction très limitée d'habitats favorables (7 m^2), pouvant affecter temporairement la continuité écologique et la fonctionnalité de la trame noire. Plusieurs mesures réduisent les impacts directs et perturbations induites par le projet : la conservation prioritaire des boisements alluviaux (limitation des coupes et des abattages), l'intervention en dehors des périodes sensibles, et la réduction de la pollution lumineuse sur l'ensemble du linéaire. Par ailleurs, la mise en place de 32 500 m^2milieux arbustifs et arborés permettra le maintien du potentiel d'accueil local pour cette espèce. L'incidence résiduelle du projet sur l'état de conservation local de cette espèce est jugé non-significatif.	***NON SIGNIFICATIF***
Bonasa bonasia				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Botrychium simplex			✓			Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***

Habitats / Espèces	Clarée	Combeynot - Lautaret - Ecrins	Rochebrune - Izoard - Vallée de la Cerveyrette	Les Ecrins	Steppique durancien et queyrassien	Relations fonctionnelles avec le projet	Incidence évaluée
	FR9301499	FR9301498	FR9301503	FR9310036	FR9301502		
Bubo bubo				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Canis lupus	✓	✓	✓			Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Caprimulgus europaeus				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Circaetus gallicus				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Circus cyaneus				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Circus pygargus				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Cypripedium calceolus	✓				✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Dracocephalum austriacum	✓		✓		✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Dryocopus martius				✓		**Présent** - l'espèce ne fréquente le site n'a été observée sur le site que pour son transit pas pour sa reproduction. Les boisements traversés par le projet ne présentent pas les caractéristiques de vieux peuplements propices à sa reproduction. L'espèce ne dépendant pas des habitats impactés pour sa reproduction, la perte de milieux arborés et arbustifs n'affecte pas les étapes critiques de son cycle biologique. Les nuisances associées à la phase de chantier (bruit, présence humaine) sont temporaires et seront atténuées par la planification des travaux hors période de reproduction de l'avifaune. De plus, la conservation prioritaire des grands boisements alluviaux	***NON SIGNIFICATIF***

Habitats / Espèces	Clarée	Combeynot - Lautaret - Ecrins	Rochebrune - Izoard - Vallée de la Cerveyrette	Les Ecrins	Steppique durancien et queyrassien	Relations fonctionnelles avec le projet	Incidence évaluée
	FR9301499	FR9301498	FR9301503	FR9310036	FR9301502		
						et des ripisylves (limitation des coupes) garantit le maintien d'habitats de refuge et d'alimentation. La reconstitution de milieux arborés et arbustifs par la création de haies champêtres permettra le maintien du potentiel d'accueil du site pour cette espèce. **L'incidence résiduelle du projet sur l'état de conservation local de cette espèce est jugé non-significatif.**	
Egretta garzetta				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Emberiza hortulana				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Eryngium alpinum		✓			✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Eudromias morinellus				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Euphydryas aurinia	✓	✓	✓		✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Euplagia quadripunctaria	✓					Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Falco peregrinus				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Glaucidium passerinum				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Graellsia isabellae	✓		✓		✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Gypaetus barbatus				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Gyps fulvus				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***

Habitats / Espèces	Clarée	Combeynot - Lautaret - Ecrins	Rochebrune - Izoard - Vallée de la Cerveyrette	Les Ecrins	Steppique durancien et queyrassien	Relations fonctionnelles avec le projet	Incidence évaluée
	FR9301499	FR9301498	FR9301503	FR9310036	FR9301502		
Lagopus muta helvetica				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Lanius collurio				✓		**Présent** - un couple localisé entre Chantemerle et Saint-Chaffrey a été observée sur le site. Les travaux induiront la destruction de 1 003 m^2 de fourrés mésophiles et de 139 m^2 de fourrés méso-hygrophiles utilisés comme sites de nidification. Ces effets restent toutefois limités spatialement. Les nuisances associées à la phase de chantier (bruit, présence humaine) sont temporaires et seront atténuées par la planification des travaux hors période de reproduction de l'avifaune. De plus, la limitation de destruction des milieux arbustifs favorables à l'espèce permet le maintien d'habitat favorable. En complément, la reconstitution de milieux arborés et arbustifs par la création de haies champêtres permettra le maintien du potentiel d'accueil du site pour cette espèce. **L'incidence résiduelle du projet sur l'état de conservation local de cette espèce est jugé non-significatif.**	***NON SIGNIFICATIF***
Lullula arborea				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Milvus migrans				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Milvus milvus				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Myotis bechsteinii			✓			Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***

Habitats / Espèces	Clarée	Combeynot - Lautaret - Ecrins	Rochebrune - Izoard - Vallée de la Cerveyrette	Les Ecrins	Steppique durancien et queyrassien	Relations fonctionnelles avec le projet	Incidence évaluée
	FR9301499	FR9301498	FR9301503	FR9310036	FR9301502		
Myotis blythii	✓	✓	✓		✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Myotis emarginatus	✓		✓			Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Myotis myotis		✓			✓	**Présent** - le Grand Murin est mentionné comme présent de façon anecdotique dans la zone d'étude. Aucune gîte n'a été spécifiquement identifié pour cette espèce, seules des présences à faible fréquence sont signalées au sein d'un cortège local riche. Les incidences du projet sur cette espèce portent en premier lieu sur la destruction de 2 038 m^2 d'accrus arborées et fourrés favorables a son transit et son alimentation. Plusieurs mesures permettent de réduire les impacts directs et perturbations induites par le projet : la conservation prioritaire des boisements alluviaux (limitation des coupes et des abattages), l'intervention en dehors des périodes sensibles, et la réduction de la pollution lumineuse sur l'ensemble du linéaire. Par ailleurs, la mise en place de 32 500 m^2 milieux arbustifs et arborés permettra le maintien du potentiel d'accueil local pour cette espèce. L'incidence résiduelle du projet sur l'état de conservation local de cette espèce est jugé **non-significatif.**	***NON SIGNIFICATIF***
Pernis apivorus				✓		**Présent** - Cette espèce a été observée uniquement en survol de la zone d'étude. Aucun indice de nidification ni de	***NON SIGNIFICATIF***

Habitats / Espèces	Clarée	Combeynot - Lautaret - Ecrins	Rochebrune - Izoard - Vallée de la Cerveyrette	Les Ecrins	Steppique durancien et queyrassien	Relations fonctionnelles avec le projet	Incidence évaluée
	FR9301499	FR9301498	FR9301503	FR9310036	FR9301502		
						comportement de chasse n'a été relevé. L'espèce ne dépendant pas des habitats impactés pour sa reproduction, la perte de milieux arborés et arbustifs n'affecte pas les étapes critiques de son cycle biologique. Les nuisances associées à la phase de chantier (bruit, présence humaine) sont temporaires et seront atténuées par la planification des travaux hors période de reproduction de l'avifaune. De plus, la conservation prioritaire des grands boisements alluviaux et des ripisylves (limitation des coupes) garantit le maintien d'habitats de refuge et d'alimentation. La reconstitution de milieux arborés et arbustifs par la création de haies champêtres permettra le maintien du potentiel d'accueil du site pour cette espèce. L'incidence résiduelle du projet sur l'état de conservation local de cette espèce est jugé **non-significatif.**	
Potentilla delphinensis		✓				Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Pyrrhocorax pyrrhocorax				✓		**Présent** - le Crave à bec rouge est une espèce rupestre typique des falaises et escarpements rocheux, qu'il utilise pour la nidification et le repos. Sur le site, l'espèce a été observée sur le site uniquement en recherche alimentaire, sans observation de nidification. Les habitats rupestres favorables à la reproduction sont absents du périmètre d'étude. Les nuisances	***NON SIGNIFICATIF***

Habitats / Espèces	Clarée	Combeynot - Lautaret - Ecrins	Rochebrune - Izoard - Vallée de la Cerveyrette	Les Ecrins	Steppique durancien et queyrassien	Relations fonctionnelles avec le projet	Incidence évaluée
	FR9301499	FR9301498	FR9301503	FR9310036	FR9301502		
						associées à la phase de chantier (bruit, présence humaine) sont temporaires et seront atténuées par la planification des travaux hors période de reproduction de l'avifaune. De plus, la limitation de destruction des milieux arbustifs favorables à l'espèce permet le maintien d'habitat favorable. En complément, la reconstitution de milieux arborés et arbustifs par la création de haies champêtres permettra le maintien du potentiel d'accueil du site pour cette espèce. L'incidence résiduelle du projet sur l'état de conservation local de cette espèce est jugé **non-significatif**.	
Rhinolophus ferrumequinum			✓		✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Rhinolophus hipposideros			✓		✓	Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Scolopax rusticola				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Tetrao urogallus aquitanicus				✓		Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Trifolium saxatile		✓				Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***
Vertigo geyeri			✓			Absent - aucune relation fonctionnelle	***NON SIGNIFICATIF***

Au regard de l'évaluation des incidences résiduelles, **le projet n'induit pas d'incidences notables** impliquant la remise en cause du bon état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire ayant servi à la désignation des sites Natura 2000 suivants :

- ZSC « Clarée » (FR9301499) ;
- ZSC « Combeynot - Lautaret – Ecrins » (FR9301498) ;
- ZSC « Rochebrune - Izoard - Vallée de la Cerveyrette » (FR9301503) ;
- ZSC « Steppique durancien et queyrassien » (FR9301502) ;
- ZPS « Les Ecrins » (FR9310036).

7. Conclusion

Le projet de Ligne Olympique Réservée s'inscrit principalement dans l'emprise ou à proximité immédiate de la route existante entre Briançon et Le Monêtier-les-Bains. Il consiste en une adaptation ponctuelle de cet axe, sans création d'une infrastructure de transport entièrement nouvelle, sans modification de sa vocation générale et sans remise en cause de la continuité du tracé existant. Les élargissements, adaptations de carrefours et autres aménagements nécessaires au fonctionnement de la LOR demeurent localisés et ont principalement pour objet d'améliorer la circulation et la performance des transports collectifs.

Sur le plan hydraulique, le projet ne conduit pas à une évolution du classement réglementaire de l'infrastructure au titre de la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement.

Les modalités de gestion des eaux pluviales demeurent fondées sur le fonctionnement hydraulique général de la plateforme routière existante et sur la conservation, autant que possible, des bassins versants et des exutoires actuels. Les aménagements projetés visent à maîtriser les ruissellements supplémentaires liés aux surfaces nouvellement imperméabilisées, à privilégier la gestion à la source, à séparer lorsque cela est nécessaire les eaux issues des bassins versants naturels de celles de la plateforme routière et à assurer, aux points sensibles, la rétention, l'infiltration ou le traitement des eaux avant rejet. Cette gestion est conçue de manière à ne pas aggraver les débits à l'aval, à préserver la qualité des milieux récepteurs et à éviter une dégradation du fonctionnement hydraulique existant.

Enfin, bien que le tracé soit situé à proximité de plusieurs sites Natura 2000, l'analyse des incidences réalisée au regard des habitats et des espèces ayant justifié leur désignation ne met pas en évidence d'incidence significative susceptible de porter atteinte à leurs objectifs de conservation.

Ainsi, au regard du maintien de la vocation et de l'organisation générale de la route existante, de l'absence d'évolution de son classement au titre de la rubrique 2.1.5.0, de la maîtrise des eaux pluviales et de l'absence d'incidence significative sur le réseau Natura 2000, le projet de LOR peut être considéré comme une évolution fonctionnelle et localisée de l'infrastructure actuelle, ne présentant pas le caractère d'une transformation substantielle de l'axe routier entre Briançon et Le Monêtier-les-Bains.

Annexes

Annexe 1 : Formulaire de déclaration d'existence (article R214-53 du Code de l'Environnement) de la Préfecture des Hautes-Alpes

Annexe 2 : Cartographies de l'impact hydraulique du projet

Annexe 3 : Tableau récapitulatif des surfaces actuelles

Annexe 4 : Tableau récapitulatif des surfaces projetées